

nsus au Parlement Nouvelle-Calédonie

Comments of the second

z defend

actère « sacré du dimanche A Mark Brend Co.

1

111.00

Company of the control of the contro Party make the state of the

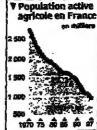
🐞 🦇 🖟 and the state of the s





LE MONDE ÉCONOMIE

Agriculture: réformer la PAC Emploi: 18 pages



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 16623 - 7,50 F - 1,13 EURO

MERCREDI 8 JUILLET 1998

FONDATEUR: HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Bruxelles rappelle les Onze à la discipline budgétaire

LES MINISTRES des finances des onze pays de l'euro, réunis lundi 6 juillet à Bruxelles, ont constaté un vers l'indépendance et la transparelâchement de la discipline budgétaire au sein de l'Euroland, tout en dé par Lionel Jospin afin de préparer se félicitant d'une bonne situation économique générale au sein de l'Union. La Commission a sorti ses « cartons jaunes », visant particulièrement la France, dont le déficit structurel s'aggraverait en 1998 et 1999. A Pexception du Luxembourg, tous les pays sont peu ou pron épin-glés, notamment l'Italie et la Belgique, en raison d'un endettement très lourd. Le président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, a estimé à 3 % en moyenne la croissance dans l'Union pour 1998. Les Quinze ont, par ailleurs, accepté que les accords conclus entre la France et la zone franc soient maintenus après le pas-

Nucléaire : une loi pour la transparence

 Jean-Yves Le Déaut, député socialiste, a remis à Lionel Jospin son rapport sur la refonte du dispositif de contrôle nucléaire
 Il demande l'élaboration d'une « loi fondatrice » et la fin de la « culture du secret » • La création d'une autorité de surveillance indépendante est proposée

LE DÉPUTÉ socialiste de Meurthe-et-Moselle Jean-Yves Le Déaut devait remettre au premier ministre, mardi 7 juillet, son rapport sur le système français de sûreté mcléaire, sous-titré La longue morche rence. Ce travail lui avait été demanune loi sur la transparence du contrôle de la filière nucléaire. Le système est « globalement satisfaisant», souligne-t-il, mais des séries d'incidents out « porté atteinte à la crédibilité de l'ensemble de l'édifice ». Le parlementaire met en cause les faiblesses des organismes responsables de la radioprotection et l'éclatement des responsabilités en une multitude de services et de ministères se traduisant par l'apparition de « zones d'ombre ou de quasi absence de l'Etat »:

M. Le Déaut propose une « loi fondatrice sur l'énergie rucléaire » créant une autouité indépendante qui regrouperait les fonctions de contrôle de la radioprotection et de la sûreré. Une agence de radioprotection serair. Lire page 2 chargée de l'expertise. L'Office de



protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) et l'institut de pro-tection et de sûreté nucléaire (IPSN), qui serait définitivement détaché du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), fusionneralent.

Concernant le nucléaire militaire. M. Le Déaut propose qu'un « droit de regard » soit exercé par l'autorité indépendante afin de garantir au public le niveau de sécurité des installations de ce secteur. Pour assurer une meilleure transparence, le rapporteur préconise d'instaurer un contrôle du Parlement sur l'activité et le budget des futurs organismes.

En outre, les conditions de fermeture de Superphénix out été examinées par une commission d'enquête créée à l'Assemblée nationale où de nombreux députés enquêtent sur les sujets les plus divers comme la Corse et les tribunaux de commerce. Aiguillonnés par les « affaires », les parlementaires semblent décidés à user de leurs prérogatives dans le contrôle du fonctionnement de



■ Encore faut-il vaincre la Croatie...

■ Les stratégies d'attaque françaises

■ Les secrets tactiques des demi-finalistes

L'argent de la Coupe et le marketing sportif

Lire notre cahier se Mondial

Défection iranienne

Ahmad Rezal, fils d'un des dignitaires de la République tranienne, a fait ; defection aux États-Unis, portant un coup dur à la faction conservatrice du

Réforme de l'assurance-maladie

Après l'annonce, lundi, du plan de Martine Aubry, les industriels du médicament et les radiologues se disent prèts au dialogue. Les syndicats sont divisés. p. 6, les points de vue p. 11 et notre editoriai p. 12

■ L'été festival

« Didon et Enée », de Henry Purcell, ouvre avec édat le festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence. Deux pages quotidiennes sur les festivals de l'été, jusqu'au 4 août. p. 22 et 23

Restructuration des armées

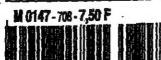
Les demières mesures, annoncées mardi par le ministre de la défense, affectent surtout l'ile-de-France, la Haute et la Basse-Normandie. p. 28

Téléphone: peu de concurrence réelle

Six mois après l'ouverture du marché des télécommunications, le paysage français n'est pas bouleversé. Seul Cep. 13 getel semble s'imposer.

Sauver le Balzar

Trois cents aficionados de la brasserie parisienne se sont groupes dans une association loi de 1901 pour défendre p. 20



Le Japon lance sur le marché SOS Vengeance et SOS Amis

TOKYO

 de notre correspondant Récession ou pas, le Japon reste une société de services. Toutes sortes de services. Alibi, vengeance, étalage de relations : il suffit de s'adresser à une société spécialisée et de payer. Ainsi, vous n'avez pas assez de relations, mais vous souhaitez beaucoup d'invités à votre mariage. Une société de benriyo-son (« ceux qui sont commodes » : les dépanneurs en tout genre en quelque sorte) vous en fournira. Ils et elles, habillés bon chic bon genre, viendront vous congratuler, faire quelques plaisanteries sur le marié ou la mariée avant de s'éclipser discrètement, leur prestation accomplie. Ces « amis » ont été loués, souvent par la famille de l'un des conjoints, pour en mettre plein la vue à l'autre. On peut ainsi s'offrir des « parents » ou un hôte d'honneur. Les prix varient de 30 000 yens (1 500 francs) pour une simple « relation » à 150 000 yens pour un « professeur » ou un « éminent »

D'autres sociétés fournissent à la demande un alibi. Fausses références de travail, faux

8. rue Royale Paris 8 - Tél.: 01.42.86.96.16

ROLEX

voyage d'affaires en province pour un mari volage ou faux garants : les explications souhai-tées par le client sont fournies au téléphone par la vobs suave d'une « secrétaire » ou celle, assurée, d'un « supérieur » de l'intéressé. Une radio d'Osaka fournit aussi à la demande un fond sonore alibi: brouhaha d'une gare ou d'un aéroport, par exemple, pour donner l'impression que l'interlocuteur appelle d'une cabine publique... On trouve pléthore de publicités de ces fournisseurs d'alibis dans les journaux populaires.

La récession aidant, avec son cortège de prêts irrécouvrables et de faillites, est apparu un autre type de service : la vengeance. « Nous nous chargeons de vous venger », peut-on lire sur des affichettes publicitaires dans des cabines téléphoniques. Selon le quotidien Asahi shimbun, qui a interviewé le patron de l'une de ces officines, celui-ci reçoit une cinquantaine d'appels par jour, dont certains sont des demandes d'assassinat... Théoriquement, la vengeance ne doit pas contrevenir à la loi. Par exemple, une employée victime de harcèlement sexuel se vengera de son supérieur en le

VACHT-MASTER

faisant humilier en public. Mais la menace n'est pas la moindre des méthodes des « justi-

Ces officines de vengeance sont gérées, on s'en doute, par des voyous. Le yakuza a longtemps joué un rôle d'intermédiaire dans le règlement des accidents de la circulation ou la récupération de dettes, encaissant au passage une commission. Les Japonals, qui ne souffrent pas du prurit judiciaire des Américains, ne vont en effet devant les tribunaux qu'en dernier recours. Mais ils ont un sens aigu de l'injustice, et la réparation d'un préjudice ou d'une malveillance est chose impor-

En raison des lenteurs de la justice, les Japonais préfèrent donc, aujourd'hui encore, régler leurs différends à l'amiable. Cette attitude a favorise l'apparition de ces PME qui emploient toute une gamme de préposés. Le public peut danc choisir entre plusieurs officines de réparation extralégale des torts qui ont pignon sur rue. En toute bonne justice, en quelque sorte.

Philippe Pons

Les toxicomanes oubliés

QUI LUTTE contre la toxicomanie? Tout le monde et personne, révèle un rapport de la Cour des comptes rendu public mardi 7 juillet. Le décryptage des magistrats souligne les failles dans l'utilisation des crédits publics, plus de 1 milliard de francs. Ils insistent aussi sur l'insuffisante volonté politique et les carences des services de l'Etat, et reprochent l'absence de stratégie dans la lutte contre la toxicomanie. Le rapport constate que les actions menées par différents ministères le sont sans concertation avec les autres administrations, et que des acteurs essentiels comme la police, la gendarmerie et les douanes obéissent à des logiques différentes.

Lire page 8

L'idéologie du monde

Moscou à Washington, de Paris à représentations, remis à sa place Camberra, de Rome à Rio. pour différentes que soient les situations, pour diverses que soient les cultures, les commandements de l'action politique sont partout les mêmes: stabilité des prix, équilibre budgétaire, compétitivité, privatisation, dérégulation. D'où vient cette similitude des discours sous tous les vents de la planète? Cette étrange impression que l'on a parfois dans les hôtels, tant ils sont semblables, que l'on n'a pas changé de place alors que l'on est au bout du monde.

La réponse la plus immédiate est que la mondialisation des discours est conséquence de la mondialisation des marchés, que la bonne économie s'enseigne par-tout, et que l'on a fermé l'université Lumumba à Moscou. Il n'y aurait donc rien d'idéologique dans cette évolution. Chaque pays affronte une même réalité, est soumis aux mêmes contraintes et a la même exigence, celle de l'adaptation à des marchés mondialisés. Crédibilité, compétitivité, innovation sont les ingrédients essentiels des stratégies nationales dans un tel environnement.

L'effondrement du mur de Berlin a institué l'économie de marché en modèle universel de référence. Ce « fait idéologique », pour ainsi dire, a profondément

DE TUNIS à Buenos Aires, de ébranlé les convictions, affecté les la volonté politique en la confrontant à ses limites.

Le marché est désormais le seul système au travers duquel se jouera et s'organisera la compétition des nations et la dévolution des richesses et des positions à l'intérieur des nations. L'un implique l'autre. Quelles que scient les intentions de départ, le marché incite à la compétition, à la conquête d'avantages concurrentiels. Il suscite une dynamique irrésistible dans laquelle les considérations de coûts, d'innovations, de recherche de positions dominantes sont les enjeux ultimes. Il épouse ici, en une sorte de symbiose, l'individualisme ambiant.

Or, le «socialisme», qui, sous quelque forme que ce soit, intro-duit les notions de collectif et de partage, interfère profondément avec les mécanismes de marché, au point de constituer un handicap de compétitivité pour le pays qui s'y risquerait.

C'est du moins la croyance généralisée de la période que nous traversons, renforcée par l'antienne de l'impossibilité du socialisme en un seul pays.

> Jean-Paul Fitoussi Dour Le Rionde

Lire la suite page 12

Guerre d'usure

à Paris



50N DIRECTEUR de cabinet lui a conseillé: « Taper là où ça fait mal. » Sur-le-champ, Jean Tiberi a supprimé aux dissidents de son conseil municipal voltures et télé-phones portables. En réagissant brutalement contre l'offensive de Jacques Toubon, qualifié de « putschiste », le maire de Paris a remporté une première bataille. Récit d'une guérilla.

Lire page 10

International2	Anjourd'hui
Prance5	Météorologie
Sodété	Jess
Régions	Culture
Horizon10	Guide outurel
Entreprises	Carnet
Annonces classées	Kiospie
Connectication 5	Abounements
Tableau de bord16	Radio-Telévision.

INTERNATIONAL

EUROPE Les ministres des finances de l'Euro 11, réunis pour leur deuxième session lundi 6 juillet à Bruxelles, puis leurs quatre autres collègues ont constaté le relâche-

ment des politiques budgétaires de l'ensemble des pays de la zone, après leurs efforts pour se conformer aux critères de Maastricht. • LA FRANCE est particulièrement visée, avec un croissance soutenue de 3 % en

déficit structurel qui progresse en 1998 et 1999, selon les chiffres de la Commission. • WIM DUISENBERG, le croissance soutenue de 3 % en

moyenne dans l'Union, évaluant l'impact de la crise asiatique à moins d'un demi-point de croissance.

L'AUTRICHE, qui préside le conseil depuis le 1° juillet, veut donner la

priorité à l'emploi, la coordination des politiques économiques et le rap-prochement des fiscalités. Mais le débat institutionnel sur l'avenir de l'Eu-rope a du mal à prendre corps.

La Commission lance un avertissement sur les déficits des Quinze

Après avoir fait l'effort de se conformer aux critères de Maastricht, les pays de l'Euro 11 ont tendance à relâcher leurs politiques budgétaires. Le conseil Ecofin n'en dresse pas moins un tableau très positif de la croissance et de l'évolution de l'inflation au sein de l'Union européenne

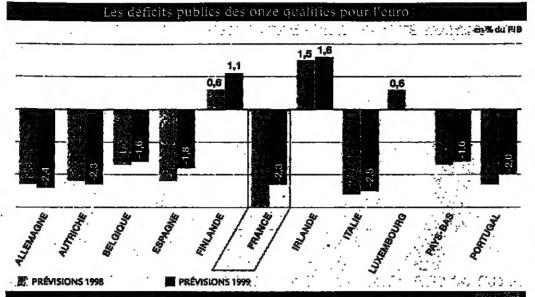
BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant Situation économique satisfai-sante, politique budgétaire parfois insuffisamment rigoureuse: tel est, en résumé, le double constat qu'ont fait les ministres des finances du groupe « Euro 11 », dont c'était la seconde réunion, lundi 6 juillet à Bruxelles, en présence de Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne (BCE). L'Euro 11, qui a duré deux heures, a été suivi par le Conseil Ecofin à Quinze.

Les ministres de la zone euro étaient apparemment contents de leur rencontre. Le Français Dominique Strauss-Kahn a trouvé la discussion « plus vive que les habituelles réunions de l'Ecofin, mais trop courte car il faudrait que tout le monde puisse prendre la parole plusieurs fois ... Le porte-parole du commissaire Yves-Thibaut de Silguy a parlé d'échanges « complets, francs, constructifs ». L'Euro 11 prend forme et est en train de s'imposer logiquement comme un lieu de pouvoir complémentaire de la BCE mais nullement en compétition avec elle.

Une de ses tâches est de permettre une évaluation commune de la situation conjoncturelle. Lundi, l'analyse de M. Duisenberg s'est révélée très proche de celle de la Commission : la croissance est soutenue, de l'ordre de 3 % en moyenne dans l'Union, avec un risque asiatique que personne ne peut évaluer de manière précise mais qui, sauf nouvel accident, devrait coûter moins d'un demipoint de croissance.

Le président de la BCE estime que l'inflation dans l'ensemble de l'Union est correctement maîtrisée, même si dans certains pays membres où la croissance est plus Bas, l'Espagne, l'Irlande - des manifestations de « surchauffe » risquent de se produire. Du constat rassurant ainsi fait, personne ne yeut tirer de conclusion en matière de taux d'intérêt. « Nous n'en sommes vas au moment où l'on arrête la politique monétaire », a fait valoir M. Strauss-Kahn. Mais, l'objectif étant de fixer les taux les plus bas possibles afin de faciliter l'activité économique, on peut penser que, si cette absence d'inflation perdure, la BCE choisira, le 1º ianvier 1999. d'aliener les taux de la zone euro



sur les taux les plus faibles en vigueur chez les Onze, plutôt que de retenir un taux intermédiaire entre ceux-ci et ceux pius élevés. Tel semblait être le sens du message adressé aux gouvernements par M. Duisenberg.

Comme les ministres lui avaient demandé en juin afin de nountr le débat de coordination budgétaire, la Commission a présenté un tableau de bord statistique décrivant la situation dans l'Union et dans chacun des Etats membres. Selon M. de Silguy, les chiffres ainsi rassemblés font surtout apparaître que plusieurs Etats membres relachent leurs efforts d'assainissement budgétaire : les réductions des déficits annoncées pour 1998 et 1999 n'y sont imputables qu'à la croissance et aux recettes fiscales qu'elle procure, alors qu'il faudrait, au contraire, souligne-t-il, mettre à profit cette conjoncture favorable pour réduire le déficit structurel, celui qui subsisterait si l'activité devenait moins forte. Il rappelle que l'objectif du traité de Maastricht est de parvenir à moyen terme à l'équilibre budgétaire, voire à un léger surplus.....

vralent, selon M. de Silguy, se montrer particulièrement soucieux d'éliminer leur déficit structurel. Ceux qui sont lourdement endettés: c'est le cas de la Belgique et de l'Italie. Ceux qui, telle la France, ont tout juste atteint en 1997 le seuil fatidique des 3 % exigé par le traité de Maastricht pour passer à la monnaie unique. Et ceux où l'activité a tendance à s'emballer, comme l'Irlande et les Pays-Bas. En fait, pratiquement tous les membres de l'Euro 11

Trois catégories de pays de-

Euro: un compromis pour le franc CFA

LES PARTENAIRES de la France ont accepté que les accords conclus entre Paris et la zone franc à propos du franc CFA soient maintenus après le passage à quel impact ces accords pourraient avoir sur la masse monétaire de la zone euro, suscitant ainsi en Afrique l'inquiétude sur leur éventuelle remise en cause.

Les Français ont pu démontrer qu'il s'agissait là d'un accord budgétaire, sans conséquence pour la tenue de la monnaie européenne. Ces accords ne sont pas susceptibles d'infiner sur la politique monétaire et de change de la zone euro. Sous leur forme actuelle et dans l'état actuel de leur mise en œuvre, ils ne risquent donc pas de faire obstacle au bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire, ont estimé les ministres.

Le franc CFA est rattaché au franc français, selon des modalités convenues entre la France et ses partenaires africains. Les accords actuels prévoient sa convertibilité illimitée. Sa parité est aujourd'hui de

cent francs CFA pour un franc français. La Banque de France assure le contrôle des opérations et le Trésor comble les déficits, s'ils apparaissent. L'accord entériaux autorités françaises pour agir comme dans le pas-

L'autonomie laissée à la Banque de France porte également sur d'éventuels changements de parité, dont les partenaires de l'Euro 11 devront être préalablement informés. Ce n'est que dans le cas où la France et ses partenaires africains souhaiteraient modifier le périmètre de la zone ou son mode de fonctionnement qu'il faudrait repasser devant le Conseil. « Nos partenaires africains devraient être définitivement rassurés », a déclaré Dominique Strauss-Kahn.

Le franc CFA a cours dans 14 pays africains (Bénin, Burkina Paso, Côte-d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Cameroun, Congo-Brazzaville, République centrafricaine, Guinée équatoriale, Tchad, Gabon) et en République des Comores.

Le « carton jaune » vise particulièrement la France, dont le déficit structurel, tel qu'il est calculé par la Commission, non seulement ne baisse pas mais progresse en 1998 et 1999 (déficit, déduction faite de l'effet cyclique : 2,3 % en 1997, 2,6 % en 1998, 2,7 % en 1999).

M. Strauss-Kahn a trouvé que la Commission exprime là « une thèse facile », que l'évaluation sta-tistique du déficit structurel prête à controverse, que les fruits de la croissance doivent servir certes à redresser les comptes publics mais aussi à réduire les prélèvements obligatoires. Il a ajouté que le plus important est d'assurer une croissance durable, comme cela se passe aux Etats-Unis, et qu'alors, sans aucun doute, le déficit disparaîtra. Cependant, prévient-il, l'affaire n'est pas gagnée, puisque les prévisions de croissance sont déjà moins évidentes en 1999, et qu'on ne peut vraiment rien dire sur l'an 2000. Bref, « ce π'est pas à la Commission de décider ce qu'il faut faire ». Le débat concernant chacun des pays pris individuellement est resté confidentiel, mais il semble peu probable qu'une telle conclusion ait été partagée par une majorité de ministres.

COORDINATION BUDGÉTAIRE

La France n'a pas été la seule épingiée. A l'exception du Luxembourg, tous, peu ou prou, sont fautifs. Le cas de l'Italie, qui fut jadis la bête noire des tenants allemands ou néerlandais de la plus stricte orthodoxie, demeure sensible : très endettée, elle s'est engagée à pratiquer une politique budgétaire particulièrement rigoureuse, mais, obstacle nouveau, «un peu surprenant » selon M. Strauss-Kahn, on constate que la croissance y a faibli ces derniers mois, ce qui ne facilite évidemment.

Il n'v a pas eu de « consensus » à l'issue de ce débat de coordination budgétaire et la discussion a même été vive. Mais outre le fait que l'exercice, pour des raisons tenant au calendrier de l'euro, s'est tenu trop tard pour être efficace (la phase de préparation des lois budgétaires est achevée), tel n'est pas forcément l'objectif. Il serait plutôt de s'éclairer sur les intentions des uns et des autres, de se comprendre, de faire jouer la fa-

meuse « pression des pairs »... Le Conseil « Ecofin » à Quinze

marquait le début de la présidence autrichienne. A ce stade, les prioti-tés annoncées par Rudolf Eddinger, le ministre des finances autrichien, n'ont guère été contestées : l'emploi d'abord, la coordination des politiques économiques eusuite, mais aussi, avec beaucoup d'insistance, le rapprochement des fiscalités. M. Eddinger a insisté sur la nécessité de parvenir, au cours des six mois à venir, à un accord politique sur la taxation de l'épargne, mais également de faire

Faible croissance en Grande-Bretagne

L'économie britannique risque de connaître d'ici à la fin de l'armée un brutal ralentissement, voire un début de récession. Les industries manufacturières ont encore accusé une baisse de 0,4 % de leur production en mai. Pour l'ensemble de la production industrielle, c'est-à-dire secteur de l'énergie compris, la baisse d'un mois sur l'autre atteint 1,2 %. Une enquête de la Chambre de commerce et d'industrie de Londres, publice lundi 6 juin, constate une chute générale de la confiance des patrons au deuxième trimestre. Dans son étude trimestrielle, l'organisation patronale, institute of directors, fait apparaftre une nouvelle baisse des commandes à l'exportation, un ralentissement des embauches et un pessimisme accru. Enfin, l'organisme de prévisions Center for Economics and Business Research prévient qu'une chute brutale de Pactivité pontrait intervenir en 1999, rendant en partie responsable Piotroduction du salaire minimum par le gouvernement travailliste.

l'énergie. Dans les deux cas, des propositions de la Commission existent.

lean-Claude Junker, premier ministre et ministre des finances du Luxembourg, a répété qu'il n'y aurait pas de décision sur la taxation des intérêts des obligations, tant que des progrès n'auraient pas été accomplis pour rendre plus homogène l'impôt sur les sociétés. La bataille fiscale, essentielle pour l'achèvement du marché unique, n'est pas encore gagnée.

Philippe Lemaître

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations interna → Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organ Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multi Droit et monogement des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information

15 mois de spécialisation, 8 mais de pratique (pré-emploi) en entreprise.



DONNET RAISON A UDS AMBITIONS

Contact : Marion Maury ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26 Le débat sur les institutions de l'Union est bloqué

LE DEBAT politico-institutionnel sur « l'avenir de l'Europe », qu'ont voulu lancer Helmut Kohl et Jacques Chirac en adressant en mai une lettre à leurs collègues de

ANALYSE.

L'intérêt du Conseil prévu fin octobre sur « l'avenir de l'Europe » reste flou

l'Union, a du mal à prendre corps

Au récent sommet de Cardiff, les Ouinze ont décidé de consacrer au sujet à la fin octobre un Conseil européen extraordinaire, sans être pour autant capables d'en préciser ni les thèmes à aborder ni les objectifs à atteindre. Les Autrichiens, qui président les travaux des Quinze depuis le le juillet, ne cachent pas leur embarras. Ils ne sont à l'évidence pas au clair sur la manière de traiter un projet horsnorme, aux contours incertains, qui déborde, à leurs yeux au-delà du raisonnable, une actualité communautaire déjà chargée. Résultat : ce Conseil européen d'octobre demeure la grande inconnue d'une présidence pour le reste fort bien balisée entre « l'agenda 2000 » (récommune et des Fonds structurels),

négociations d'élargissement. Lors de sa réunion de la fin juin, le « Conseil des affaires générales » (ministres des affaires étrangères ou des affaires européennes), prenant sans doute conscience des dangers potentiels d'une telle improvisation, a manifesté l'intention de contribuer à la préparation de ce rendez-vous extraordinaire, mais sans préciser, à ce stade, la manière dont il envisageait de procéder. Pierre Moscovici suggérait alors que les Britanniques, tirant les conclusions de leurs six mois de présidence, fassent des suggestions sur la manière d'aller de l'avant. « Il faut bien que quelqu'un se lance, pourquoi pas l'ancienne prési-dence», avait expliqué le ministre

français des affaires européennes. L'idée, chère à Jacques Chirac, d'un Conseil « au coin du feu » où les chefs d'Etat et de gouvernements délibéreraient librement, à l'aube de la monnaie unique, des perspectives d'Union politique, de la subsidiarité ou des autres moyens de rapprocher la construction européenne de citoyens souvent méfiants, a assurément besoin d'être ordonnée si les Quinze veulent éviter l'échec. Pour avoir un sens, ce rendez-vous devra au moins déboucher sur un proforme de la Politique agricole gramme de travail et un calendrier. La lettre franco-allemande, qui

tique, tout en écartant la perspective d'un super-Etat européen, et mettait l'accent sur la nécessité de renforcer la subsidiarité, pouvait prêter à des interprétations différentes : volonté de rabaisser la Commission, de lui contester, sans trop l'avouer, des compétences, ou, de manière plus constructive, d'éviter désormais que le niveau central. européen (Commission, conseil des ministres) adopte des réglementations trop détaillées. Les Français, les Allemands, puis les Anglais qui les ont appuyés, n'avaient pas les mêmes motivations. Celles des Français étant peut-être, un peu naïvement, de ramener Bonn dans la course, de montrer à la face du monde que le tandem franco-allemand demeurait le moteur de la construction européenne.

DOUBLE OPPOSITION A Cardiff, la « bande des trois », une coalition en l'occurrence mal soudée, s'est heurtée à une double opposition. Celle de l'Espagne, de l'Italie et du Bénélux, préoccupés par l'attaque contre les institutions et la remise en cause de « l'acquis communautaire»; celle des pays nordiques, qui, face à une opinion méfiante à l'égard de l'Europe, ne veulent plus entendre parler de nouvelles révisions des Traités ou autres réflexions ambitieuses.

L'initiative franco-allemande a

donc fait long feu: les Quinze ont accepté de revoir sans faire de vague le fonctionnement du Conseil et de la Commission afin de le rendre plus efficace; d'attendre la ratification du Traité d'Amsterdam pour relancer les réformes institutionnelles nécessaires à l'élargissement. Quant à l'« avenir de l'Europe », ils se sont contentés de décider ce nouveau rendez-vous d'octobre!

« Il s'agit de commencer un processus, peut-être de désigner des représentants personnels, ce n'est pas un événement considérable », expliquait le chancelier Viktor Klima, le 30 juin à Vienne. Quant à Wolfgang Schüssel, le ministre des affaires étrangères, il constatait qu'en matière de subsidiarité, l'essentiel figurait dans le Traité d'Amsterdam; que ce que les Quinze pourraient engager utilement, c'est « un débat stratégique sur le futur de l'Europe, sur la place à faire à la Russie, à l'Ukraine, aux Républiques balka-

Pour nécessaire qu'elle soit, à l'heure de la monnaie unique, la relance de l'Europe politique est ressentie comme prématurée par une majorité de gouvernements. Sauf rebondissement, le « Sommet » d'octobre n'a dès lors plus beau-

« Pour que le pétrole coule à flots, il

ne faut pas seulement des pipelines, mais aussi des décisions politiques.»

Rayonnant, Noorsonitan Nazarhaev.

le président kazakh, se félicitait, lundi

6 juillet, d'avoir enfin réussi à s'en-

tendre avec Boris Eltsine sur un par-

tage des réserves pétrollères dans le

nord de la mer Caspienne. Il estimait

ainsi avoir reçu pour son 58° anniver-

saire, qu'il fétait le jour même, l'un

des plus beaux cadeaux qui soient. Si-

gné en grande pompe au Kremlin, avec une déclaration sur l'« amitié

éternelle et l'alliance » russo-kazakhes

et un protocole de règlement des

questions financières, l'accord sur la

Caspienne, qui fut repoussé deux

fois, met fin à plusieurs mois d'â ...

discussions entre les deux pays. Il lève

l'un des obstades majeurs pour l'ex-

ploitation future, à grande échelle,

des énormes gisements de pétrole

(estimés de 12 à 15 milliards de

tonnes, soit l'équivalent de ceux du

Koweît) de la Caspienne, clarifiant

pour la première fois, par écrit, la dé-

licate question des frontières de cette

contenu avait été arrêté oralement

entre les deux présidents en avril

1997, la Russie et le Razakhstan se

sont engagés à délimiter les fonds

marios du nord de la Caspienne et à

respecter les droits souverains des

Etats tiverains. En clair, les parties

En vertu de ce document, dont le

CHEST STREET, cits des Quinze

西班班市大学

Exposed to the control of the contro Acres to the state of the souldings of the sould be sould The state of the factions of the state of th

gard and a sound of the first of

STATES AND A mount --- ---Fig. to go y ----Faible croissance 11, 21, 21, 14, 1

धत Grande-Bretage

The state of the state of

The state of the s

Comments of a characteristic long

A CONTRACTOR OF THE SECOND

Branch Control Physics gent of the

A CHARLEST TO WARRY TO

A THE STREET

大部門 は本語が かたいしょう

A ...

miles of the

and the second

THE ...

ومن والروايد والأدرايية

Les protestants de l'ordre d'Orange maintiennent l'Ulster sous tension

Des manifestations loyalistes ont été autorisées

BELFAST (Ulster) de natre envoyée spéciale « Nous savons que des éléments. dans chacun des deux camps, tentent d'exploiter les parades orangistes pour déstabiliser le processus de paix »: David Trimble, le nouveau chef de l'exécutif autonome de l'Ulster, en arrivant à l'Assemblée, lundi 6 millet à midi, a balayé en quelques mots les romeurs le disant « prêt à baisser les bras ». De violents incidents venaient de se prochuire la muit précédente à Belfast et Londonderry. La muit suivante ne devait pas être plus calme, marquée par l'incendie de plusieurs voitures à Belfast et des manifestations, pacifiques, dans toute l'Irlande du Nord. Les protestants expriment leur solidarité avec les orangistes de Portadown qui s'étaient vu interdire, dimanche, pour leur parade annuelle, la traversée du quartier catholique de cette ville. Selon certains commentateurs, M. Trimble, lui-même orangiste, envisageait de revenir sur cette interdiction.

« Non! », a rectifié l'intéressé. Dans le quartier de Drumcree, à Portadown, les orangistes ont commencé un sit-in dimanche jusqu'à ce qu'ils obtiennent l'autorisation de poursuivre leur marche à travers Garvaghy Road, Partère catholique gardée par d'imposantes forces de sécurité. La déclaration de fermeté de M. Trimble n'a pas ébranlé leur détermination. « David Trimble est un traître. Nous attendrons 365 jours s'il le faut, mais nous finirons par passer», répète la poignée de jeunes gens massés devant

l'immense barricade. A la maison de quartier des résidents catholiques, on veille. Joe Duffy, conseiller etu du Sinn Fein, espère en la force de la loi. « ici, nous sommes depuis taujours victimes d'une sévère ségrégation. C'est cela aui doit changer. . Mais loe n'en ajoute pas moins: «Si la parade orangiste traverse Ormeau Road à Belfast, une multitude de nationalistes viendront prêter main forte aux résidents. »

*c*uand la commission des parades, kindi à 15 heures, a annoncé qu'elle autorisait pour le 13 juillet le passage par Omneau Road, dans

un quartier catholique de Belfast, mais sans musique et avant 8 h 30, à Drumcree comme alleurs, les deux camps ont encaissé le coup. Satisfaction d'un côté, frustration de l'autre. Immédiatement, au cœur même d'Ormeau Road, un comité des résidents catholiques a convoqué la presse. Lucy Rice, très active en dépit de quatre jeunes enfants à la maison, annonce un prochain appel de la décision. « Ils jouent une communauté contre l'autre et cela ne peut qu'engendrer la violence. » Curieusement, l'expression est la même que celle utilisée par le révérend Ian Paisley, député et leader des ultranationalistes protestants. Lucy Rice est fort déçue de voir qu'un passé que l'on croyait révolu avec l'accord de paix revient au galop. « Dès vendredi, le RUC fforces de sécurité locales] installera ses chars dans notre quartier et nous serons bloqués dans nos maisons. Nous n'avons jamais demandé l'interdiction de tels défilés. Mais qu'ils marchent dans leurs rues! »

FAIRE BAISSER LE TON

La commission a-t-elle pris « une

décision irresponsable », comme s'est empressé de commenter un membre du Congrès américain, Donald Payne? Son calcul est simple: antoriser la parade à Belfast pour obtenir la levée du siège à Drumcree, qui fait abcès de fixation. Mais, là-bas, les solides gaillards n'ont aucune intention de lever leur sit-in. Dans un premier temps, à Porta-down, la commission a tapé du poing sur la table, histoire de faire baisser le ton aux orangistes, volontiers triomphants. A Beifast, an tour des catholiques de baisser la tête. L'effet de balance, « pour briser le cycle infernal », a précisé le président Graham avec la sagesse d'un jugement de Salomon, va-t-il se réveler désastreux? Entre le 4 et le 14 juillet, de nombreuses parades orangistes vont sillonner les zones catholiques de la province. N'y en a-t-il pas plus de cinq cents autorisées par la commission? Seules

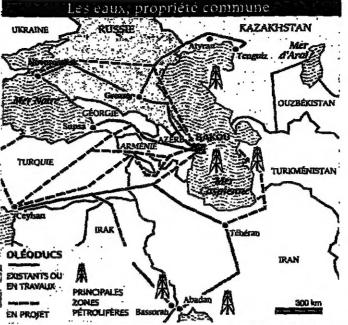
La Russie et le Kazakhstan s'entendent sur un partage du pétrole de la Caspienne

Les autres pays riverains pourraient suivre cet exemple

Après plusieurs mois d'âpres discussions, la Rus-

sie et le Kazakhstan ont signé, lundi 6 juillet à Moscou, un accord sur la division des énormes

réserves pétrolières au nord de la mer Cas- eaux de la mer et leur exploitation resteront pienne. Les deux parties se sont entendues sur communes. Les autres pays de la région seraient le partage des zones offshore, alors que les disposés à conclure d'autres accords de ce type.



sont tombées d'accord sur le partage des zones offshore alors que les eaux de la mer et leur exploitation (essentiellement la pêche) resterout, elles, communes. « Nous partageons les fonds de la Caspienne et non ses ressources biologiques (...) Pour les grands gisements de pêtrole situés à la frontière, nos pays sont condamnés à colla-

La Chine, voie d'exportation pétrolière pour le Kazakhstan?

Le président chinois Jiang Zemin et son homologue kazakh, Noursoultan Nazarbajev, se sont efforcés, au cours d'une rencontre à Alma-Ata le 4 juin, de redonner vie à un projet d'oléodoc de 2 822 kilomètres qui doit relier le champ d'Atyran, dans l'ouest du Kazakhstan, à la région du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine. En 1997, la Corporation nationale chinoise du pétrole (CNPC) a acquis 60 % do capital do producteur kazakh Aktiobernunaigaz et conclu un accord avec un autre kazakh, Uzenmunaigaz. La construction de l'oléodoc, d'un coût de 18 milliards de francs, permettrait à la Chine de diversifier ses sources d'approvisionnement et soulagerait partiellement le Razakhstan de sa dépendance envers la Russie pour l'exportation. La mise en œuvre du projet, avec un débit initial de 20 millions de tounes de brut par zarbaiev et M. Jiang sont tombés d'accord. L'idée d'un gazoduc an sud du Turkménistan, passant par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan vers la Chine, est également à l'étude.

borer pour les exploiter ensemble », a expliqué le premier ministre russe, Serguei Kirienko.

Il aura fallu attendre piusieurs mois pour que la Russie accepte le principe d'une division de la Caspienne par secteurs nationaux (principe dit de l'équidistance). L'année dernière, alors que d'intenses pourpariers sur le statut de la mer intérieure se déroulaient entre les cinq Etats riverains, Moscou, soutenu par Téhéran, estimait que seules les zones maritimes bordant les côtes pouvaient être partagées et plaidait en faveur d'une exploration commune des gisements au centre de la Caspienne. La Russie espérait ainsi pouvoir freiner les appétits des compagnies pétrolières occidentales dans cette réglon et accéder prioritairement à ces immenses richesses, encore majoritairement inexploitées. Mais, déjà fin

janvier 1998, elle se rapprochaît de la position de l'Azerbaidjan, du Turk-ménistan et du Razakhstan, trois Etats qui n'ont pas attendu le feu vert de Moscou pour s'approprier « leurs » secteurs et se lancer dans la mise en valeur ou l'exploration de « leurs » gisements offshore.

De peur d'être dépassé par les événements et de voir les sociétés pétrolières russes écartées du « grand jeu » initié par ses voisins, Moscou s'est finalement rendu à l'évidence. Quitte à perdre l'accès à certains gisements, le président, Boris Eltsine, se disait, pour la première fois, le 9 avril, prêt à signer un accord sur la délimitation des fonds marins avec son homologue kazakh, quitte à perdre l'accès à certains gisements. En échange, il obtenzit l'assurance que les eaux resteraient « propriété commune ». Pourtant, le 28 avril, à la veille du sommet de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) à Moscou, la signature prévue de cet accord fut, de manière inattendue, repoussée à début juillet, sur l'initiative du président Nazarbaiev. Sans aucune explication officielle. Début juillet, le président russe annulait sa visite à Akmola (la nouvelle capitale kazakhe). Le sort de l'accord de partage pétrolier semblait une fois de plus compromis.

Le plus difficile reste toutefois à faire, à savoir l'établissement d'une ligne de partage, processus complexe et délicat. L'initiative est désormais dans le camp des autres Etats riverains de la Caspienne. Par la voix d'un de ses conseillers, le président azéri, Gueidar Aliev, s'est déclaré prêt à siguer des accords de ce type. Ce qui pourrait permettre à l'Azerbaidian de régier ses différends avec le Turkmé nistan, dont le président, Sapannourad Niazov, s'entretenait justement hundi à Téhéran avec son homologue iranien sur le régime juridique et l'ex-

Agathe Duparc

Milan Kovacevic, premier accusé de génocide au Tribunal de La Haye

serbe de cinquante-sept ans, directeur de l'hôpital de Prijedor, au nord ouest de la Bosnie, est depuis hundi 6 juillet le premier accusé à comparaître pour génocide devant le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye. Il avait été arrêté par la SFOR (Force de stabilisation pour la paix), le 10 juillet 1997, et l'on avaît appris à l'occasion de cette opération surprise menée par les troupes d'élite britan-niques en Bosnie que le procureur du TPI, Louise Arbour, avait lancé une politique d'inculpations secrètes.

Objet d'une convention, en 1948, le génocide concerne des crimes commis dans l'intention de détruire un groupe ethnique, politique ou religieux. Dans l'échelle des crimes de guerre, il constitue l'échelon supérieur, au-dessus du crime conte l'humanité, qui regroupe les exactions « systématiques et à grande échelle ». Les anciens chefs de guerre bosno-serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic sont, eux aussi, inculpés de génocide. A ce jour, le TPI a ouvert sept procès et condamné deux accusés.

Le procès de Kovacevic aurait dû commencer en 1997. Mais le bureau du procureur a re-

considéré les charges, passant de la simple complicité à l'accomplissement du génocide. de notre correspondant complicité à l'accomplissement du génocide.

Milan Kovacevic, médecin anesthésiste Lundi, Milan Kovacevic a plaidé non coupable sur les quinze chefs d'inculpation retenus

> contre lui. Il doit répondre de ses actes en tant qu'ancien vice-président de la cellule de crise de Prijedor et d'ex-président du comité exécutif de l'Assemblée nationale de Prijedor. A ces deux postes élevés dans l'exécutif, il était, affirme le procureur, l'un des artisans de la purification ethnique dans la région. « Entre le 29 avril et le 31 décembre 1992, la cellule de crise a supervisé et contrôlé: les attaques contre les villages et zones non serbes ; la capture et la détention des Musulmans et des Croates de Bosnie ; la création et l'administration des camps de détention ; et la déportation ou le transfert forcé des populations musulmanes et croates hors de la municipalité », indique l'acte d'accusation.

> Les non-Serbes qui avaient survécu aux bombardements et qui n'étalent pas liquidés sur place étaient «transférés dans l'un des camps de détention établis sur ordre de la cellule de façon à soumettre les détenus à des conditions d'existence devant aboutir à leur destruc-

tion physique (..) Les détenus étalent continuelle-ment soumis à des actes inhumains, y compris le meurtre, le viol et les violences sexuelles, la torture (...) ou étaient forcés à en être les témoins ». A certains moments, les cadavres à Keraterm étaient tellement nombreux qu'il fallait « utiliser des gros camions pour les évacuer », a indiqué Brenda Hollis, substitut du procureur. Reconnu coupable de nombreuses exactions dans ces mêmes camps, le Serbe Dusko Tadic a été condamné à vingt ans de réclusion. Des survivants des camps, et une victime de viol sont parmi les témoins. Le procureur s'engage aussi à présenter des documents prouvant la

responsabilité hiérarchique de Kovacevic. L'avocat de l'inculpé, Mº Dusan Vucicevic, se fait fort de prouver « au-delà de tout doute possible que l'accusation de génocide est impropre ». Conformément à une stratégie qui s'applique à d'autres accusés qui occupaient des postes hiérarchiques élevés dans le civil, la défense affirme qu'il n'était pas responsable des actes commis par la police et l'armée. « Il existe une explication raisonnable pour pratiquement chacune des charges retenues contre

Alain Franco

de crise ». Ces camps, Keraterm, Omarska et Trnopolije, « étaient délibérément administrés mon client >

Une déclaration du porte-parole de l'Armée de libération du Kosovo

« Nous voulons la réunion de tous les Albanais des Balkans »

DANS un entretien au magazine de Hambourg Der Spiegel, un porte parole de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), Jakup Krasniqi, refuse la cessation des activités militaires, que réclame la communauté internationale, à la fois des combattants kosovars et

des forces serbes. « Nous ne nous mettrons pas sous les ordres de Rugova (le « président » des Albanais du Kosovo, qui représentent 90 % de la population de la province), affirme Jakup Krasniqi. Au cours des dix der-

nières années, la politique de troubles de l'ordre public, rééchecs. Les Albanais n'ont plus confiance dans cette politique. Rugova a fait trop d'erreurs. » Et il ajoute: « A quoi servent les rencontres entre Rugova et le président yougoslave Milosevic? Nous parions le seul langage que la direction serbe comprenne: la vio-

Interrogé sur la force de ses tronpes, le représentant de l'UCK, qui a passé neuf ans en prison de 1981 à 1990 pour incitation à

Rugova n'a conduit qu'à des pond: « Nous avons suffisamment d'armes et nous possédons des moyens anti-aériens (...). Dans les Balkans vivent cinq millions d'Albanais qui seront solidaires à « Nous voulons plus que l'indépenl'heure du donger. »

Estimant que les interiocuteurs

des émissaires américains Richard Holbrooke et Robert Gelbard n'étaient pas habilités à parler au rappelle les conditions de son or- déjà active en Macédoine. »

ganisation pour participer à des négociations: «La libération de tous les prisonniers politiques et le retrait total de la police et de l'armée serbes du Kosovo », et répète : dance. Nous voulons la réunion de

tous les Albanais des Balkans. » Est-ce à dire que l'UCK prépare un soulèvement des Albanais de Macédoine et du Montenegro, demande le Spiegel. « Cela dépend de nos frères et sœurs de ces pays, nom de l'UCK, Jakup Krasniqi répond Jakup Krasniqi. L'UCK est

NUMÉRO SPÉCIAL

Sommes-nous pilotés par nos gènes?

anxiété

bonheur dépression folie homosexualité intelligence inventivité obésité timidité violence

Nº 311 - JUILLET/AOÛT 1998 - EN KIOSQUE - 40F

<u>—</u>.

مِكذا من رلاميل

La droite traditionnelle australienne est piégée par le parti populiste One Nation

Pauline Hanson recrute chez les mécontents du pays profond

Après son récent succès au parlement régional du Queensland, le parti One Nation de Pauline Hanson, qui prône un retour aux valeurs tradi-

AUCKLAND de notre correspondante

dans le Pacifique Sud

A peine quinze mois après sa
création, et deux semaines après
son entrée au parlement régional
de Brisbane (Etat du Queensland)
- avec 23 % des voix et onze des
quatre-vingt neuf sièges - le parti
populiste de Pauline Hanson, One
Nation, atteint désormais une popularité allant jusqu'à 14 % à travers le pays, selon divers sondages. Cela suffit à semer la
panique dans les rangs du gouvernement conservateur qui s'apprètait à appeler le pays aux urnes.
Localement, la montée de One

Localement, la montée de One Nation risque de nuire aux investissements comme au tourisme au Queensland, destination privilégiée en particulier pour les Asiatiques. Mais sa représentation ne
risque pas de faire progresser,
dans l'immédiat, les promesses de
Pauline Hanson: réautoriser le
port d'armes à feu automatiques,
augmenter les tarifs douaniers,
protéger les terres contre toute
revendication foncière aborigène,
etc. Pourtant, l'onde de choc du
succès de One Nation s'est répandue bien au-delà des frontières du
Queensland.

Queensland.

One Nation se décrit comme un parti d'« Australiens ordinaires », unis par la colère face aux transformations récentes de l'Australie: ouverture sur le monde, immigration « multicolore » après des décennies d'« Australie blanche », tentative de réconciliation avec les Aborigènes, appari-

tion de nouveaux interdits dictés par le « politiquement correct », etc. Les bourgades oubliées de l'Australie rurale comme les banlieues pauvres des zones industrielles ont trouvé en Pauline Hanson une porte-parole de rêve. Elle fait les mêmes fautes d'anglais qu'eux et s'insurge des mêmes « aberrations » promues par les « fat cats », les « gros bonneis » de

l«'establishment » politique. Le manifeste du parti, intitulé « Immigration, population et cohésion sociale », rendu public le 1" juillet, identifie ainsi les menaces qui planent sur le pays : surpopulation (dans un payscontinent certes en partie désertique mais grand comme quatorze fois la France et trois fois moins peuplé), infections bactériennes et virales, famine, disparition de l'identité nationale. Le document se termine par un poème patriotique de la première guerre mondiale, un surprenant appel aux survivants à « continuer la lutte contre l'ennemi »...

« COMPROMIS MORAL »

Malgré de récentes accusations de fraudes et des conflits internes, qui viennent d'aboutir à la défection des rangs du parti de la «meilleure amie » et biographe de Pauline Hanson, One Nation semble continuer sa progression à l'échelle nationale, au détriment de la coalition conservatrice (Liberal-National), au pouvoir, qui ne sait quelle attitude adopter. Le premier ministre libéral, John Ho-

ward, a teuté l'approche douce. Au Queensland, cela s'est soldé par un échec. De nombreux libéraux ainsi que plusieurs groupes de pression (dont le puissant Conseil des affaires juives et la Coalition ethnique d'Australie) se sont choqués de l'attitude de «compromis moral» du premier

En durcissant le ton, la coalition gouvernementale risquerait de perdre nombre d'électeurs sur sa droite, ancrée sur le parti National, parti traditionnel de l'Australie rurale. Mais en se refusant à trancher dans le débat, le gouvernement s'expose à la rébellion du parti libéral. D'ores et déjà, Peter Costello, le brillant trésorier du parti, qui brigue à court ou moyen terme le poste de premier ministre, a tenu à se distinguer de

l'attentisme du premier ministre. En guise de gestes à l'intention des « oubliés » du développement, qui font le lit politique de One Nation, John Howard a tout de même annoncé un plan d'action régional en faveur des régions de campagne, de brousse et de désert entre Melbourne et Darwin. Il s'est déclaré partisan de la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire, qui relierait ces deux villes séparées de 4000 km. Certains pensent que la solution à ce jeu de positionnement délicat réside dans une double dissolution suivie d'élections nationales anticipées. Il s'agirait de tenter de désamorcer l'effet Hanson sans attendre que les effets de la crise

asiatique ne viennent ternir davantage une situation économique solide mais qui montre des signes d'essoufflement. D'autres, au contraire, pensent qu'il vaut mieux laisser retomber la vague Hanson et font valoir que l'engouement dont elle jouit garantirait déjà plus de dix sièges à One Nation au Sénat fédéral.

Should but court

Pour l'heure, la double dissolution semble évitée. Les conditions en avaient été créées par le refus du Sénat, à deux reprises, d'adopter le « Plan Wik », un texte élaboré il y a plus d'un an par le premier ministre sur la question des revendications foncières des Aborigènes. Devant le risque de voir entrer M™ Hanson et ses éventuels députés au Sénat, un compromis de dernière minute à propos de ce plan a pu être finalisé entre M. Howard et le sénateur indépendant Brian Harradine dont le seul vote déterminait le sort du texte. C'est toute l'ironie de la montée politique de One Nation : après avoir favorisé le retour des travaillistes au gouvernement du Queensland, One Nation a poussé le Premier ministre conservateur à faire de nouvelles concessions, inimaginables il y a seulement quinze jours, à l'égard des Aborigènes. Deux « objectifs ».que les électeurs de Pauline Hanson n'auraient jamais souhai-

Florence de Changy

Le président Zeroual juge que la situation en Kabylie est « grave »

LE PRÉSIDENT Llamine Zeroual juge la situation en Kabylie « grave ». Recevant lundi 6 juillet à Alger une délégation du Front des forces socialistes (FFS), l'un des principaux partis de l'opposition, le chef de l'Etat a réaffirmé la « volonté de l'Etat de lutter contre tous ceux qui veulent imposer un projet de société par la violence », selon le compte-rendu fait par le secrétaire général du FFS, Ahmed Djeddaï, à l'issue de la rencontre. Le président Zeroual exclut donc une prochaîne levée de l'état d'urgence, décrété en 1992 pour lutter contre les groupes islamistes, a ajouté M. Djeddaï au cours d'une

conférence de presse.

En Kabylie, les manifestations se sont poursuívies, hundi, à Béjaïa, la deuxième ville de la région, à l'initiative d'une nouvelle organisation,
le Forum des rebelles pour les libertés. Selon des
témoignages recueillis par téléphone, des bâtiments publics auraient été saccagés et plusieurs
personnes blessées. Des renforts de police au-

raient été actieminés. La situation serait également difficile dans deux autres villes de la région, Akbou et Sidi-Aich.

Le déclenchement des violences, dont le coût avoisinerait 600 millions de francs, selon la presse algérienne, est consécutif à l'assassinat, le 25 juin, du chanteur Lounès Matoub et à l'entrée en application, dimanche 5 juillet, de la loi généralisant l'usage de la langue arabe dans la vie publique.

Le président Zeroual et le FFS ont également examiné, au cours de leur réunion, la revendication annonçant la naissance d'un mystérieux Mouvement armé berbère (MAB), dont un «communiqué nº 1 » daté du 2 juillet a été diffusé à Tizi-Cuzou. Le texte promet de venger la mort du chanteur kabyle et de tuer tous ceux qui appliqueront ia loi sur l'arabisation. « Il ne faut pas attendre des actes de violence de ce supposé mouvement avant d'agir », a prévenu le secrétaire général du FFS qui a relevé que le

Groupe islamique armé (GIA) était né de la même facon.

L'arabisation a également été évoquée au cours de l'entretien (auquel participait Mohammed Betchine, le ministre-conseiller du président Zeroual). Le chef de l'Etat a indiqué que l'arabisation serait conduite de manière « graduelle », selou M. Djeddaï. Le président, toujours d'après M. Djeddaï, a assuré qu'il n'y aurait pas de marche forcée vers l'incomm. Selon lui, cette loi n'est pas un texte d'exclusion. Il assure simplement la promotion de la langue

S'agissant du tamazight, la langue berbère, le président Zeroual s'en tient aux dispositions actuelles. Le tamazight ne sera donc pas recomu comme une langue nationale officielle, contrairement à ce que réclament les partis de l'opposition fortement implantés en Kabylie, le FFS et son concurrent, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). – (AFP)

Le fils d'un des dignitaires du régime iranien s'est exilé aux Etats-Unis

Un coup dur pour la faction conservatrice de la République islamique

TÉHÉRAN de notre envoyée spéciale

Le pouvoir voit rouge, les Iraniens rient sous cape: la défection, qui plus est aux Etats-Unis, d'Ahmad Rezaï, l'un des fils du général Mohsen Rezaï, ancien chef des Gardiens de la révolution – le corps d'élite de la République islamique – est un coup très dur asséné à la faction conservatrice du régime. Ahmad Rezaï s'est répandu en déclarations accusant la République islamique de terrorisme transnational.

Ahmad Rezai a déclaré lundi au Los Angeles Times qu'il a fui son pays le 5 février et est arrivé aux Etats-Unis le 27 mars après un passage aux Emirats arabes unis et dans plusieurs pays européens.

C'est seulement parce qu'il a luimême révélé sa défection la semaine demière en se répandant en déclarations dénonçant le régime, dont son père demeure l'un des principaux personnages, que la chose a été rendue publique à Téhéran. Mohsen Rezai est, depuis septembre 1997, membre du Conseil de discernement, la plus haute instance consultative,

Jeudi 3 juin, son frère Ali faisait publier par l'agence officielle Irna un communiqué rocambolesque, accusant la NASA d'avoir « fait enlever » Ahmad, en vertu d'un « complot ourdi l'an dernier ». Selon Ali, « le gouvernement des Etats-Unis et le département d'Etat ont proposé [à Ahmad] un visa pour qu'il aille inspecter une installation

militaire en cours d'achèvement aux Etats-Unis. Lors d'une visite que mon frère avait faite aux Emirats arabes unis l'an dernier, un emploi hui fut proposé mais il s'est très vite rendu compte que c'était un piège qui lui était tendu par l'organisation terroriste des Moudjahidines du peuple » [le principal mouvement d'opposition armée au régime], ajoutait Ali. Ahmad aurait alors « décidé de retourner en Iran, mais il a été enlevé et pour camoufier son enlèvement, il fut conduit dans plusieurs pays européens avant d'être transféré en mars

« TISSU DE MENSONGES »

1998 aux Etats-Unis ».

Cette version a été qualifiée de «tissu de mensonges» par Ahmad lui-même. Et lundi, certains journaux iraniens n'ont pu s'empêcher d'ironiser. Même le journal conservateur Tehran Times a critiqué « l'amateurisme » de l'explication officielle, soulignant qu'il eût été préférable d'appeler un chat un chat et de dire qu'Ahmad a tout simplement fui le pays. Hamchahri, publié par le maire de Téhéran, affirmait lui aussi que la vérité aurait été préférable. La famille s'est désormais repliée sur une version plus « intime », selon laquelle l'intéressé souffrirait de troubles psychologiques depuis un sévère accident de la route, ce qui implique qu'il est facilement manipulable. Cette défection est la plus sé-

rieuse depuis 1984, date à laquelle cheikh Ali Tehrani, le beau-frère de l'actuel Guide de la république islamique, Ali Khamanei - alors président de la république -, s'était réfugié en Irak, c'est-à-dire chez l'ennemi numéro un de l'Iran alors que les deux pays se livraient une guerre sans merci. Depuis Bagdad, il dénonça régulièrement la « politique belliciste » de son pays et le « despotisme » du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeiny. Puis, en 1995, cheikh Tehrani, qui est un religieux, a regagné Téhéran, où il s'était dit disposé à répondre de toute accusation lors d'un procès public. Nui ne sait ce ou'il est devenu.

Ahmad Rezai est trop jeune (vingt et un ans) pour occuper des fonctions officielles et n'est pas forcément au courant des décisions qui sont prises par les cercles les plus secrets du pouvoir. Sa défection n'en est pas moins un coup sévère pour la faction conservatrice du régime, au moment où elle est engagée dans une apre lutte avec les modernistes. Sa fuite montre aussi que le mécontentement dans les rangs de la jeunesse n'épargne pas les enfants des dirigeants. C'est un paramètre avec lequel nul n'avait compté avant l'élection de M. Khatami à la pré-

Mouna Naim

De lourdes peines sont requises en Espagne dans le procès des GAL

MADRID. Commencé le 25 mai devant le Tribunal suprême à Madrid, le procès Segundo Marcy, du nom de cet entrepreneur français enlevé « par erreur » près d'Hendaye en 1983 par les Commandos anti-terroristes de libération (GAL), responsables de vingt-huit assassinats dans les milieux basques français entre 1983 et 1987, est entré dans sa dernière phase. Après avoir entendu les douze accusés, dont les policiers chargés de l'enlèvement, et le récit de dizaines de témoins, dont l'expremier ministre socialiste Felipe Gonzalez, le procureur, José Maria Luzon, a requis un total de 178 années de prison.

M. Luzon a réclamé une peine de vingt-trois ans de prison pour « détention illégole, participation à bande armée et détournement de fonds publics » à l'encontre de l'ancien ministre de l'intérieur, josé Barrionnevo, et de son ex-bras droit Rafael Vera, qui clament leur innocence. Sans eux, « il n'y aurait pas eu les GAL », a affirmé le procureur. La défense a plaidé la prescription des faits, l'innocence de M. Barrionnevo et M. Vera et l'absence de responsabilité des policiers. – (Corresp.)

Délégation américaine au Nigeria pour demander la libération des détenus

ABUJA. Une délégation américaine devait rencontrer, mardi 7 juillet, le nouveau chef de l'Etat nigérian, le général Abdulsalam Abubakar. Conduite par le sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques Thomas Pickering, la délégation devait demander au président de fixer une date pour des élections et de libérer tous les prisonniers politiques, y compris Moshood Abiola, le vainqueur présumé de l'élection de 1993 emprisonné depuis quatre ans. M. Abubakar a accepté, lors d'une rencontre la semaine dernière avec le secrétaire général de l'ONU Koñ Annan, de libérer M. Abiola. Une annonce pourrait être faite mercredi à l'occasion du discours à la nation du chef de l'Etat. D'autre part, M. Abubakar pourrait retarder d'un an la remise du pouvoir à un régime civil afin de lancer des réformes politiques préalables, selon le quotidien gouvernemental Daily Times. Un président élu prendrait alors ses fonctions en octobre 1999. – (AFP)

- ÉDÊCUES

■ ÉTATS-UNIS-RUSSIE: le président Clinton se rendra en visite officielle en Russie début septembre, a confirmé, hundi 6 juillet, la Maison Blanche. Les relations bilatérales, la politique internationale et la sécurité européenne seront au menu de la rencontre entre Boris Eltsine et Bill Clinton. Washington avair jusqu'à récemment conditionné la visite de M. Clinton à Moscou à la ratification par la Dourna des accords de désarmement nucléaire START II prévoyant la réduction des ogives nucléaires améticaines à 3 500 et russes à 3 000. - (AFP, Reuters.)

■ CHINE-ÉTATS-UNIS: des exercices militaires communs pour-

■ CHINE-ÉTATS-UNIS: des exercices militaires communs pourraient être menés afin de « metire un terme à des décennies de méfiance » entre les forces armées chinoises et américaines, a rapporté, lundi 6 juillet, le quotidien officiel en langue angiaise China Daily, dans un éditorial consacré à la récente visite du président Clinton. Ces exercices comprendraient notamment des opérations de sauvetage en mer et de lutte contre la piraterie. — (AFP)

■ INDONÉSIE: la police a ouvert le feu, lundi 6 juillet, sur une foule de sept cents personnes qui avaient hissé un drapeau séparatiste dans la province d'Irian Jaya, faisant au moins 3 morts et 141 blessés, a indiqué, mardi 7 juillet, Paul Baur, de l'organisation humanitaire lustitut local de conseil juridique. 140 manifestants auraient été arrêtés, et un couvre-feu a été décrété. – (AFR)

■ JAPON: la peine de mort a été requise, lundi 6 inillet, contre Razuald Okazald, un membre de la secte Auan Shinrikyo (Suprême Vérité), responsable de l'attaque au gaz sarin dans le métro de Tokyo en 1995 au cours de laquelle onze personnes avaient trouvé la mort. Six responsables de la secte, dont le gourou Shoko Asahara, sont poursuivis par la justice. — (Reuters.)
■ ANGOLA: de violents combats opposant l'armée gouvernementale

■ ANGOLA: de violents combats opposant l'armée gouvernementale et l'ex-mouvement rehelle Unita se sont déroulés, hundi 6 juillet, à Kamachilo (nord-est), dans la province diamantifère de Lunda-Norte, a indiqué la radio officielle. Seize policiers ont été tués: L'Unita, accusée d'entraver le processus de paix en ne démobilisant pas toutes ses troupes, subit des sanctions de l'ONU. – (AFP.)

■ LIBYE: le numéro un libyen Mouammar Kadhafi a annoncé, lundi

6 juillet, avoir été victime d'une fracture du coi du fémur. Allongé sur un brancard, le colonel Kadhafi, cinquante six ans, visiblement fatigué et souffrant, a précisé qu'il avait « glissé » lors de son « exercice physique quotidien ». Il a démenti avoir échappé à un attentat le 2 juin, comme annoncé par un mouvement d'opposition. — (AFP.)

■ HONGRIE: le dirigeant conservateur Viktor Orban, trente-cinq ans, chef de la rédération des jeunes démocrates-parti civique hongrois (Pidesz-MPP), a été étu, lundi 6 juillet, premier ministre par le Parlement, après la victoire de son parti aux élections législatives en mai. La composition du gouvernement doit être annoncée le 8 juillet. — (AFP)

La France et le Royaume-Uni créent un groupe aérien européen

LA FRANCE et le Royaume-Uni ont signé, kundi 6 juillet, à Londres, un accord intergouvernemental selon lequel les armées de l'air des deux pays, par l'intermédiaire d'un Groupe aérien européen (GAE) stationné sur la base britannique de High Wycombe, s'engagent à être « interopérables » dans le cadre de missions de maintien de la paix. Le GAE pourra également entrer dans la composition de groupements de forces interamées multinationales (GFIM) que l'Europe constituerait avec le soutien de l'OTAN. L'Italie a prévu d'adhérer en 1999. Les Pays-Bas, la Belgique et l'Espagne sont candidats. Seule, pour l'instant, l'Allemagne a décidé de reporter son eutrée, craignant de voir le GAE faire double emploi avec des initiatives qui relèveraient de l'Alliance atlantique.



PUBLICATIONS JUDICIAIRES Office Special de Publicité 13, v. Carlo de Galle 1520 MBH LV SIR SIR Cale 146 : 01:46:40.26.07 : Ém : 01:46:40.70.66

COUR D'APPEL DE PARIS ARRET DU 15 MAI 1998
Moulinex, De Dietrich, Tefal, Seb, Calor, Grundig, Slemens, Neff-Werke,
Arthur-Martin, Electrolux, Lincola, Océanic, Sony, Saba, AEG, Philips,
Thomson, Sauter, Vedette, Brandt et Syndicats Gifam et Simavelec
c'Office d'Annonces (ODA)

Par arrêt du 15 mai 1998, la Cour condamne la Société Office d'Annonces, régis

confice d'Annonces (ODA)

Par arrêt du 15 mni 1998, la Cour condamne la Société Office d'Annonces, régisseur exclusif des annuaires téléphoniques présse France Télécom et minitel France Télécom, pour contrefaçon des marques précitées et pour publicité mensongère, considérant que cette Société accepte les publicités de réparateurs ou revendeurs des produits des marques précitées qui se présentent, à tort, comme étant soit les titulaires des marques en causes, soit une émanation des services après vente des fabricants des graduits marqués.

étant soit les titulaires des marques en cause, soit une émanation des services après-vente des fabricants des produits marqués.

La Cour condamne en conséquence l'Office d'Annonces ODA au paiement de la somme de 500.000 F à titre de dommages et intérêts et ordonne la publication de sa décision.

François GREFFE, Avocat à la Cour de Paris.

INTÉGREZ UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE
CONCOURS D'ADMISSION EXTERNE.
SESSION DE JUILLET
LITRE ISG. HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAL
ÉCOLE RECONNEL PAR L'ÉTAL

Contactez Marion Maury: 8, rue de Lota - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 26 26

BAC + 2 (DEUG, BIS, DUT...) BAC + 3 (LETTRES, DROFT, ÉCO...)

8

V

de même que la collaboration des institutions qui ont pour tâche de surveiller le travail des administra-

compris le danger que pouvaient représenter, pour eux, ces commis-sions. Ils cherchent à les investir. À L'ÉTRANGER, les parlementaires

leurs travaux est un outil efficace, OLES GROUPES DE PRESSION ont rencontrent fréquemment les mêmes difficultés que leurs collègues français, à l'exception du cas particulier des Etats-Unis. Seule l'Ita-lie en fait un usage large.

Les « affaires » encouragent les députés à se muer en enquêteurs

Les élus ne veulent plus se contenter de voter la loi. Prenant exemple sur la justice, ils veulent aussi vérifier la bonne utilisation de l'argent des contribuables. La majorité hésite toutefois à user de prérogatives qui risqueraient d'embarrasser le gouvernement

C'EST UN ROLE que les députés ont longtemps négligé. « Nous n'avons pas assez de moyens ». avalent-ils coutume de plaider lorsqu'on leur rappelait qu'il est aussi dans la mission d'un parlementaire d'enquêter et de contrôler la bonne marche de l'Etat. Les élus constitualent donc, à chaque législature, leurs commissions d'enquête. Ils auditionnaient des fonctionnaires et des experts, compulsaient quelques dossiers. Mais, pour finir, députés et sénateurs se contentaient de rédiger de gros rapports qui, en général, dormaient dans des placards

Rien n'a changé dans les moyens matériels dont disposent les élus. Leurs pouvoirs n'ont pas été élargis. Pourtant, les parlementaires redécouvrent aujourd'hui que ce pouvoir d'enquête pourrait être le plus formidable moyen de redorer un mandat dont l'utilité laisse parfois les électeurs sceptiques. Mieux, ils s'apercoivent qu'ils peuvent assumer eux-mêmes la critique et la réforme de certaines institutions, de certains choix politiques, aussi efficacement que les médias et les juges d'instruction.

La justice et les organes de 35 heures. contrôle voient d'ailleurs avec intérêt le travail de ces députés. La Cour des comptes, l'inspection générale des affaires sociales ou

les parquets prêtent donc mainforte aux commissions d'enquête parlementaires. La presse, elle aussi, a compris le formidable pouvoir de ces commissions. Car les parlementaires peuvent interroger quiconque sous serment et exiger les informations que l'exécutif voudrait garder secrètes. C'est par la commission d'enquête sénatoriale sur l'immigration clandestine que les journaux ont ainsi pu obtenir le recensement des sans-papiers département par département, que le ministère de l'intérieur refusait de révéler.

Tout n'est pourtant pas transparent, bien sûr. L'administration de l'économie et des finances fait encore parfois preuve de mauvalse volonté devant les demandes des parlementaires. Le sénateur centriste de la Mayenne et ancien ministre de l'économie Jean Arthuis garde encore le souvenir cuisant de la fin de non-recevoir que lui a opposée, en février dernier, la direction du budget, alors qu'il était rapporteur d'une commission d'enquête destinée à évaluer le coût pour les finances publiques de la réduction du temps de travail. Le Parlement était alors en plein débat sur les

Car le pouvoir d'investigation des parlementaires tient aussi beaucoup à l'impact politique de leurs enquêtes. La majorité en-



quête rarement sur un sujet qui risquerait de mettre en cause le gouvernement en place. Les deux plus célèbres commissions d'enquète des législatures précédentes furent ainsi créées par la gauche juste après l'alternance de 1981. L'une concernait les activités du Service d'action civique (SAC), le service d'ordre - dissous - du mouvement gaulliste, l'autre, les conditions dans lesquelles l'Etat avait pu financer les « avions renifleurs », fausse invention suppo-

sée aider à la recherche du pétrole, dans les dernières années du mandat présidentiel de Valéry

Giscard d'Estaing. Les quatre commissions d'enquête de l'actuelle législature ne dérogent pas à cette règle. L'état des droits de l'enfant est un sujet consensuel, le fonctionnement des tribunaux de commerce, l'utilisation des fonds publics en Corse, Superphénix ne mettent « Le revirement de la politique gou-

évidemment, confirme Jean Glavany, qui préside la commission sur la Corse. Nous avons ainsi une chance que les travaux que nous menons et les propositions qui en découleront aboutissent. »

L'opposition dispose, certes, d'un «droit de tirage», qui lui permet à son tour de proposer la création d'une commission. Mais c'est la majorité qui décide, et le rapporteur est toujours un de ses membres. Ce sont ainsi des socialistes qui disposent de cette fonction capitale dans les quatre commissions créées depuis le début de la législature.

PRATIQUES RÉNOVÉES

La majorité ne suscite pas seulement ces commissions pour pointer les dérives et réformer les institutions. Elle peut aussi en user à des fins purement politiques. A cet égard, la commission sur Superphénix est révélatrice. Il ne s'agissait pas de décider de l'utilité ou non du surgénérateur, mais plutôt d'examiner les conditions dans lesquelles ont été décidés « la création, la mise en œuvre et l'abandon de Superphénix ». Autant dire que la commission n'a eu qu'un seul rôle : accompagner la décision de fermeture du surgénérateur, alors même que la reprépas en cause le pouvoir en place. sentation nationale n'a été consultée ni lors de la mise en

vernementale en Corse nous sert place du surgénérateur ni lors de son abandon. Les députés d'opposition ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils ont dénoncé un rapport « bouclé d'avance ». Il reste que l'efficacité des parle-

mentaires enquêteurs tient beaucom à leur connaissance personnelle du dossier, à leur volonté d'examiner les pièces comptables et à leur capacité à interroger de façon incisive les experts. A cet égard, la jeune génération des députés a fort bien compris tout le parti qu'elle pouvait tirer de cette procédure à condition d'en rénover les pratiques. La vraie nouveauté de cette législature est bien là : les députés n'hésitent plus à se rendre sur place et à organiser des confrontations qui ressemblent parfois à des interrogatoires. Le 1ª juillet, les rapporteurs de la commission sur la Corse et de la commission sur les tribunaux de commerce, Christian Paul (PS, Nièvre) et Arnaud Montebourg (PS, Saone-et-Loire), entourés de policiers du RAID, se sont ainsi retrouvés à Ajaccio pour mettre en commun leurs désirs de pointer les dérives de la juridiction consulaire insulaire. Ils ont par là même donné aux électeurs une image inédite des dépu-

Raphaëlle Bacqué

UN RARE CONSENSUS s'est dégagé en faveur de alors mené et gagné une bataille contre Corinne Le-Superphénix, tout au long des auditions de la commission d'enquête chargée d'examiner le dossier Les commissaires se sont défendus de représenter du surgénérateur. Comme pour la chasse aux oiseaux migrateurs, il y a quelques semaines, l'harmonie a transcendé les courants politiques ! Il faut dire que les commissaires présentaient un profil bienveillant à l'égard de la filière des réacteurs à neutrons rapides. quel que soit leur bord. Président de cette commission, créée le 10 avril par l'Assemblée nationale, à son initiative, Robert Galley (RPR) a été chargé, au milieu des années 50, de la construction de l'usine de Marcoule, chargée d'extraîre le plutonium. En réclamant cette commission d'enquête, le RPR cherchait sans ambiguité à remettre en cause la décision « politique » de Llonel Jospin de fermer le site de Creys-Malville (Isère).

Le rapporteur, Christian Bataille (PS, Nord), tout en avant signé les accords Verts-PS qui prévoyaient l'arrêt du surgénérateur, reconnaît qu'il aurait préféré une solution de « transition », sans fermeture « immédiate » du site. De manière plus explicite, celui qui fut un des pères de la loi du 30 décembre 1991 sur la gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue a déclaré, dans Les Echos du 19 janvier, que, « si le Parlement devait en décider, Superphénix ne fer-

De son côté, Roger Mci (PCF, Bouches-du-Rhône). membre du bureau de la commission d'enquête et opposé à la décision du gouvernement, s'est rendu sur le site de Creys-Malville pour « protester », à la fin du mois de janvier, « quelques jours » avant la confirmation de l'arrêt du surgénérateur. Quant à Franck Borotra (RPR, Yvelines), membre également du bureau, il s'était clairement prononcé en faveur du redémarrage de Superphénix, sur simple décret, en 1997, lorsqu'il était ministre de l'industrie. M. Borotra avait

le lobby nucléaire. Cette commission d'enquête était « à l'image » de la représentation nationale, assure Michel Destot (PS, Isère). Une « frange importante » des parlementaires souhaitaient « apporter la preuve » que la décision du gouvernement était une « erreur », précise François Dosé (PS, Meuse). Membre de cette commission, et proche des écologistes, Michèle Rivasi (app. PS, Drôme) a vivement critiqué son mode de fonctionnement.

MANQUE DE TEMPS

Selon la responsable de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad), le rapporteur n'a pas utilisé tous les moyens à sa disposition pour mener l'enquête. Aucun expert étranger n'a été auditionné, alors que des pays comme le Japon ou l'Allemagne « expérimentent » le démantèlement progressif de leur surgénérateur. M. Bataille répond que le « démantèlement » des réacteurs à neutrons rapides n'était pas le « sujet principal » d'étude. Par ailleurs, les commissaires n'ont effectué que deux déplacements, l'un à Cadarache (Bouches-du-Rhône), où sont implantés des réacteurs de recherche, et l'autre à Marcoule (Gard). Un voyage prévu à Doureay, en Ecosse, sur un site de retraitement de déchets radioactifs, a été annulé « pour des raisons de calendrier », selon l'explication officielle, mais n'a pas été reporté, « faute de temps ». Car il a fallu tout * boucler * en deux mois et demi, plaide M. Bataille, selon « un rythme imposé par le gouvernement »: l'Assemblée nationale n'a pas utilisé les six mois d'enquête dont elle peut disposer.

Quand les partisans du nucléaire rapportent sur Superphénix La publicité des débats au service de l'investigation

de commerce, département des archives. Les députés de la commission d'enquête parlementaire sur les tribunaux de commerce savent généralement où chercher. Une collaboration étroite avec la Cour des comptes, les parquets et l'administration fiscale leur a déjà donné une idée précise des jugements sensibles et des affaires

douteuses. Nous ne voulons pas rester dans le huis clos de nos auditions parisiennes », explique Amaud Montebourg (PS, Saône-et-Loire), rapporteur de la commission. A voir les visages effarés qui l'entourent, il est clair que le personnel et les juges des tribunaux de commerce visités se passeraient volontiers de cette volonté de proximité. Mais ce n'est pas tout. Car, après deux heures de consultation des archives, les députés, assistés de deux administrateurs de l'Assemblée nationale et d'une sténotypiste, s'installent dans une salle du tribunal pour auditionner les magistrats et les mandataires de justice,

en présence de la presse. Les juges consulaires n'apprécient guère de voir filmées par les télévisions et retranscrites dans les journaux des séances ressenties comme une mise en accusation.

teurs est relavé par les médias. La mission d'information sur le Rwanda, qui, elle aussi, a opté pour la retransmission télévisée. sur LCI, d'une large partie de ses auditions, mesure chaque semaine l'impact que peut avoir sur le grand public ce jeu de questionsréponses devant les caméras. Mais c'est la première fois qu'une commission d'enquête conjugue deux des pouvoirs que lui confère la loi : aller vérifier sur place toutes les pièces et les dossiers qu'elle réclame et organiser autour de ses investigations toute la publicité qu'elle juge nécessaire.

RANDEROLES DE SOUTIEN

D'abord surpris par la nouveauté, les juges des tribunaux de commerce n'ont pas saisi d'emblée son effet dévastateur. Mais le succès grandissant de leurs auditions dans les médias locaux les a vite renseignés sur l'intérêt du public pour les méandres et les pratiques de la justice consulaire.

Les députés les plus actifs de la commission d'enquête y ont gagné une image de pugnacité qui tient beaucoup à une certaine expertise des méthodes de la justice. Le président de la commission et son rapporteur ont été formés à bonne

ILS ARRIVENT à deux ou trois, Ce n'est certes pas la première fois école : François Colcombet (PS, tôt le matin. Direction : le tribunal que le travail des députés enquêchambre de la cour d'appel de Paris: M. Montebourg est avocat. Mais la commission a aussi su utiliser les compétences de ses autres membres, avocat ou expertcomptable, comme Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) ou

Jacky Darne (PS, Rhône). L'efficacité de leurs investigations a donc rapidement semé le trouble. A Paris, le président de la Conférence générale des tribunaux de commerce, Jean-Pierre Mattei, a appelé les trois mille juges consulaires à mener le « combat » contre le travail des députés. Le 11 juin, les juges du tribunal de commerce de Mont-de-Marsan (Landes) ont refusé de prêter serment devant les parlementaires. Il a fallu faire porter par les gendarmes des convocations à leur domicile pour que la commission puisse enfin poursuivre son travail.

Les juges n'y ont rien gagné. Lorsqu'ils se sont enfin présentés, ils out pu croiser devant le tribunal des dizaines de manifestants. Alertés par les radios, les télévisions et les journaux locaux, ces derniers brandissaient des banderoles encourageant les députés...

Rle B.

Un vote préalable nécessaire à l'Assemblée

 Commissions permanentes. La Constitution en limite le nombre à six. Les rapporteurs spéciaux de celle des finances ont la charge du suivi de crédits spécialisés par grands secteurs. Ils peuvent opérer des contrôles sur place et se faire communiquer tous les documents utiles. Peu de parlementaires font usage de ces prérogatives.

Commissions d'enquête, Leur

création nécessite un vote de la majorité de l'Assemblée. Chaque groupe peut demander, une fois par an, qu'une de ses demandes soit examinée par la commission permanente compétente. Les commissions d'enquête ne peuvent intervenir sur des faits faisant l'objet d'une information judiciaire au nom du principe de la séparation des pouvoirs. Elles beneficient d'un délai de six mois pour rendre leur rapport. Elles

peuvent auditionner toutes les personnes utiles, qui doivent preter serment. Le refus de se rendre à une audition est passible de sanction. La commission peut également se faire communiquer toutes les notes administratives nécessaires à son investigation. Composée au maximum de trente parlementaires, la commission décide si elle travaille à huis clos

ou en séance publique. Les missions d'Information. Créées par une ou plusieurs commissions permanentes - dans ce dernier cas, on parle de mission d'information commune, comme pour le Rwanda -, les missions d'information ne disposent pas des pouvoirs de contrainte des commissions d'enquête à l'égard des personnes et des pouvoirs de communication des documents administratifs ni de la possibilité de faire déposer sous serment.

A l'étranger, des moyens de contrôle qui tardent à être reconnus

PARMI les moyens permettant 1998, les membres de la franc-maau Parlement de contrôler le gouvernement, les commissions d'enquête ont longtemps été considérées comme secondaires. La tendance, pourtant, semble s'inverser en Europe, à l'image de ce qui s'est passé en Belgique lors de « affaire Dutroux ».

● En Grande-Bretagne, une réforme intervenue en 1979 a instauré quatorze commissions spécialisées chargées de suivre les affaires dans leur champ de compétence. Leur nombre et leur spécialisation leur permettent de contrôler efficacement l'action de chaque ministre, d'autant plus que ces derniers et les députés qui les assistent en sont exclus. Les élus y bénéficient donc d'un rôle plus important que dans les débats législatifs, monopolisés par les ténors politiques. Ainsi, une de ces

commissions a enjoint, en février

connerie britannique de mettre fin à leur confidentialité sous peine de poursuites pour outrage au Parlement. Néanmoins, le nombre des commissions et le relatif anonymat de leurs membres font que moins de 5% des rapports obtiennent d'être débattus au sein de la

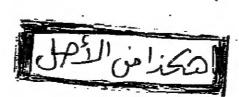
• En Allemagne, ces commissions d'enquête n'ont pas une im-portance considérable : le travail égislatif y est privilégié et les possibilités de recours juridictionnels étendues ont amoindri la demande de contrôle parlementaire - toute personne peut saisir le tribunal constitutionnel fédéral d'une violation des droits fondamentaux. La Constitution allemande permet à un quart des députés de mettre en place une commission d'enquête, qui dispose d'importants moyens d'investigation et du droit de

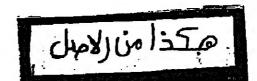
convoquer qui elle entend, y compris le chancelier. Ainsi, dans les années 80, une commission a-telle pu enquêter sur le financement des partis et, en 1993, une autre fut-elle créée au Bundestag pour faire la lumière sur l'affaire du sang contaminé. Au total, une vingtaine de commissions d'enquête ont été constituées depuis 1949, mais peu ont réellement abouti à des conclusions satisfaisantes, sans doute en raison de la volonté de la majorité de freiner les investigations les plus génantes pour le gouvernement, ainsi que de l'attitude de l'opposition, qui préfère parfois les boycotter.

• En Italie, les commissions d'enquête sont souvent communes à la Chambre des députés et au Sénat. Elles sont dotées de prérogatives élargies. Par exemple, certains secrets opposables à l'autorité judiciaire ne le

blée et violente de l'Italie dans les années 70-80 a engendré leur muitiplication: des commissions d'enquête ont ainsi été saisies, notamment, de l'assassinat d'Aldo Moro, du rôle de la loge maconnique P2 ou, plus récemment, des activités de la mafia. L'articulation des compétences entre l'autorité judiciaire et ces commissions n'est pas aisée et leur caractère pénal, de plus en plus marqué, souiève la question des garanties offertes aux personnes interrogées. Il a été admis que les personnes auditionnées sur des faits pouvant valoir une suite pénale avaient le droit de se faire assister d'un avocat. A l'inverse, une commission peut faire procéder à l'arrestation d'un témoin en cas de faux témoignage ou de refus de collaboration.

Yann Joly





Les parlementaires réunis en Congrès à Versailles Assurance-maladie : la droite ont l'œil fixé sur le scrutin européen de 1999

L'accord de Nouméa sur la Nouvelle-Calédonie a été largement approuvé

prévu, à un vote très large, pour valider l'accord de Nouméa sur la Nouvelle-Calédonie. En marge de la Ceux de la gauche « plurielle » s'intéressaient aussi Constitution, la réunion des députés et des séna-teurs, kurdi 6 juillet à Versailles, a abouti, comme séance, les parlementaires de droite songeaient à la loi de finances en cours d'élaboration.

L'HÉMICYCLE dans lequel se réunit le Congrès, à Versailles, réserve des surprises. Installés par ordre alpahabétique, et non par affinités politiques, les parlemen-

RÉCIT.

La tête de liste de la droite devra être « chiraco-compatible » pour M. Raffarin

taires se sont parfois découvert, lundi 6 juillet, un voisinage inédit : le RPR Thierry Mariani siégeant à l'extrême gauche, au dernier rang, et Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée, à droite. François Fillon cherche sa place, tandis que Jean-François Mattel (DL) et Pierre Mauroy (PS) se retrouvent voisins: un seul siège - vide - les sépare. Quant à Lionel Jospin et René Monory, assis tous deux au premier rang, l'un au banc du gouvernement, l'autre à celui des dignitaires parlementaires, ils n'ont jamais été aussi

Après le discours du premier ministre - vingt minutes précises -, les groupes du Sénat et de l'Assemblée s'apprêtent à expliquer leur vote. Dans les tribunes du public, les dirigeants du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), emmenés par leur président, Roch Wamytan, suivent attentivement les débats. Depuis la création de Démocratie libérale à l'Assemblée, le 26 mai, chaque chambre en compte six, « un souci d'égalité, monsieur le président du Sénat I », ironise Laurent Fabius, qui a toutefois l'avantage de présider le Congrès en tant que président de l'Assemblée nationale. Le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie est, lui, sans surprise. Georges Frêche (PS) juge ce « consensus un peu louche ». « [] doit y avoir, soupçonne-t-il, des faux-cuis pour voter pour, alors qu'ils pensent le contraire! » Des élus quittent l'hémicycle pour retrouver, dans les couloirs, leurs amis politiques, leurs chefs de file. Alain Peyrefitte tente de convaincre Charles Pasqua, qui va voter contre, de s'abstenir. La plupart préfèrent parler d'autre

Des jardins du château aux couloirs, en passant par les cabines téléphoniques, qui ne désemplissent pas, les discussions partent dans tous les sens. Jean-Pierre Raffarin (Rép. et Ind.), lui, promène sa bonhomie. On lui demande s'il a entendu M. Jospin, la veille, au «Club de la presse d'Europe 1». « Jospin ? Tout lui va, pour le moment. René Pleven disait que pour réussir, il faut avoir une qualité: avoir le vent dans le dos. » Et le sénateur de la Vienne d'ajouter : « Nous, gens de l'Atlantique, nous savons que le vent peut se renverser. » Les élections européennes? « Mais oui, vous verrez, nous essaierons de faire une liste unique! » Quant à la tête de liste, c'est une fausse devinette: selon le président du conseil régional Poitou-Charentes, Il doit être « chiracocompatible », membre de la formation « la plus importante de l'Ailiance », donc du RPR. « européen », « fin pédagogue » et « savoir mener campagne »... « Ne cherchez pas dans les numéros 1 » ! Nous prendrons sans doute un numéro 2 ». « Sarkozy ? », tente un journaliste. « Tiens, ce n'est pas

cise: «Si on n'y arrive pas, l'Alliance est foutue! » François Goulard (DL), de son

côté, verralt plutôt Philippe Séguin, « le plus grand rassembleur de l'opposition ». Justement, où est le président du groupe RPR de l'Assemblée? Il brille par son absence. Sans donner d'explication, son parti précise qu'il a déjeuné, à midi, avec les parlementaires de

Les Verts, eux, ne dévoileront pas leur tête de liste « avant novembre », assure Yves Cochet, Dominique Voynet, peut-être? « On n'est pas contre Cohn-Bendit, assure le député du Val-d'Oise, mais il faut qu'il vienne nous voir. » Or, cela fait « longtemps » que l'ancien dirigeant de mai 68 ne vient plus voir ses amis Verts. Surtout, qu'il ne joue pas «l'ange blanc», venant «sauver» les écologistes français. « On n'en a pas besoin ! », affirme M. Cochet.

FORMIDABLE, TON DISCOURS! * Alain Bocquet a retenu la leçon du mode de scrutin européen. Chacun a entendu que M. Jospin semblait renoncer à la prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF, mais le président du groupe communiste de l'Assemblée n'a rien entendu de

tel. « Mais non, rien n'est encore arrêté!, assure-t-il. Et puis, vous avez vu, récemment, avec la réforme du scrutin aux européennes. On peut fort bien retirer un projet de loi s'il ne convient pas à la majo-Les jeunes députés de droite

parient encore une fois d'en « découdre ». Mardi, les groupes parlementaires devalent se réunir pour évoquer la constitution d'un intergroupe de la majorité, et Pierre

Lellouche (RPR), Nicolas Dupont-Aignan (RPR) et Renaud Dutreil (DL) assurent que « cela suffit ». Ils veulent « un véritable intergroupe, avec un type jeune, sachant parler et organiser les débats », assure M. Lellouche. Yann Galut (PS) a, hui, les yeux

rivés sur le budget de 1999. L'an dernier, le « jeune élu » de la Gauche socialiste est « passé à côté » de celui de 1998. On ne l'y reprendra plus: maintenant, il sait que c'est « le dossier central ». Justement, un journaliste cherche à interroger un « nouveau » sur le bilan de la session... Au premier étage, à « la poste », la cérémonie traditionnelle du timbre bat son plein. Les vingt premiers sont gratuits pour les parlementaires. Après l'affranchissement, les coups de tampon, appliqués à tour de bras par les « pros », comme le sénateur Henri Weber (PS), résonnent dans toute la salle: « Congrès de Versailles, 6 juillet 1998 ». Les sénateurs « renouvelables » en septembre envoient des cartes à leurs grands électeurs. Paul Loridant (MDC) préfère s'y

Les couloirs se vident peu à peu. Avant de partir, les élus de droite félicitent Simon Loueckhote, sénateur (RPR) de Nouvelle-Calédonie. « Formidable, ton discours ! » Les poignées de main des collègues se succèdent. M. Loueckhote raconte que lorsqu'il est descendu de la tribune, M. Monory s'est levé pour lui serrer la main. M. Jospin, en revanche, lui a reproché « assez sèchement d'avoir cité le président de la République, mais de ne pas l'avoir cité ». La modestie aurait-elle des limites?

prendre « six ans à l'avance ! ».

accuse le gouvernement d'« imprévoyance »

L'opposition critique vivement le « plan Aubry »

LES INDUSTRIELS du médicament font le dos rond et, selon un porte-parole du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), sont disposés à une concertation avec l'Etat pour définir les modalités d'application des mesures annoncées, lundi 6 juillet, par Martine Aubry: dans son plan pour endiguer les dérives des dépenses de l'assurance-maladie, la ministre de l'emploi et de la solidarité a décidé de demander de 1,5 à 2 milliards de francs aux laboratoires pharmaceutiques (Le Monde

Le SNIP ne conteste pas le dérapage constaté depuis le début de l'année et admet donc le principe de cette nouvelle contribution; mais il s'est, jusqu'ici, bien gardé de commenter les autres mesures amioncées par Mª Aubry et qui, elles, pourraient modifier en profondeur les activités et les chiffres d'affaires des laboratoires. Le gouvernement yeut mettre un frein à la surconsommation médicamenteuse, principalement celle des antibiotiques, et il entend doubler, d'ici fin 1999, la place des médicaments génériques : le développement de ces copies, moins chères, pourrait représenter environ 4 milliards de francs d'économies pour la Sécurité sociale, selon le

secrétariat d'Etat à la santé. Les radiologues, autre secteur désigné par Mª Aubry, se sont, eux aussi, déclarés prêts à négocier des mesures d'économies, avec cependant une réserve : « I faut d'abord se mettre d'accord sur l'analyse des chiffres », a prévenu Jean-François Mazoyer, président de la Fédération nationale des radiologues. Sur les quatre premiers mois de l'année, les dépenses de ce secteur ont augmenté de « près de 10 % », soit, selon le ministère, une dérive de 450 millions de francs. M. Mazoyer estime que la reprise économique « a contribué à augmenter la consommation », de même que la campagne de dépistage du cancer du sein lancée rance-maladie (CNAM). « Présenter les radiologues commes des médecins dépensiers, c'est travestir la

réalité », insiste-t-il. L'entourage de M= Aubry préfère souligner une autre réalité : pendant ces dernières années, les revenus des radiologues ont connu la plus forte progression.

Ce train de mesures conjoncturelies, qui devrait drainet, selon M= Aubry, entre 2,5 et 3 milliards de francs d'économies, a été vivement critiqué par les responsables de la droite. Hervé Gaymard, député (RPR) de Savoie, ancien secrétaire d'Etat à la santé, a dénoncé « un plan technocratique de plus », « ce coup de bâton sans aucune concertation ». Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a parle d'« un système absurde », résultat, selon jul, « de l'imprévoyance et de l'irresponsabilité » du gouverne-

 LOGIQUE ADMINISTRATIVE » Alain Madelin, président de Démocratie libérale, a stigmatisé « la logique comptable et administrative de sanctions collectives ». Dans une tribune publiée mardi par Le Figaro, l'ancien ministre de M. Juppé appelle à un «changement de cap » pour l'assurance-maladie en prônant en particulier « une véritable autonomie des caisses régionales et leur mise en concurrence ».

Les réactions syndicales sont plus diverses. Force ouvrière a qualifié les mesures de « replatrage élaboré dans l'urgence à cause de l'échec du plan Juppé ». Certes, la centrale dirigée par Marc Blondel se félicite que « pour une fois, les assurés sociaux n'ont pas été mis à contribution » et que « le gouvernement refuse l'introduction des assurances privées dans l'assurance-maladie >, mais elle considère qu'il est « maintenant nécessaire » de « reconstruire un système où la solidarité et l'égalité seront des garanties pérennes ». La CFTC juge cette « réponse nécessaire, quoique partielle ». La CFDT. qui préside la CNAM, estime que « la volonté de réforme » du goupar la Caisse nationale d'assu- vernement correspond à ses propres choix.

Bruno Caussé

Interrogations juridiques sur la révision constitutionnelle

plus de deux heures, à la tribune de la salle des séances du Congrès. lundi 6 juillet à Versailles : le maintien de la paix en Nouvelle-Calédonie, pour les quinze ou vingt années à venir, mérite bien les innovations contenues dans le projet de loi constitutionnelle destiné à permettre la mise en œuvre de l'accord de Nouméa du 5 mai, auquel le Front national est la seule formation politique à s'être opposée. Le radical de gauche Michel Crépeau, président du groupe Radical, Citoyen et Verts, l'a affirmé avec force: « Le droit positif n'est Jamais intangible. Ce qui est intangible, c'est les principes du droit naturel : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le droit qu'ont les peuples à vivre en paix. »

L'accord de Nouméa « est un succès pour la Nouvelle-Calédonie *et pour la France* », a relevé d'emblée Lionel Jospin, qui, après avoir iustifié les dérogations contenues dans le texte, a prévenu les parle-

POUR VOUS AIDER A RÉUSSIR

de BAC 0 à BAC + 3

■ GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

Prépas 2 ans et

SOUTIEN AUX FACULTÉS

DROTT/SCIENCES ECO.

À CHACUN ses mots pour un mentaires que la révision de la dique », est « aussi - et avant tout un acte politique majeur auquel l'ampleur de votre adhésion donnera une force et une valeur irrempla-

mai », sourit le conteur, qui pré-

LA GAUCHE SOCIALISTE RÉTICENTE « Ce qui nous est demandé, c'est d'accepter une démarche profondément originale et novatrice dans notre présence outre-mer, c'est de rendre possible et effective un processus de décolonisation réussie dans la paix», a renchéri Catherine Tasca, présidente (PS) de la commission des lois de l'Assemblée nationale. « Un processus pacifique de décolonisation vaut bien une dispense des arguties juridiques », a noté à son tour le député communiste des Hauts-de-Seine Jacques Brunhes.

Au sein de la majorité, seule la guement les raisons de l'« inquiémême message, délivré pendant Constitution, « nécessité juri- Gauche socialiste a fait part de ses tude » d'une forte minorité de ses réticences. Tandis que le député de l'Essonne Julien Dray ne participait pas au vote, son collègue sénateur Jean-Luc Mélenchon évoquait dans les couloirs les questions angoissantes » posées. selon lui, par le projet de loi constitutionnelle : « Nous introduisons dans la Constitution le droit du sang et la préférence nationale sur une portion du territoire de la Ré-

publique. » Les réserves d'une partie de la droite, qui étaient déjà apparues lors de la « navette », ont été relayées par l'intervention de José Rossi. Tout en notant que « notre seul objectif est de permettre à la Nouvelle-Calédonie de se développer en paix au sein de la République », le président du groupe DL de l'Assemblée a évoqué lon-

collègues: ainsi a-t-il relevé « six matifs d'inconstitutionnalité » dans l'accord de Nouméa, parmi lesquels l'introduction du « principe de préférence nationale »: « Cela fait beaucoup de choses pour ce qui nous est présenté comme une révi-sion constitutionnelle modeste. » Jean-Louis Debré, président du

groupe RPR de l'Assemblée, a cherché à balayer ces réticences: « Faisons fi des quelques velléités d'idées arc-boutées sur des certitudes d'un autre âge i (...) Lorsque l'Histoire est en marche et progresse, soutenue par la force des peupies (...), c'est le pragmatisme qui doit être la règle i Qui ne voit là un des piliers de la pensée gaulliste? » Si un Debré le dit!

Jean-Baptiste de Montvalon

827 pour, 31 contre et 27 abstentions

LE PROJET de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Caiédonie a été adopté par 827 voix contre 31. Il y a eu 27 abstentions. 10 parlementaires n'ont pas participé au vote. La majorité requise était de 515 voix.

Admissions Bac + 2 + 3 SCIENCES POLITIQUES

 Parmi les députés Au groupe PS: 248 pour sur 251. N'ont pas pris part au vote : Jean-Claude Chazal, Julien Dray et Laurent Fabius, président du

WENTRÉE A LA M.S.T.C.F. Toutes FACULTÉS Au groupe communiste: 36 Au groupe Radical, Citoyen et HEN.M.

Verts: 33 pour. Au groupe RPR: 118 pour sur 140. Ont voté contre: Jean-Michel Ferrand, François Guillaume, Jean-Jacques Guillet, Pierre Lellouche, Lionnel Luca, Thierry Mariani, Jean Marsaudon, Jacques Myard et Jacques Peyrat. Se sont abstenus: Jean Bardet, Xavier Deniau, Eric Doligé, Roland Francisci, Jean de Gaulle, Pierre Lasbordes, Charles Miossec et Georges Tron. N'ont pas pris part au vote : Jacques Baumel, Nicole Catala, Jean-Charles Cavaillé, Jean-Pierre Dupont et Masson. Tean-Luc Reitzer.

Pierre Micaux a voté contre. Se sont abstenus: Jacques Blanc, Christine Boutin et Jean-Antoine Léonetti. Maurice Leroy n'a pas participé au vote.

Au groupe DL: 27 pour sur 42. Ont voté contre: François d'Aubert, Roland Blum, Laurent Dominati, Renaud Dutreil, Claude Goasguen, Philippe Houillon, Michel Meylan et Yves Nicolin. Se sont abstenus: Sylvia Bassot, Pierre Cardo, Gilbert Gantier, François Goulard, Jean-François Mattéi, Guy Teissier et Philippe Vasseur. Non-inscrits : André Thien Ah

 Parmi les sénateurs Au groupe RPR: 79 pour sur 93.

Koon a voté pour. Philippe de Vil-

liers s'est prononcé contre.

Ont voté contre : Charles Ceccaldi-Reynaud, Jean Chérioux, Jacques Delong, Christian Demuynck, Xavier Dugoin, Emmanuel Hamel, Christian de la Malène, Paul d'Ornano, Charles Pasqua et Jean-Pierre Schosteck. Se sont abstenus : Michel Caldaguès, Philippe de Gaulle, Maurice Lombard et Paul

Au groupe centriste: 57 pour sur

Au groupe UDF: 67 pour sur 72. 58. Jacques Baudot n'a pas partici-

pé au vote.

Au groupe des Républicains et indépendants: 41 pour sur 45. Jacques Dominati a voté contre. Se sont abstenus: Nicolas About, Jean-Paul Batafile et Jean Clouet. Au groupe du Rassemblement démocratique: 22 pour sur 23. Lylian Payet s'est abstenu.

Au groupe socialiste: 75 pour. Au groupe communiste, républicain et citoyen : 16 pour. Non inscrits: 7 pour sur 9. Philippe Darniche a voté contre. Jacques Habert s'est abstenu.



Le conseil régional d'Ile-de-France lance un emprunt en euros

EN LANÇANT son premier emprunt obligataire en euros (200 millions d'euros, soit 1,3 milliard de francs), le conseil régional d'Ile-de-France veut donner un « signal de la place qu'elle entend occuper en Europe », selon le premier vice-président chargé des finances, Manuel Vails (PS), qui a présenté cette démarche, lundi 6 juillet, comme une « émission pionnière, destinée à devenir une référence sur les marchés fi-

Chaque année, la région a recours à l'emprunt pour financer ses investissements. « Le premier emprunt de la nouvelle mandature est l'occasion de tenter l'innovation. Paris doit rester une vraie capitale financière, la région peut et doit revenir dans le peloton de tête des régions européennes », a déclaré son président, Jean-Paul Huchon (PS), rappelant un des thèmes de sa campagne pour les élections régionales de mars, en présence de nombreux représentants de la communauté financière, parmi lesquels André Lévy-Lang, président de Paribas.

La CFDT et la CFTC instaurent la réduction du temps de travail

LA CPDT vient de conclure, pour les deux cents salariés de son siège à Paris, un protocole d'accord basé sur la loi Aubry, qui réduit le temps de travail hebdomadaire à 33 heures à compter du 1° janvier 1999 contre 37 actuellement. Les effectifs progresseront d'au moins 10 % sur quatre ans. Le protocole prévoit en contrepartie un gel de la valeur du point salarial en 1999 et en 2000 suivi d'une modération de sa progression pour les deux années suivantes. La CFTC, de son côté, est entrée; hundi 6 juillet, dans l'application effective d'un accord Robien. La CGT a entamé des discussions pour faire passer ses permanents de 36 h 30 par semaine à 35 heures au 1º janvier 1999. FO n'envisage d'entamer des discussions qu'à la rentrée.

■ GUYANE: le président du conseil général, André Lecante (divers gauche), a décidé de se démettre de ses fonctions, mardi 7 juillet. Cette décision intervient après la notification, le 24 juin, par le tribunal administratif de Cayenne, de l'annulation de son élection pour non-respect du secret du vote. Une nouvelle élection doit avoir lieu dans les trente jours. - (Corresp.)

■ FRONT NATIONAL: la Cour de cassation a rejeté, le 24 juin, un pourvoi du président du Front national, Jean-Marie Le Pen, qui soutenait qu'être traité de « fils spirituel d'Hitler » était une injure. Elle donné raison à la cour d'appel de Nancy, qui avait elle-même validé un jugement de première instance du tribunal de cette ville, le 14 juin

1993, déboutant M. Le Pen d'une plainte pour injure.

■E.N.A.-C.N.E.S.S.-L.R.A. BEFR (CREPA.) **EXCELLENTS TAUX DE SUCCES** Fax: 01-42-24-73-25 DEPUIS 1954 3615 ISTH.ES

ENSEIGNEMENTS

SUPÉRIEURS PRIVÉS

nce-maladie: la droit nce le gouvernement 'e imprévoyance."

moral regional discountries

je veux Internet dans ma classe
tu veux Internet dans ta classe
il veut Internet dans sa classe
nous voulons Internet dans notre classe
vous voulez Internet dans votre classe
ils veulent Internet dans leur classe



On sait avec quel engouement et quelle aisance naturelle les jeunes intelligences adoptent Internet. On sait que ce moyen de communication universelle est aussi un formidable outil pédagogique pour les maîtres. Et pourtant, l'écran

L'école o l'heure du Web

NETDAY, une Association à but non lucratif. Grâce à NETDAY, les élèves des établissements scolaires qui vous concernent peuvent disposer maintenant de matériels, de logiciels et d'une

d'ordinateur est bien loin de faire concurrence au tableau noir. Pour favoriser l'équipement des classes, les leaders de l'informatique et des télécommunications ont créé



pour surfer sur le Web. Pour recevoir le guide "INTERNET A L'ECOLE", contactez NETDAY.



Tél.: 01.42.89.67.44 http://www.netday-france.org



cegetel



NFR/



SIEMENS





SOCIÉTÉ

SANTÉ PUBLIQUE Un rapport dispositif de lutte contre la toxicomanie constate des « carences de l'orga-nisation des services de l'Etat » et des

« dysfonctionnements tant à l'échelon central qu'au plan local ». ● LES MAGISTRATS soulignent une absence de concertation entre les différents ministères et une défaillance de coor-

dination entre la police, la gendarme-rie et les douanes. © LE MONDE HOS-PITALIER n'est pas épargné par les critiques puisque le rapport observe

nitaire et social de droit commun ». LA MISSION interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt), qui vient de changer de responsable pour la quatorzième fois

depuis sa création en 1982, se voit notamment reprocher « son instabilité chronique » • QUANT à l'association Le Patriarche, les magistrats s'interrogent sur son caractère désinteressé.

La lutte contre la toxicomanie connaît divers dysfonctionnements

Un rapport de la Cour des comptes souligne une insuffisance de volonté politique et des carences de l'organisation des services de l'Etat, tant « à l'échelon central qu'au plan local ». Le manque de concertation entre les différents interlocuteurs, dû à « des logiques différentes », est aussi épinglé

Y A-T-IL en France une politique PEtat à la lutte contre la toxicomade lutte contre les drogues et les toxicomanies? A la lecture du rapport de la Cour des comptes consacré au « dispositif de lutte contre la toxicomanie », rendu public mardi 7 juillet, il est permis d'en douter. « Insuffisance de la volonté politique et par voie de conséquence du dispositif institutionnel », « carences de l'organisation des services de l'Etat », « dysfonctionnements (...) tant à l'échelon central qu'au plan local »... les magistrats de la Cour, qui s'étaient saisis du dossier voici plus de trois ans, décryptent point par point les failles dans l'utilisation et le contrôle des crédits publics, comme dans la coordination des actions des services impliqués.

Estimant à plus de 1 milliard de francs en 1998 les « crédits spécinie, la Cour prévient d'emblée que la diversité des acteurs et des approches rend quasi « impossibles » le chiffrage exact des sommes en jeu et, a fortiori. l'évaluation de leur affectation. Une estimation provisoire effectuée par deux économistes avait abouti à un coût budgétaire global de 4,72 milliards de francs en 1995 (Le Monde daté 9-10 mars 1997).

Au fil du temps, l'Etat s'est trouvé « dans l'incapacité de conduire une politique d'ensemble de lutte contre la toxicomanie », souligne la Cour, et, « faute de volonté politique, le pilotage central a été, dans une large mesure, défoillant ». La structure de coordination interministérielle n'a pas rempli sa mission (lire ci-dessous). Les plans d'action et les mesures d'urgence se sont succédé et

ont comporté « souvent les mêmes tion de l'action sociale [DAS], charpropositions, restées lettre morte ou insuffisamment suivies d'effet », aioute le rapport. Les dispositifs de réinsertion sociale des toxicomanes incarcérés et les centres d'accueil d'urgence dans les grandes villes auront ainsi attendu dix ans pour

SANS CONCERTATION >

Les magistrats observent par ailleurs que « les ministères concernés conduisent leurs propres actions sans concertation aucune avec les autres administrations » et parfois même « à l'intérieur d'un même ministère ». La création de lieux d'hébergement d'urgence - les sleep-in - a notamment été retardée par « des tensions entre la direction générale de la santé [DGS], responsable de l'organisation des soins, et la direcgée de la prévention et de la réinser-tion ». Depuis, les compétences des deux administrations en matière de toxicomanie ont été regroupées au sein de la seule DGS.

Les services répressifs ne sont pas en reste et la coordination entre la police, la gendarmerie et les douanes se heurte à « des logiques différentes : moximiser les saisies à l'entrée sur le territoire français pour les douanes, désorganiser les réseaux d'approvisionnement pour la police et la gendarmerie ». La Cour fait aussi part des « difficultés rencontrées par l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants pour faire reconnaître son autorité ». L'achat par les douanes d'un scanner qui aurait servi à d'autres fins et le financement indu de stages de formation de policiers,

naire de la Cour des comptes (Le: Monde du 24 février), ne figurent plus dans sa version finale. Le monde hospitalier en prend

anssi pour son grade. La Cour retrace l'évolution des modes de prise en charge des toxicomanes depuis la loi du 31 décembre 1970 et observe «'un désengagement du système sanitaire et social de droit commun ». La donne a cependant changé ces dernières années, face à la progression des épidémies de si-da et d'hépatites parmi les toxi-

TISSU ASSOCIATIF > « La dépendance à l'égard du tissu associatif limite la capacité d'initiative de l'Etat », déplore le rapport, qui dénonce au passage les sinuations de « monopole » de certaines associations comme leur « propension à vivre en circuit fermé ». Les capacités d'accueil du dispositif dit « spécialisé » (227 centres en 1997) sont jugées «insuffisantes» et la couverture sanitaire « inégale ». Le « versement très tardif des dotations * est en outre considéré comme « une insuffisance majeure », qui provoque des ruptures de trésorerie préjudiciables aux associations. La politique nationale de lutte contre les drogues et la toxicomanie se caractérise in fine, selon la Cour des comptes, par « l'imprécision de la définition de ses objectifs et de ses priorités ». Cette absence de stratégie s'incame en particulier dans « la divergence entre l'approche sanitaire et l'ap-proche répressive, et plus encore dans l'absence des directives précises qui avrait peritis de câtrer la politique de prévention ». L'insuffisance

dit « en total désaccord avec cette querait en grande partie ce constat. Les magistrats en appellent donc isière de la recherche 🤌 doit « incomber la responsabilité de

des « connaissances tant épidémio-

logiques que scientifiques » expli-

évoqués dans le rapport prélimi- fixer les axes prioritaires », et formulent une série de propositions visant à harmoniser les interventions publiques, au niveau central, dans le cadre d'« un plan national à moyen terme » et local, en aloutant

Le Patriarche, une structure « peu claire »

La Cour a examiné de plus près les comptes du Patriarche, une association fondée en 1974 par Luden J. Engelmajer, récemment « démis » de ses fonctions. La structure financière de l'association est jugée « peu claire », « le caractère artificiel du compte d'emploi des subventions publiques » (6,6 millions de francs par an de 1991 à 1993, 6,8 millions en 1994, 4,8 millions en 1995, non reconduits en 1996 et 1997) est sonligné. La création de sociétés commerciales et la prise d'intérêts financiers dans des sociétés gérant des services de restauration rapide « font douter du coructère désintéressé de la démarche originelle de la structure ».

La Cour observe que dans la région Midi-Pyrénées l'association a payé comptant des acquisitions pour un montant de 8,7 millions de francs entre 1992 et 1995. Par ailleurs, un responsable de l'association ne déclarant qu'« un revenu très modeste » an fisc « a pu prêter des sommes relativement importantes à une SARL (1,2 mil-

aux contrats Etat-régions et aux contrats de ville une nouvelle contractualisation à l'écheion du département.

Laurence Folléa

S. 4 .

1

2:20:14

M^{me} Maestracci, nouvelle tête de la délégation interministérielle

L'INSTANCE interministérielle chargée de coordonner la lutte contre la toxicomanie vient de changer de tête pour la quatorzième fois depuis sa création en 1982. La magistrate Nicole Maestracci a été nommée en juin avec l'avai de l'Elysée en remplacement de Françoise de Veyrinas, affectée à l'inspection générale des affaires sociales, en « échange » d'une déclaration du premier ministre, Lionel Jospin, contre la dépénalisation de l'usage des drogues.

La Cour des comptes ne remet pas en cause le rôle de « pilotage central » imparti à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) et souhaite même voir son statut et ses moyens renforcés. Mais elle dresse un bilan sans concession du

chronique résultant de remanie- grave, « la mission n'exerce pas un de 1,23 million de 1990 à 1996. Le

fluctuants et de la succession rapide des responsables », la Mildt « n'est pas parvenue, à ce jour, à dépasser un rôle de distributeur de crédits non affectés [294,5 millions de francs en 1998] et à animer une véritable politique interministérielle sur des thèmes tels que la prévention, la communication, la formation ou la recherche », résument les magistrats.

Censée financer de façon transitoire des actions innovantes reprises ensuite par les ministères sur leurs budgets propres, la Mildt renouvelle en réalité d'année en année les mêmes subventions. Le ministère de l'éducation nationale n'a ainsi pas repris sur ses crédits le financement des comités d'environnement social, créés en 1990 et « en voie de généralisation dans Souttrant d'« une instabilité : l'enseignement secondaire ». Plus

réel contrôle sur l'emploi des crédits ministériels », et elle reçoit des ministères bénéficiaires « des comptes rendus annuels d'utilisation souvent succints ». Des annulations de crédits spé-

cifiques en cours d'exercice ont par ailleurs entraîné des transferts de charges, notamment sur la Sécurité sociale. A ce titre, la dette contractée par l'Etat envers les bôpitaux a été évaluée à 142,2 millions de francs en 1997.

DÉPENSES « PEU JUSTIFIÉES » Entre 1990 et 1995, la Mildt, qui s'appelait alors la Dgidt, a fait supporter des dépenses de personnel « dans des conditions irrégulières, par le Comité français d'éducation pour la santé », pour un montant total de 1,55 million de francs, et « sur les crédits de suivi des inionc-

versé illégalement des subventions à d'autres associations. Certaines dépenses étalent en outre « peu justifiées », notamment pour les locaux de la rue du

CFES, précise la Cour, « a été utili-

sé comme une simple courrole de

transmission et de trésorerie de la

structure interministérielle », et a

Faubourg-Saint-Honoré, « dont les loyers ont dépassé 2,92 millions en 1995 ». Le ministère de l'emploi et de la solidarité abrite aujourd'hui la Mildt et ses chargés de mission. Pour finir, les magistrats estiment que « le rôle de la mission doit être concentré sur la coordination interne, le ministère des af-

faires étrangères continuant à cou-

vrir l'action internationale ». Dans

ses réponses à la Cour, la Mildt se

Les manèges tournent dans les réceptions mondaines

LES FRANÇAIS ne vont plus à la fête fo-raine ? Qu'importe I, la fête ira chez les Français. Philippe Campion, fils de Marcel Campion (l'une des figures du monde forain) et organisateur de la fête des Tuileries à Paris. a lancé officiellement mardi 30 juin sa société «L'événement festif », qui se propose de li-vrer clés en main une fête foraine au domi-

cile des particuliers. Tout en demeurant l'un des loisirs préférés des Français, la fête traverse une vraie crise que n'a fait qu'accentuer la récente décision de la Mairie de Paris de déplacer la Foire du Trône (le Monde du 21-22 juin 1998). Classée, dans la dernière étude sur les pratiques culturelles des Français, deuxième « sortie » derrière le restaurant, elle est néanmoins concurrencée de plus en plus sévèrement par les parcs &de loisirs, fréquemment écartée des centres-villes, rattrapée par les problèmes d'insécurité, boudée par les familles

La dernière parade trouvée par les forains? La fête à domicile. « C'est parce qu'Ernest-Antoine Seillières n'ira jamais à la fête foraine que nous l'amenons chez lui », explique Marcel Campion. L'été dernier, pour le mariage de sa fille, le patron du CNPF a trans-formé sa propriété en petite Foire du Trône. Valéry Giscard d'Estaing a fait du manège, comme le tout-industrie française, raconte le forain qui poursuit: « C'est une mutation normale. Il y a des clientèles qui ne viennent pas dans les foires mais qui nous alment quand même. » Et son fils de renchérir : « Ce ne sont pas les problèmes d'insécurité qui font qu'on préfère rester chez soi plutôt qu'aller à la fête, car de toute façon l'insécurité est partout. C'est davantage l'envie de rester entre soi, et de se sentir privilégiés. »

EMOTIONS FORTES À DOMICILE Pour 200 francs par tête, et cent personnes

minimum, particuliers et entreprises peuvent donc désormais s'offrir loteries. chamboule-tout, tir à la carabine, punchingball, mailloche ou canon, manèges de chevaux de bois, train-fantôme et même grande roue, grand 8 ou tout autre monstre électronique pourvoyeur d'émotions fortes. « Tout peut se déplacer des lors que l'endroit est suffisomment grand *, assure Philippe Campion. Les charrettes de sucreries, les numéros de jongleurs, cracheurs de feu, d'échassiers, de contorsionnistes, les guirlandes électriques, tout est prévu pour plonger une paisible propriété des Yvelines dans l'ambiance canaille des foires. « Pour animer les mariages ou les barmitsvas, de petites sociétés proposaient déjà quelques attractions mais non professionnelles, ce qui dénature l'image de la fête fo-raine. » Bref, les vrais forains reprennent les choses en main.

analyse ».

Par ces temps de vaches majores, tout marché supplémentaire fait ventre, reconnaît-on. « L'événement festif » possède sa propre équipe de quarante personnes et ses stands spécialement conçus pour être rapidement montés et se démontés. Mais lorsque de gros manèges seront demandés, la famille Campion fera appel à des forains qui combleront ainsi un creux dans leur tournée, ou une période d'inactivité de morte saison. « A terme, avoue Philippe Campion. en tant qu'organisateurs d'événements, l'objectif est également de devenir l'interlocuteur privilégié des municipalités qui ont presque toutes une fête foraine, mais ont parfois du mal à dialoguer avec les forains. »

Pascale Krémer

La composition de la commission consultative pour la régularisation des sans-papiers rendue publique

LE MINISTÈRE de l'intérieur a rendu publique, lundi 6 juillet, la composition de la commission consultative chargée d'encadrer l'examen des recours déposés par les sans-papiers déboutés de leur demande de régularisation. Au côté de son président, Jean-Michel Galabert, président de section honoraire au Conseil d'Etat, siégeront sept autres membres: Bernard Cieutat, conseiller-maître à la Cour des comptes, Pierre Lyon-Caen, conseiller à la Cour de cassation, Anne-Marie Escoffier, inspectrice à l'inspection générale de l'administration (IGA), Jean Lavergue, inspecteur général à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), et les secrétaires généraux des préfectures des Hauts-de-Seine, Jean-Jacques Brot, de Seine-et-Mame, François Ceccaldi, et du Rhône, Jean-Claude Bastion.

Le rôle des Chinois se renforce dans le travail clandestin à Paris

LES CHINOIS sout « de plus en plus » impliqués dans le travail clandestin et le « blanchiment d'argent », affirme un rapport des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris. Opportunément rendu public lundi 6 juillet, au lendemain des déclarations musclées de MM. Chevenement et Jospin justifiant le refus d'une régularisation générale des sans-papiers par l'existence des « filières criminelles », ce document fait état du blanchiment de 5 milliards de francs entre mars et juin de cette année. Selon les RG, des donneurs d'ordre chinois sont soupçonnés d'avoir exclusivement recours à des ateliers clandestins de confection et de régler leurs commandes uniquement en espèces. Ces activités occultes génèrent des « bénéfices colossaux », précise le rapport.

■ JUSTICE: Mª Alex Ursulet, un avocat parisien qui avait été condamné, en décembre 1994, pour « outrage à magistrat en cours d'audience » à six mois d'emprisonnement avec sursis et à 40 000 francs d'amende, a été gracié par le chef de l'Etat. Me Ursulet, qui avait soutenu la campagne de Jacques Chirac en 1995, est le gendre de Bernard Pons, député RPR de Paris et ancien ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports.

■ EDITION: Faccord conclutentre Libération et Michel Codaccions. auteur du livre Corse, assassinat d'un préfet, a été entériné par le président du tribunal de grande instance de Paris (Le Monde daté 5-6 juillet). Le jugement a indiqué que toute publication du livre non rectifié donnerait lieu au paiement d'une astreinte de 1 000 francs, en précisant les modalités de publication d'un rectificatif dans les journaix La Corse

OFF PUBLICATIONS FUDICIAIRES OFFICE Spacial de Publicina No. On-to-to-to-tompurgamentoTO: 81.65.61.25.87 - Fez : 81.65.61.25.87

Cour d'Appel de Lyon a condamné : THAMTHAM Pascal, né le 26/01/56 à PARIS 14, Directeur, demeurant a FARIS 14", Directeur, cemeurant Casino France - 24, rue de la Montat (42) SI-Etienne, à la peine de 60.000 F d'armende, pour avoir à La Ricamarie (42) le 27/12/94 : effectué une publicité mensongère sur une spécialité laitière à base de crème fraîche, d'une partie de la dénomi-nation difficilement fisible "Spécialité laitière à base de ..." sous un emballage similaire aux produits CASINO. Cour a, en outre ordonné aux frais du condamné la publication de l'arrêt, par extraits, dans le journal Le Monde sans que le coût de cette insertion dépasse la somme de

Ecoutes de l'Elysée : les amnésies du général Charroy

COMMANDANT le centre des interceptions téléphoniques demandées par le gouvernement (le GIC), à ce jour comme entre 1983 et 1986, au plus fort des écoutes de la cellule antiterroriste de l'Elysée, le général Pierre-Eugène Charroy a été entendu, le 25 juin, par le juge d'instruction Jean-Paul Valat. Mis en examen dans ce dossier, M. Charroy a été interrogé sur les listes de noms correspondants aux 339 personnes transmises à Matignon par le magistrat, pour lesquelles Lionel Jospin a levé le se-

cret-défense (Le Monde du 5 juin). La mémoire du général, qui avait jusqu'alors opposé le secretdéfense au juge Valat, a été défaillante lors de sa comparution. Les écoutes relatives aux 339 personnes sont-elles « passées par le. GIC »? « La cellule disposant d'un contingent de vingt lignes [au GIC], elle n'avait pas de raison de ne pas passer par le GIC », a répondu M. Chartoy. Sans guère plus de précision .Sa seule « certitude » concerne trois noms: « Je sais de façon certaine que le GIC a écouté, à la demande de la cellule, Jean-Edern Hallier, Carole Bouquet et Dominique Erulin. » Mais il ne se souvient ni des dates, ni des motifs de ces écoutes.

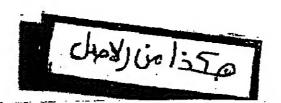
Il aura fallu « cinq ans pour obtenir la confirmation de trois écoutes » sur 339, a relevé le juge Valat. Au sujet de l'écrivain décédé, M. Charroy s'est souvenu que l'une des lignes qu'il utilisait, au restaurant La Closerie des Lilas,

né à l'époque qu'elle devait fréquenter une personnalité et qu'on voulait s'assurer du silence de cette personnalité », sans chercher à en savoir plus. Dominique Erulin, un activiste proche de l'extrême droite, a retenu son attention « parce qu'il s'agissait du frère du colonel qui avait sauté sur Kolwezi ». Malgré les déclarations du premier ministre de l'époque prohibant l'écoute d'avocats, de responsables politiques ou de journalistes, M. Charroy ne se souvient en revanche pas des noms qui, dans les listes du juge Valat, ap-partiennent à ces professions.

avait été interceptée. S'agissant de

l'actrice, il a indiqué s'être « imagi-

Erich Inciyan



RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 8 JUILLET 1998

Un nouveau quartier autour de la gare TGV d'Avignon

Dès 2001, 1 700 000 voyageurs transiteront chaque année par ce nouvel équipement, qui impose de mieux coordonner le développement de l'agglomération. Si les élus locaux ne parviennent pas à s'entendre, l'Etat pourrait reprendre en main l'aménagement d'un secteur névralgique

de notre correspondante

Appendix of the state of the second s Character of the second of the

Fig. Benedicipal St. Wedening 2000 Additional title from weatherfully desired the

Le Patriarche, une

structure a peu daire:

And the second of the second

ter complete on fathering

Street Street Courses to It's

Lancer | I not bear the

a direction of the leading of

And have been and he had

the control of the same of

of a rest of the contract of

Sopre Continue to

STORY TO SERVE AND THE SERVE

bearing in a consider to the

The State of the Box of the

nctionnements

shon des services de l'Etat, tant

A COMPLETE OF THE

FIFTH A THE COLF

THE PARTY OF

The state of the s

Section 1

*** ** ** ** **

A September 15 Comments

THE RESERVE NAME OF PERSONS

The second second

age year this is a first

Winds No. Was

MAN BOOK THE THE THE

· 李·李·李·

mposition de la commissie

destive pour la regularisation

ins-papiers renduc publica

des Chingis se territie

THE PERSON OF THE PERSON OF

A. ...

Grant differentes . Est aussi épiné

D'ici quelques années, les festivaliers qui viennent à Avignon par le TGV débarqueront dans une gare flambant neuve, au cœur d'un nouveau quartier: les travaux du TGV Méditerranée avancent désormais à grands pas et la nouvelle gare commence à sortir de terre en zone de Courtine, 350 hectares à la confluence du Rhône et de la Duraoce, au sud-ouest de l'agglomération, presque vierges de tout aménagement. Elle accueillera, dès le printemps 2001, 1 700 000 voyageurs par an. Les élus avignonnais doivent donc réfléchir aux infrastructures d'accès. Une incertitude persiste sur la liaison entre l'ancienne et la nouvelle gare: barreau ferroviaire ou liaison par bus? Mais, surtout, l'emplacement de ce nouvel équipement repose tout le problème du développement du Grand Avignon, qui totalise près de 500 000 habitants répartis sur les départements du Vanchuse, des Bouches-du-Rhône et

mètres, à cheval sur deux régions, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

Ces barrières administratives ont pénalisé le développement économique de la région, d'autant que les infrastructures routières n'ont pas suivi l'expansion urbanistique : deux ponts franchissent le Rhône à l'ouest, en direction du Gard ; un seul au sud (le pont de Rognonas) enjambe la Durance vers les Bouches-du-Rhône mais il est maintenant totalement inadapté à la croissance rapide du flux entre le Vaucluse et ce département.

Depuis huit ans, les élus vanclusiens planchent sur les problèmes de liaisons routières est-ouest, mais l'absence de vision globale a paralysé l'avancement de ces infrastructures, qui auraient pu se faire conjointement aux travaux du TGV. La liaison autoroutière souhaitée par les édiles locaux entre l'A7 et l'A 9 risque ainsi de prendre une décennie de retard, d'autant qu'un

du Gard dans un rayon de 125 kilo- barreau autoroutier existe déjà entre Nimes et Salon-de-Provence. En janvier 1996, excédé par les tergiversations locales - on y travaille depuis 1989 -, le ministre des trans-ports et de l'équipement, Bernard Pons, finissait par lancer: « Mes-dames et Messieurs les élus, commencez par vous entendre! » Sept ministres des transports se sont en outre succeédé pendant cette

VAINES PALABRES.

En 1997, un accord est enfin trouvé - qui ne résout pas les problèmes des élus du Gard rhôdanien - pour la llaison Vaucluse-Bouches-du-Rhône, entre rive droite et rive ganche de la Durance. Huit ans se seront écoulés en vaines palabres et chamailleries, sans que soient abordées les questions essentielles de la cohérence du développement urbain de cette aggiomération spécifique, pas plus que des questions vitales telles que l'alimentation en eau potable et les risques d'inondation, au cœur de la zone des projets d'aménagement du TGV.

commandent alors des études dirigées par MM. Jean Graujeman, Pierre Galland et Jean Frébault, qui devalent déboucher, en janvier, sur une synthèse des Ponts et Chaussées dirigée par Pierre Mayet, viceprésident du conseil général. Le 19 juin, Elisabeth Guigou, réélue au conseil régional de PACA, où elle préside la commission aménagement et développement durable des territoires et de la montagne, rappelle que le dossier des liaisons estouest est a sons doute l'un des plus importants dossiers d'aménagement du territoire que nous ayons à mettre en œuvre, non seulement pour la vie

Les services centraux de l'Etat

PLAINES OUARTIERS SUD ZONE À VOCATION CONTRIUITÉ URBAINE À CRÉER Z DEVELOPPEMENTS AUTOUR DE LA GARE TOV

économique du Vaucluse et du Grand Avignon mais également pour la vie enne des usagers et riverains de cette liaison ». « C'est pourquoi, insiste la ministre de la justice, il n'est pas possible d'aborder ce dossier comme un petit dossier de voirie reliant un point à un autre, ni de "bricoler des itinéraires" destinés seulement à soulager un flux routier à un moment donné. »

S'étonnant d'avoir trouvé à la région un dossier presque vide sur la question, Elisabeth Guigou annonce alors la nomination du préfet de Vauciuse, Jean-Pierre Lacave, par la ministre de l'aménagement du territoire et par celui des transports, comme coordonnateur du dossier pour les trois départements et les deux régions. Cette nomination

était d'ailleurs préconisée par Pierre Mayet. Il semblerait que l'Etat ait en fait décidé de reprendre à bras le corps l'ensemble du dossier, en essayant de dégager un consensus avec les élus locaux mais en se gardant les mains libres en cas d'échec. Ainsi le préfet coordonnateur proposera-t-il aux collectivités territoriales du Grand Avignon la réalisa-

Etat-agglomération. La mise en place d'une conférence permanente des services territoriaux d'aménagement des trois départements indique une volonté de poser le problème dans sa globalité. En debors du simple problème d'infrastructure, les études insistent sur l'approvisionnement en eau potable de l'agglomération et aux

tion d'un contrat de plan

risques d'inondation, mais également à la reconquête des paysages de la basse Durance. La mise en place d'un organisme d'étude commun, du type agence d'urba-nisme, devrait permettre d'aboutir rapidement à une charte d'aménagement du secteur de la presqu'île de la Courtine. Le rapport, tout en conservant trois hypothèses de tracé, recommande une rocade sud aboutissant à la gare TGV, désengorgeant l'actuel contournement urbain d'Avignon, saturé avec 25 000 véhicules par jour, dont 5 000 camions. Mais, si les projets de raccordement de la rocade sud avec la gare sont évoqués, le probième des financements demeure entier.

L'ensemble de la mécanique devrait déboucher sur un schéma de cohérence du secteur, dans un délai ne dépassant pas dix-huit mois. Si les collectivités locales peinaient à se mettre d'accord, alors l'Etat pourrait recourir à la procédure de directive territoriale d'aménagement (DTA), décidant de privilégier soit le croissant sud du Grand Avignon, soit l'ensemble de l'agglomération. C'est du moins ce que préconise le rapport Mayet. Autre hypothèse plausible, une DTA plus vaste « intégrant l'espace géographique des trois départements et visant à clarifier les relations entre PACA et Languedoc-Roussillon », selon le rapport Mayet, Mais le gouvernement n'a pas, à ce jour, tranché sur l'opportunité d'une DTA. Le poids de la Datar dans ce dossier, qui intéresse au plus haut point Elisabeth Guigou, candidate déclarée à la mairie d'Avignon et épouse du « patron » de la Datar, n'est pas à négliger.

Monique Glasberg

Une abondance de projets

A l'initiative de la Communauté du Grand Avignon (Coga), l'architecte de la gare TGV, Jean-Marie Duthileni, s'est yu confier l'étude du schéma directeur de développement de la presqu'ile de Courtine. Ce projet prévoit trois grandes ai-lées parailèles, délimitant trois zones, atost qu'un maillage d'avenues, de venelles et de places, le tout d'un grand classicisme. La ville prévoit d'aménager, dans un premier temps, une zone de vingt hectares. Un concours international a, par ailleurs, été lancé lundi 6 juillet pour l'ensemble de la presqu'île. Le maire RPR, Marle-José Roig, souhaite écarter tout projet tigé et invite « toutes les personnes de la société civile à réfléchir » : une pierre lancée dans le Jardin de Grand A, une association d'urbanistes qui, depuis trois ans, de son propre chef, travaille sur ce nouveau quartier. Tourné vers la réhabilitation des voies d'eau et la revalorisation du Rhône et de la Durance, son projet, animé par Jean-Pierre Gautry et Bernard Hornecker, a reçu le Grand Prix européen de l'urbanisme. Mals il est boudé par les élus avignonnais, qui le trouvent peu réaliste. Les promoteurs de Grand A proposent notamment de remodeler cette sorte de polder sous le mistral par la création de collines, nées du creusement de canaux.

Concours de nouvelles policières Rejoignez les maîtres du polar et devenez auteur de la collection Points! Les cinq nouvelles sélectionnées par le jury seront publiées aux Éditions du Seuil dans la collection Points. Les vingt-cinq premiers gagnants recevront la collection complète des romans policiers Points (79 livres). Pour tout savoir sur le concours et connaître les modalités de participation, demandez le dépliant concours à votre libraire ou écrivez à : Éditions du Seuil - concours de nouvelles policières BP400 - 75266 Paris cedex 06. GARCIA-AGUILERA energie Du desespoir ELOODY WATERS élérama

HORIZONS

La « machine de guerre » de Jean Tiberi

municipale l'a « révélé ». Plus nuancé, son adjoint aux finances, Jean-Francois Legaret (RPR) estime que Jean Tique chose » par l'attaque menée contre lui par Jacques Toubon et Bernard Pons. Ses compagnons du RPR, le premier cercle des chirauiens, ont osé mettre en cause la légitimité du maire de Paris, légataire du fauteuil occupé pendant dix-huit ans par le chef de famille,

Les haines familiales sont les plus meurtrières. Jean Tiberi, qui a longtemps cultivé l'image d'un conciliateur, ouvert au dialogue - ses ennemis l'accusent d'être, en fait, indécis -, se découvre une àme de tueur. La violence de ses propos, la fermeté des sanctions prises à l'encontre de ceux qu'il appelle les « putschistes » - le mot a été volontairement martelé par lui dans la presse, afin de donner du maire l'image d'une victime -, ont fait la preuve de leur efficacité : les quelques élus encore tentés par la émarche de son rival sont rentrés dans le rang. La perspective de perdre les attributs matériels que questure de l'Hôtel de Ville, au fil des années, a distribués avec discernement n'y est pas pour rien.

Jean Tiberi, en jouant la force, a gagné la première bataille engagée par son rival. Mais l'arbitrage compliqué concocté par la direction du RPR pour mettre ûn aux effets dévastateurs de cette que relle sur l'électorat parisien n'a rien réglé. Jacques Toubon n'en finit pas de trouver prétexte à en différer l'application. « Il joue la montre », estime Bernard Bled, directeur de cabinet de M. Tiberi, Toubon avant la date-butoir du 30 juillet fixée par le RPR. Contraînt de faire mine de respecqu'il a lui-même sollicité, M. Tîberi « ne veut pas croire que Jacques Toubon ne respectera pas un accord. qu'il a signé ». Plus libre de ses propos, le directeur de son cabinet admet volontiers que le maire du 13º arrondissement a engagé la deuxième bataille, celle de la guerre d'usure. « Il peut gagner cette devoième manche s'il parvient à banaliser la situation, à exister dans une droite en pleine recomposition tout en évitant le clash avec le RPR », continue M. Bled, sans cacher son rôle de stratège du maire

En face, M. Toubon n'est pas dupe du sort qui l'attend. Dopé par sa victoire dans la première manche, Jean Tiberi a envie d'en découdre. « Il va jouer le pouvoir », prévoit le maire du 13°, qui, au quotidien, subit déjà les assauts de la terrible machine de guerre que peut être l'Hôtel de Ville. Ainsi n'at-il été informé que très tardivement de la décision du maire de baptiser du nom du musicien de jazz Louis Armstrong une place de son arrondissement, ce qu'il promettait depuis longtemps aux associations culturelles locales... Le message est clair: sans moi, Toubon n'est rien, ne peut rien, et il n'est pas question de le laisser grappiller quelques parcelles de pouvoir. Le maire UDF du 12º arrondissement, Jean-François Pernin, a été lui aussi puni : alors que le principe d'un marché de produits biologiques sur une artère peu animée de son arrondissement semblait acquis, il a appris au détour d'une délibération en conseil municipal que ce marché n'irait pas chez lui. A charge pour lui de s'expliquer avec les riverains.

«La machine de guerre est en route », annonce M. Bled. Premier objectif: faire rentrer au groupe Rassemblement pour Paris (RPP), présidé par Roger Romani, quelques élus RPR « égarés » dans l'aventure touboniste. « Les délégations qui n'ont pas été redistri-



Le maire de Paris a gagné la première bataille engagée par Jacques Toubon au sein de la majorité municipale. Conscient de devoir faire face à une guerre d'usure, le successeur de Jacques Chirac lance une contre-offensive pour étouffer cette rébellion et restaurer sa propre image dans l'opinion

buées sont une carotte », estime M. Toubou. L'architecture, l'action économique internationale, l'aménagement de la Seine ou les personnes handicapées pourraient récompenser ceux des adjoints RPR dissidents, dont certains étaient justement sans délégation dans le précédent organigramme, qui reviendraient au bercail. L'autre levier est entre les mains du RPR, qui agite la menace de l'exclusion et, par conséquent, de la privation d'investiture aux élections municipales de 2001. L'argument est destiné aux quelques maires d'arrondissement qui ont suivi M. Toubon, comme Gérard Leban dans le 8º ou Lionel Assouad dans

Deuxième objectif du maire: renforcer son pouvoir afin de maîtriser la droite parisienne. « Tiberi va se replier sur lui-même, persuadé que la majorité n'osera pas voter contre lui. Il est persuadé qu'il est le chef de la majorité municipale, alors qu'il est soutenu par dix personnes », déclare Claude Goasguen

(DL). Très critique sur le fait que

fonction de la personnalité de Jean Tiberi », moins rompu que Jacques Chirac aux pratiques d'une haute administration dont, à la différence du président de la République, il n'est pas issu. Le coeur du pouvoir, c'est son bureau. Fonctionnaires et élus y font antichambre, la garde tapprochée du maire s'y retrouve plusieurs fois

E kındi 6 avril, pendant que M. Toubon et ses alliés annoncaient la constitution. d'un groupe dissident au sein de la droite parisienne, le maire a réuni une cellule de crise. Une demidouzaine de personnes au total, le premier cercle: trois fonctionnaires, deux adjoints, tous des hommes de confiance, chacun dans son registre.

Le plus proche, celui pour lequel Jean et Xavière Tiberi nourrissent une affection quasi filiale, c'est le chef de cabinet, Jean-José Gramond, collaborateur de toujours de Jean Tibert. Si Bernard Bled est

« Taper là où ça fait mal », selon les termes . de Bernard Bled, qui a plaidé pour le retrait des délégations, donc des voitures, des chauffeurs, des téléphones

de Ville », l'ancien adjoint aux affaires scolaires constate que « Padministration n'a jamais été aussi attentive à [leurs] faits et gestes ». L'administration, c'est-à-dire Ber-

Incontournable, ce fonctionnaire connaît mieux que personne les rouages de l'Hôtel de Ville, où il est entré en 1962 et dont il a gravi patiemment tous les échelons, grâce à son indéniable seus poli-tique. Il revendique la théorisation

connu de chacun comme un homme de pouvoir, peu de per-

sonnes savent que l'exécutant du cabinet est le seul qui se permette de contredire parfois l'épouse du maire de Paris. « Il est le prolongement de l'âme du maire... et de Xavière », note Jean-François Legaret. Indispensable, aussi, Claude Comiti, directeur général de la communication, ancien secrétaire général de la mairie du 5º arrondissement, dont M. Tiberi fut le maire

pendant dix-huit ans. Sa direction

du « rôle de directeur de cabinet en est la seule qui aif échappé à la function de la personnalité de Jean mainmise de Bernard Bled. Chargé d'actionner les leviers médiatiques. Claude Comiti, fils de Paul, ancien garde du corps du général de Gaulle, et neveu de Joseph, ancien ministre gaulliste, se pique aussi d'être un analyste de la vie politique parisienne. Rôle qu'il partage avec les deux jeunes adjoints sur lesquels s'appuie le: maire. Si Jean-François Legaret s'est imposé par son intelligence, ses compétences, sa capacité de travail et sa loyauté, Michel Buité, chargé du logement, ainsi que de l'urbanisme depuis qu'Anne-Marie Couderc a choisi de suivre Jacques Toubon, a avec le maire une relation plus affective, entretenue an sein de la fédération RPR de Paris.

Le jour de la rébellion des « toubonistes », l'unanimité s'est faite le couseil général de l'Essonne. sur la nécessité de « taper la où ca fait mal », selon les termes de Bernard Bled, qui a plaidé, ainsi que les deux adjoints, pour le retrait des délégations, donc des voitures, des chauffeurs, des téléphones. « Si nous n'avions pas eu le système autocratique que j'avais imaginé pour Jean Tiberi, nous aurions moins bien résisté », estime le directeur du cabinet, qui revendique « la constance dans l'action », face à l'attitude plus conciliante plaidée par le très diplomate questeur de l'Hôtel de Ville, Roger Romani. * La questure nous écoutait, mais elle ne décidait pas. C'est le cabinet qui tranchait », confirme Yves Ogé (FD), qui a négocié pied à pied les moyens du groupe. « Nous ne rmes pas très blen traités, mais nant que les dissidents disposent de bureaux regroupés dans l'anneze de l'Hôtel de Ville, de l'autre côté du parvis. Au passage, journaux et revues de presse ont été supprimés. Même à Camille Cabana, secrétaire général de la Mairie du temps de Chirac, qui l'a fait ministre de 1986 à 1988. « Nous avons

ser », poursuit M. Ogé, pas mécontent de garder, pour sa part, un bureau - et aussi un ceil - dans la « maison mère », faute de place dans l'annexe.

Parallèlement à l'arsenal déployé pour asphyxier Jacques Toubon, M. Tiberi, qui, seion ceux qui le connaissent bien, est loin d'avoir renoncé à briguer sa propre succession en 2001, a entrepris de restaurer son image dans l'opinion. La tache est confiée à une récente recrue du cabinet, Nadine Pommeau, rompue aux techniques du lobbying d'entreprise. L'image du politique profondément et durablement ternie, reste à exploiter une image plus personnelle, plus intime. La résurgence de l'affaire du rapport de Xavière Tiberi pour marquée par la garde à vue de l'épouse du maire et une nouvelle perquisition à son domicile, a fourni un prétexte au registre de la « victimisation » du couple Tiberi, qui n'hésite plus à mettre en relief sa foi religieuse, son sens de la famille ou l'entretien d'un « jardin secret » pour tenter de faire oublier le rapport, l'office des HLM et les électeurs douteux du 5° arrondissement. Une équipe de France 2 a été autorisée à tourner une édition d'« Envoyé spécial », au grand émoi d'une administration municipale qui interdit toujours touteimage des séances publiques du Conseil de Paris,

« Il préfère être battu en 2001 par la gauche qu'être débarqué en cours de route par son propre camp », c'est correct », estime-t-il, mainte : avance M. Goasguen, conforté dans cette idée par un propos du maire, rapporté par France-Soir, selon lequel, si la droite perdait Pa-Tis. « ce ne serait pas la révolution » mais seulement « très embêtant polidquement ». «Il pourra toujours en rejeter la responsabilité sur Chirac, Juppé, Toubon, etc. », pour-

suit M. Goasguen.

connaissant, il est capable de se nettre en situation de rupture avec le RPR. Dans ce cas-là, nous aurions gagné la seconde manche de cette guerre municipale », calcule

« Il préfère être battu en 2001 par la gauche qu'être débarqué en cours de route par son propre camp »

M. Bled. L'équipe Tiberi, misant sur le caractère soupe au lait de M. Toubon, espère pousser celui-ci à commettre une faute irrémédiable, aux yeux de Jacques Chirac et de Philippe Séguin.

ACQUES TOUBON reconnaît son infériorité sur le terrain des « boyaux de l'Hôtel de Ville », comme il appelle les couloirs de la mairie centrale. Visà-vis du RPR, dont il connaît le demain, M. Toubon s'est interdit de répondre à Jean Tiberi, qui l'accusait, dans un entretien publié par France-Soir, d'avoir œuvré contre iui et sa temme Xaviere quand il était garde des sceaux. Déclaration jugée excessive et dangereuse au sein même de la municipalité.

La deuxième semaine de juillet sera déterminante. Le vote du budget modificatif, mardi 7, ravit le premier adjoint et président du groupe UDF, Jacques Dominati, dont le soutien, depuis qu'existe le troisième groupe de la « majorité municipale », est devenu plus que jamais indispensable à l'exécutif: M. Toubon ayant repris à son compte plusieurs thèmes défendus depais longtemps par l'UDF, mme la baisse de la fiscalité, M. Tiberi est contraint d'y souscrire pour éviter d'être mis en minonté. Il n'est pas à l'abri d'un débat houleux, provoque par M. Toubon, dont la marge de manœuvre au sein du conseil consiste à créer l'événement sans pour autant tomber dans le piège - encore un! - de voter contre un exécutif qu'il affirme soutenir et vouloir sti-

L'autre échéance de la semaine est l'élection du président du comité départemental du RPR de Paris. Courant juin, les élections des secrétaires de circonscription ont confirmé le légitimisme de la fédération parisienne envers son secrétaire départemental, Jean Tiberi, même si, dans leur arrondissement, Jacques Toubon (13º) et Bernard Pons (17°) ont maintenu leurs alliés en poste, en dépit des tentatives de Bernard Bled -toujours hil, qui ne nie pas « mettre son nez dans les offaires de la fédération » - d'imposer des « tibéristes ». Nicole Catala, proche de M. Séguin, pourrait se porter candidate. L'élu, quel qu'il soit, sera une pièce déterminante du dispositif RPR. Soit il renforcera les positions de M. Tiberi en faisant tandem avec lui, soit il sera un contre-pouvoir, susceptible d'ouvrir le jeu des candidatures à la Mairie de Paris en 2001... si le RPR est encore en état de faire la pluie et le beau temps dans la capitale.

Une médecine percluse d'archaïsmes

par Jean de Kervasdoué

LORS que le trou de l'assurance-maladie se creuse et qu'il y a annonce de gros temps sur notre système de sauté, il peut paraître intéressant d'examiner les intentions du plus ancien et du plus important syndi-cat médical français. Après plusieurs années de réflexion, la Confédération des syndicats médicaux français vient, en effet, de publier son « Projet pour le sys-tème de santé français de demain ».

La CSMF reconnaît la nécessité de bâtir une réforme structurelle du système de santé et se déclare être pour le « maintien du principe de la solidarité dans le cadre de la protection sociale ». Toutefois, ce texte porte en lui de très lourdes contradictions. C'est, en fait, un rêve corporatiste, qui parle d'un monde où l'on prône la solidarité mais où l'on organise l'exclusion. Ce plaidoyet pour le libéralisme n'est en réalité que la défense d'un monopole. La légitimité des tiers (Parlement, assurance-maladie, compagnies d'assurances) y est en apparence acceptée. Mais, si ces partenaires sont considérés comme légitimes dans l'élaboration de la politique de santé, c'est pour ensuite soit les evincer, soit les rendre seuls responsables de tout choix dououreux à l'égard de l'opinion.

Rien ne bouge depuis... les années 20. La CSMF réussit, encore une fois, à engluer le débat politique en refusant tout simplement la légitimité de l'assurancemaladie à demander des comptes aux professionnels de santé au nom des assurés sociaux. La seule chose rassurante est que cette même légitimité est refusée de fait aux compagnies d'assu-

La solidarité est, en principe, recherchée, et l'exclusion bannie. Mais la CSMF est hostile au tiers payant: « Le tiers payant n'est pas la solution aux difficultés économiques de la population et en-chaîne les médècins aux volontés des calisses d'assurance-maladie.» Qu'est-ce qui permet d'avancer une telle affirmation, alors que les 30 millions de mutualistes pensent le contraire et l'expriment année après année par la voie de leurs mutuelles? Pour la CSMF, le revenu des médecins doit être dissocié de la richesse nationale. Il est loisible de puiser directement dans la poche des patients, aggravant l'exclusion des plus démunis, qui n'ont pas de couverture complémentaire. Depuis le début des années 80 on a bien vu, en France, le ravage que pouvait causer une telle politique dans le domaine des soins

Qu'un syndicat médical évoque question de la rémmération de ses mandants est naturel. Qu'il critique les conceptions archaiques du paiement à l'acte semblerait nécessaire, mais il ne le fait pas. Dans ce domaine, une fois le paiement à l'acte encore érigé en principe fondamental de

méandres de la pensée des auteurs. Ici (p. 5), on remarque avec plaisir qu'un des principes fondamentaux du projet est le « maintien du principe de la solidarité dans le cadre de la protection sociale ». Là (p. 12), on peut lire que « la CSMF n'est pas favorable à un régime universel d'assurance-maladie ». Le monopole de la Cnamts est critiqué. Le projet se fait l'avocat d'un système de concurrence dans la gestion des fonds aujourd'hui gérés par l'assurance-maladie. Toutefois, les auteurs ne souhaitent pas qu'il s'inspire d'une concurrence réelle, aujourd'hui en vigueur aux Etats-Unis. On les comprend, mais le projet imagine de telles contraintes pour un éventuel sys-

Le paiement à l'acte, justifié dans certains cas malgré ses inconvénients, devient un mode de rémunération peu fréquent des professionnels de santé

la médecine libérale, le débat est évité. Or la notion d'acte est, en France, très simpliste, notamment pour les généralistes, rémunérés de la même façon que la consultation dure dix minutes ou une demi-heure, qu'ils aient vingt-six ou soixante ans, qu'ils prennent ou non la peine d'écrire pour commenter le résultat d'un examen et éviter, dans le premier cas, une consultation supplémen-

Le paiement à l'acte, justifié dans certains cas maigré ses inconvénients, devient, y compris en Amérique du Nord, un mode de rémunération peu fréquent des professionnels de sauté. Il ne s'agit pas, à l'étranger, d'un débat idéologique, mais d'une constatation : cette forme de rémunération n'est plus adaptée, par exemple, à la télé-médecine ou au travail en équipe. En outre, ce système a un effet inflationniste

sur le volume de ces mêmes actes. Mais les contradictions majeures de ce texte concernent le rôle des financeurs. Maigré plusieurs relectures, je ne suis pas

tème français qu'on ne voit pas quel opérateur honnête accepterait de les respecter.

Pour ces très hypothétiques candidats, il est en effet inacceptable qu'il y ait un système de conventionnement collectif des professions de santé. La CSMF ne se rend-elle pas compte que la source même de son pouvoir, de sa légitimité est justement l'existence de la Chamts? Le jour où serait mis en place en France un tel système concurrentiei, ce syndicat perdrait, par définition, de son influence.

La CSMF n'a reconnu la légitimité de l'assurance-maladie, dont elle tire pourtant son pouvoir - et ses membres plus de la moitié de leur revenu -, que pendant de très brèves périodes. Elle cherche des espaces de liberté tout en refusant la concurrence. Le libéralisme médical a toujours été étranger au libéralisme économique, mais à ce point-là i

Quant à l'évaluation des soins - pourquoi la profession a-t-elle tant attendu pour s'en occuper?-, la CSMF récuse

certain d'avoir pu suivre les d'avance toute légitimité externe: «Le principe fondamental de cette évaluation des pratiques médicales est que la profession médicale prend en main son évaluation... » Tout système d'évaluation des soins a besoin d'abord de la meilleure expertise médicale. Elle est d'ailleurs mondiale. Mais confier à la seule profession la prise en main de l'évaluation serait retomber dans une errenr faite au moment de la création de l'ordre des médecins. Qui peut démontrer l'efficacité d'un système de contrôle quand les professionnels seuls le gèrent et que la gestion est indirectement dans la main de syndicalistes, par ailleurs élus? Quel financeur accepterait d'investir dans un système qu'il ne contrôle pas ?

Finalement, si l'on suit les recommandations de ce texte, la profession définit les besoins, organise les contrôles, rejette toute forme réelle de concurrence. Elle sera sûrement surprise de ne pas être, encore une fois, comprise, mais, pour citer Abraham Lincoln: * Si l'on peut tromper quelqu'un tout le temps et tout le monde quelquefois, il est difficile de tromper tout le monde tout le temps ! »

La société a besoin de la profession médicale, qui vit aujourd'hui selon des règles archalques qui la pénalisent, y compris financièrement. Les médecins ne sont pas, dans leur majorité, les privilégiés que l'on dit. Leurs journées, souvent passionnantes, sont aussi difficiles et, en France, plus mal honorées que chez nos voisins, malgré le niveau très élevé de nos dépenses médicales.

Mais la profession médicale ne peut pas capter seule la politique de santé: cela s'appelle la technocratie sous sa forme la plus avancée, situation où le pouvoir politique est confisqué par des experts, des techniciens. C'est pourtant ce qui se cache derrière les déclarations généreuses, mais toutes de principe, de ce projet.

Jean de Kervasdoué est professeur titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

l'assurance-maladie, qui finance

les soins, cesse de payer à

l'aveugle et puisse identifier à

quel diagnostic correspond telle

Une démarche de santé pu-

blique cherche à garantir la meil-

leure efficacité des soins par franc

dépensé: aucune contradiction,

bien au contraire, avec des objec-

tifs de qualité. Mais pour cela il

faut un critère, il faut une me-

sure, il faut des outils. Ceux qui

agitent l'épouvantail de la « moi-

trise comptable » et refusent de

s'engager dans l'informatisation

des cabinets de ville, ne font ainsi

que (mal) dissimuler leur conser-

vatisme et leur volonté de conti-

nuer à être rémunérés pour une

activité dont le payeur ignore

tout. Mais il est vrai que les outils

d'une régulation mise au service

d'objectifs de santé publique vont

au-delà de la simple mesure des

prescription?

Jorge Semprun n'a pas dit la vérité

par Monique Antelme

EMME de Robert Antelme pendant quarante-deux années, je confirme que Jorge Semprun était présent, contrairement à ce qu'il vient d'affirmer dans votre page «Débats», à la réunion du 7 mars 1950 du Parti communiste, réunion au cours de laquelle nous avons été exclus, Robert Antelme, Bernard Guillochon et moi-même.

le confirme que Perlican, secrétaire de la section du 6° arrondissement du PC, a lu, au cours de cette réunion, un rapport infamant, dirigé principalement contre Robert Antelme, et présenté comme ayant pour auteur Jorge Semprun.

J'aurais souhaité ne pas interve nir dans cette histoire sordide qui a tant fait souffrir Robert Antelme, mais les propos de Semprun, dans Le Monde du 26 juin, m'y obligent. En dénonçant ce qu'on appelle abusivement « le groupe de la rue Saint-Benoît », Semprun a trahi

Robert, il a trahi l'amitié.

Lignes, 11º 33, mars 1998).

Dans cette histoire, il faut distinguer deux choses. Dans sa déclaration peu claire, Semprun fait l'amalgame, sans doute pour mieux se disculper. L'une est le désaccord de Robert Antelme et de Dionys Mascolo sur la méthode de critique qui régnait alors dans le PC, désaccord exprimé par eux, clairement, à l'intérieur du Cercle des critiques du PC (voir la revue

L'autre est une conversation de bistrot qui s'est tenue en mai 1949, à la suite d'une réunion de cellule, au cours de laquelle ont été évoquées les questions de la littérature, de la méthode de critique dans le PC, et où nous avons tous joyensement (et Jorge Semprun avec nous) tapé sur la tête de certains dirigeants du PC.

La phrase, jamais répétée par nous pour que notre ami Eugène Mannoni, qui l'a prononcée, ne perde pas son travail - il était journaliste à Ce soir-, et par ceux de la section du 6, parce qu'ils n'osaient pas : « Casanova est un grand mac », a cependant mis le fen aux poudres.

C'est cette conversation, dont les termes ont été répétés par Semprun à Jacques Martinet, alors secrétaire de notre cellule et membre de la section, puis répétés par ce Martinet à Arthur Kriegel, secrétaire de cette section du PC du 6º arrondissement, puis confirmés par Semprun à Kriegel, qui a entraîné l'exclusion du Parti communiste de Robert Antelme, Bernard Guillochon et mol-même.

Marguerite Duras et Dionys Mascolo ont été exclus avant nous, car ils avaient envoyé l'un et l'autre des lettres à la cellule : Marguerite, une lettre d'insultes au secrétaire Martinet; Dionys, une lettre de démission pour raisons personnelles. « Exclus », car on ne quitte pas le Parti. Comme le dit très justement, et en soulignant, Dionys Mascolo dans son « mémoire justificatif »: « Ce sont les discussions ouvertes alors, auxquelles se sont mêlées des calomnies (...), qui ont abouti à l'exclusion de tous ceux qui avaient pris part à la conversation de mai 49, excepté Jorge Semprun lui-même et Eugène Monnoni. »

Robert Antelme ayant considéré, avec nous tous, que Semprun était un « mouchard », ce dernier a demandé que nous nous réunissions en une sorte de « jury d'honneur » afin qu'il puisse s'expliquer. Cette réunion (qualifiée de « fractionnelle » par les instances du Partì, ce qui aida à nous exclure!) eut lieu le 2 juin 1949 rue Saint-Benoît. Elle fut d'une violence terrible et n'aboutit à rien de nouveau, chacum restant sur ses positions.

Il faut lire, au sujet de ce qui précède, les deux « mémoires justificatifs » de Robert Antelme et de Dionys Mascolo, Je rappelle que celui de Robert me fut dicté moins de trois semaines après notre exclusion. Sa mémoire ne peut donc être prise en défaut. Maintenant, ils sont tous morts, Robert, Marguerite Duras, Bernard Guillo-

En dénonçant notre « groupe », Semprun a trahi Robert Anteime

chon, Dionys Mascolo, Eugène Mannoni. Je reste le seul témoin témoin bien insuffisant certes, mais qui n'invente rien.

Je voudrais ajouter que Robert Antelme a demandé, après notre exclusion, à deux reprises, à Jorge Sempruo de le voir en tête à tête afin qu'il s'explique. Ils se sont vus deux fois. Jamais Il ne s'est expliqué. Et, la seconde fois, ils se sont quittés sans se serrer la main.

Robert s'est toujours demandé: pourquoi? La seule raison qu'il ait trouvée, je ne la dirai pas ici car ce n'est qu'une supposition de sa part. Mais leurs relations s'étaient dégradées, ou tout au moins espacées à la suite de l'affaire de la traduction du Stalingrad de l'écrivain allemand Théodore Plievier (1946). Les Editions de la Cité universelle (dirigées par Robert Antelme et Marguerite Duras) souhaitaient publier ce livre et avaient demandé à Jorge Semprun de se charger de la traduction. Il accepta volontiers, n'ayant pas de travail à cette époque, mais ne parvint pas à mener à bien cette tâche. Il avait été rémunéré à l'avance, et les Editions de la Cité périclitèrent. Ce n'est pas grave en soi de ne pas parvenir à exécuter un travail déjà payé, mais, apparemment, il le supporta mal.

Je voudrais dire, pour finir, que le ton du « mémoire justificatif » de Robert Antelme peut paraître un peu servile vis-à-vis du PC. Mais ce mémoire date de presque cinquante ans. Robert souhaitait se laver des horreurs qui lui étaient injustement imputées. Il souhaitait aussi être réintégré, ce qu'il refusa, cependant, un an plus tard (avril 1951), lorsque le nouveau secrétaire de notre celiule vint nous annoncer qu'avait été prise contre nous une mesure d'un an d'exclusion et que nous pouvions revenir.

Et puis il avait peur de perdre « les copains », « les copains » au cœur du Parti communiste - J'en appelle à Jean-Pierre Vernant, qui sait ce que cela signifie -, « les copains » du camp de concentration, sans lesquels il n'aurait pu sur-

Moniaue Antelme est la veuve de Robert Antelme.

La santé publique, unique critère

par Pierre-Yves Geoffard

OMME toujours, des mesures d'argence sont annoncées par le gouvernement pour tenter d'endiguer l'explosion des dépenses de santé. Rien de nouveau sous le pâle soleil de la Sécu: du plan Durafour de décembre 1975 au plan Juppé d'octobre 1995, quinze « plans » en vingt ans, la plupart se contentant de baisser les remboursements ou d'augmenter les cotisations, presque aucun ne cherchant à mettre en place les outils permettant une véritable régulation d'un système en roue

2.0

Le récent arrêt du Conseil d'Etat vient-il, comme le déclare le docteur Richard Bouton, président de MG-France, «[d'annuler] tous les éléments de modernisation du système de soins et toutes les avancées sociales » du plan Juppé (Le Monde du 5-6 juillet)? Non, fort heureusement. Pour deux raisons. D'une part, le mécanisme de reversement des honoraires ne constituait qu'un élément de l'ensemble du dispositif. D'autre part, il en constituait l'un

des moins justifiables. En ce qui concerne les dépenses de médecine de ville, le plus étonnant n'est pas qu'elles recommencent à croître fortement maigré la convention, mais plutôt qu'elles aient effectivement marqué le pas dans les premiers mois de son application. Rien, en effet, n'en garantissait l'efficacité, puisque les reversements sont décidés collectivement, en fonction de l'activité des médecins au niveau régional. Chaque médecin était donc directement incité à se comporter vis-à-vis de ses collègues comme un « passager clandestin », bénéficiant des efforts éventuels des autres, et jamais pénalisé pour son propre alors que d'autres pays y

Ce principe économique de base, bien connu en économie publique, laissait prévoir ce qui arriva : une augmentation des dépenses. Le plus intéressant, dans l'arrêt du Conseil d'Etat, est qu'il ne se réfère nullement à de telles considérations d'efficacité, mais invoque un principe d'égalité, dont il faut un peu se creuser la tête pour comprendre ce qu'û a à

consacrent 30 % de moins, pour des résultats sanitaires équivalents. Mais la gestion budgétaire ne permet pas de se poser de telles questions. Il s'agit toujours de savoir quel robinet fermer, sans aucune évaluation d'impact en termes de santé publique. C'est pourtant en ces termes qu'il faut absolument reformuler le débat: se demander « comment? » et « pourquoi? » avant voir avec la question posée. Il il- de se demander « combien ? ».

Il n'y a aucune chance d'amélioration du système si l'objectif reste de maîtriser la croissance des dépenses de santé. La hausse des dépenses n'est pas un problème en soi

lustre en tout cas parfaitement les difficultés du passage d'une gestion budgétaire (on paie au fil de l'eau, on ajuste par les cotisations ou les taux de remboursement) à une régulation qui reposerait sur des mécanismes incitatifs.

Il n'y a, en effet, aucune chance d'amélioration du système si l'objectif reste de « maîtriser la croissance des dépenses de santé ». La hausse des dépenses n'est pas un problème en soi (la croissance du budget informatique des ménages l'est-elle?). En revanche, le niveau élevé de ces dépenses pose question, comme l'impossibilité de quiconque d'évaluer leur efficacité ou leur équité.

On peut légitimement suspecter de nombreuses inefficacités dans un système de santé qui dévore 10 % de la richesse nationale.

Avant de s'interroger sur le montant total à allouer à la santé, il faut savoir comment répartir ce montant pour améliorer le plus possible l'état de santé de la po-

La santé publique est le seul critère : si l'on peut penser qu'audelà des épidémies et de la sécurité sanitaire (qui, on l'a vu récemment, ne va pas toujours de soi) la santé de chacun reste essentiellement d'ordre privé, la socialisation des dépenses en fait de toute facon une affaire collective.

Naturellement, les conditions d'un tel changement de perspectives sont très délicates, notamment pour certains. En particulier, comment ne pas voir que, sans évaluation fine des pratiques médicales, une telle entreprise est impossible? Et qu'une telle évaluation nécessite au moins que quée).

pratiques. Car il faut que, jusques et y compris dans les modes de rémunération des professionnels de santé, ces derniers soient incités à répondre à ces objectifs. Le mécanisme de reversement d'honoraires en cas de dépasse-

ment d'un certain plafond n'avait rien à voir avec un objectif de santé publique ni avec la moindre incitation à l'efficacité. Son abandon n'est donc pas forcément une si mauvaise nouvelle. Mais s'il n'est pas, rapidement, remplacé par un mode de rémunération incitatif, attendons-nous à une bonne quinzaine de « plans de redressement » dans les vingt ans à

Pierre-Yves Geoffard est chargé de recherches au CNRS (Delta, Département et laboratoire d'économie théorique et appli-

AU COURRIER DU « MONDE »

SANS-PAPIERS l'ai lu avec surprise l'éditorial du

Monde du 7 juillet, dans lequel vous imputez à Lionel Jospin la volonté, à travers le dossier dit des « sans-papiers », d'« adresser un message en direction de la frange, croissante, de la population française sensible aux propos anti-immigrés et sécuritaires du Front national ». Vous savez pertinemment que le plan du gouvernement, cent fois expliqué, a toujours été, au contraire, d'assurer l'intégration des étrangers régulièrement présents sur notre sol et de soustraire l'immigré à un débat politicien entre la gauche et la droite, au seul bénéfice de l'extrême droite.

Dans votre numéro du 2 juillet, vous publiez vous-mêmes (page 14) un sondage d'où il résulte que seulement 27 % des Français se prononceraient pour la régulari-

sation d'un nombre de demandeurs de papiers égal ou supérieur à 40 000. En d'autres termes, au moins 73 % des Français considéreralent que le nombre actuel, proche de 80 000, est excessif. Ces 73 % de Français sont-ils tous des adeptes du Front national? Ce n'est évidemment pas le cas, mais c'est ce qui semble résulter de vos analyses.

Ne croyez-vous pas, au contraire, que ce sont ces analyses biaisées, développées à partir d'une idéologie ignorant, au nom d'un antiracisme abstrait, les réalités sociales, qui font le jeu du Front national? Une grande majorité de nos concitoyens comprend que l'admission au séjour doit être proportionnée à la capacité d'intégration du pays. Ils ne sont pas racistes pour autant.

Jean-Pierre Chevènement



ZI bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Internet: http://www.lemonde.irr

Santé : de Juppé à Aubr

tition, un peu lassante, des plans de redressement de la Sécurité sociale, droite et gauche se retrouvent régulièrement confrontées à une même question, la maîtrise des dépenses d'assurance-maladie. Si les orientations convergent, les méthodes divergent. Les mesures annoncées, lundi 6 juillet, par Martine Aubry procèdent donc, à la fois, de la continuité et du changement. Pour atrêter la dérive des dépenses et éviter un dérapage excessif du déficit de l'assurance-maladie, la ministre de l'emploi et de la solidarité a annoncé un plan de 3 milliards de francs qui ménage les médecins, épargne les assurés et met principalement à contribution les radiologues et l'industrie pharmaceutique.

Le plan de M= Aubry répond à une situation d'urgence, celle créée par le dérapage des dépenses mais aussi par l'aunulation, par le Conseil d'Etat, des conventions liant les généralistes et les spécialistes aux caisses d'assurance-maladie. Ce plan vient tard : le gouvernement est resté trop longtemps l'arme au pied, ce qui a radicalisé la position de syndicats médicaux de plus en plus tentés par une fuite en avant dans le « tout-libéralisme ». La gauche a aussi entretenu une constante ambiguité face au plan Juppé. Maigré quelques flottements au PS, Lionel Jospin avait dénoncé, en novembre 1995, un dispositif « injuste socialement » et « inefficace », en lugeant qu'une maîtrise médicalisée des dépenses de santé

U-DELÀ de la répé- devait procéder d'une action sur l'offre de soins.

Néanmoins, parce qu'il allait dans le sens d'idées combattues par la droite lorsque les socia-listes avalent commencé à les mettre en pratique, au début des années 90, et parce qu'il introduisait le vote annuel par le Parlement d'une loi de financement de la Sécurité sociale. le plan Juppé a été, finalement. laissé en l'état par la gauche revenue au ponvoir plutôt qu'il n'a été amendé on remis en question. Avec les mesures du 6 juillet, approuvées par deux partisans du plan Juppé, la CFDT et la Mutualité française, M™ Aubry agit effectivement, à son tour, sur l'offre de soins et tente d'appliquer le principe selon lequel « quand on soigne mieux, on dépense moins ».

La volonté de mettre un terme à la «surconsommation médicamenteuse», en encourageant les médicaments génériques et en engageant avec l'industrie pharmaceutique la négociation d'un programme triennal de réévaluation des spécialités remboursables, relève de la bonne méthode. La concertation esquissée, même sous la menace de mesures coercitives, rompt avec la méthode plus autoritaire du précédent gouvernement. Il reste que le pari de Mª Aubry ne sera gagné que si elle parvient à redonner aux professions médicales le goût de l'autodiscipline et aux partenaires sociaux qui gèrent l'assurance-maladie des marges de manœuvre, sans lesquelles leur prise de responsabilité ne sera que pure

Directeur de la rédaction : Edwy Pie lédacteur en chef technique : Bric Azan. aire général de la réduction : Alain Four

Médiateur : Thomas Ferencei

foutif : Eric Pialioux ; directour délégué : Atom Chaussel og : Alain Robat ; directour des relations internationales

Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société : cent aus à compter du 10 décembre 1994.

Cépital sociét : 961 000 R Actionnaires : Société divid « Les pédacteurs du Monde.

Americation Vinters Beure-Métry, Société auxonyage des lecteurs du Monde.

Le Maint Exprepties, Le Micnel byvegésecus.

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde Du bon usage de la narco-analyse

ON SE SOUVIENT de l'émotion substances pharmaco-dynamiques qui s'empara des milieuz judiciaires, il y a quelques mois, lorsqu'ils apprirent que des médecins aliénistes, commis par un juge d'instruction de la cour de justice. avaient pratiqué la narco-analyse au moyen de piqures de Penthotal sur un inculpé qui se présentait comme aphasique et intransportable. Sans qu'on sache si les médecins l'avaient indiqué expressément au magistrat, le détenu fut reconnu simulateur et mis à la disposition de la cour de justice de

Toulouse Le conseil de l'ordre des avocats à la cour de Paris a examiné hier un rapport sur la question et a ensuite adopté à l'unanimité un arrêté déclarant « contraires au droit et aux garanties élémentaires de la défense l'emploi en médecine légale de la narco-analyse et, d'une façon générale. l'utilisation de toutes

en vue de priver un prévenu, dans un but d'information Judiciaire, de ses facultés de libre détermination ». L'arrêté demande que ces méthodes soient rigoureusement interdites en expertise médico-lé-

Les considérants relèvent que le praticien qui utilise la narco-analyse dans un but thérapeutique est lié par le secret professionnel et ne peut donc révéler à un juge d'instruction ses conclusions. Quant à l'emploi de cette méthode par le médecin légiste commis pour examiner un détenu, il constituerait une atteinte au principe de l'inviolabilité de la personne humaine. Les constatations ainsi faites ou les déclarations ainsi obtenues seraient d'ailleurs, selon le conseil. juridiquement dépourvues de toute valeur probaute. (8 juillet 1940.)

Ce. Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique: 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-28-04-36

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

> Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La ligne bleue des mots par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

Mondial, une question vient à l'esprit; quel événement non sportif a été de taille à hi disputer la vedette? La réponse est flatteuse pour la culture : ni les voyages présidentiels (Clinton en Chine, Chirac en Afrique), ni les « affaires » en tout genre, ni les chiffres du chômage n'ont autant concurrencé la fascination pour le foot que certaines nouvelles tou-

chant le_langage.

A l'heure où l'équipe de France éliminait l'Italie et les Croates l'Allemagne, l'opinion s'est passionnée pour la loi algérienne excluant de l'usage public toute langue autre que l'arabe, donc le français et, surtout, le berbère – auquel sa fidélité avait valu la mort, quelques jours plus tôt, au chanteur kabyle Lounès Matoub. La même semaine, à Paris, une circulaire ministérielle tranchait de la féminisation des noms de titres et de fonctions, sans trop d'égards pour les consultations engagées par le premier ministre et pour certains avis autorisés. Dans le même temps, un texte rappelait le droit de cité, et d'école, des langues régionales. (Un des avantages des réformes linguistiques, pour les gouvernements, c'est qu'elles ne grèvent pas le budget l)

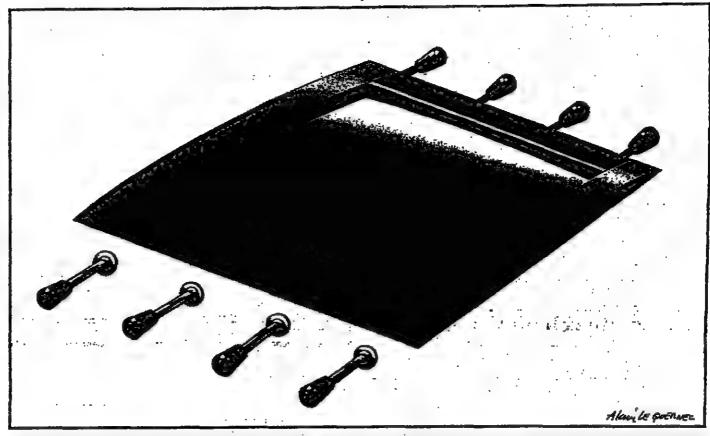
se préoccupe de la langue comme d'un élément de souveraineté et de cohésion nationale. Le recours obligé au français dans les actes officiels date de l'ordonnance signée en 1539 par François In, à Villers-Cotterêts. Cette exclusivité a été réaffirmée dans notre Consti-. tution en 1992, et, en 1994, par la loi dite Toubon, notamment destinée à contenir l'invasion des termes étrangers dans la vie administrative et économique - souci dont le législateur algérien pourrait également se prévaloir. L'adaptation de notre langue aux évo-lutions de la société survivra peut-être au Mondial dans les conversations de vacances, chaque Français ayant son avis sur la question, autant que sur le foot. La vigueur des polémiques et l'abondance du courrier portent témoignage d'une passion grandissante de toute la population pour les formes langagières dont dépendent nos relations avec les autres et avec nous-mêmes.

A quoi tient ce renforcement? On ne peut régliger qu'il a accompagné un ensemble de phénomènes : l'emprise de l'image à la longue ressentie comme aliénante par rapport au verbe ; l'effacement des frontières territo-

Ce n'est pas d'hier que le pouvoir politique riales par les traités et les satellites ; le déclin du patriotisme de pré carrê né des deux dernières guerres ; la fin des affrontements idéologiques liés à la guerre froide ; l'éclipse des valeurs à transmettre aux enfants, et des pouvoirs du citoyen, comparés à sa souveraineté sur les usages verbaux. La langue représente un recours face à ces bouleversements. Elle reste le moyen le plus démocratique et le plus sûr de retrouver le seus perdu d'appartenance à un groupe, de se sentir en charge d'un hétitage, d'une mission collective. C'est aussi le meilleur remède à la crispation identitaire exploitée par les nationalismes extrêmes. Longtemps, l'existence d'un ennemi hérédi-

taire a tenu lieu de ciment national, de raison de vivre, de mourir. Les mots ont pris cette place de lieu privilégié avec l'Histoire, le passé, le futur. Tandis que le Mondial rectifiait les domaines respectifs du chauvinisme et du cosmopolitisme, les querelles autour du langage ont redessiné un nouvel horizon immatériel, et peut-être sacré : après la ligne blene des Vosges, le tracé à l'encre violette d'une langue aimée, qui nous illustre et nous constitue. (Cette chronique s'interrompt jusqu'au numéro daté mercredi 1º septembre.)

Ambiance par Alain Le Quernec



L'idéologie du monde

Suite de la première page

Même si j'ai tenté de montrer ailleurs que la cohésion sociale n'était pas un obstacle à la compétitivité, et pouvait au contraire se révéler un avantage décisif. l'avoue que le modèle qui permet d'aboutir à une telle conclusion est aussi fragile que celui qui conduit à la conclusion opposée, et qu'il est, par surcroît, des plus minoritaires. Tout est affaire d'hypothèses et il faut convenir que ces dernières reflètent davantage la conviction de celui qui les émet qu'une connaissance scientifique objective des « réalités » économiques et sociales. C'est une autre façon de dire que l'économie est politique. C'est pourtant le modèle de solidarité qui fut mis en œuvre à l'issue de la seconde guerre mondiale dans la plupart des pays occidentaux, notamment en Europe, et qui constitue à la fois notre imaginaire et notre héritage d'aujourd'hui. Mais les gouvernants sont soumis à la pression externe de leurs pairs et ne peuvent, sous peine de risques graves, ignorer le modèle dominant du moment. Quelles que soient leurs convictions initiales, il leur faut jouer le jeu du marché.

Insensiblement, les pays se trouvent done contraints d'œuvrer pour accroître le périmètre du narché (par la privatisation) et son efficacité (par la dérégulation). Ces exigences s'imposent à tous les gouvernements indépendamment de leur inspiration doctrinale. Elles constituent le « programme commun » des pays industrialisés et de tous ceux qui souhaitent accéder au développement. Le système d'économie mixte - la recherche d'une harmonie entre secteur public et secteur privéqui caractérisait les pays euronéens doit être radicalement repensé. L'expression est d'ailleurs tombée en désnétude.

Dans ce contexte, le plein-emploi et la lutte contre les inégalités sont des objectifs possibles ou inatteignables selon le degré d'avancement du programme. Ils sont possibles s'ils ne détériorent pas la position compétitive du pays, c'est-à-dire s'ils ne conduisent pas à de trop vives pressions salatiales. Il en résulterait autrement un regain d'inflation ou une réduction des profits des entreprises. L'un et l'autre provoqueraient une récession de l'activité : l'inflation, parce que les prix nationaux croftraient davantage que les prix étrangers; la baisse des profits, parce qu'elle affecterait défavorablement l'investissement. Dans les deux cas, la recherche du plein-emploi serait illusoire, la hausse des salaires ayant tôt fait de ramener le niveau d'emploi à ce qui est compatible avec une absence d'inflation et les exigences de profit des entreprises.

il est important d'en souligner les raisons. Le triomphe du marché, c'est évidemment le triomphe du capitalisme. Toutes choses égales par ailleurs, la rentabilité du capital sera d'autant plus élevée que le pouvoir de négociation des salariés sera faible. Or ce dernier croft à mesure que l'on se rapproche du plein emploi. Dans un pays où le système de protection sociale est relativement généreux et le droit du travail protecteur, le plein-emploi conduirait à une « trop forte » élévation du pouvoir de négociation des salariés, ce qui réduirait la rentabilité du capital. Les salariés, doublement protégés, par le plein-emploi - leur degré de sujétion à l'entreprise diminue, puisque dans une telle situation il leur est plus facile de trouver un autre emploi - et par la législation du travail, demanderaient alors logiquement des augmentations de salaires. Il existerait ainsi un arbitrage entre le niveau d'emploi et le . ne peut qu'être frappé par leur sidegré de protection sociale. Plus ce dernier est élevé, plus le taux de

chômage doit l'être aussi pour discipliner les revendications sala-

Cette proposition est relative. On pourrait la formuler en prepant pour référence non point la rémunération du travail, mais celle du capital. Elle s'énoncerait alors ainsì: dans une économie où le système social est suffisamment développé pour protéger effectivement les salariés, le taux de chômage doit être d'autant plus élevé que la rentabilité exigée du capital est forte. Si cette dernière est une donnée, imposée par le marché mondial des capitaux, il n'y a d'alternative à l'acceptation d'un taux de chômage élevé que celle qui consiste à réformer le système de protection sociale. La recherche du plein-emploi par la médiation de politiques expansionnistes serait illusoire, car elle se heurterait à l'état des rapports de forces existant entre capitalistes et salariés.

UNE MÉALITÉ CONTRADICTORE Seuls les pays caractérisés par un système de protection peu développé –dont le marché du travail est flexible - peuvent concrètement mettre en œuvre des politiques de plein-emploi. En ces pays, l'effet du plein-emploi sur le pouvoir de négociation des salariés est compensé par la relative précarité des formes d'emploi. Ce qui pourrait expliquer l'activisme en matière de politique macroéconoraique des États-Unis et la passivité

C'est ainsi que l'on décline l'idéologie du monde aujourd'hui. Comme toute idéologie, elle contient des éléments d'analyse qui peuvent être convaincants, mais elle se heurte aux contradictions de la réalité. Si, en prenant quelque distance par rapport aux évolutions de court tenne, on étudie les performances économiques moyennes des pays industrialisés dans les vingt demières années, on militude, notamment celle de leur taux de croissance. Contrairement

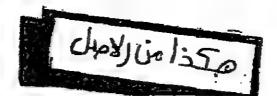
à l'idéologie du moment, la diversité de leurs systèmes sociaux semble n'avoir eu aucune influence sur leurs capacités à s'enrichir. Les démocraties semblent ainsi jouir d'une liberté beaucoup plus grande qu'on ne l'affirme d'ordinaire, pour choisir le degré de solidarité qui correspond le mieux à leur culture, et donc leur modèle social. Car, à la longue, une trop grande emprise de l'idéologie mondiale sur le choix des sociétés peut conduire aux déséquilibres sociaux les plus graves et aux déséquilibres financiers les plus extravagants. La crise asiatique, c'est-àdire celle de pays où furent appliquées à la lettre les recommandations de la nouvelle idéologie en matière de gestion macroéconomique, en fournit la meilleure illustration.

•

Car l'idéologie du marché se heurte à une limitation que les théoriciens du marché eux-mêmes ont mise en exergue, mais qui n'est guère enseignée: un fonctionnement, même optimal, d'une économie de marché, fût-elle la plus riche, ne garantit pas la survie de l'ensemble de la population. Cette déficience structurelle de l'économie de marché est le point d'entrée du modèle social, des considérations collectives et de la solidarité. Marché et « socialisme » ont ainsi partie liée puisque le premier est vide de sens sans le second. Il serait donc un peu court de proposer à une population le marché comme horizon indépassable, sous prétexte que les détenteurs de capitaux exigent des renmenta excubitante.

Il ne faudrait surtout pas que, tout à leur enthousiasme juvénile pour la nouvelle idéologie, les pays, aux quatre coins du monde, mettent en œuvre des réformes qui leur fassent redécouvrir concrètement cette faculté impitoyable des marchés de sélectionner la population survivante.

Jean-Paul Fitoussi



ENTREPRISES

DÉRÉGLEMENTATION Six rateur traditionnel, France Télécom. à son service, le « 7 ». • BOUYGUES, mois après l'ouverture du marché des télécommunications, les Fran-

it. Delpech, de l'Academie françaix.

were the second

Fred to a second

• PREMIER à être entré en lice sur le qui devait être l'autre poids lourd marché des particuliers. Cegetel, fiçais ne disposent que d'un choix li-mité en téléphonie fixe face à l'opé-nique BT, annonce 300 000 abonnés tion d'un des actionnaires de

doit recomposer le capital de sa filiale DLES PARTICULIERS n'auront pas accès au « 9 » avant la fin de l'année et les prestations destinées

Bouygues Telécom, le groupe de BTP aux entreprises vont être reprises doit recomposer le capital de sa fi-OPÉRATEURS ne proposent leurs services qu'à des clients professionnels, plus rentables.

La concurrence s'installe lentement sur le marché français du téléphone

Cegetel revendique 300 000 abonnés au « 7 », contre 33,7 millions à France Télécom, et Bouygues doit réviser ses objectifs. Les autres opérateurs, comme Siris ou Omnicom, se concentrent sur les entreprises, sans s'intéresser à la clientèle des particuliers

LE 1º JANVIER, le marché fran- Les services destinés au grand puçais des télécommunications est entré dans l'ère de la concurrence totale. Après la transmission de données et le téléphone mobile, libéralisés depuis une dizaine d'années, l'opérateur historique France Télécom a dû se résoudre à voir l'essentiel de son gagne-pain, le téléphone tixe, s'ouvrir à l'appétit de nouveaux acteurs.

Depuis, le paysage n'a toutefois pas été bouleversé en profondeur. Certes, les prétendants à une part du gâteau de 170 milliards de francs que représente le marché du téléphone n'ont pas manqué de se manifester. Mais peu ont commencé à offir leurs services. Et, parmi ceux qui se sont lancés, peu disposent d'une visibilité auprès du grand pu-

Seul Cegetel s'adresse à cette catégorie de consommateurs. La filiale de Vivendi et de l'opérateur britannique BT a démarré début février son service, «le 7 » (le préfixe qu'il faut composer en tête d'un numéro à la place du 0 pour passer par ses réseaux). Elle revendique « 300 000 abonnés à fin juin » (particuliers et petits professionnels). Face à Cegetel, dont l'objectif est d'atteindre « 600 000 abonnés fin 1998 », l'autre « grand » acteur attendu, Bouygues, est empêtré dans financiers et de cibles de marché.

blic de sa filiale 9 Télécom ne seront pas disponibles avant la fin de

Sur ce créneau, on assiste à l'arrivée de la société française Omnicom à travers un accord avec la soclété Débitel, spécialisée à l'origine dans la vente de services de téléphonie mobile. Celle-ci lance un forfait baptisé « parle 5 », le 5 renvoyant au préfixe obtenu par Omnicom avec sa licence.

CHE CLIENTELE D'ENTREPRISES Un autre accord de ce type devrait être annoncé dans les prochains jours par Omnicom, qui, pour sa part, concentre ses propres forces sur la clientèle des entreprises. Plutôt les PME-PMI, chez qui elle assure disposer à ce jour de < 6 000 clients ». Les entreprises, parce qu'elles offrent des perspectives de volumes de communication et de rentabilité meilleures que

sur le marché français. Mais, là encore, les activités des nouveaux acteurs restent limitées. Cegetel a évoqué le chiffre de 650 millions de francs de contrats signés à fin mars. Siris, filiale française du consortium Unisource (créé par les opérateurs suédois, néerlandais et suisse), revendique «450 clients» et un chiffre d'af-

les particuliers, constituent la prin-

cipale cible des opérateurs présents

faires de 230 millions de francs, alors que Colt Télécommunications parie de « plus de 70 clients directs », sans vouloix communiques son chiffre d'affaires,

Personne ne s'attendaît à voir des pans entiers de la population française abandonner France Télécom pour les nouveaux acteurs.

depuis quelques mois (40 % actuellement, contre 60 % il y a deux ans). En Allemagne, où le marché a été ouvert début 1998, le développement de la concurrence est à peine plus rapide qu'en France. Les trente opérateurs auraient conquis 3 % du marché (en minutes de communication) sur Deutsche Telekom,

Les nouveaux acteurs promettent 12 000 emplois

Trente-sept demandes de licences d'exploitation de réseaux et/ on de services téléphoniques ont été instruites par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), a indiqué son président, Jean-Michel Hubert, en présentant son premier bilan annuel, le 3 juillet. A ce jour, 25 licences ant été délivrées. « Fin 1998, on comptera une cinquantaine d'opérateurs sur le territoire », prévoit M. Hubert. « Pour les 37 dossiers instruits, les opérateurs annoncent sur cinq ans 23,7 milliards de francs d'investissements, 12 000 créations d'emplois directs et 38 milliards de chiffre d'affaires », précise le président de l'ART.

Si beaucoup de travail a été réalisé pour définir les conditions de cohabitation entre France Télécom et ses nouveaux rivaux, certains points intéressant les consommateurs demeurent bloqués. C'est le cas pour la mise en place d'un annuaire universel ou pour la mise en œuvre de tarifs « sociaux ».

L'exemple de la Grande-Bretagne, libéralisé de longue date, était eloquent: depuis 1984, BT (ex-British Telecom) a perdu 13 % de son marché total. Sur les communications internationales, Il a toutefois cédé plus de terrain, ses parts de marché s'amenuisant rapidement

dont l'image et la qualité des services ne sont pas des mieux perques par les Allemands. Ce qui n'est pas le cas en France pour France Télécom, qui a par ailleurs su baisser certains de ses tarifs avant l'arrivée de ses concurrents. L'opérateur historique français, entré en Bourse à l'autonne 1997. bénéficie d'une réglementation qui ne lui est pas si défavorable. Celleci a été établie afin de pousser les nouveaux entrants à investir assez lourdement. Ce qui ne peut que limiter le nombre de concurrents pouvant prétendre rivaliser avec his

PRIORITÉ À LA LONGUE DISTANCE Les règles de cohabitation entre Prance Télécom et les nouveaux opérateurs - tout particulièrement les modalités de connexion de leurs réseaux à ceux de l'opérateur dominant - conduisent également ces demiers à s'intéresser d'abord au téléphone longue distance (appels au-delà d'un département) et à délaisser, pour le moment, le téléphone local.

Or, c'est seulement quand il sera possible aux Prançais de couper le lien physique qui les lie à France Télécom - cette paire de fils de cuivre qui arrive chez tous les abonnés – pour se connecter à un autre opérateur que la concurrence prendra toute sa dimension. Actuellement, cette boucie locale est aux mains de France Télécom.

Cegetel, Colt., on WorldCom ont bien déployé des fibres optiques. Mais leurs investissements sont limités et visent les seules entreprises, dans quelques zones d'acti-vités. Le grand public, jugé moins

rentable, reste à l'écart de ses initiatives, si l'on exclut Lyonnaise Communications, qui offre du téléphone sur son réseau de télévision câblée à Annecy. L'Autorité de régulation des télécommunications (ART), le gendarme du marché, a fait de cette ouverture à la concurrence de la boucle locale sa priorité, multipliant les initiatives pour tenter d'accélérer ce qu'elle considère comme l'« une des conditions d'un développement équilibré du marché » (Le Monde daté 5-6 juil-

Cela prendra du temps. De nouvelles licences seront attribuées, mais pas avant 1999. Une consultation publique sur l'accès direct des nouveaux opérateurs à l'abonné doit se tenir fin 1998 à l'initiative de l'ART. De quoi voir venir pour Prance Télécom, dont les marges ont pourtant diminué avec les baisses de prix consenties pour garder ses parts de marché, mais qui voit le trafic sur ses réseaux progresser plus fortement (9 % attendus cette année), ce qui limite la baisse de son chiffre d'affaires. L'un des objectifs de la libéralisation était justement que l'usage du téléphone s'accroisse. Pour que tout le monde s'y retrouve, nouveaux entrants et opérateur histo-

Philippe Le Cœur

Naissance du numéro un européen du vinyle

avec le groupe néerlandais EVC In- terdam. Alliance et rapprocheun chiffre d'affaires de 6 milliards de couronnes norvégiennes (4,7 milliards de francs), le groupe norvégien deviendra le premier actionnaire d'EVC avec 45 % du capi-

1.5

200

1000

150

100

La nouvelle société se hissera au premier rang européen dans le secteur du vinyle en devançant le belge Solvay et au quattième rang mondial des producteurs de PVC (polychlorure de vinyle). La firme aura une capacité de production annuelle de 1.8 million de tounes et se classera derrière le groupe de Tarwan, Formosa (2,2 millions de tonnes), l'américain Oxy Chem allié avec Geon (2 millions) et le japonais Shin Etsu (1,950 million).

Avec l'arrivée de Norsk Hydro, EVC double presque sa taille. La firme néerlandaise qui emploie quelque 4 000 personnes en Italie, en Allemagne et en Grande-Bretagne, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 9 milliards de couronnes norvégiennes. La division pétrochimie du pétrolier norvégien, emploie 3 000 salariés en Norvège, en Suède et au Royaume-Uni, pour un chiffre d'affaires de 6 milliards de couronnes.

ÉCONOMIES D'ÉCHELLE

Dans un communiqué commun, les deux partenaires estiment que l'opération leur permettra de réaliser des économies d'échelle de l'ordre de 80 millions de florins (230 millions de francs) par an au cours des trois prochaines années. L'un des responsable d'EVC, Ettore dell'Isola, pressenti pour prendre la direction de la nouvelle entité, a indiqué que la fusion permettra de réaliser « des synergies pour réduire les coûts logistiques et des coûts liés à certaines productions ».

Selon le président de Norsk Hydro, Egil Myklebust, ce rapprochement créée « une bonne plateforme pour la croissance à venir dans un secteur en pleine restructuration en Europe ». Depuis plusieurs années l'industrie du PVC est en pleine mutation. EVC résulte de la fusion des activités dans ce type de plastique du britannique ICI et de l'ita-

NORSK HYDRO, le groupe nor- lien Enichem avant de se transforvégien spécialisé dans la chimie et mer en une société-indépendante le pétrole, a armoncé lundi 6 juin la de ses deux grands actionnaires en fusion de sa division pétrochimie 1994, en entrant à la Bourse d'Amsternational NV. En échange de l'apments se sont multipliés entre les les allemands BASF, Hoechst, les pétroliers Shell et BP et le français Elf Atochem. Le mouvement qui concerne l'Europe affecte également les autres continents. A la fin du mois de juin, l'américain Occidental Petroleum a signé une lettre d'intention avec Geon pour fusionner leurs activités dans le chlore, le VCM (chlorine de vinyle monomère) et le PVC. Aux termes de l'accord qui donne naissance au premier groupe américain, Oxy-Chem détiendra 76 % du joint venture et Geon les 24 % restants. « Les synergies engendrées par cette alliance stratégique permettront de réduire les coûts de production d'environ 80 millions de dollars erace à une meilleure utilisation de la chaîne d'approvisionnement et une fusion des activités administratives » a affirmé Ray Irani, président d'Occidental.

Ces concentrations intervienment alors que les prix du plastique sont à la baisse en raison de la chute des prix du brut, du ralentissement de la demande en Europe et surtout en Asie. Les marges de cette industrie se sont fortement dégradées.

Pour Norsk Hydro, cette fusion intervient alors que le groupe connaît des difficultés dans ses deux autres grands métiers, les engrais qui représentent 42 % de son activité globale et le pétrole qui couvre 18 % du total. Le groupe a déclaré un bénéfice net en recul de 16 % en 1997 à 5,2 milliards de couronnes. La situation s'est aggravée depuis. Au premier trimestre, le groupe a enregistré un recul de 35 % de son bénéfice, à 1,008 milliard de couronnes alors que son chiffre d'affaires a progressé de 9%, à 25,352 milliards de couronnes. Le groupe norvégien a vendu récemment pour 1,84 milliard de couronnes les 11 % qu'il détenait dans le groupe pétrolier norvégien Saga Petroleum. Officiellement, il tissements dans le secteur pétro-

Bouygues Télécom se réorganise

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de Paribas, l'opérateur téléphonique italien Tele-Bouygues devait approuver, mardi 7 juillet, le principe du rachat d'une partie de la participation de 20 % détenue par le groupe britannique Cable & Wireless dans le capital de Bouygues Télécom. Cette acquisition devrait se faire an prorata de la part que détient le groupe français de BTP - un tiers - dans sa filiale de téléphonie mobile. Son coût est évalué à quelque 1,5 milliard de francs. Mais Bouveues ne devrait démis en ceuvre, selon des sources bancaires.

com Italia et l'industriel allemand Veba devraient racheter de la même façon une partie des actions de Cable & Wireless au prorata de leurs propres participations. Scule la BNP ne s'associerait pas à cette opération. Un conseil d'administration de Bouygnes Télécom se tien-

Ces mouvements financiers constituent un réalable à une restructuration plus profonde bourser que 20 % de cette somme. Un montage des activités de Bouygnes dans la réléphonie en de la société Siris, filiale française du consorfinancier, impliquant des apports externes, a été général. Martin Bouygues, PDG du groupe, a tium Unisource, également présente sur le marannoncé mi-juin à ses actionnaires vouloir pro- ché des entreprises. Les autres actionnaires de Bouygues Télé- céder au rapprochement de Bouygues Télécom com, c'est-à-dire les groupes français Decaux et et de 9 Telecom, la société créée avec Veba afin

d'offrir du téléphone fixe aux particuliers en Prance, à la faveur de l'ouverture à la concurrence intervenue le 1ª janvier 1998. Parallèlement, Bouygues a renoncé à propo-

ser du téléphone fixe aux entreprises comme îl avait initialement prévu de le faire avec Telecom Italia, via la société 9 Entreprises. Le capital de cette dernière passera intégralement aux mains de l'opérateur téléphonique italien. Telecom Italia tente parallèlement de se rapprocher

Six pays européens veulent harmoniser leurs industries d'armement

SIX MINISTRES européens de la défense, représentant l'Allemagne, l'Espague, la France, l'Italie, le Royamme-Uni et la Suède, out signé, hmdi 6 juillet à Londres, une « lettre d'intention » par laquelle ils affichent leur volonté de préparer le terrain à la création de sociétés uniques d'armement, par alliance, restructuration ou fusion. Dans ce document, sont affirmés un certain nombre de principes, des méthodes et un calendrier grâce auxqueis des poupes de travail devront avoir, d'ici à fin 1999, défini comment mettre sur pied des groupes transnationaux. A l'origine, le projet a été lancé en 1997 par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretague. Depuis avril dernier, l'Italie et l'Espagne s'y sont associées et, le 11 juin, à

Bruxelles, la Suède s'y est ralliée. Six domaines de réflexion out été identifiés par les ministres de la défense, qui sonhaitent aller vers des règies communes et encourager les industriels concernés, qui devrout prendre leurs responsabilités à les observer. Il s'agit, explique-t-on de source française, de passer d'une logique dite d'administration, où des services d'Etat sont seuls à fixer les modalités de la production d'armements en coopération, à une logique d'entreprise, où les industriels penvent adapter leur propre outil de fabrication en toute autonomie, quitte à devoir prendre leurs

· Ainsi, les ministres sont-ils convems de chercher à harmoniser les besoins de leurs pays de façon à s'agit de se donner les moyens de dresser des planifications et des financer son programme d'inves- cycles de programmes (études, développement et production en série) qui permettent d'aboutir à des capachés militaires communes en vue de Dominique Gallois conduire au mieux les opérations 41, nue Graneta - 75002 Paris

multinationales de maintien de la

De même, les représentants des six pays se sont engagés à prévoir et à garantir la sécurité collective de ferts technologiques, sous-ensembles et pièces détachées), en coordonnant leurs activités. Ce qui peut impliquer à terme qu'un Etat prise intra-européenne pour le ravitégé contre toute tentative d'un mener à une répartition des tâches au-delà des frontières, un industriel étant reconnu comme plus

Les six ministres out examiné aus-

leurs approvisionnements (transaccepte de dépendre d'une entretaillement de ses armées nationales et que l'industriel en cause soit propays, voire d'un investisseur tiers, de le contrôler. A terme, le projet peut compétent qu'un autre.

si comment se mettre d'accord, avant toute perspective d'exportation, sur le client destinataire et le type de matériels fournis. Ce qui suppose une harmonisation progressive de la réglementation et une transparence des contrôles de vente entre pays européens producteurs, à la place des législations nationales actuelles.

Autre principe retenu : les six mimistres de la défense ont fixé comme objectif, aux groupes de travail, que les pays européens s'attachent à fédérer leurs efforts en matière de recherche et de développement, afin d'éviter les pertes d'efficacité dues à un gaspillage de duplications. Ils se sont prononcés aussi pour une amélioration de la sécurité des échanges

de données dites « classifiées », c'est-à-dire une harmonisation des règles et du contrôle des habilitations délivrées aux chercheurs, ingénieurs et techniciens par chaque Etat. Enfin, la réunion a permis de déterminer les modalités du respect des droits de propriété industrielle et des brevets d'invention dans le cadre de programmes d'armement européens qui seraient financés en coopération par les Etats.

Selon la « lettre d'intention », qui fixe des orientations générales, les groupes de travail, composés d'experts de chaque pays, devront avoir proposé des textes « juridiquement contraignants » avant décembre

Jacques Isnard

REPRODUCTION INTERDITE BURGÉAP, bureau d'études OFFRES. environnement, cherche un URGENT

recherche -1 RÉDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE -2 SECRETAIRES DE REDALTAN MADRETISTES

Groupe de presse pédodique

corneissance d'X-Press exidée 2 ans d'expérience plusieurs pigistes nouvelles technologies

disponibles rapidement. CV et préterions à savoyer à : Presse Recrutement, ret. A-2042

d'études, maîtrise d'onvre de réhabilitation de décharges et de dépolution des sois. Les candidatures sont recues क्षा हेटारे ह्या

DIRECTEUR

COMMERCIAL

pour son agence de Paris.

Ingénieur hydrogéológius

ou agronome, 10 ans d'exp.,

réalisation et vente

27, rue de Varrves, 92772 Boulogne-Bilancourt Cedex.

Hebdomadaire recruse à MONTPELLIER

Une journaliste confirmé(e). Ecrire à : M. Denis Pons La Lettre M.

13, piace de la Comédie 34000 Montpellier

DEMANDES Recherche MISSIONS DE **FORMATIONS**

Bureautique, COBOL, EURO, AN 2000. Paris, RP. Tel./fax: 01-43-67-71-20

JEUNE COMMERCIAL FRANCE/EXPORT Bringue français-portugais, angleis espagnol courants. Formation supérieure en

commerce International. 1ª expérience dans le secleur agro-alimentaire. Recherche entreprise souhsitant développe ses parts de marché a l'étranger. Disponible: R.P./France entière Tel.: 06-81-74-19-78

PROPERTY AND SELECT

standard and major

AND THE PERSON AND PERSON.

to the same of the

is the first company to the same of the

the strainers of the second

in anthonormalist is

P SHARES WHEN THE P. L. P.

A THE THERE IS NOT THE PARTY OF

PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA

The second of the second

A CONTRACT OF THE PARTY OF THE

the street street

A STATE OF STREET

The Special State of State of

Mary Company Comment

A BOX THE

Deux mille entreprises de sport se dotent d'un code social

. 1

Un contrôle reste à instaurer

DEUX CHARIOTS de supermarché remplis de pétitions accueil-laient les visiteurs au siège de la Fédération nationale du commerce des articles de sports et de loisirs (FNCASL), lundi 6 juillet, boulevard Haussmann, à Paris, A l'initiative du collectif d'associations L'Éthique sur l'étiquette, plus de 120 000 personnes ont, depuis le 31 janvier, écrit à la FNCASL, qui regroupe plus de 2 000 entreprises,

Sport et Sport 2000. La finalité de ces envois ? Sensibiliser la fédération et ses membres au respect des droits fondamentaux de l'homme au travail. L'opération, intitulée « Jouez le jeu : faites gagner les droits de l'homme », est la troisième organisée par ce collectif, qui réunit entre autres Artisans du monde, Agir Ici, le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement)

< ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE >

En réponse à cette action publique, Pierre Gogin, délégué général de la fédération, a présenté un code de conduite sociale, «adopté à l'unanimité par ses adhérents ». Le texte reprend les droits fondamentaux de l'homme au travail édictés par le BIT (Bureau international du travail): interdiction du travail des enfants, interdiction du travail forcé, nondiscrimination des employés, libertés syndicales et de négociation collective. L'article 5 précise que « le non-respect de ce code pourra entraîner une radiation » de la fé-

dération Au-delà de ces intentions fort louables, se posent actuellement deux problèmes majeurs pour les

entreprises ou fédérations, y compris la FNCASI, qui se dotent de tels codes de conduite : premier Obstacle, la charte signée par les distributeurs d'articles de sport stipule que leurs fournisseurs respectent « la liberté [pour leurs salariés] d'adhérer aux organisations de leur choix ». Or, « 70 % des articles de sport dans le monde sont fabriqués en Chine et en Indonésie, où le syndicalisme indépendant est interdit », a précisé Pascal Erard, coordinateur d'Éthique sur l'étiquette. Est-il réaliste de demander à des entreprises locales d'être plus avancées socialement que les règles en vigueur dans le pays? « Nous savons que cette tâche sera difficile », a laconiquement répondu M. Gogin. Certaines entreprises textiles américaines rechignent actuellement à introduire ce genre de clauses dans leur code tant elles les savent trop contraignantes.

Le second obstacle réside dans l'actuelle absence de contrôle face à l'application des codes de conduite. Nike, par exemple, a refondu son code édicté en 1992 pour le rendre plus sévère. Mais une syndicaliste du Salvador vient de dénoncer les conditions de travail dans une entreprise qui fabrique des chemises de la marque (Le Monde du 2 juillet). « Si les faits sont avérés, nous prendrons les mesures nécessaires », a répondu la direction, prise de court.

La Fédération du commerce des articles de sports semble consciente de ces limites. Pierre Gogin commente: « Cette norme n'est qu'un début. Elle marque l'amorce d'une prise de

Laure Belot

Le Conseil de la concurrence s'impose comme l'arbitre de la déréglementation

La disparition des monopoles publics multiplie les contentieux

Électricité, transports, téléphone, audiovisuel ces secteurs suscite de nombreux conflits d'ordre sont au cœur du onzième rapport annuel présen-té par le gendarme du marché. L'ouverture de

juridique. Pour faire face à une accumulation d'affaires en instance, les seize « sages » reven-

services. Un nouveau président doit être nommé

POUR la présentation de leur onzième rapport annuel, les membres du Conseil de la concurrence ne cachaient pas leur satis-faction, lundi 6 juillet : le désormais traditionnel pavé (1 450 pages pour 1997) où se résume l'action de l'institution de la rue de l'Échelle traduit l'influence

croissante que prend cette ins-tance au fil des ans. Influence confirmée par les propos tenus mardi 7 juillet, dans Libération, par le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn (voir « Verbatim » ci-contre). « Dans tous les secteurs qui sont en cours de dérégulation, il y a de plus en plus de contentieux fondé sur le droit de la concurrence », observe Prédéric Jenny, le vice-président du Conseil.

Les sages de la rue de l'Échelle sont de plus en plus appelés à donner leur avis, voire à prendre des décisions ou des sanctions, sur l'action de monopoles publics français en voie d'ouverture à la concurrence, dans des domaines naguère « réservés » aux ministères de tutelle : électricité, transport ferroviaire, audiovisuei, télécommunications. Dans ce dernier secteur, le Conseil souligne qu'il a été « saisi deux fois par l'Autorité de régulation des télécommunications ». Il a été amené à « sanctionner France Télécom et sa filiale Transpac » pour avoir proposé, dans le cadre d'un appel d'offres lance par le groupe d'assurances AXA pour moderniser son réseau de transmission de données, des conditions financières avantageuses « dans le but d'évincer British Telecom », cette entente conduisant en outre à «écorter la

BT >. Globalement, cependant, l'instance a paradoxalement observé l'an dernier un «très net ralentissement des saisines contentieuses », au nombre de 81. Preuve que le droit de la concurrence a gagné ses lettres de noblesse dans la pratique quotidienne des entre-

L'affaire tombe au plus mal pour Coca-Cola

Dans quarante-quatre des décisions rendues en 1997, étalent en cause des pratiques d'entente et, dans quatorze d'entre elles, des pratiques d'abus de position dominante, les prix abusivement bas, naguère encore légion, ne suscitant plus que trois décisions. Les domaines sons investigation restent toujours aussi divers, des réservations hôtelières à la grande distribution, en passant par... les vignettes de collection pour enfants, très prisées en ces temps de

Mondial de foot... L'un des avis très attendus dans les prochaines semaines est celui. demandé par le ministère de l'économie, sur la vente projetée par le groupe Pernod-Ricard de sa marque de boisson gazeuse Oran-gina au géant américain Coca-Co-la. Le Conseil devrait se prononcer «d'ici à la fin juillet» sur ce dossier qui met en émoi non seulement le grand concurrent de Coca, Pepsico, mais aussi la plupart des grands distributeurs alimentaires français, inquiets de voir s'accroître encore l'hégémonie du géant américain sur le rayon des

Les gardiens de la concurrence français ne sont pas les seuls à se pencher sur Coca-Cola, puisque leurs homologues italiens, saisis, euz, directement par Pepsl, ont ouvert une enquête sur les pratiques supposées d'abus de position dominante des embouteilleurs de Coca-Cola dans la péninsule. L'affaire tombe au plus mai pour la firme d'Atlanta, en passe d'introduire en Bourse, la semaine prochaine à Londres, sa européenne Coca-Cola Beverages, qui a justement racheté les emboutelleurs d'Italie du Nord et du

Ainsi courtisés de toutes parts, les sages de la rue de l'Échelle se sentent pousser des ailes. S'fls n'osent encore se comparer à leurs restigieux homologues de la Cour des comptes, ils comptent bien donner autant de retentissement à leur rapport annuel, jugé plus « opérationnel » que celui de l'institution de la rue Cambon, qui «trop souvent dénonce des faits prescrits, du fait même qu'il porte sur l'examen de comptes des années

Du coup, dans le préambule du rapport 1997, le Conseil de la concurrence s'aventure à formuler une revendication d'augmentation d'effectifs, soulignant que «le

nouvelle filiale d'embouteillage stock d'affuires contentieuses en instance est trop élevé (...), les délais de traitement de ces dossiers restent également trop longs, au détriment de l'effectivité du droit de la concurrence ». Des préoccupations certes déjà virtuellement « prises en compte dans le cadre du budget 1999 et [qui] devraient se traduire effectifs du Conseil », reconnaît-on rue de l'Échelle, Mais la perche est moins destinée aux autorités de tutelle qu'au prochain président du Conseil de la concurrence, que le gouvernement devrait nommer dans le courant de l'été pour remplacer Charles Barbeau, démissionnaire pour cause de nomination probable à la direction du cabinet du ministre de l'intérieur,

Jean-Pierre Chevènement.

Pascal Galinier

Le nouvel interventionnisme selon M. Strauss-Kahn

DANS UNE TRIBUNE parue mardi 7 hallet dans le quotidien Libération, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Dominique Strauss-Kahn, expose sa doctrine en matière de



gauche entrerient . longue date des rapports ambivalents

VERBATEM concurrence. Elle n'a pas la révérence de la droite libérale, pour laquelle l'équilibre des forces du marché débouche spontanément sur un optimum social (...). Mais, en même temps, la gauche (...) n'a pas le même goût que la droite conservatrice pour le confort des positions acquises et les profits qu'elles procurent : elle est trop attachée à la modernisation de l'économie pour entraver les potentialités que

recèle la concurrence. (...) » Le résultat de cette ambiyalence est que la gauche - française ou européenne - a, dans le passé, plus d'une fois cédé à la tentation d'interventions brouillonnes dans le fonctionnement des marchés.

»Or ce n'est pas la bonne réponse. La puissance publique doit plutôt établir les règles du jeu, c'est-à-dire déterminer très clairement la place de la concurrence dans la régulation économique des différents secteurs, et définir les conditions dans lesquelles elle jouera en sorte de favoriser la croissance, de concourir aux missions de service public, et de préserver la solidarité. C'est cette approche que nous devons suivre, sans complexes mais avec constance (...).

» Contrairement à une tradition qui survit aujourd'hui encore chez nombre de nos concitoyens, il n'appartient pas à la puissance publique d'intervenir un jour sur les prix, le lendemain sur la demande, et le surlendemain sur l'offre, même si chacime de ces interventions peut s'appuyer sur de bons prétextes

» Bref, il ne faut pas intervenir dans le fonctionnement des marchés, comme le croyait la gauche d'hier, mais il faut les gouverner. »

Cruella se désespère au piquet de grève d'Euro Disney

II. Y A une nouveile attraction au « royaume ma- | gique » de Marne-la-Vallée, celle du combat de Da- | vid contre Goliath. Depuis deux semaines, plusieurs catégories de salariés, artistes, techniciens et personnel de restauration, font concurrence, à l'entrée du parc, aux manèges et spectacles de Disneyland Paris. Les numéros de jongleurs des grévistes tentent de rivaliser avec le voyage intergalactique de « Space Mountain », leurs tam-tams africains concurrencent le show équestre de Buffalo Bill et leur contre-parade, sur rythme de salsa, cueille les visiteurs à la sortie de la « parade interactive » menée par Mickey et Minnie.

Peine perdue. La centaine de salariés qui se relaient du matin au soir devant les grilles du parc ne recueillent, au mieux, que le sourire bienveillant de quelques-uns des 35 000 visiteurs qui franchissent, chaque jour, l'entrée du parc de loisirs. A leur sortie du RER, surpris par les banderoles revendicatives du piquet de grève, ils s'inquiètent, avant tout, du bon fonctionnement des manèges. Une fois franchies les portes du « Royaume », ils sont rassurés. L'ordre y règne. A peine quelques perturbations que ne percoivent pas les apprentis-touristes.

« LE FBI DE MICKEY »

Les représentations théâtrales de Videopolis sont annulées depuis une semaine mais les employés Disney renvoient les touristes vers d'autres spectacles. La grande parade du milieu de l'après-midi se déroule avec 77 figurants, contre les 150 habituels, et dure 30 minutes au lieu de 45. Conséquence, elle n'est plus «interactive», c'est-à-dire que Dingo et Pluto n'ont plus le temps d'aller serrer les mains des enfants ou de faire des pitreries le long du parcours. L'absence de perruques et de chapeaux sur les têtes des figurants, lundi 6 juillet, se-rait-elle le signe d'une rébellion latente? « Non, la pluie risquait d'alourdir les perruques », explique la

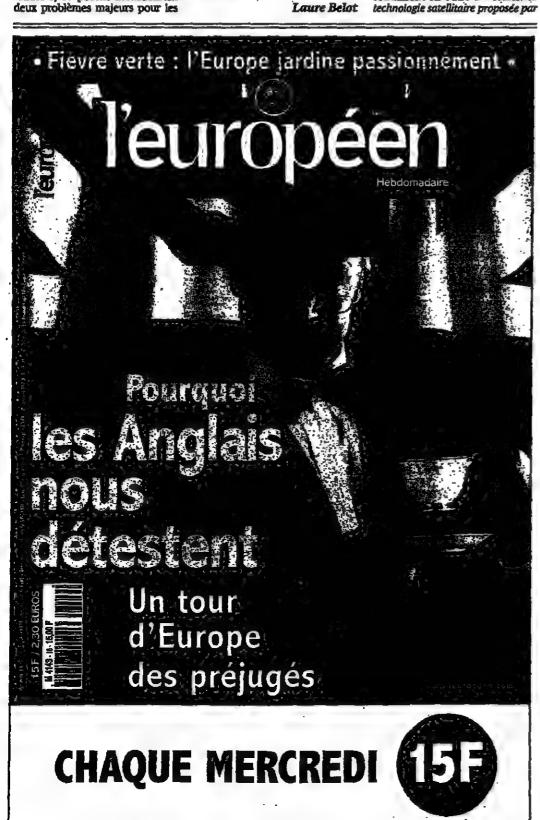
Lundi 6 juillet, la direction de Disneyland Paris a marqué un nouveau point dans le bras de fer psychologique qui l'oppose à quelques centaines de ses 13 000 salariés en affirmant avoir conclu un accord avec la catégorie des techniciens du spectacle, premiers à avoir raillé le mouvement des 205 figurants de la parade. Cruella, une des artistes qui a revêtu ses habits de ville depuis treize jours, se sent désormais bien seule. « Il ne me reste déjà plus que 3 000 francs sur mes 6 000 francs de rémunération nette », explique t-elle pour justifier la demande de nomination d'un médiateur faite le matin même

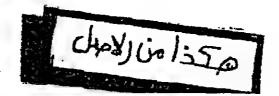
auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité. Cissorko M., délégué CGT, ne désespère pas. « Le FBI de Mickey » à ses trousses, comme il baptise les vigiles du parc, il continue d'arpenter les quatre contrées du «Royaume» pour tenter de railier d'autres catégories de salariés. Mais seul un des restaurants du parc a arrêté son service pendant 30 minutes... en plein après-midi. A l'extérieur, au sein du «village Disney», les employés du dînerspectacle de Buffalo Bill sont davantage mobilisés. « Heureusement pour la direction qu'il y a la Coupe du monde et qu'on ne fait pas le plein », explique un gréviste. « Mais, si ça continue, on va vraiment paralyser le parc », tente de se convaincre un délégué

Résultat le plus tangible de leur mouvement, l'action Euro Disney a perdu 10 % depuis le début du mouvement. « Ca tombe bien, il n'y a que ça qui intéresse la direction », se réjouit un gréviste.

Difficile pourtant de trouver des thèmes de mobilisation communs. Les tracts syndicaux ont beau proclamer: « Tous ensemble solidaires à Disneyland Paris », chacun des quatre-vingts métiers du parc a des revendications propres. Les acteurs de la parade demandent l'application de la convention collective « parc de loisirs », qui leur garantirait le statut et la rémunération des artistes-interprètes, alors que les techniciens préférent conserver la convention Disney qui leur garantit le treizième mois. De son côté, la douzaine d'ouvriers de maintenance osaient à peine avouer, à leur sortie des négociations lundi après-midi, qu'ils venaient d'obtenir satisfaction auprès de la direction. Celle-ci l'a bien compris. Elle multiplie les réunions pour chaque catégorie, tout au long de la journée, réduisant d'autant les troupes susceptibles d'alimenter le piquet de grève. Et le large recours aux salariés à contrat à durée déterminée et à des intérimaires saisonniers lui facilite la gestion de la grève. Autre parade, la direction a présenté, lundi, le calendrier des négociations pour la semaine de 35 heures. « On s'en fout, nous on yeut juste gagner un peu plus », se désespère Cruella.

Christophe Jakubyszyn





COMMUNICATION

nce s'impose **glementation**

维纳 content els

Constitution Value of MANAGE AND SHOULD BE SHOULD BE · 李子子,"一个一个一个一个一个一个一个

wwel interventionnism seion M. Strauss-Kahn

MARKET MATE

Bank States & . The same of the same AND PROPERTY OF A STATE OF

the State of the s

Spire Waller

Le numérique investit tous les modes de diffusion outre-Manche Le passage au digital va toucher en Grande-Bretagne à la fois le câble, le satellite et la voie hertzienne. Cette perspective sonne le glas du monopole de BSkyB, le groupe de Rupert Murdoch, qui devra désormais compter avec BDB

formes de diffusion numérique en télévision vont cohabiter : par voie hertzienne, satellitaire et sur le câble. Cela ne va pas sans beurts, mais les perspectives à long terme sont séduisantes. Une étude de Merrill Lynch table sur 434 000 abonnés à un service de télévision numérique outre-Manche d'ici à la fin de l'année, quatre fois plus en 1999 et 4,3 millions d'abonnés en 2001.

Pourtant annoncé en fanfare, le démarrage du bouquet numérique par satellite de BSKyB, fin juin, s'est fait dans la plus grande discrétion, et uniquement à titre expérimental. Le véritable lancement des soixante chaînes thématiques (dont celles de Discovery, UKTV et Flextech) et des 140 canaux de pay-per-view devrait avoir lieu en septembre, à la faveur d'une campagne marketing agressive et très cottteuse, confiée à M&C Saatchi et estimée à 1 milliard de francs sur plusieurs an-

Fin 1998, les services interactifs (téléachat, accès à Internet, banque à domicile, services éduca-

LA GRANDE-BRETAGNE sera tifs...) de British Interactive Broad- recte sur le cours de Bourse de le premier pays où toutes les casting (BIB) seront ajoutés au bouquet numérique de BSKyB, SkyTV. A l'instar de Canal Plus de ce côté-ci de la Manche, BSkyB contrôlé à 40 % par Rupert Murdoch et présidé par Jérôme Seydoux, patron de Pathé - a bénéficié pendant des années d'un confortable monopole dans la té-

lévision à péage. Le groupe britannique devra, plus de deux ans après le démarrage du bouquet numérique satellitaire de Canal Plus, tout mettre en place pour convertir au numérique ses 6,7 millions d'abonnés analogiques (dont 3,3 millions par satellite). Un tel enjeu, qui s'étalera sur une petite dizaine d'années, va mathématiquement peser sur les

comptes de BSKyB. Dans sa dernière étude sur les médias européens, Merrill Lynch prévoit que le groupe, qui affichait plus de 3 milliards de profits avant impôts en 1997, verra ce résultat baisser de 12 % cette année, avant de remonter en flèche, à plus de 4 milliards en 2000.

La perspective d'investissements lourds inhérents au passage au numérique a une incidence di-

BSKyB: à la fin de la semaine dernière, le titre BSkyB s'échangeait à 445 pence alors qu'il cotait jusqu'à 691 pence en octobre 1996, quand le groupe engrangeait chaque se-maine des records d'abonnements en analogique.

LA BBC SANS EXCLUSIVITÉ

Les investissements dans les décodeurs numériques seront importants. Contrairement aux opérateurs du marché français qui pratiquent la location des bostiers, BSkyB, qui a commandé un mil-lion de décodeurs, les mettra en vente au prix de 200 livres l'unité (environ 2 000 francs), alors qu'ils lui coûtent le double.

« De toute évidence, la télévision numérique hertzienne et par câble va devenir une réalité, mais nous voulons que SkyTV soit au moins présent chez 50 % des foyers abonnés à une télévision payante », a récemment affirmé à The Independant Elizabeth Murdoch, fille du magnat australo-américain, en charge des programmes de

L'ouverture du marché au tout numérique va mettre un terme au

monopole de BSKyB dans la télévision à péage, C'est ainsi que British Digital Broadcasting (BDB), codétenu à 50-50 par les groupes Granada et Carlton, va se lancer cet automne dans la compétition, avec une offre de télévision numérique hertzienne de quinze

Pour séduire les trois quarts des téléspectateurs britanniques qui n'ont pas souscrit un abonnement à des services de télévision payante, Nîgel Walmsley, PDG de Carlton Television, parie sur un prix plus faible que celui de son rival SkyTV et sur une facilité d'accès aux programmes : pour les capter. Il ne sera pas pécessaire d'acquérir une antenne parabolique. « Je pense que [les téléspectateurs] regurderont la télé comme ils l'ont toujours fait. Ils vont passer la plupart du temps à regarder des

voir d'autres », a-t-il indiqué au Fi-A la faveur d'une alliance scellée entre la division commerciale du pôle public audiovisuel britannique BBC et Flextech, quatre

chaînes thématiques coéditées par

chaînes qu'ils connaissent déjà et

peut-être un tiers [du temps] à en

Mais les chaînes de service public comme BBC1, BBC2, BBC Choice, BBC Learning ou la chaîne d'information BBC News 24 seront reprises gratuitement et sans exclusivité, sur tous les bouquets, quel

que soit leur mode de diffusion. Enfin, avec 2,3 millions d'abonnés en janvier 1998, le câble, qui a connu de nombreuses concentrations au cours de ces derniers mois, avec les rachats successifs de General Cable, Comcast UK, ComTel et Diamond Cable, va lui aussi engager un passage au tout numérique. Les principaux acteurs, Telewest et NTL, proposeront leurs services de pay-per-view tandis que Cable & Wireless

commercialisera ceux de BSkyB. En tout cas, la compétition est officiellement lancée outre-Manche, Mark Booth, nouveau directeur général de BSkyB, affirme que « de plus en plus de gens pourront lancer des chaînes. Si vous avez une idée, le numérique pourra vous permettre de l'essayer. Mais les idées qui ne marchent pas seront rapidement punies ».

Nicole Vulser

DÉPÊCHES

■TÉLÉVISION : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a estimé, hindi 6 juillet, que le bilan 1997 de TF1 et M6 avait respecté l'ensemble des obligations et des engagements souscrits par les chaînes, « tout particulièrement pour (...) l'application des quotas d'œuvres originales françaises et d'œuvres européennes ». Le CSA a aussi « fuit état de sa préoccupation » à propos de «l'évolution de la répartition du capital de TF1 et de la liberté de choix stratégique de l'entreprise », du fait « d'une part importante prise par les fonds de pensions anglosaxons sur le capital flottant ».

MAUDIOVISUEL: Michel Bassi a été nommé directeur associé du groupe Pearson Television, à compter du 1º août. Le groupe britannique est présidé par Greg

PRESSE: l'intersyndicale des journalistes (SNJ, CFDT, CGT, CFTC, CGC, FO) s'est opposée à « une solution dite sociale » et non fiscale de compensation de la suppression de l'abattement de 30 %, solution qu'elle juge « ni équitable ni durable ». Cet abattement, abrogé par le précédent gouvernement avait été maintenu pour un an par la loi de finances 1998.

L'hebdomadaire Le Patriote Côte d'Azur (Alpes-Maritimes) édite et distribue gratuitement un hors-série consacré à Picasso, pour le 50° anniversaire de l'activée du peintre à Vallauris, en partenariat avec la ville et la Réunion des musées nationaux (RMN).

« L'Echo du Centre » va ouvrir son capital pour survivre

LIMOGES

de notre correspondant Mercredi 29 juillet, le tribunal de commerce de Limoges aura à décider du sort de la Société nouvelle de presse et d'édition du Centre (Snpec), qui édite le quotidien communiste régional L'Echo du Centre, l'un des deux seuls journaux de ce type en France, avec La Marseillaise, publice en région méditerranéenne. La liquidation devrait sans doute être prononcée. La Supec, en redressement judiciaire depuis un an, vient d'être frappée d'un réajustement fiscal de 4 millions de francs, qu'elle est incapable de payer.

Pourtant, le directeur, Christian Audouin, membre du comité national du PCF et président du groupe communiste au conseil régional du Limousin, estime que le titre « garde toutes ses chances de survie ». Il s'interroge sur « le caractère politicien de ce contrôle fiscal, au moment où nos efforts de rigueur manifestent leurs effets », en conteste les conclusions, les lie à sa propre mise en garde à vue dans le cadre de l'affaire Urba (Le Monde du 10 avril 1997) qui fint suivie d'un non-liea. « l'entends clouer un cercueil », dit-il, citant Baudelaire. Assuré du soutien actif du député socialiste et maire de Limoges Alain. Rodet, il a saisi du dossier le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn.

ÉLAN DE SOLIDARITÉ

C'est un nouveau suspense dans la vie d'un quotidien dont l'existence est, depuis un demi-siècle, un défi au déterminisme économique. Créé dans la clandestinité en 1943 (il s'appelait alors Valmy), diffusé sur cinq départements - Corrèze, Creuse, Dordogne, Haute-Vienne, Indre -, L'Echo du Centre a été, en 1958, à l'avènement de la V République, mainte-nu par les fédérations locales du PCF, contre la décision de la direction nationale (dont le nombre de députés venait de passer de cent quarante-quatre à dix, et qui, privée des indemnités parlementaires correspondantes, avait alors sup-

primé ses quotidiens régionaux). En 1987, il fut durement secoue par la crise interne du communisme limousin, qui vit partir son directeur politique d'alors, Marcel Rigout, et fondre son lectorat - quinze mille lecteurs aujourd'hui, la plupart étant des abonnés. En octobre 1988, sa rotative fut détruite par un

Catastrophe palliée par un élan. régional auquel contribuèrent des solidarités imprévues : collectivités territoriales de droite, presse confessionnelle, division militaire de Limoges, mobilisation des artistes et des instances culturelles (Le Monde du 8 mars 1989). Cet d'un titre considéré, au-delà de son lien politique, comme un élément consensuel - « né de la Résistance » - du patrimoine régional.

Un premier redressement judiciaire intervient en 1994. Un montage-gigogne scinde alors la société originelle, la Société de presse et d'édition du Centre (Spec). Une holding est créée, la Supec, qui chapeante le quotidien (la SNEM, société nouvelle Echo - La Marseillaise, ce second nom étant, depuis la Libération, celui de Pédition du quotidien dans l'Indre), qui emploie cinquante-six salariés, dont vingt et un journalistes, et l'imprimerie RPE (Rivet - Presse - Edition), soixante-huit salariés, dont le bilan industriel est positif.

C'est ce montage qui a provoqué la vindicte du fisc. Il a dépagé une réévaluation des actifs, virtuelle seion l'entreprise mais néanmoins mécaniquement comptable, au titre des plus-values. Mais c'est lui aussi, peut-être, qui rendra possible le sauvetage du titre. Car seule la holding sera mise en liquidation, le 29 juillet. Ses deux filiales seront alors en vente. Et le problème, selon Christian Audouin, est de trouver, « dans le res-pect de la ligne éditoriale, les partenaires économiques nécessaires à leur survie ». Autrement dit, d'ouviir le capital. Une première dans la presse communiste.

Georges Chatain



L'IRLANDE avec SEAFRANCE: "A/R traversées Calais-Douvres et Mer d'Irlande mebrekenRosslare ou Holyhead-Dublin ou Swansea-Cork).

Base 1 voiture et 5 passagers du 10/07



Nous vous proposons 3 lignes pour aborder l'Irlande. Si vous n'en profitez pas, c'est que vous avez un raccourci.

> SEAFRANCE SEALINK

A ce prix là, que faites-vous encore là?

LA PARUTION de La Croix était encore incertaine, mardi 7 juillet. Le quotidien de Bayard-Presse n'a pas paru depuis vendredi 3, à la suite d'un arrêt de travail de l'intersyndicale. Celle-ci proteste contre « la volonté de la direction d'externaliser la fabrication », compte-tenu de

ses projets (davantage de couleur, création d'un supplément et passage au matin) nécessitant de changer de matériel et de quitter le site de Montrouge (Hauts-de-Seine). Il emploie une quarantaine de personnes qui devraient être reclassées. Pour la direction, garder la solution interne « coûterait chaque année 8 à 9 millions de francs de plus », soit le « déficit annuel de La Croix » ou le « tiers du coût d'impression actuel ». Favorable à la modernisation, l'intersyndicale estime qu'elle peut se faire en maintenant Montrouge.

Incertitude à « La Croix »

Yar.%

44,16 42,41 42,55 33,81 34,48 15,71 36,04 45,69 40,87 45,70 45,17 29,94

111

0,28 0,48 -0,06 -0,01 0,05 0,10 0,43 1 0,02 0,84 -0,30 0,15 6,28 -0,04

Monde >

NEW YORK DI

MEDICO BOLSA... SANTIAGO IPSA...

SAO PAULO BOU TORONTO PSE L

ASIE 10h 15 BANGKOK SET HONGKONG H.... SEOUL

SINGAPOUR ST., SYDNEY ALL O. .. TOKYO NIKKE

0,74 0,95 0,82 1,15 1,96 -1,20 -0,12

06/07

7 JUL

25 MAI

25 MAL

STONNE

SONCE

0,57 -1,10

En dollars

PLOMB 3 MOIS.

MÉTAUX (LONDRES)

JIVRE 3 MOIS LIMINIUM 3 MOIS...

AFFAIRES

INDUSTRIE ■ ROSNEFT: le groupe Oneximbank, qui détient la majorité du pétrolier russe Sidanko, a annoncé lundi 6 juillet qu'il renonçait à racheter 75 % de la compagnie pétrolière Rosneft, trois jours après la défection du groupe Royal-Dutch/Shell,

● ALSTHOM : le groupe franco-britannique a remporté un contrat de signalisation ferroviaire pour la société britannique Railtrack, dont la valeur sera comprise entre 500 millions et 1 milliard de livres (5 et 10 milliards de francs).

rendant peu probable la

privatisation prochaine de ce

dernier grand pétrolier russe,

• REGINA RUBENS : la société de prêt-à-porter féminin sera introduite au second marché de la Bourse de Paris le 10 juillet avec la mise à disposition de 530 000 à 715 000 actions d'une valeur de 35 à 47 francs chacune. La société veut lever 25 millions de francs.

• Le conseil de la concurrence a publié son rapport annuel qui examine les services publics (lire

 AT&T: l'opérateur américain n'a pas l'intention de renégocier l'achat du câblo-opérateur Tele-Communications Inc. (TCI) suite à la chute du cours de son action en Bourse depuis l'annonce de cette opération le

Japan Airlines/Swissair : Japan Airlines (JAL) et la compagnie SAltGroup AG, compagnie holding du transporteur Swissair, ont annoncé mardi 7 juillet un accord de partage des numéros de vol (code sharing) pour leurs vols directs reliant Tokyo et Osaka à Zurich. Les deux compagnies aériennes vont exploiter sept vols hebdomadaires entre Tokyo et Zurich.

● AIR AFRIOUE : le conseil d'administration d'Air Afrique s'est réuni lundi, après la restitution forcée à ses créanciers de quatre Airbus A-310-300, pour faire face commercialement à cette nouvelle crise et pour rechercher les moyens financiers de combier les arriérés de dette.

ROUTTERS : le président de la FNTR (Fédération nationale des transporteurs routiers), René Petit, a demandé lundi au gouvernement de prendre « rapidement les décrets d'application de la loi Gayssot » réglementant les entreprises de transport léger, après l'accident qui a coûté la vie samedi à un jeune livreur près de Quimper.

● ROYALE BELGE-AXA **BELGIUM: les deux assureurs** belges, filiales d'Axa, ont annoncé leur fusion lundi, donnant naissance à « un des tout premiers acteurs » en Belgique. Cette fusion se réalisera par l'acquisition par la Royale belge d'Axa Belgium pour 34,1 milliards de francs belges (3,9 milliards de francs).

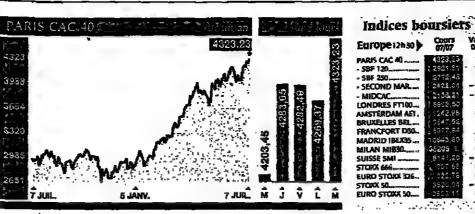
 BNP : la Banque nationale de Paris, qui a ouvert sa filiale BNP-Brasil en 1997, a indiqué lundi qu'elle comptait devenir dans les cinq prochaines années I'un des plus grands gestionnaires d'actifs au Brésil.

RESULTATS

ILA HÉNIN: la banque française, filiale de Suez Lyonnaise des eaux, a accusé une perte nette consolidée de 598,26 millions de francs en 1997, contre un gain de 8,4 millions en 1996.

m DIAGEO: le groupe britannique de spiritueux et de bières. issu de la fusion de Guinness et de Grand Metropolitan, a indiqué que la force de la livre aura un impact négatif de 650 millions de francs sur son résultat d'exploitation pour l'exercice qui démarre en juillet.

* Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

iausses 🕨	Cours 06/07	Var.% 05/07		Baisses >	Cours 06/07	Vac. % 03/07	Var. % 31/12
EONTUPET SA	H 259,10	+10,25	+283,85	LAPEYRE	√ 530 -	-6,19	+ 59,87
RJ 4	11198 2	15.55	100	DMC (DOLLFUS	140,50	-5,70	+31,30
ORBERT DENTR	287	+ 5,16	+65,37	ESSO	555 ak	-3,50	+ 12,55
ARBONE LORRA.	555	+ 4,91	+47,60	EURO DISNEY.	1 11,66	-3,34	+ 65
S SIGNAUXCS	539	+4,43	+214,97	REVEL	845	-3.29	+37,81
ROUPE GTM	647	+3.52	+59.75	DEV.R.N-P.CAL	F 87.20	-3.18	+48.23
CF	11. 545	+3.42	+31.63	LACARDERE	251.50	-3.12	+26.38
NLEO	71 6.55	+ 2.98	+60.46	DYNACTION	. 228 1	-2.93	+49.01
GIP	1 3255	+ 2.96	+52.54	CRED FON PRAN	103,53	~2B1	+10,10
EGRAND ADP	F 1060	+ 2,91	+39.65	INGENICO	- 150 Ph		+ 35,93
		1.7		100 12 15 5	en tra	432-6	

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS.

MARDI 7 JUILLET à la mi-séance, la Bourse de Paris était stable. Le CAC 40 progressait légèrement de 0.06 % à 4313,04 points. Le marché se montrait très hésitant et le volume des transactions était modeste. Après avoir démarré la séance sur un gain de 0,65 %, l'indice des 40 plus grandes valeurs se repliait pour céder 0,11 % trois quarts d'heure après l'ouverture de la Bourse.

Le titre Montupet, blen orienté depuis plusieurs Jours, continuait sa course en tête avec une hausse de 8,8 %. On notait la progression des actions de Nobert Dentressangle (+4,3 %), de la Compagnie des signaux (3,6%) et de Bouygues (2,3 %). Le titre CCF perdait 2,8 %, tout comme l'action DMC. Renault cédait 2,5 %. Les prises de bénéfice demeuralent importantes après la hausse de l'action du constructeur automobile ces der-

FRANCFORT

MARDI 7 juillet, la Bourse de Francfort a débuté la séance par une hausse de 0,85 %, à 5 992,71 points. Dans son édition du 7 juillet, le Wall Street journal a fait état de discussions entre le marché allemand et britannique. Une conférence de presse devait se tenir dans la lournée à Londres pour en révéler le conte-nu Lundi 6 juillet, l'indice DAX avait abandonné 0,58 %, à 5 918,37 points.

LONDRES

LUNDI 6 juillet, la Bourse de Londres a terminé la séance sur une légère hausse (0,03 %, à 5 990,30 points). Les opérateurs ont été échaudés par la publication des chiffres de la production industrielle qui font état d'une baisse de 1,2 % en mai. Etranglée par une devise forte, l'industrie britannique est entrée en récession. Et la situation pourrait s'aggraver en cas de nouveau relèvement des taux d'intérêt.

LTOKYO.

MARDI 7 juillet, la Bourse de Tokyo a progressé pour la neuvième fois en diz séances. L'indice Nikkel a gagné 0,58 %, à 16 455 points. Privé d'idée forte, attendant une éventuelle réduction des impôts, le marché japonais imite Wall Street en se portant à l'achat des valeurs de technologie. Les titres Sony et Advantest Corp. ont progressé respectivement de 1,42 % et 1,96 %. Les valeurs de distribution comme Seven Eleven ont monté dans l'espoir d'un allègement de la fiscalité.

NEW YORK

LUNDI 6 juillet, pour la reprise des cotations après un week-end de trois jours, l'indice Dow Jones de Wali Street a progressé de 0,74 %, à 9091,76 points. L'activité a toutefois été modérée, les opérateurs preférant attendre la publication des résultats semestriels pour prendre position.

Valeur du jour : Montupet en état de grâce Matières premières

JUSQU'OÙ montera Montupet? Depuis le début de l'année, l'action de l'équipementier automobile a grimpé de 284 %, la plus forte hausse des sociétés cotées au règlement mensuel. Lundi 6 juillet, elle bondissait encore de 10,3 % pour terminer à 259,10 francs. «La communauté financière s'aperçoit enfin de la valeur de notre société », se réjouit Stéphane Magnan, président-directeur général de Montupet. « C'est le retour d'une valeur qui a beaucoup déçu par le passé », tem-porise Armei Coville, analyste chez ABN Amro.

Après plusieurs années en demiteinte, le bénéfice net par action de l'équipementier a triplé en 1997. Et l'amélioration des résultats n'est pas terminée. « Je m'attends à une hausse de 30 % des profits cette année. à 122 millions de francs. Pour l'année prochaine, l'augmentation devrait être de 40 % et de 20 % en l'an 2000.

J'estime la progression du chiffre d'affaires à 35 % en 1998. à 2,16 milliards de francs, puis de 25 % en 1999 », prévoit Armel Coville

Comme d'autres équipementiers automobiles, Montupet bénéficie de la bonne tenue du marché automobile français. Mais il se distingue grâce au succès de ses culasses en aluminium. Ces pièces ont progressivement remplacé celles en fonte dans les moteurs des voitures modernes. Autre point fort, Montupet produit des roues

en aluminium qui représentent 60 % des premières montes aux Etats-Unis et 17 % en Europe. « Nous sommes les seuls fondeurs indépenphane Magnan.

Magnan. Même avec une hausse spectaculaire du titre depuis le début de l'année, la valeur garde de l'attrait pour beaucoup d'analystes. « Le titre ne se poie que douze fois les bénéfices de l'an 2000, ce qui n'est pas cher pour une société qui affiche de tels taux de croissance », observe Armel Coville. Pour faciliter les transactions, la société a

Joël Morio

ÉCONOMIE

Craintes de récession au Royaume-Uni

LES INQUIÉTUDES à propos de la situation de l'économie britannique augmentent. La production manufacturière a baissé de 0,4 % en mai par rapport à avril, selon les données publiées lundi 6 juillet par l'Office des statistiques nationales (ONS). La production industrielle dans son ensemble, qui inclut également les secteurs de l'énergie, des mines et de l'eau, a pour sa part reculé de 1,2 %. Ces deux chiffres sont nettement inférieurs aux prévisions des économistes.

Une enquête de la chambre de commerce et d'industrie de Londres publiée lundi constate par ailleurs une chute générale de la confiance des patrons au deuxième trimestre, y compris dans ce secteur. « Ces chiffres sont vraiment décourageants. Il est particulièrement inquiétant de voir le secteur des services touché à son tour », a déclaré Simon Sperryn, directeur général de la chambre de commerce de Londres. (Lire p 2.)

FRANCE: les ménages financièrement les plus fragiles doivent davantage leur situation à un parcours familiai ou professionnel chaotique qu'à un profil socio-démographique particulier, selon une étude présentée lundi 6 juillet par l'Observatoire de l'endettement des ménages.

MEURO: la conjoncture économique reste bonne dans la zone euro en dépit de la crise en Asie, selon les conclusions du conseil de l'EURO-11, réunissant les ministres des finances des 11 pays participant à la monnaie unique, lundi 6 juillet à Bruxelles. (Lire page 2.)

■ La Commission européenne a sorti les «cartons jaunes» lors du débat sur les déficits prévus pour 1999, a déclaré lundi 6 juillet le commissaire européen chargé des finances Yves-Thibault de Silguy. **II Les ministres des Finances**

de l'Union européenne sont arrivés hmdi 6 juillet à un accord politique sur le statut du franc CFA dans l'espace euro.

■ ALLEMAGNE: le déficit budgétaire sera très légèrement réduit en 1999, à 56,2 milliards de marks (189 milliards de francs), contre 56,4 milliards de marks (188,3 milliards de francs) en 1998, out indiqué lundi 6 juillet des sources proches de la coalition gouvernementale.

Les entrées de commandes de l'industrie allemande ont diminué en volume de 0.3 % en mai, comparé au mois d'avril, selon le ministère de l'écono-

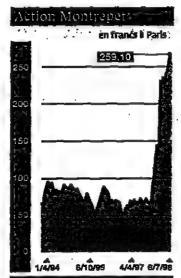
m ESPAGNE: le taux de chômage s'est établi à 11,51 % de la population active en juin contre 11,77 % en mai, a annoncé, lundi 6 juillet, le ministère du travail. Il a reculé pour le sixième mois consécutif et a atteint son niveau le plus faible depuis août 1982.

■ RUSSIE: la réorganisation du système fiscal doit être la première priorité du gouvernement russe s'il veut conduire le pays vers la stabilité financière mais aussi macroéconomique et politique, estime la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) dans un rapport publié mardi 7 juillet.

WUKRAINE: la production industrielle a, pour la première fois depuis 1991, augmenté de 0.7% durant le premier semestre, par rapport à la même période en 1997, a indiqué lundi 6 juillet le premier vice-premier ministre, Anatoly Goloubtchen-

HONGKONG: l'économie devrait continuer à se contracter et son PIB enregistrera cette année une baisse de 2,0 %, ont estimé lundi 6 juillet les experts de la Hongkong and Shanghai Banking Corp (HSBC).

United international Pictures: Franck Chorot a été nommé directeur général d'UIP en remplacement de Daniel Goldman.

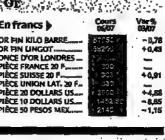


Ford, Renault et commence sa pro-

décidé, le 19 juin, de diviser le nominal des titres par cinq.

dants à posséder la technologie basse pression. C'est un plus, car l'externali-MÉTAUX (NEW YORK) sation des activités de fonderie est un mouvement lent mais continu, qui PLATINE A TERMIL. GRAINES DENRÉES BLE (CHICAGO)..... nous permet de produire des culasses en nombre croissant », souligne Sté-MAIS (CHICAGO). SOJA GRAINE (CHG.)..... SOJA TOURTEAU (CHG.). Montapet a su élargir son portefeuille de clients, qui, jusque dans les CACAO (NEW YORK). années 80, était essentiellement français. La société, qui était dépen-SUCRE BLANC (PARIS). dante du groupe PSA, fournit désormais de nombreux constructeurs. Le Pétrole groupe approvisionne notamment En dollars duction pour l'Audi A8. La société travaille également avec quelques WTI (NEW YORK)......... LIGHT SWEET CRUDE... constructeurs japonais, mais «Il s'agit de filiales installées en Europe, qui sont donc peu touchées par la crise asiatique », souligne Stéphane OE TO THE STATE OF

En francs OR FIN KILD BARRE. OR FIN LINGOT.....



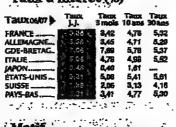
MONNAIES

• Dollar: le billet vert était stable, mardi matin 7 juillet, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 1,8160 mark, 6,0860 francs et 139.30 yens.

«La mission prioritaire qui a été confiée à la Banque centrale européenne est de préserver la stabilité des prix à l'intérieur de l'Union monétaire européenne (UME), a affirmé le président de la Banque centrale européenne (BCE) dans un entretien accordé au Figuro. Si nous y parvenons et si en même temps les Etats-Unis parviennent à maîtriser l'inflation, il n'y a aucune raison pour que l'euro et le dollar ne se stabilisent pas l'un par rapport à l'autre. » Soulignant par ailleurs que « le taux de change de l'euro relève avant tout de la responsabilité des gouvernements », M. Duisenberg ajoute qu'« en revanche, la BCE aura la responsabilité de décider s'il faut intervenir sur les marchés des changes et si cela est compatible avec l'objectif de préserver la stabilité des prix ».

Cours de change

roms.	ne en		100			in the state of	100	3.51.11	al III
07/07 12k30)	COURS	Coners	Cours	Cours FR.S.	CORUS	CONTS YEN 101	COURS		COUR
FRANC	8,07	6,63	89,98	3,98	2,97	4,32	0,34	3,35	- 847
DMMC	1,61	1,98	2,97	1,19	0,89	0.13	0,99	988	D,
LIRE (100)	1787,05	1946,48	2928,95	1173,36	874,13	1262,87	HEN	985,42	293,
YEN (100)	139,35	151,96	228,10	91,48	68,18	2272	7,80	76,83	22,
FLORIN	2,04	2,23	3,35	1,34	-	1.47	0,11	1,73	G,
FR. 5	1,52	1.86	2,50	****	0,76	1,09	0,09	0,84	0,
LIVRE	0,61	0,67	m _{ee}	6,40	0,30	0,44	9,08	0,34	0,
EQJ, ,,,,,,,	0,92	2000	1,50	. 9,60	0,4\$	9,66	0,51	0,51	0,
DOLLAR	paul	1,09	1,64	0,66	0,49	0,72	0,06	0,55	· 0.
47,000	1 f. Te.		ALC: T	·	. 😕 🕻	So tuis In			
Taux d	'intér	êt (%)	-	Mar	ché d	es cha	nges	



Matif Cours 12h30 Votame

watche des changes Devises 17h 35 BDF 06/07 06/07 ALLEMAGNE (100) 46,15 15,66 3,84 AUTRICHE (100) BELGIQUE (100) CANADA DANEMARK (100). ESPACNE (100).... ETATS-UNIS..... 3,67 5,78 105 FINLANDE (100) ... 10,38 2,25 8,85 3,66 TALLE (10009 ... JAPON (100)..... NORVECE (100) ... 2.95 71 PAYS-BAS (100)... 3,06

4

TAUX

• France: le marché obligataire a ouvert en hausse, mardi 7 juillet. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif. qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 9 centièmes, à 105,09 points. Le taux de l'obligation assimilable

du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,78 %. Norvège: la banque centrale de

Norvège (Norges Bank) a relevé, hundi 6 juillet, d'un demi-point ses deux principaux taux directeurs pour préserver la stabilité de la couronne et mettre fin à sa déprécia-

Le taux de l'argent au jour le jourest passé de 6,5 % à 7 %. Dans une déclaration, le gouverneur adjoint de l'institut d'émission, Jarle Bergo, a estimé que « la politique monétaire doit avoir pour objectif de maintenir la stabilité de la couronne face aux autres monnaies européennes, et . le relèvement des taux a été décidé en réponse aux récents développements sur les marchés des changes ».

Des éc

Chaque vene date same

ECONOMIE

I S MONDE / MERCREDI & JUILLET 1998 / 17

Pendant l'été Le Monde change votre quotidien

• Les savants de Bonaparte en Egypte du 13 au 25 juillet

Et du 27 juillet au 29 août cinq séries

- Et du 27 juillet Nos amies les grosses bêtes
 - Voyage en utopies
 - Les grands tubes de l'été
- Des écrivains étrangers parlent de leur France

· A la recherche d'une femme eskimo

Des nouvelles inédites Chaque vendredi, daté samedi du 17 juillet au 21 août

Tous les jours, jouez au grand jeu du « Monde »



18 / LE MONDE / MERCREDI 8 JUILLET 1998 . . . **FINANCES ET MARCHÉS** 548 420 951 28,40 38,55 314 29 40 47 720 6,60 279,50 344 15,10 36 612,25 36 513 409,20 444 294 575 646 125 1188
426
320
289,20
493
602
1004
1005
765
223
777
470
1000
114,50
1313
105,30
1633 - 1,26 - 0,32 - 1,92 - 1,92 - 1,92 - 1,92 - 1,92 - 1,93 - 1,93 - 1,93 - 2,98 - 2,98 - 2,98 - 2,98 - 0,93 REGLEMENT 3190 48 63 77 54 86 140 72 86 15 15 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 140 75 75 86 160 86 160 86 17 + 1,22 - 1,41 - 0,56 - 0,36 - 0,36 - 0,38 - 0,38 - 0,50 - 0,37 + 9,99 - 1,13 + 0,52 + 4,52 - 1,56 - 1,09 - 0,60 - 0,33 - 0,19 - 0,98 + 1,01 + 0,77 - 1,12 - 1,20 1 MENSUEL PARIS MARDI 7 JUILLET + 0,19 - 1,89 + 0,74 + 3,74 + 2,24 + 3,75 +0,28% Liquidation : 24 Juillet Taux de report : 3,63 CAC 40: Cours relevés à 12 h 30 4323,09 VALEURS FRANÇAISES coupon (?) Cours Derniers précéd. cours + 0.32 + 1,52 - 2,73 - 0,81 + 1,14 + 1,99 - 0,18 - 1,36 M6/71 Dynaction
44.35 Eds
55.36 Edflage
96.28 Elf Aquitaine
74.45 Eridania Begl
23 Essior Ind
5 Essior Ind
11.50 Europe
11.50 Europe
11.50 Europe
11.50 Europe Cr.Lyonnais(T.P.)

Renault (T.P.)

Rhone Poulenc(T.P) - 0,91 + 0,93 - 0,24 + 0,36 - 0,19 + 2,33 - 0,19 + 2,33 - 0,19 + 0,57 + 0,53 + 0,57 + 0,57 + 0,57 + 0,57 + 0,57 - 1,56 - 0,56 - + 0,34 Petrofina # ______Phatip Moorks # ______Phatip Moorks # ______Phatip NLV # ______Process Country for the process Country for the process Country for the phatip for the pha Saint Gobain(T.P.)....... Thomson S.A (T.P)....... + 0,65 - 0.67 - 0.79 - 0.79 - 0.29 + 0.66 - 0.13 VALEURS ÉTRANGÈRES Cours Derniers preced, cours coupor (1) + 1,60 - 1,84 - 1,30 + 0,38 148 2649 998 2002 677 244,10 257,20 254,50 158 111,20 255,10 30A 287 236,50 441 1,36 13,90 106 180,50 352 ALLIANZ AG. American Express
Anglo American # ...
Anglo American # ...
Anglogold Ltd # ...
Angold # ...
Argo Wiggins App....
A.T.I. # ...
Express Suntangled + 1,32 + 0,36 - 0,87 - 1,70 + 0,49 - 1,50 + 0,37 + 0,65 - 1,09 - 0,86 - 0,11 - 0,45 + 1,05 + 0,71 + 0,74 - 1,23 - 0,69 + 1,08 + 1,18 - 1,18 - 0,61 + 0,16 + 0,16 - 0,61 - 1,25 - 0,62 - 0,63 - 1,25 - 0,63 - 1,25 - 0,63 - 1,25 - 1,25 - 1,27 - 1,23 SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans et coupon détaché; • droit détaché. - 418 + 3,85 + 0,52 + 0,72 \$219 493 778 793 510 553 541 730 225 202 778 778 803 503 503 778 DERNIÈRE COLONNE (1): Lund dati mard : % variation 31/12 5 interball... + 0,25 + 0,32 - 0,55 + 0,60 + 2,75 Skis Rossignol...... Soc.Fonc.Lyonnai.a. + 1,69 -0,52 ACTIONS ETRANGERES 103,52 107,29 107,50 110,52 ACTIONS FRANÇAISES OAT 8,125% 89-99 #...... OAT 8,50% 90/00 CAI OAT 85/00 TRA CAI 1004 2,012 d 4,544 1,551 1,592 d 2,055 2,056 1,770 1,000 Cours précéd. Derniers COMPTANT Bayer, Vereins Bank Fiat Ord...... Bains C.Moraco. Bone Transations Bidermann Inti... 251 265 110 562 263 203 729 531 883 290 283 283 283 283 283 283 109,16 113,47 176,15 452 460 1051 330 327 724 401 210 250 250 4760 345 345 347 1995 343 1620 212 OAT 8,5% 91-02 eq..... OAT 8,5% 87-02 CAS..... OAT 8,5% 89-19 8..... da uour qu conbau OBLIGATIONS 1419 3420 279 115 6,113 £ 8,614 6,619 4,119 3,524 7,151 Nx: Bq. 9% 91-02 CEPME 9% 89-99 CA4... CEPME 9% 12-06 TSR ... CFD 9,7% 90-03 CB OAT 8,598,92-25 CAI SNCF 8,8% 87-94 CA 3059 2051 725 551 894 2500 2101 38,53 64,90 257,10 252 925 597 343,80 CLTRAM (B) Tanneries Fox (Ny Sema Group Pic #... Suez Lyon Easts 90.... CD161226G.... CFF 1073,58-98 CA# CFF 10,257490-01 CB# CJF 8,974,88-00 CA# **ABRÉVIATIONS** CRH 8,6% 92/94-03 CRH 8,5% 10/87-859 FR 6% 88-89 CA4 SYMBOLES 50 Franca 50 Gallard (M) 1865 Gallard (M) 1300 Gd Moul Strasbo 486 Hotel Lutetla 275 Hotels Deauville 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; II coupon détaché; © diroit détaché; 1051 1300 435 225 From, Paul-Renard... 2498 523 OATTMB 87/99 CAJ..... 100 1,600 29.00 Paul Predauk GESE P.C.W. 208 Petit Boy s.... 215 270 400 359 310 324,50 995 506 506 585 477 347 341 428 694 710 ■ Change Bourse (M) Gal 2000. GEODIS #_____ GEI Industries #____ 19 -130 -222 -729 **NOUVEAU MARCHÉ MARCHÉ LIBRE** CNIM CAL___ SECOND Petit Boy #____ Phyto-Lierac #____ Pochel Une sélection. Cours relevés à 12 h30 Une sélection. Cours relevés à 12 h30 Gleodet (Ly) #-----MARCHÉ 729 560 1179 320 100 580 MARDI 7 JUILLET **MARDI 7 JUILLET** C.A. Hite Normandie..... Une sélection Cours relevés à 12h30 CA Paris IDF... Age Radial # Roberts # Rob Kindy #..... Demiers 206,10 492 824 197 191 608 94 76 62,70 1016 1119 555 520 40 105 330 150 95 972 Cours précéd. Cours précéd. Demiers cours MARDI 7 JUILLET VALEURS : **VALEURS** 35.80 VALEURS \$5,60 1250 405 14,60 457 610 47 554 8,30 COURS COURS C.A.O. NOROW(II)

C.A. Oise C.C.

C.A. Somme C.C.

C.A. Somme C.C.

C.A. Coulouse (8)

C.A. Toulouse (8)

C.A. Toulouse (8)

C.C. Toulouse (9)

Desenting S.A.

Desentin CA Clise CO..... CA Somme CO.... CA Toulouse (B) ICC#-59,15 950 550 550 228 495 270 1000 406 145 612 139 456 800 337 334 1920 85 560 200 928 377 698 185,40 2183 718 155 675 490 Aciai (Ns) I ... Int. Computer # ____ + AS Adamona

ASS Inc. Computer # PASS IPBM | PBM Dwan Dubol... Aigle # _____ Albert S.A (Ns) Evrofins scientif. 551 40 439 477 1480 835 225 31,50 Arkopharma # -----Assystem # -------Boxe Picardie (Li)---ABREVIATIONS Gerser
Guyanor action 8 ...
Infonte
Joliez-Regol
La Cle Group B Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Naocy; Ns = Names. 5,3 170 116 166 1300 241 245,50 469 860 Boye Tameaud(B)#..... Bque Vernes-neteau CBI --SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; 4 cours précédent; © coupon détaché; o droit détaché; o effert; d = demandé; 2 offre réduite; 4 demande ron (Ly)#... 1055 620 373 Ret (Ly) #_____ réduite; # contrat d'animation. 1136,12 1234 122,5 125 135,37 125 664,94 125,30 15118,9 125,30 525,72 125,30 237,87 125,30 237,87 125,30 BRED BANQUE POPULAIRE SICAV et FCP Une sélection Oblig. ines caté 2844,71 189,52 318,11 217,21 97,31 221,98 2355,53 2144,09 1961,36 1099,53 7,487,97 enus Trimestr. D Cours de clôture le 6 juillet CDC-GESTION GOUR CHOSE DE CEPOS Émission Rachat Frais incl. net **VALEURS** SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT 174.91 49638 Nord Sud Dévelop. 0 + 2413.26
164.44 MULTI-PROMOTEURS CORP-CDC **AGIPL** 39045,14 30933,94 1079,97 1067,29 10567,29 420,76 370,45 9837,15 319,39 507,49 2889,61 2889,61 2899,78 2991,78 2716,17 Agipi Ambitlon (Azz)..... Agipl Actions (Axa)...... 2480.17 2480.17 Indicate Convert. C Indicate Convert. C Indicate Convert. C Indicate Convert. C Indicate Convert. D Indicate C BNP 3615 BNP Fonds communs de placements CM Option Modération . 114,12 Surope Ray COC TRESCR Antigone Trésorie . 1906.44
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.67
1257.6 Natio Court Terms LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE D BANQUE

317.67
21462,11
502,73
525,64
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,42
2346,4 1112.01 200.90 513.50 2109.78 200.92 1199.04 1199.04 1199.04 397350 2219,90 Natio Court Terme 2..... Natio Epargne...... Natio Ep. Croissance..... | Matural dépôts Sicre C. | 19946.79 | 1990até | Indocarn Natri Obig | Indocarn Orient C | 0.3846.89 to | 0.23 Final | Indocarn Orient C | 0.3846.99 to | 0.23 Final | Indocarn Unitagion | Indocarn Str. 5-7 C | Indocarn S 4263,68 181,39 Natio Ep. Patrimoine 215,88 11715,50 Natio Epargne Retraite .. LEGAL & GENERAL BANK 311,01 354,90 Natio Eparane Tresor.... 1084,70 1581,39 Fonds comm Natio Euro Oblig... 2147,08 1715,06 Sécuritaux Stratégie Actions Stratégie Rendement CREDIT DONNAIS Natio Euro Opport. 2384,15 1843,65 1164,59 5598,55 5259,75 Natio immobilier Natio Monétaire C. Natio Monetaire D..... 142,94 1291,31 233,56 905,81 875,49 280,07 80923,77 129.31 1207.51 12.63 705.53 714.36 148.52 148.53 148.53 Natio Oblig. MT C. Natio Oblig. MT D Natio Opportunitàs Natio Placement C.... SYMBOLES

SYMBOLES

Cours du jour; Natio Placement D.....

را

٩,

- 1000

- 45

ALC: N. A. C.

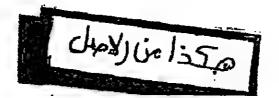
 $\{\mathcal{L}_{i,j}^{\infty}\}_{i=1,\ldots,m}^{\infty}$

325 CAT 1

16.12

And the second

Se la ser



NUCLÉAIRE A la demande du premier ministre Lionel Jospin, le député socialiste Jean-Yves Le

● UN RAPPROCHEMENT entre sûre-

çais de contrôle de la sûreté nu- de protection contre les rayonne- et de la recherche. • LA TRANSPAcléaire et de la radioprotection. ments ionisants (OPRI). ● Le dispositif prévoit la création d'une autorité

RENCE prônée par le premier ministre est aussi au cœur de cette ré-Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une reforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une reforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une reforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une reforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une reforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une reforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une réforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une rédigé une rapport proposant une rédigé une rapport proposant une reforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une reforme du système fran
Déaut a rédigé un rapport proposant une reforme du système franct une reforme

qui souhaite la poursuite de la filière nucléaire, estime que « le public doit d'abord avoir l'assurance qu'il y existe une autorité indépendante

Un parlementaire propose une refonte du contrôle des activités nucléaires

M. Jean-Yves Le Déaut s'attaque aux faiblesses de la radioprotection et préconise plus de transparence. Il suggère de créer une autorité indépendante chargée de la sûreté et de la protection contre les rayonnements qui s'appuierait sur l'expertise d'une nouvelle agence

LE DÉPUTÉ socialiste Jean-Yves té la réserve à l'Office de protection Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) a remis, mardi 7 juillet, au premier ministre le rapport « sur le système fronçais de sûreté nucléaire et de radioprotection » que le premier ministre, Lionel Jospin, kui avait demandé dans une lettre de mission datée du 6 mars. Le 19 juillet 1997, le premier ministre avait déjà marqué son attachement à une redéfinition du contrôle des activités nucléaires à l'occasion de son discours de politique générale. Plus près de nous, lors de la récente affaire des convois de combustible nucléaire contaminés, il avait aunoncé un projet de loi sur la transparence du nucléaire destinée à mettre « fin à une certaine culture du secret » (Le Monde du 15 mai). Le rapport que M. Le Déaut - qui est également président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - vient de rendre public devrait servir de base à l'élaboration

d'un tel texte. L'état des lieux qu'il a dressé est peu complaisant à l'égard du système chargé de contrôler en France la sûreté truciéaire et la radioprotection. Caractérisé par des « responsabilités et des compétences éclotées », celui-ci s'appuie sur pas moins de vingt services de l'Etat dépendant de six ministères. Une multiplicité des acteurs qui n'empêche pas pour autant l'apparition de «zones d'ombre ou de quasi-absence de l'Etat », en particulier dans le domaine de la ra-

Sa critique la plus sévère, le dépu-

contre les rayonnements ionisants (OPRI), qui a la responsabilité d'assurer la protection du public et des travailleurs du mucléaire contre les rayonnements naturels et artificiels, L'Office, souligne-t-il, ne pratique quasiment aucun contrôle de terrain, faute de moyens, Ainsi, 25 % des films qui permettent le suivi do-sinétrique des travailleurs sont développés par les exploitants euxmêmes, « sans aucum contrôle sur

LOI FONDATRICE Les exemples de tels dysfonction-

pements ne manquent pas. A sation de la Hague par laquelle sont évacués certains rejets des unités de retraitement des combustibles firadiés de la Cogema. L'OPRI, qui dans un premier temps s'était satisfait des mesures fournies par la Cogema, avait dû louer les services de la marine nationale. Mais ces frais supplémentaires, note le rapport, l'ont ensuite privé des ressources nécessaires pour remettre à niveau son informatique. Et puis, il y a eu aussi la contamination des anciens sites miniers, les restes anciens de matières radioactives de l'école de Nogent-sur-Marne, les retombées de Tchemobyl dont les effets sont encore sensibles sur certains sommets, les siguilles de radium abandonnées de Nice, les rejets des hôpitaux, les convois ferroviaires contaminés, etc. Autant d'« affaires » qui, seion M. Le Déaut, ont

	CTIFS	BUDGETS RE	nombre. 4	AUTE NSTALLA NUCLÉ
and the state of t		oc nairs	- 10 m	N
FRANCE				
autorité sûreté (DSIN) autorité radioprotection (DGS+DRT) autorité sûreté INBS (HCEA) autorité + expert radioprotection (DPRJ) expertise radioprotection + sûreté (IPSN)	220 2-8 10 180 400	850 ? ? 80 400	57	93
ALLEMAGNE autorité radiopratection + streté autorité radiopratection + streté Linder	340 400	375 ₩ ~ 800 ₩	19	~ 20
BELGIQUE autorité radioprotection + sûresé	100	85	7	~8
ROYAUME UNI autorité radioprotection + stirete expertise radioprotection	250 310	200 150	. 20 .	>25
SUEDE	125	80	12	
autorité radioprotection autorité sûreté	110	100	12	-

· DSIN e direct, de la slacté des justaliations nucléaires - DCS e direct, bénés, de la sauté

contribué à faire planer sur l'ensemble des activités nucléaires la suspicion du public. «La transparence » étant « la condition sine qua non de la confiance », le député de Meurthe-et-Moselle propose donc, pour pallier ces carences, d'entreprendre une série de réformes qui pourraient être formalisées par l'adoption d'une « loi fondatrice sur l'énergie nucléaire ». Ce texte pourrait s'articuler autour de trois mesures conditisant à la création d'une

autorité de sûreté et de radioprotection et d'un pôle d'expertise : Distinction entre autorité et

Contrairement aux systèmes aménicain et britannique, où un même organisme endosse les deux fonctions, le député insiste sur la nécessité de formaliser la séparation entre l'autorité et l'expertise. Un distinguo qui bi paraît assuré en matière de sûreté, mais « moins cloir » en matière de radioprotection.

Ces deux principes amènent Jean-Yves Le Déaut à suggérer que soient

protection et sûreté.

■ Rapprochement entre radio-

Souhaitant renforcer la radiopro-

tection, « parent pauvre de notre or-

ganisation », le rapporteur pré-

conise, comme en Grande-Bretagne

et en Allemagne, de rapprocher les

fonctions de radioprotection et de

créés deux organismes : - D'abord une « autorité indépendante de radioprotection et de sûreté nucléaire ». Constatant que les ministères du travail et de la sauté « n'ont manifestement pas donné dans le passé la priorité à la radioprotection », le rapporteur préfère confier cette fonction à une autorité unique qui regrouperait l'actuelle direction de la súreté des installations nucléaires (DSIN), une petite partie de l'OPRI et les services compétents des autres ministères. Cette instance serait chargée du contrôle de la sûreté dans les installations nucléaires et de la radioprotection des travailleurs, du public, de la surveillance des rejets dans l'environnement ainsi que du suivi des sources radioactives. Elle laisserait au politique – gouvernement

Pariement - le « contrôle des grandes options nucléaires » (création, démantèlement, mise à l'arrêt définitive des installations nucléaires).

- Puis une «agence française de radioprotection et de sûreté nuciéaire ». Pôle d'expertise, cet établissement public reprendrait les compétences et les personnels de

MF de subventions de sa tutelle, le

ministère de la solidarité (santé et

propres tirées essentiellement des

analyses des films permettant un

suivi dosimétrique des travailleurs

du nucléaire. Souffrant d'un cruel

manque de moyens, l'OPRI avait demandé pour le budget 1999 la

supplémentaires et une rallonge de

20 MF. Certains membres de l'OPRI

une fusion entre radioprotection et

ont fait part de leur opposition à

streté. Ils seraient favorables au

rattachement à l'OPRI de certains

creation de 22 dostes

services de l'IPSN.

travail), et pour 30 MF de ressources

l'OPRI et de l'ensemble de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). S'appuyant sur le principe de la séparation des rôles entre le contrôleur et le contrôlé, principe maintes fois exigé par les défenseurs de l'environnement, le rapport invite à couper le « cordon ambilical structurel qui relie encore l'IPSN et le CEA [Commissariat à l'énergie atomique] ». Il importe cependant pour M. Le Déaut de conserver des passerelles avec le CEA, afin de maintenir une recherche de haut niveau, qui pourrait aussi se nounir de l'appui des hôpitaux et des universités. Il

Pas de ghetto du nucléaire militaire

propose que l'autorité de silteré et

La distinction empa le domaine nodéaire militaire et le domaine nucléaire dvil inmodult souvent des complications en matière de sûreté et de radioprotection. Des différences de traitement existent parfois, que M. Le Déaut juge « injustifiées ». Ainsi, certains sites militaires comme Marcoule (Gard) tr'ont plus, proclame-t-il, de raison de relever du secret - défense. De même, il suggère de concilier les logiques propres aux installations, aux usines et aux systèmes d'armes militaires en créant pour ce secteur une inspection unique de sûreté et de radioprotection. Cette entité dépendrait du ministère de la défense et devrait, tout en préservant « la confidentialité nécessaire », domner copie de ses rapports au directeur de la toute nouvelle autorité de sûrcté nudéaire et de radioprotection envisagée par le rapport.

de radioprotection exerce une tutelle sur la nouvelle agence. Un complément de financement de XV IDURONS GE D'AIRCS PAR AIR, té par une augmentation de la redevance sur les installations nucléaires de base (INB) de 5 %, semble nécessaire pour « remettre à niveau la radioprotection ».

 Développement de la transparence et de la démocratie dans le contrôle du mucléaire.

L'une des fonctions de la réforme proposée est de « restaurer la confiance de la population ». Pour ce faire, le rapport propose d'instaurer un véritable contrôle parlementaire (proposition de noms pour la direction de l'autorité indépendante, discussion annuelle suivie d'un vote sur son rapport d'activité, et étude de

Afin de renforcer l'information du citoyen, M. Le Déaut préconise de « remorcer le rôle » des commissions locales d'information en leur permettant d'accèder à des contre-expertises, notamment internationales. Enfin, à l'image de ce qui existe déjà pour les risques dans les centrales, le député de Meurthe-et-Moselle encourage la création d'une échelle d'incidents pour la radioprotection qui « permette au public de hiérarchiser les risques et de se forger sa

propre opinion ». Ne reste plus qu'à inscrire, si le premier ministre en est d'accord, l'ensemble de ces propositions dans un projet de loi que M. Le Déaut souhaite voir adopter rapidement.

H. M. et S. Z.

Plus de vingt organismes dans six ministères

Le contrôle de la sûreté des installations nucléaires et de la radioprotection était jusqu'ici réparti en une constellation de directions et organismes, dont les principaux attendaient avec fébrilité les conclusions du rapport Le Déaut : installations nucléaires (DSIN).

Cet organisme, dirigé par Anché-Claude Lacoste, est placé sous la double tutelle des ministères de l'industrie et de l'environnement. Il élabore et suit l'application de la réglementation technique, mêne les

TROIS QUESTIONS A.,.

JEAN-YVES LE DÉAUT

Votre rapport est très critique

pour la radioprotection telle

L'OPRI n'a pas été à la hauteur.

qu'elle a été pratiquée par l'OPRI?

Je ne porte pas de jugement mais

procède à un état des lieux. Le ni-

veau de soutien à la radioprotec-

tion n'est pas à la hauteur de celul apporté à la sûreté. Le ministère de

la santé a beaucoup d'autres soucis

et n'a pas su dégager des movens

sufficante pour la radioprotection-

Ce qui fait que, dans ce domaine,

nous constatons un déséquilibre

dans notre filière nucléaire. Beau-

procédures d'autorisation relatives aux installations nucléaires de base (INB) et assure le contrôle des transports radioactifs. L'autorité de sûreté dispose d'un effectif de 219 personnes, et a bénéficié en 1997 d'un budget de 550 MF alimenté par une redevance sur les INB. Depui longtemps, la DSIN espère mettre la main sur la radioprotection. M. Lacoste, dans le dernier numéro

de sa revue. Contrôle (hún 1998). notait que « c'est nour le moment la tradition en France de séparer, sur le plan administratif, sûretê et

et de surveillance, et d'accèder

ainsi à la totalité de l'information.

3 Votre rapport insiste sur la né-cessité de maintenir la filière

cléaire. Enfin, offrir au citoyen, à COMMENTAIRE partir du moment où il se trouve à METTRE FIN proximité d'une centrale, les moyens de participer à des À LA SUSPICION commissions d'information locale

nucléaire, Pour quelles raisons? Je suis pour le nucléaire. Il faut garder une option ouverte sur cette filière d'autant que la France a pris à Kyoto des engagements de réduction des émissions de CO, et que les énergies renouvelables ne sont pas en mesure de remplacer les filières classiques et nucléaire. Mais cela passe par un certain nombre de conditions. La première, qui est l'objet de ce rapport, c'est un contrôle parfait de la sûreté et de la radioprotection. La deuxième porte sur la nécessité de prendre en compte la totalité de la filière. C'est ainsi qu'il faut régier le problème de l'avai du cycle et, donc, prendre la décision de lancer les laboratoires souterrains expérimentaux destinés à l'étude du stockage en profondeur des déchets radioactifs. Enfin, il faut commencer à réfléchir au problème du vieillissement et du démantèlement des centrales. Nous avons besoin pour cela d'une expertise de grande qualité penciant cette période. Les solutions proposées ne seront acceptées que si les autorités chargées de l'expertise et de la sûreté sont incontestées. A ces conditions, le nucléaire est acceptable et peut être

> Propos recueillis par Sylvia Zappi

> >)

radioprotection. Qui ne voit cependant que, sur le plan technique, streté et radioprotection sont intimement liés ? ».

• L'Institut de protection et de streté nucléaires (IPSN). Entité du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'Institut qui dispose d'un budget propre de 1 500 MF et d'un effectif de 1 270 personnes enviror est l'expert principal sur lequel s'appuie l'autorité de sûreté. La recherche représente 60 % de son activité, et l'IPSN s'appuie sur des équipements lourds (réacteurs Phébus et Capri à Cadarache) qui le placent parfois en situation de

Ebraniée par l'arrêt du surgéné-

rateur Superphénix et par une série

d'incidents mettant en cause la sú-

reté des installations nudéaires, la

filière nudéaire saura-t-elle saisir la

perche que lui tend le député Jean-

Yves Le Déaut ? Le rapport du pré-

sident de l'Office parlementaire des

choix scientifiques et technolo-

giques comporte en effet un plai-

doyer en faveur de la poursuite et

du renforcement de la filière nu-

déaire. Mais il s'applique à inventer

une loi pour faire passer le mes-

sage. Conscient que les exploitants

nucléaires ne peuvent continuer à

déroger aux règles qui s'appliquent

à l'ensemble des industries, le dé-

puté socialiste esquisse ce qui pour-

rait être la fin de l'exception du nu-

 L'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI). Créé en 1994, il succède au Service central de protection contre les ravonnements ionisants (SCPKI)

contrôleur-contrôlé. L'IPSN

craignait une séparation entre

pas d'objection à l'absorption

recherche et expertise, et ne voyait

dont la crédibilité avait été ébranlée par l'épisode du nuage de Tchemobyl. Chargé de la radioprotection des travailleurs et du public, il dispose de 180 agents « équivalent temps plein ». Son budget de 75 MF provient pour 45

aile écologiste avec la fermeture de Superphénix, il s'est employé à garder le cap de ses prédécesseurs pour lesquels le nudéaire constituait déjà la principale source d'énergie et un secteur clé du commerce extérieur. La future loi sur la transparence doit mettre fin à des carences certaines en matière de radioprotection, mais nullement remettre en cause un choix énergétique pleinement assumé. Dominique Voynet l'a bien compris, qui emboîtait récemment le pas à son rival de l'industrie. Christian Pierret. en déclarant en substance true le nudéaire constituait une arme de thoix dans la lutte contre l'effet de serre. Une façon d'enterrer la revendication historique de ses amis

déaire francais. Il semble dans la ligne que s'est fixée le premier ministre depuis son

arrivée à Matignon en juin 1997. Depuis son discours de politique générale. Lionel Jospin s'est efforcé de rendre le nucléaire ac-

Tout en donnant un gage à son

d'une sortie du nudéaire.

Puisqu'il faut continuer, au moins jusqu'au renouvellement du parc, à vivre à l'ombre des centrales, autant le faire avec la confiance de la population. Il a fallu attendre que le programme d'équipement électronucléaire français (1973-1997), pour que se manifeste une volonté de réformer des structures trop nombreuses et trop dispersées, source d'opacité. L'enjeu est ailleurs. Le gouvernement a devant lui une lourde échéance : le remplacement ou non, en 2010, des premières tranches nucléaires vieilles

de quarante ans. clame pas. Les partisans du nudéaire sauront-ils se départir de leurs vieux réflexes ? Si la volonté politique est réellement là, elle pourrait déjà prendre corps à travers des mesures simples, comme par exemple, la publication systématique des documents et la définition de procédures permettant enfin aux experts et contre-experts de dialoguer sur des bases

Hervé Morin et Sylvia Zappi

BREVET 1998 Retrouvez les résultats et corrigés sur Minitel

3617 LMPLUS

Résultats Grandes Ecoles

Admission

ESSEC

3615 LEMONDE

coup des dysfonctionnements relevés ces dernières années sont dus à des défauts de protection contre les ravonnements ionisants. Pour ces raisons, la radioprotection doit être à la hauteur si on veut donner confiance dans le nucléaire. Quelles mesures doit-on pren-L drepour rétablir la confiance...?

SA 3437

Tchemobyl a laissé des traces. Le public doit d'abord avoir l'assurance qu'il y existe une autorité indépendante qui lui dira toute la vérité. Cela implique plusieurs changements de fond. Mettre fin à la culture du secret en cours depuis des dizaines d'années dans le nucléaire français. Faire jouer la

démocratie pour qu'il y ait un réel contrôle parlementaire, une réelle autorité de décision en l'absence de toute pression de l'exploitant ou de certains départements ministériels. Donner les moyens au Parlement de discuter de ces questions du nucléaire. Mettre en place une loi fondatrice du nu-

S. O. S. Balzar

La rue des Ecoles à feu et à sang

GRAND prédateur de lieux maintenus dans leur jus d'époque, le groupe Flo vient de s'attaquer au olus mince, mais non au moins coriace d'entre eux : le Balzar. Ça fulmine autour du 49 de la rue des Ecoles. Les clients fidèles de l'antique brasserie serrent les rangs et positionnent leurs machines de guerre. Il ne sera pas dit qu'on leur aura ôté aussi facilement leur droit d'octroi sentimental sur l'endroit,

Il faut dire que, depuis un siècle, ce Balzar appartient autant à ses propriétaires qu'à ceux qui le fréquentent. Les strates d'habitués qui en ont usé les banquettes ont toujours pensé que la concession était à perpétuité, Confidentielle, mais libre d'entrée, cette maison a servi avec constance de point de rassemblement à tout un monde de pensée éveillée, qui trouvait là de quoi se nourir les méninges en même temps que de céder honnêtement à sa faim. La gratinée Balzar et le steak au poivre sortaient du tender des cuisines, toujours saisis à point pour faire rugir la machine de devant, l'infatigable, l'inépuisable, la ronfiante locomotive à idées. Sur le glacis nord du 5 arrondissement, on savait où se retrouver. La casemate paraissait imprenable.

Mais plus rien, désormais, n'est protégé par le sacré. Pour un léger milliard de centimes, le 1º avril, Flo faisait souplement main basse sur la place. Consternation. Un premier cercle de courroucés se rassemblent et appellent à la riposte. Certes, il y avait de l'amusement à monter au créneau avec autant de vélocité, mais du déplaisir aussi et beaucoup de vexation à voir débarquer sans se faire armoncer ce capitaine Fracasse de la restauration, éléphant ici en mouvement dans de la porcelaine. Même chez soi, on n'était plus à l'abri de lourdauds faisant argent et profit de tout. Aux armes !

La vanille



Jean-Paul Bucher, le boss, avait déjà dépêché certains de ses hommes au Balzar, et le 25 juin, à 20 h 30. c'est le nouveau directeur de salle qui fait face à une petite centaine de dîneurs, tous de mèche, tous prêts à en découdre avec l'autorité. On interpelle, on proclame, on déclame, on se prend un peu trop au jeu, on temporise, on se calme, et puis on passe à table. Désastre, rien ne va, tout paraît exécrable. Les serveurs, amis de toujours ou transfuges de fraîche date, se faisaient discrets. La soirée devenait déplaisante. Elle se termine vers I heure du matin, et l'on se quitte persuadés d'avoir désormais à affronter le pire des marchands de soupe tenant enseigne dans la capi-

- 1

Repéré et signalé pour son cadre, son emplacement et la clientèle si considérablement originale que l'on peut y tutoyer, ce restaurant n'a jamais passé pour un foudre gastronomique. Ses pratiquants les plus sérieux admettent que l'on y a toujours mangé assez mal, que c'était d'une mauvaise petite qualité mais de qualité. De nos souvenirs à nous restent des andouillettes de 11 heures du soir, assorties du décryptage de films japonais consommés dans l'ombre des cinémas du quartier. Rien de bouleversant, rien de scandaleux.

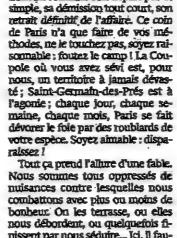
L'autre soir, pourtant, le dîner administré par l'empire Flo, qui dans certains de ses dominions sait faire

beaucoup mieux, était parfaitement regrettable. Escargots dits « de Bourgogue » momifiés par les grands froids, bar grillé au fenouil. quit - calqué de l'intérieur - sons les soleils de Satan, baba de complexion si compacte que le rhum même hésitait à le fréquenter. Repas-gag. L'ambiance était pourtant joyeuse, les tardifs pressés de se mettre au chaud, et le personnel. qui se trompait de commandes avec une grande régularité, ne paraissait pas encore vraiment effrayé; troublé seulement.

AFFAME D'HONNEUR

Cependant, la rogne qui s'est emparée des déboussolés du Balzar, elle, ne retombe pas. Elle gronde, s'amplifie, devient affaire d'honneur. Une association loi de 1901 vient d'être créée qui accueille déjà trois cents membres. Thois cents furieux - avec références, influence et connaissances - qui n'en démordent pas. Il faut faire toucher les épaules au géant Bucher, symbole de la goujaterie, explorateur parvenu du grand capital marchand, dessoudeur irréfléchi de toutes les ententes cordiales. Un monstre.

De sa forteresse, le Barbe-Bleue a



fait savoir qu'il était disposé à rece-

voir des plémpotentiaires et à discuter le coup; à prendre même la tête - le main - du mouvement de

défense comme cantion à son ser-

ment de ne cien toucher à l'oreani-

sation spirituelle et morale de l'éta-

blissement. Les balzaristes, eux,

iront hij réclamer son départ pur et

nuisances contre lesquelles nous combattons avec plus ou moins de bonheur. On les terrasse, ou elles nous débordent, ou quelquefois finissent par nous séduire... Ici, il faudra être tout particulièrement attentif à la conclusion, et à sa parabole.

Jean-Pierre Quélin

* Brasserie Balzar, 49, rue des Ecoles, 75005 Paris, Tél.: 01-43-54-13-67, Carte: 200-300 F. * Association Les Amis du Balzar. 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

Dans les cuisines du Crillon, le chef pâtissier Christophe Felder a résolu e dijemme en utilisant dans ses desseits un mélange composé à 3/4 de Bourbon et 1/4 de Tahiti. Dans ses abricots poélés au beutre et à la cassonade il gratte su dernier moment le

contenu de quelques gousses. Les petites graines fruits qui n'ont pas servi jusque-là. Les industriels de la glace n'out pas cette délicatesse. Pour donner un bel aspect à leurs produits, ils utilisent en fait de l'arinne de vanille et des gousses « épuisées » (dont on a défà entrait le suc), une fois réduites en poudre, elles marquent. la glace de petits points noirs pour lui donner un aspect naturel.

Guillaume Crouzet

🖈 Vaniše Bourbon vendue en grande surface Maiile ou Vahiné. 15 Fenviron les deux gousses. Vanille Tahiti, par correspondance, 50 F les trois gousses (25 g) chez Thiercelin au 01-42-68-09-71, ou 70 F les cinq gousses (30 g) chez Gustave Bourgois au (1-53-35-80-96. Il existe un bon « sucre vanillé des

BOUTEILLE

AOC sancerre rouge

Domaine la Moussière 1996 cuvée Génération XIX

A Sancerre, sur l'un des affieurements crayenx de la rive gauche de la Loire, le vignoble, d'une grande densité, contraste avec les étendues apaisées de Pouilly-sur-Loire, de l'autre côté du fleuve. Le cépage sauvignon est l'âme du Sancerre, initté dans le monde entier. Le pinot noir devait-il se mesurer aux puissants voisins bourguignons? Ce n'est pas le moindre des mérites d'Alphonse Mellot que d'avoir sidé à la définition d'une expression du cépage propre à ce terroir. Installée à Sancerre depuis 1513, la famille Mellot compte anjourd'hui dix-neuf générations de vignerons passionnés. D'où le nom d'une cuvée du domaine de la Monssière, exceptionnelle à bien des égards. De couleur rouge pourpre, le millésime 1996, avec un nez de fruits rouges bien mûrs, offre une excellente intensité aromatique et en bouche, une très élégante expression du pinot noir. C'est un vin équilibre aux tanins souples. Il est à boire dans la fraicheur de sa jeunesse, mais pourra aussi attendre quelques années pour exprimer dans la maturité la passion qui l'a fait nature.

★ Génération XIX rouge 1996 : 120 F la bouteille, Dornaine Alphonse Mellot. 1, rue Porte-César, 18300 Sancerre, Tél. : 02-48-54-07-41. Télécopie : 02-48-54-

TOOUES EN POINTE

Bistrots

■ C'est im des bastidons de Claude Terrail sur la place royale, un bistrot qui fut sélect naguère. Le patronage de Marc-Annibal, le cadre cossu et la clientèle internationale en font encore un gentil restaurant ouvert en août, où la poule au pot du bon roy Henri et les autres plats du marché se déclinent au gré des saisons: foie gras maison et gelée au vin doux, ceufs mollets en verdurette, gaspacho andalou, gratin de fruits rouges et soufflé au grand marnier. Le chef de rang s'évertue avec courtoisie à régier l'ordre du service, tandis que le jeune chef de cuisine présente son parmentier de homard au gratin, Menu : 130 F. A la carte, compter 230 E.

* Paris. 2 bis, place des Vosges (75004). Tél.: 01-42-78-58-16. Fermé le lundi.

LE BONHEUR DE CHINE

■ Devant la célèbre cité-jardin d'Henri Sellier, l'Installation d'un restaurant chinois luxueux, avec deux vastes espaces, un salon, une vaisselle signée Bernardand et de l'argenterie armoniée, avait passablement surpris. Jusqu'à la déconverte du prodige : le queux n'est autre que l'un des frères du cuisinier Chen à Paris (15, rue du Théâtre, Paris 15°), dont l'épatant canard laqué pékinois est toujours le meilleur de la capitale. Cauchemar célinien à Meudon, bonheur à Suresnes ! Cet été, un nouveau plat traditionnel est à l'houneur. C'est la fondue de poisson et crustacés que chaque convive fait cuire, sur la table, dans un bouillon aromatique et mête ensuite de sauce saté ou de soja. Plat de saison, charmant et convivial, dont l'intérêt réside dans la qualité du bouillon et des sances, et la fraicheur absolue des produits. Menus : 65 F et 89 F (déjeuner semaine), 130 F (midi et soir). A la carte, compter de 200 F à 300 F.

* Rueil-Mahnaison, 2-6. allée Aristide-Maillol (92500) face au 35, avenue Jean-Jaurès à Suresnes, Tél.: 01-47-49-88-88, Tous les jours, Ouvert en août.

Gastronomie

OUSTAU DE BAUMANIÈRE

■ Dressées au-dessus du bocage maraîcher d'une exceptionnelle profusion, les Alpilles, qui ont inspiré à Vincent Van Gogh les plus intrigants l'Oustan de Baumanière au pied du village des Baux-de-Provence. Le caneton à l'orange, l'omble chevaller farci, la poularde aux morilles, le feuilleté de ris de veau, le gigot en croûte étaient l'héritage de Jean-André Charial, petit-fils de Raymond Thuillier, le fondateur. La recherche hésitante d'un nouveau style fit un moment douter des capacités de l'équipe maintenne en place de trouver un second souffle. Charial n'aime pas les bouleversements. Il vient de confier au Breton Marc Tizon, l'ancien chef du Palais à Rennes, le soin de rénover la carte, en douceur, à commencer par les poissons. Travail d'orfèvre de la part de celui qui ap- 🃜 prit au jeune Olivier Roellinger la maîtrise des épices et des cuissons. Un festival de saveurs justes avec le pavé de loup, beurre rouge et olives noires, le tronçon de sole rissolé aux cébettes et poireaux, jus au poivre à queue de cerise, la dorade royale rôtie entière à la broche au beurre de tellines. Un travail de « milieu de terrain » qui, peu à peu, devrait inspirer toutes les parties du jeu culinaire de cette splendide maison. Memu légumes: 490 F. Menn: 750 F. A la carte, compter 800 F. * Les Baux-de-Provence (13520). Tel.: 04-90-54-33-07. Tous les jours en

Jean-Claude Ribaut

Il n'y a pas que Tarzan qui fasse grand usage des Ilanes. A défaut de s'en servir comme d'un moyen de locomotion, les cuisiniers du monde entier ont depuis longtemps apprivoisé les fruits de l'une d'entre elles : la vanille. Recensée à différentes, seules deux variétés font réellement l'objet d'un commerce : la vanille Bourbon et la vanille Tahiri. La première originaire de la Réunion n'est plus guère produite dans l'île qui lui a donné son nom et dont la dernière grande coopérative de « vanillards » a fextué ses portes il y a quelques mois.

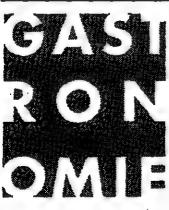
La Bourbon que nous achetons en France provient la plupart du temps de Madagascar ou des Comores. La vanille Tabiti, cent fois moins répandue que sa cousine, est cultivée exclusivement en Polynésie où deux amiranx, Hamelin et Bonard, ont acclimaté cette plante au milieu du siècle dernier. Que les navi se soient intéressés à cette liane n'a d'ailleurs tien d'étrange, on raconte qu'entre mai et août, saison du séchage de la vanille, les marins de l'époque devinaient les côtes des îles avant

même de les apercevoir tellement विशेष स्विशेष स्थापनी देश parfum de cette épice. Naviener an nez ne porrvait toutefois se

faire ou'à certaines saisons, car les gousses cueilles encore vertes sur le vanillier n'ont ébouillantage puis une longue période de séchage alternativement au soleil et à l'ombre qu'elles acquièrent tout ieur fumet. Tabiti et Bourbon ne différent pas seniement dans leur conformation (la première est plate et chamme, alors que la seconde est plus ronde et longligne), mais leurs artimes les caractérisent aussi. Certains chefs comme Alain Ducasse me jurent que par la vanille polynésierne, deux fois plus chère, mais qui embanne l'anis et le poivre et dont la savent reste en bouche blen plus longtemps que la Bourbon. D'autres culsiniers, comme Jean-François Rouquette de la Cantine des Gourmets à Paris, trouvent la Tabill « entétante et malhabile à doser. Elle est si concentrée qu'elle fait parfois penser à un arbine artificiel, ajoute-t-il. Je préfère la rondeur de la Bourbou ».



isles a chez Alsa, 7,60 Ferrytron les sòc sachets.



PARIS 5

SUSAN'S PLACE *
Tex Mex *
(or pe'ts Européen du *
medieur Chil Con Curae) *
Hampin d'or pour *
to TEXAS NACHOS *
Plats vicolatifers meniciples *

PARIS 6º

LE POUDOR depais 1845
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire Mass midi 55 E, 100 F et Carte 90/120 F - 41, ma Musiatr La Prison 12 01:43.26.95.24 - 0.111, jespin 0630

PARIS 69

ALSACE A PARIS 01.432621.48 9, pl. St-André-des-Arts, 6e - SALONS RESTAURANT - BRASSERIE MENUS 119 F et 169 F Grande Terrasse ombragée Parking devant l'établissement.

PARIS 50

PARIS 3º

Spécialités Thallandaises

Spécialités de poissons.



Le Porte Bonheur

asboury St Decks

19, boulevard Saint-Martin

Tal.: 01 42 74 72 91

PARIS 6 Vagenende judit is Cuisine traditionnelle et du marché

Service continu ILJ de midi à Ils du matis

142, bd Saint-Germain - 0143.26.68.18

PARIS 6º

CHEZ GANDHI-Bonne table indienne de Paris Recognissendé par les guides gastronomôqu Env. 150 F. Saille clamatiefe. Fermé handi mis

PARIS 6º



Rés: 01 43 26 67 76 Ouvert jusqu'à 2 is du matin Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 7º



PARIS 7º

1

LES MINISTERES depuis 1919 un brin de Paris Mean 169 F apéritif et vin compris servi même le samed et dimarche 30, rac da Bac - TO. 01.42.61.22.37 PARIS 8º

Use PATIO UNIQUE of colors on 142, Av des CL-Bysies - 91,44,13,84,26 FLORA DANICA (165 F) COPENHAGUE São dissistin MENU 240 F (boisson comprise) MINE, SENON, INTE, CHIEN SHE

PARIS 8º

bis, vue Juan Memoor (Voltorier le autr) Roud-Point des Champs-Elysées TG, 01.43.59.18.40 - 01.42.89.16.69 Tex : 01,42,39,30,55 (Ferm, Sem, midi et dim Petit Yvan: 1 his, rue Jean-Merusca. 75008 Paris - Tél. 01.42.89.49.65 Yvan sur Seine : 26, quai du Louvre 75001 Paris - Tél. 01,42,36,49,52

PARIS 9º

TY COZ 01.48.78.42.95/34.61 PLATEAU de PRUITS de MER 195 F POISSONS - CRUSTACES Menu de la "Mar" le soir : 170 F Fidim., fundî soir - Climatisê

PARIS 11°

RESTAURANT; SAMRATE URRY of CRILLADES TANDOC

PARIS 12º

LE MANGE TOUT Calston traditionselle Spécialités Rosseyue, Chemy, Aveyvon. Mens severu 190 f. (vin compris) Mens du Jour 99.50 F. Carte 129 F. et 159 F. 2A, bd de la Bassille - Till. 11.43.95.16 Le soir - Sarvice après OPERA et Specialie

PARIS 14* Moniage Guillaume lité de Poissons et Bo

Homards du VIVIER. Terrasses - Salon paniculier 25 pers. Menu carte d'été : 185 F/245 F 88, me de la Tambe-Laoire, Tét. 01.43.22.96.15

PARIS 14º

LA CREOLE. Ouvert tous les jours - 01.43.20,62.12 Spécialités des lies, dans une àuxuriance de verdure et de souries. Le rendez-vous du show-bizz, des aris et des latires. L'un des plus ànciens restaurants antillais de la capitale. Carte 220 F enn. 122, boulevant du Montparmasse

PARIS 14°

PARIS 14º AU MOULIN YERT

À deur pas de la rue d'Aléa, cette accuellante chaumière papose un menu-carte exceptionnet à 185 F, lèt maison, vin et caté compris. Douze empéss (terrine de loie gras, saumon méniré ...), un grand choix de viendes et poissons (escalope de seumon aux morites, magnet aux bales de cassis ...) et le choix entre fromage ou dessert font de catée adresse un cles mellieurs rapports auxiliéraire de la menu "exprese midi" à 109 F Ouvert TLL et TOUT L'ÉTÉ 34 bis rue des Plantes - 01.45.39.31.31

PARIS 16º





Ce qu'il

阿CROISES

KAR.



600

BROW HIS 医海绵 医皮质性

ES EN POINTE

W Tables the party of the second of the

大学 大学 は かいかい かいかん the state of the s Marie Town Administration of the second and the standard of the second of the second

A CONTRACT OF SHIP AND · · Maria Baraffina alla la MA SHOW

Amélioration par l'ouest

MERCREDI, un vaste anticyclone situé sur le proche Atlantique se renforce sur l'ouest du pays. Une perturbation aborde l'Irlande, et affectera jeudi le nord de la France.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages et les éclaircies alterneront une bonne partie de la journée. Il fera frais, 17 à 20 degrés l'après-midi. Nord-Picardie, Ile-de-France,

Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages resteront nombreux toute la journée, avec quelques pluies le matin sur les Ardennes, Les températures maximales avoisineront 15 à 19 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le ciel sera convert le matin avec quelques pluies faibles, puis l'après-midi le ciel sera très nuageux avec de timides éclaircies, Il fera de 16 à 20 degrés au meilleur moment de la journée. Poltou-Charentes, Aquitaine,

Midi-Pyrénées. - Les nuages du matin laisseront place à de belles

éclaircies l'après-midi. Le thermomètre marquera 23 à 25 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages seront nombreux le matin, avec quelques pluies faibles sur le relief. De belles éclaircles reviendront l'après-midi, mais le ciel restera plus muageux sur le relief. Il fera 17 à 20 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil sera au rendezvous toute la journée sur l'ensemble des régions. Mistral et tramontane souffleront à 80 km/b en rafales. Les températures maximales avoisineront 25 à 29 degrés.



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

GRANDE-BRETAGNE. La compagnie British Midland propose des billets d'avion (Paris-Londres à partir de 853 F) combinés avec le Heathrow Express, nouveau train rapide reliant, en quinze minutes, la gare de Paddington, proche de la City. Le ticket de train (100 F environ) est offert jusqu'au 7 août pour l'achat d'une place en classe Affaires. Au retour, on peut enregistrer ses bagages en gare de Paddington. Ré-servations au 01-48-62-55-65.

PARIS. Moyen de transport et promenade, 4 Batobus naviguent sur la Seine de 10 heures à 22 heures, chaque jour jusqu'au 11 octobre. Escales: tour Eiffel, le Musée d'Orsay, Saint-Germaindes-Prés, sur la rive droite, puis, dans l'ordre, rive gauche, Notre-Dame, l'Hôtel de ville et le Louvre, Forfaits: 1 escale, 20 F; 1 jour, 60 F; la saison, 250 F. Renseignements au 01-44-11-33-99.

PREVISIONS PO	URLE OS MINI	-T 1992	PAPEETE	23/29 N	KIEV	12ma f	Marie	4004 D	LE GAME	7000 0	TO HAND THE TOTAL STATE
Ville par ville, les	minima lovenima	1770	POINTE-A-PIT.			13/19 5	VENISE	19/24 P	LE CAIRE	20/33 5	
as Been de del ma	- Allino - Vicinstinia C	: vemperator	E POINTEMPIL.	26/31 N	LISBONNE	17/26 S	VIENNE	12/15 N	MARRAKECH	19/34 S	A CARLON AND AND AND AND AND AND AND AND AND AN
et l'état du ciel, S :	cosoleillé; N : muag	em:	ST-DENIS-RE.	19/25 S	LIVERPOOL	12/20 N	AMERIQUES		NAIROBI	13/22 C	A THE ASSET
C : couvert; P : phuis	e: * : neige.	•	EUROPE		LONDRES	12/22 C	BRASILA	11/29 5	PRETORIA	1/22 S	THE SECOND SECON
			AMSTERDAM	12/16 N	LLD/EMBOURG	8/15 N	BUENOS AIR	3/11 S	RABAT	18/25 N	1000000000000000000000000000000000000
FRANCE métrope		9/17 N	ATHENES	22/32 S	MADRID	13/32 5	CARACAS	25/30 P	TUNIS	22/30 S	
	27 S NANTES	11/21 K	BARCELONE	18/27 N	MILAN	19/26 5	CHICAGO	20/28 N	ASE-OCÊAN		
BIARRITZ 15/2	21 N' NICE	19/28 S	BELFAST	13/18 N	MOSCOU	13/19 P	LIMA	13/21 C	BANGKOK	25/32 N	The state of the s
BORDEAUX 15/2	24 N PARIS	10/19 N	BELGRADE	13/24 P	MUNICH		LOS ANGELES				
BOURGES 10/2	21 N PAU	13/21 N	BERLIN			9/15 P		17/23 5	BOMBAY	27/29 P	
	18 N PERPIGNAN			10/13 P	NAPLES	19/28 5	WEXCO	14/26 \$	DJAKARTA	25/31 C	
CAEN 12/		18/25 \$	BERNE	10/16 N	OSLO	9/23 N	MONTREAL	18/24 N	DUBAI	31/38 \$.	
		11/20 N	BRUXELLES	11/17 N	PALMA DE ML	18/29 5	NEW YORK	20/24 P	HANOI	27/31 P	(1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1)
	17 N ST-ETIENNE	11/19 N	BUCAREST	15/29 S	PRAGUE	9/12 P	SAN FRANCIS.	13/19 N	HONGKONG	25/28 9	
	21 N STRASBOURG	9/19 N	BUDAPEST	12/19 C	ROME .	18/26 5	SANTIAGOYON	-6/14 S	JERUSAL FM	THE T	
DUON 11/2	20 N TOULOUSE	15/24 N	COPENHAGLIE	11/17 P	SEVILLE	18/34 S	TORONTO	19/25 P	NEW DEHLI	28/33 P	
GRENOBLE 13/	22 S TOURS	10/20 N	DUBLIN	11/20 N	SOFIA ·	11/26 5	WASHINGTON	22/32 C	PEKIN	22/30 C	
IN LILLE 11/	18 N FRANCE		FRANCFORT	10/17 N	ST-PETERSR	15/20 P	AFRIOLE	2032			
LIMOGES 13/2		24/30 P						****	SEOUL	25/30 C	
LYON 13/			GENEVE	13/21 N	STOCKHOLM	11/17 P	ALGER .	16/28 \$	SINGAPOUR	27/31 P	1 PARTIES PRANCE
		27/30 C	HELSINKI	13/21 P	TENERIFE	16/20 N	DAKAR	23/28 \$	SYDNEY	7/16 P	And the state of t
MARSEILLE 18/	28 S NOUMEA	19/23 5	ISTANBUL	22/31 S	VARSOVIE -	torts N	KINSHASA	20/30 C	TOKYO	24/31 C	Situation le 7 juillet à 0 heure TU Prévisions pour le 9 juillet à 0 heure TU

PRATIQUE

The Contract Contract

. . . .

. . .

1.0

:--

Ce qu'il faut savoir pour louer un coffre à la banque

A L'APPROCHE des vacances, où mètres cubes, et de la valeur de son contenu. La dimension standard est précleuses disquettes qui contiennent le travail d'une année? Un coffre à la banque peut apporter la solution. Encore faut-il le trouver Certains établissements, comme le Credit lyonnais, pratiquent exclusivement la location annuelle. La location temporaire mensuelle est possible au Crédit agricole, à la BNP et à la Caisse d'épargne. La Société générale loue au trimestre et la BRED, pour six mois minimum.

La BRED, la Société générale et la coffres à leurs clients, « même si le compte ne fonctionne pas », précise-ton à la BRED, où 30 % seulement des née). agences sont équipées, avec des clients: 800 francs (au lieu de 470) pour le premier prix. Quelques banques demandent un dépôt de garantie, même à leurs clients réguiiers: 650 francs au Crédit agricole, 1 000 francs à la Caisse d'épargne. Le prix varie en fonction de la capacité du coffre, évaluée en déci-

ocrtaines banques proposent de tout établissement à l'autre : 319 francs petits coffres (15 dm³ à la Caisse au Crédit agricole, 1 500 à 2 000 d'épargne et 19 dm³ à la BRED). Le premier prix pour la location annuelle, avec un plafond de valeur de 200 000 francs, est de 340 francs à la Caisse d'épargne (pour 15 dm'), 410 francs à la BRED (pour 19 dm'), 470 francs au Crédit lyonnais, à la Soclété générale et à la BNP, 475 francs au Crédit agricole. Le loyer au Crédit agricole est de 159 francs pour un Caisse d'épargne réservent les mois et de 318 francs pour deux mois. A la Caisse d'épargne, il s'élève à 250 francs (contre 340 francs à Fan-

Si l'on n'a plus besoin du coffre, ou listes d'attente en région parisienne. si l'on refuse l'augmentation du prix A la Société générale, les clients ef- proposée par la banque, on peut fectuant peu d'opérations devront mettre fin à la location par lettre reverser un dépôt de garantie de . commandée avec accusé de récep-2 500 francs. A la BNP, le tarif de la lo ... tion. Le délai est en général d'un cation est plus élevé pour les non-mois. Au Crédit agricole, il est ramené à quinze jours avant la date anniversaire de la location en cas de révision du près.

Le locataire du coffre se voit remettre une clé unique, même s'il y a plusieurs colocataires, ou bien une procuration. La banque ne possède pas de double de la clé, et en cas de

perte le coffre ne pourra être ouvert que par effraction. Le coût de l'opération varie considérablement d'un établissement à l'autre : 319 francs francs à la BRED, 1750 francs à la Caisse d'épargne, de 800 à 3 000 francs selon la taille du coffre, pius les frais de déplacement à la Soclété générale et à la BNP, et... de 5 000 à 6 000 francs au Crédit lyon-

La banque n'a pas à commaître le contenu du coffre. Les contrats précisent seviement qu'il est interdit d'y placer des produits périssables, polluants et dangereux. A la Société générale, on signale que « les supports informatiques, notamment les originaux ou copies de bandes magné-

autorisés », en raison des risques de 62 000 francs à la Société générale. Si démagnétisation. Pour passer outre, il faut souscrire une assurance complémentaire.

PLAFOND OF WILLIAM »

La notion de « plafond de valeur du contenu » ou de « montant madmum des valeurs déposées » est très importante, car elle fixe les limites de l'indemnisation en cas de sinistre. La plupart des banques proposent trois montants: 250 000 francs, 1 million et valeur illimitée. Plus le plafond est élevé, plus cher est le loyer, avec des différences sensibles selon les banques : pour un grand coffre supérieur à 5 000 décimètres cubes avec garantie illimitée, le loyer annuel sera

les coffres sont dévalisés, les petits malins qui auront opté pour la « voleur illimitée » ne doivent pas espérer se faire rembourser des diamants qu'ils ne possédaient pas, car pour être indemnisé il faudra prouver que l'on avait bien les pierres précieuses.

Lorsque survient un sinistre, deux cas peuvent se présenter. Si le contenu du coffre a été sculement endornmagé, les litiges ne porteront que sur l'estimation des objets. Lors de l'incendie du siège du Crédit lyonnais, en mai 19%, cent dix coffres ont subl des dégâts dus à l'eau pour éteindre le feu. Les clients ont été conviés à retirer leurs biens en présence d'un huissier. « On a beaucoup discuté sur

Lorsqu'il y a eu effraction et vol. comme dans le « casse » de la Socié-300 francs par quinzaîne ou 525 francs par mois et par «unité de plus délicate, car rien ne prouve que les objets dont le client réclame l'indemnisation se trouvaient bien dans le coffre. «On ne divulgue pas les noms des locataires des coffres fracturés, et on demande à tous les clients de

A la recherche du troisième mot

lé avoir été peint par un de ses élèves ».

tiques, films ou microfilms ne sont pos de 23 928 francs à la BNP et de fournir une déclaration sur l'honneur accompagnée d'une liste des objets déposés dans leur coffre. Ensuite, on ouvre des compartiments au hasard, et on vérifie », explique un banquier.

Lorsque le contenu du coffre s'est envolé, les banques doivent se contenter de présomptions. Le client doit néanmoins apporter la preuve qu'il possédait les objets qu'il affirme avoir déposés dans son coffre. Il a done intérêt à faire expertiser bijoux, tableaux, objets anciens, et à conserver les factures s'il s'agit d'achais récents ou de lingots. Il faut également photographier (ensemble et individuellement) les objets avant de les placer dans le coffre. Il est conseillé de faire un double de ces documents. d'en garder un exemplaire chez soi, un tableau attribué à un maître fia- et l'autre chez un parent, un ami, ou mand, et qui après expertise s'est révé- à son bureau. Lorsque les objets prennent de la valeur au fil des anexplique Jean-Marc David, du Crédit nées, il est recommandé de les faire expertiser régulièrement, et de demander une modification du plafond de valeur. Enfin, il faut savoir que les té générale à Nice, la situation est papiers familiaux ayant une valeur sentimentale, comme des photos de mariage, même très anciennes, seront indemnisés... au prix du papier Kodak, soit... 2 francs le tirage.

Michaela Bobasch

MOTS CROISÉS

Ħ

V

V

۷í

VII

Alli

IX

HORIZONTALEMENT

i. Fondamental chez l'individu.

-II. Tiennent une bonne couche.

Soutient l'avant-bras. - III. Quand

ils se mettent à table, c'est pour que ça bouge. Couleur chevaline. -

IV. Mit en beauté. Apprécié pour

ses grains. - V. Chant germanique.

Piégea le terrain. Lettres de ten-

famille. Assure le nettoyage.

Oppose simplement. - VIII. Tra-

PROBLÈME Nº 98161

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

9. Mince filet. Difficiles à prendre dans le précédent - 10. Chef-lieu de département. Sans aucun chan-

métallique.

SOLUTION DU Nº 98160

HORIZONTALEMENT

Saler. - X. Esses. Mégère.

VERTICALEMENT

I. Diérèse. Tape. - II. Rose. Aval.

in. - III. IIs. Grenelée. - IV. Béate, Misr. - V. Remplace. - VI. Latrie.

Gēnai. - VII. Epar. Rhin. CV. -

VIII. Urgences. Bio. - IX. Sée. Oe.

1. Dribbiense. - 2. Iolé. Apres. -

3. Essartages. - 4. Ré. Terre. - S.

100 francs pour une garantie d'un million).

fret. Fourtures: 155 francs par manteau et par mois.

Le service « Munigarde » du Crédit municipal

Jusqu'au 15 septembre, le Crédit municipal de Paris propose trois

Objets d'art : location d'un espace dans une chambre forte, pour

formules de garde estivale pour les objets d'art, bijoux et fourrures.

conservation » (soit 0,5 m²). Assurance facultative, « clou à clou » (du

décrochage de l'œuvre jusqu'à son retour au domicile) moyetmant

une cotisation qui s'élève à 0,1 pour mille de la valeur déclarée (soit

Bijoux: 125 francs par quinzaine ou 200 francs par mois et par cof-

SCRABBLE . PROBLÈME Nº 77

gement. - 11. Ne devrait pas provo-1. Thrage: AEILPRU. quer trop de fatigue, - 12. Belles a) Trouvez quatre mots de sept plantes aquatiques. Symbole lettres, dont deax sont courants. b) Avec ce même tirage, trouvez B sept mots de huit lettres en le Philippe Dupuis complétant avec sept leures différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la

grille. N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine. c) E E E I L T V: trouvez deux six-lettres rapportant 26 points. E J IILNTU: trouvez un sept-

lettres. En utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huitlettres. LEVITER est intransitif:

avec le tirage LEVITEES, trouvez un huit-lettres.

Gémi. Nos. - 6. Sar (sardine). 15 Juillet.



chiffre, le mot est vertical.

Solutions du problème nº 76 a) SALUBRES, L1, 77 - SABLEparu dans Le Monde du 1ª juillet. RIES, M 6, 76 - RIBLASSE, aiguisasse, 13 B, 68. b) BRASSE, 12 A, 38, faisant OS,

c) POQUER, heurter un objet (québ.).

Perce. - 7. Eveil Hé. - 8. An. Agisse. -9. Tlemcen. Ag. - 10. Lien. Blé. -Solutions dans Le Monde du O 11. Ples. Acier. - 12. Energivore. 1. Reçue en promettant de ne Le Mattale aux écité par la SA La Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord pas recommencer. - 2. Bouche les ion partains doe journeus at publice de l'administration. trous. Voyelles. - 3. La fin des ISSN 0095-2037 dresse. - VI. Dans les règles. Bien affaires. Plat de terre et plat de



Président-directeur général : Dominique Aldury Vice-président : Génard Morex Otrecteur général : Saliphane Corre 27 bis, rare Cloude-Bernard - 8P 218 75226 PARIS CEDEX DI

TEL: 01.42.17.39.00 - Fax: 01.42.17.39.26

- 6. S'attaquera à un problème de vaille au laboratoire et aux fond. - 7. Soigne le tube. Possessif. Champs. Bulles piémontaises. - - 8. Pompes américaines. - Printed in France

IX. Doublé chaudement. Magné-

sium. Basques ou grecque. -

X. Sein familier. Pédant, dès qu'il

-5. Colère une fois retourné. Note.

prend la plume.

reconnu. - VII. Prit un repas en poissons. - 4. Disposée en rayons.

VERTICALEMENT

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. US et HEURTEE. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un

Michel Charlemagne

CULTURE

Ouverture éclatante d'Aix avec « Didon et Enée »

Aix/Musique. Cette production de l'opéra de Purcell prend corps devant le public, avec lui et pour lui

L'ÉTÉ FESTIVAL passionnes de football se disalent qu'en ce jour sans motch il auralt fallu comfr à Aix-en-Provence, où Didon et Enée, de Heury Purcell, a ouvert avec éclat le Festival international d'art lyrique Ouverture officielle, mais, depuis plusieurs semaines, les Aixois ont pu assister, nombreux, aux ateliers. répétitions publiques, concerts et récitais donnés par l'Académie européenne de musique ainsi qu'aux avant-premières de l'événement tant attendu du Festival, ce Don Giovanni, de Mozart, mis en scène par Peter Brook, que se d'orchestre - Claudio Abbado et Daniel Harding – et deux distributions vocales, Daniel Harding est britannique. Il n'a que vingt-deux ans, et pour expliquer qu'il ait été invité : diriger Don Giovanni à Aix, il dit ement : « j'ai remplacé au pied levé Simon Rattle, en décembre 1995, au Théâtre du Châtelet. J'étais son assistant à

L'élégance de Daniel Harding n'est certainement pas la chose du monde la mieux partagée. Si Pon voulait s'en convaincre, il suffisait de passer la soirée aux Rencontres de la photographie, à Arles. On y accueillait Oliviero Toscani, le photographe qui s'est rendu célèbre par les campagnes publicitaires de la firme Dalienne de tentle Benetton. Toscani, qui se veut provocant, a déclaré urbi et orbi en quel mépris il tenait la photo d'art avant de venir, en toute logique – Il connaît les règles élémentaires de la société du spectacle - se produire à Arles, au Théâtre antique, devant un public assistant avec une passive bienveillance à Pautocélébration bien rodée d'un excellent professionnel.

l'Orchestre de Birmingham

Festival d'Aix.

depuis l'âge de seize ans. Après ce

concert, Stéphane Lissner m'a dit

qu'il voulait que je participe au

sues de l'Académie européenne de musique, sous la direction du chef d'orchestre David Stern, du DIDON ET ENÉE, opéra de Hen-IV Purcell, sur un livret de Nahom Tate. Avec Rinat Shaham chanteur Robert Tear, du violo-(Didon), Fernando Cobo (Enée), niste et chef d'orchestre Rein-Sandrine Rondot (Belinda), Silhardt Goebel, de la chorégraphe via · Hablowetz (Deuxième Caroline Marcadé et du metteur Femme), Myriam Boucris (La en scène Marcel Bozonnet. Sorcière), Camilla Johansen et

Si les orchestres de jeunes professionnels ne créent plus la surprise depuis les premiers concerts de l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne qu'Abbado a fondé à la fin des années 70; concerts jalonnés de soirées inoubliables depuis une mémorable Cinquième Symphonie de Mahler donnée à Paris jusqu'à ce Sacre du printemps dirigé par Pierre Boulez, à Salzbourg l'été: dernier à la tête de l'Orchestre des jeunes Gustav-Mahler... fondé par Abbado à la fin des années 80, il n'est pas certain que l'on aille d'un pas si léger assister à une représentation d'opéra donnée par des jeunes. La voix est un instrument beaucoup plus fragile et bien peu d'institutions ayant pignon sur rue auront, ces dernières années, pris le risque de faire confiance à de jeunes chanteurs à l'orée de leur carrière.

époque dominée par l'événement fugace, par la consommation effrénée de talents aussi vite oubliés qu'ils furent fêtés, il faut prendre la mesure exacte de l'aventure à laquelle ces artistes et le public sont conviés. L'erreur

Aix prend ce risque et à une taine forme de vérité et de fragilité dramatiques et musicales, à ce danger qui rend la musique vivante si indispensable et irremplacable et laisse la première place à l'œuvre.

Cette production de l'opéra de Purcell prend corps devant nous, serait d'aller assister à ce Didon et avec nous et pour nous ; dans une

Un travail qui nous renvoie à une certaine forme de vérité et de fragilité dramatiques et musicales, à ce danger qui rend la musique vivante si indispensable et irremplaçable

Enée, comme l'on allait au Châtelet ou comme l'on va à l'Opéra-Bastille pour entendre Memadame X đans Didon, dirigée par M. Y... A Aix, on prend part à une représentation dont les rôles sont distribués à des inconnus. On les regarde, on les écoute autrement. Il ne s'agit pas de se dédouaner d'avoir à formuler des critiques défavorables. Il s'agit d'insister sur le caractère essentiel d'un travail qui nous renvoie à une cer-

proximité matérielle qui décuple son pouvoir émotionnel, dans un espace acoustique dont la précision interdit aux chanteurs la moindre esquive. La mise en scène de Marcel Bozonnet, la chorégraphie de Caroline Marcadé ramasse les trois actes et chacune des scènes en un seul geste théâtral dont la fluidité tient du tour de force. Les idées de mise en scène ne sont pas plus là pour être vues que les chanteurs ne

sont là pour attirer l'attention. Les rôles vivent, la mort de Didon arrive sans qu'il nous soit donné une seule fois de penser que l'on écoute, que l'on voit un opéra que l'on connaît déjà, que toute l'interprétation tend vers cette mort annoncée et que l'on at-

Pas d'instruments anciens, mais une articulation, des phrasés, une couleur d'ensemble dominée par le travail philologique des baroqueux, la prise de responsabilité des musiciens et l'honnêteté élevée au rang de vertu de David Stern. Pas de reconstitution de l'antiquité telle qu'on pourrait l'imaginer de nos jours, mais un décor reproduisant le palais de Cnossos tel que les archéologues de la fin du XIX siècle l'avaient partiellement reconstruit. Pas de costumes unifiés, mais un mélange d'esthétique préraphaélite, berbère et des marins ressemblant à ceux que Purcell pouvaient croiser : ceinture de cuir, pantalons bleus usés.

Les voix maintenant. Didon et Enée pose à peu près autant de problèmes que les opéras de Gluck. Il faut le déclamer autant qu'il faut le chanter. Les grandes voix wagnériennes d'autrefois n'y auront pas été ridicules. Les spécialistes du baroque purs et durs ne s'y sont qu'assez peu frottés. Il nous a semblé ici, et pour la première fois à la scène maigré un début de représentation incertain, que la subtilité d'un chant aussi raffiné qu'une interpréta-tion de mélodies françaises ou de lieder pouvait s'accompagner d'une projection parfaite du texte dans le contexte d'une représen-

tation scénique. Ces qualités sont si bien partagées par l'ensemble de la distribution que l'on s'en voudrait de distinguer l'un ou l'autre des protagonistes d'une production dont on se réjouir qu'elle parte blentôt pour une tournée de soixante douze représentations.

Alain Lompech convient les festivaliers à une rencontre autour de Didon et Enée et Curiew River, le 9 juillet, à place de l'Archeveché, en présence de David Stern, de Yoshi Oi-

MAHCED

da et de Robert Tear.

Daniel Harding, vingt-deux ans, dirige « Don Giovanni »

ACK-EN-PROVENCE

' de notre envoyé spécial Daniel Harding arrive sur la place de l'Archevêché, casquette bleue sur la tête, pantaion gris un peu trop grand pour ce corps si frêle, on est un peu surpris. Il a l'air encore plus jeune en pied que sur les photographiles. Il s'assied à une table et commande une pizza et un Coca-Cola. Vu de très près, il est encore plus émouvant : quelques petits poils de barbe blonds pointent sur une joue quasi imberbe. Harding est Britannique et est né à Oxford, il y a vingt-deux ans. Comment a-t-il été invité à diriger Don Glovanni. à Aix? « J'ai remplacé, au pied levé, Simon Rattle, en dé-cembre 1995, au Théâtre du Châtelet. J'étals son assistant à l'Orchestre de Birmingham depuis l'âge de seize ans. Après ce concert, Stéphane Lissner m'a dit qu'il vou-

lait que je participe au Festival d'Aix. » Ce que ne dit pas Harding et que l'on peut raconter aujourd'hui (il y a prescription), c'est que lorsqu'il a dirigé le Concerto pour piano, de Schoenberg, et la Dauxième Symphonie, de Brahms, Lissuer est alle le féliciter dans sa loge, qu'Harding a allumé une cigarette, qu'il a tout de suite mise dans les mains du patron du Châtelet quand il a vu ses parents arriver dans la loge. On peut triompher à la tête d'un orchestre dans un programme de maestro et être encore un jeune homme qui obcit à papa et à maman.

A-t-li eu peur quand son engagement à Aix s'est

précisé? « Tout a été très vite, j'ai rencontré Peter Brook quelques heures après l'invitation faite par Stéphane Lissner. Nous avons beaucoup discuté de ce que nous pourrions faire ensemble. Je n'al pas vraiment eu le temps de réaliser, d'autant qu'il a d'abord été question d'un opéra de Britteri. Finalement c'est Don Giovanni and a été chaisi. » Est-Il facile de partager une même production d'opéra avec Abbado? « C'est une situation inhabi-

tager les représentations avec un jeune de vingt-deux ans ? Nous travafiloris dans la plus totale liberté. Il a ses ldées auxquelles je me rallie ; parfols, c'est l'inverse : parfols il va dans un sens et mol dans le mien, sans que celà pose le moindre problème. » Les chanteurs se font-ils facilement à cette méthode de travail ? « Ce sont des chanteurs expérimentés, une grande partie de la distribution a délà chanté Don Ciovanni, au Festival de Glyndebourne, avec Simon Rattie. Et il me semble que cette préparation à deux du même

tuelle, mais Abbado n'a pas un comportement très habi-

tuei dans ce milieu. Qui accepterait, comme iui, de par-

spectacle est plus sécurisante pour un chanteur que de volt arriver un second chef qui imiterait le premier. » En dix minutes, tout est dit. Daniel Harding part diriger en nous lançant : « Je vous en prie, finissez ma piz-

LA PHOTOGRAPHIE DE MASSIMO VITALI

Anne le Coutour (sorcières), Mi-

chael Bennett (L'Esprit), Nicolas

Bauchau (un Marin), Myriam

Boucris, Camilla Johansen, Anne

le Coutour, Jaehi yang, Nicolas Bauchau, Michael Bennett, Ulas

inan inac et Jussi Järvenpää

(chœur), Orchestre de l'Acadé-

mie européenne de Musique, David Stern (direction). Marcel

Bozonnet (mise en scène), Joël Hourbeigt (décor et lumières),

Lella Menchari (costumes et ac-

cessoires), Caroline Marcadé

(Mouvements/Chorégraphie)

hôtel Maynier d'Oppède, le

Prochaines représentations les

9, 15, 17, 20, 22, 25, 27 et 30 juillet.

AUX EN PROVENCE

de notre envoyé spécial Ce soir, lundi 6 juillet, le Festi-

vai international d'art lyrique

lement ses portes avec Didon et

Enée, de Henry Purcell. En réalité,

ll a débuté, il y a plusieurs se-

maines et les Aixois ont su en

profiter. Ils auront été nombreux

à assister aux ateliers, répétitions

publiques, concerts et récitais

donnés par les instrumentistes et

les chanteurs de l'Académie euro-

péenne de musique et aux avant-

premières de ce Don Giovanni, de

Mozart mis en scène par Peter

Brook que se partagent deux

chefs d'orchestre - Claudio Abbado et Daniel Harding) et deux dis-

D'ailleurs, depuis 21 heures.

Mozart se donne dans la cour du Théâtre de l'Archevêché sous la

direction du tout jeune chef bri-

tannique - dimanche soir, c'était

Claudio Abbado qui était au pu-

pitre. Représentations fermées à

la critique qui devra attendre, le

9 juillet. Pour l'heure, entrons

dans la cour de l'Hôtel Mayuler

d'Oppède pour assister au Didon

et Enée, de Purcell, que répètent

depuis près de deux mois, une pe-

tite formation d'instrumentistes

et deux distributions vocales is-

tributions vocales.

d'Aix-en-Provence ouvre officiel-

Tél.: 04-42-17-34-34.

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE, ARLES

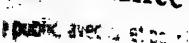
MASSIMO VITALI Né en 1944 à Côme, en Italie. Massimo Vitali a reçu une éducation classique, avant de s'orienter vers des études de photographie au London College of Printing. Il entame, dans les années 60, une carrière de photojournalisme chez de nombreuses agences et revues italiennes ou européennes. Sa rencontre avec Simon Guttman, fondateur de l'agence Report, est décisive pour son cursus de photographe engagé. A la jin des années 70, sa méfiance croissante envers la photographie comme moyen absolu de reproduction de la réalité l'amène à travailler comme cameraman de cinéma et de publicité. Pourtant son attachement pour l'appareil photographique persiste : voilà maintenant dix ans qu'il approfondit la photographie en tant que l'un des aspects de l'art contemporain, l'utilisation des chambres lui ayant permis d'aborder la réalité de manière à la fois objective et engagée.



Plages italiennes

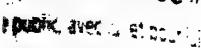


BUILDING BUILDING aller at Charles



SHEET SHEET THE PER

the state of the state of the state of



ब्राह्य सहे हु कुल्ला स्टब्स

Market of Brief

E WHAT IS THE THE T the is deadle by a con-

が、後の大きりを BUD WITH BUR

Company of the state of the sta The same of the same of the same **医** Mr. All Samuely in the second The Bridge on their or owner. THE PARTY OF SHIP AND ART IN A MANAGEMENT OF THE PARTY OF TH

The part of the second Market & Comments The term of the party of the same 黄年 新新春 11 · 11 · 11

WHEN PROPERTY WE SEE 15 min ... AND THE PERSON NAMED IN the state of the same

CARLES WHEN THERETO THE

Entre Vivaldi et Cîteaux

Beaune/Musique. Le Festival prend des libertés avec les appellations contrôlées

FESTIVAL DE BEAUNE. « Atenaide », de Vîvaldî. Avec Maria Costanza Nocentini, soprano, Laura Polverelli, alto, Orchestre Enropa Galante, violon et direction Fabio Biondi. Le 4 juillet. 900 ANNIVERSAIRE DE L'AB-BAYE DE CÎTEAUX. AVEC LEDsemble Discantus, direction Brigitte Lesne, Joël Cohen et Anne Azema, Joan-Luc Madiér et Dominique Regef, et l'Ensemble Alla Francesca. Le 5 tuillet.

PROCHAINS CONCERTS: Brossard, Haendel et Vivaldi, par Sophie Daneman, soprano, Gérard Lesne, alto, et il Seminario musicale, Basilique Notre-Dame, le 10 juillet, 21 heures. « 20roastre », de Rameau, par les Chœurs et l'Orchestre Les Arts florissants, direction William Christie, Cour des Hospices, le 11 juillet, 21 heures. Tél.: 03-80-26-21-33. De 70 F à 300 F.

BEAUNE

de notre envoyé spécial A une époque où les grands vignobles sont invités sinon à meure de l'eau dans leur vin, au moins à tempérer leurs méthodes de vinification, il faut plus que jamais se métier des appellations non contrôlées. Ainsi des spectacles présentés par le Festival de Beaune, pour son ouverture les 4 et 5 juillet. La soirée intitulée « Extraits de l'opéra Atenaide » de VIvaldi était en fait une succession d'airs provenant de différents ouvrages du Prêtre roux et de trois

concertos tirés de PEstro Armonico. De quoi pourtant exciter la verve de Fabio Biondi et de sa bande italianissime d'Europa Galante qui en ont donné une interprétation pleine de sève, de suc, de jus, goûteuse et charpentée. Les douze complices sertissaient avec un piaisir non dissimulé les interventions des deux solistes, la blonde Maria-Costanza Nocentini et la brune Laura Polverelli. Organe fruité de la soprane, encore un pen vert, manquant parfois de liant dans ses vocalises. Timbre chaud et chann de l'alto, à la musicalité impeccable et

 $e^{\alpha_1}e^{\alpha_2}$

** * **

Control of the Control of the

All the supplier of the Company

the control of the party of the party.

THE R. LEWIS CO., LANSING MICH.

man and gabe genaden.

Service of the service of

1.18

très engagée émotionnellement. En placant sous le signe du neuf centième anniversaire de la création de l'abbaye de Citeaux la grande manifestation médiévale de sa seizième édition, le Festival de Beaume a poussé le bouchon plus Join. Heureusement le titre - « De la paix des cloftres aux routes de l'Orient » - cemait mieux le pro-

pos: un panorama des musiques occidentales des XIII et XIII siècles. L'amour était le sujet du concert : amour courtois des chants de troubadours, avec des textes percutants de Bernard de Ventadorn et Peire Cardenal, amours déchirées des chants de croisades, avec la déploration de Richard Cœur de Lion du fond de sa prison, amour divin des chants de religieuses de Hildegarde von Bingen et de Herrade de Landsberg, du monastère de Las Huelgas et des sanctuaires qui falonnaient les routes de Saint-Jacques de

LES AMANTS SÉVAIRES

Bien sontenu par l'archet de Dominique Regref, le talent de conteur du ténor Joan-Luc Madiér - moustache et accent occitan rendit un hommage franc et sensible à l'art des troubadours, Escorté par les vielles, la harpe et les tambourins, l'Ensemble Alla Francesca, avec Brigitte Lesne, à la voix pure, inspirée, Emmanuel Bonnardot, solide et serein, et Pierre Hamon, formidable souffleur, virtuose des flûtes et de la comemuse, sut exalter le désarroi des amants séparés.

Avec l'Ensemble Discantus, la spiritualité monacale était enfin au rendez-vous. Sept jeunes femmes, emmenées par Brigitte Lesne, chantant à cappella, unies dans une même ferveur, une même respiration. Hymnes, prières, oraisons alternaient entre monodies faussement simples et polyphonies savantes. On est aimé prolonger ce temps de communion profonde, intense, irradiante. On y crut lorsqu'Anne Azema s'avança du fond de la salle des Pôvres des Hospices de Beaune, faisant sonner de façon impressionnante le Jesu Christ, de Guiraut Riquier. Le retour sur terre n'en fut que plus brutal : Joël Cohen, meilleur luthiste que vocaliste, transforma le final de ce parcours disparate en numéro de camelot racoleur. L'ultime chanson, dialogue d'un troubadour épris et d'une hautaine dame gênoise, tournait au vaudeville, avec mimiques et jeux de scène, l'homme (pauvre Joan-Luc Madiér) à genoux aux pieds de la femme (malheureuse Anne Azema) cigarillo an bec. Des moniales à la cigariere, l'esprit de Citeaux, dui avait

cette longue soirée, s'était envoié. Pierre Moulinier

A la recherche du réel perdu

Arles/photographie. Giovanna Calvenzi, commissaire, donne aux 24st Rencontres internationales de la photographie une ambition élevée : rétablir le lien entre art et vérité du présent. Délicat

NALES DE LA PHOTOGRAPHIE, Arles, jusqu'au 16 août, Programme att 04-90-96-76-06.

ARIES

de notre envoyé spécial C'est une photographie, la même dans toute la ville : une plage surpeuplée, des baigneuses, des baigneurs, une usine chimique à l'artière-plan (notre document page 22); c'est un titre, sur toutes les affiches, «Le Nouveau Paysage humain ». Le propos est énoncé sans équivoque, à la manière d'un programme. Il est celui qu'a déterminé Giovanna Calvenzi, commissaire cette année. Montrer comment. dans un monde contradictoire et malaisé à saisir, le photographe a quelque chose du sauveur : il est celui qui rend visible la vérité du présent. Noble dessein. Mais, pour être clair, en est-il pour autant accompli par les œuvres ? On peut en douter. Le réel se dérobe, le pay-

sage se défait, l'homme s'échappe. Les images sont partout dans Arles. Phis qu'à l'ordinaire encore, elles se séparent entre deux catégories rudimentaires: photos anciennes et photos actuelles. Pour les anciennes, nulle difficulté. Elles ont été choisies selon la logique de la démonstration - parce qu'elles

montrent l'homme, sa vie, ses pagnes. Pen de révélations parmi mours. Engene Omar Goldbeck a eux, peu d'images foudroyantes, consacré son existence à prendre des vues de plus en plus panoramiques de groupes de plus en plus nombreux, les belles d'un concours de beauté, les estivants d'une station texane, les soldats d'un régiment. Pour en rémir encore davantage, il les rassemblait dans une prairie et se plaçait en haut d'une tour qu'il avait montée lui-même, afin de surplomber des centaines de ses semblables : pléthore d'hu-

INVENTION D'UN ÉDEN

Autre Américain, Mike Meyer, dit Disfarmer, vécut à Heber Springs, Arkansas. Il prit les portraits de ses concitoyens, droits, un peu raides, peu expressifs. En 1976, dix-sept ans après sa mort, on s'apencut de la qualité de ses tirages. De l'humain encore, du rural, de l'authentique. Goldbeck et Disfarmer, à en croire le catalogue, auraient fait de l'« anthropologie involontaire ». Il semble que les Hongrois de l'exposition « Ceux qui sont restés » ré-pondent aussi pour la plupart à ce critère. Ils out travaillé en Hongrie dans l'entre-deux-guerres et après 1945, à la différence de Kertesz, Brassal et Capa, émigrés à Paris et New York. Ils out observé et fixé la vie à Budapest et dans les cammais la description d'un pays et d'une époque. De l'humain tou-

De l'humain simple, faudrait-il écrire. Ces trois expositions, si instructives soient-elles, valent plus encore parce qu'elles révèlent le regret, la nostalgie. Ces anthropologues « involontaires », suggère-ton, étaient d'heureux primitifs. Ils ont cenvré en une époque où la représentation allait de soi. Rêve. sans doute. Invention d'un éden du photographe immédiat. Il se peut que Goldbeck et Disfarmer aient eu de leurs entreprises une conscience plus complexe, tout comme Karoly Escher, Ivan Hevesy ou Jozsef Pecsl. Mais peu importe à la démonstration qui se développe d'une exposition à l'autre : ces supposés primitifs seraient des mo-

Resterait à suivre l'exemple, à trouver comment fixer les images d'aujourd'hui. Alors, tout se brouille. Alors, la logique s'effiloche. Les titres annoncent des photos « à propos du monde intérieur », la « scène de la séduction » et une suite « sur les pouvoirs et les incertitudes ». Incertitudes en effet : elles touchent aux moyens, à leur maîtrise, à la difficulté évidente

solutions sont innombrables et contradictoires. Il faudrait essayer du côté de la banalité délibérée, facon album de famille, du côté du documentaire sociologique, ou, à l'extrême opposé, tenter le diable de l'artifice et multiplier les effets spéciaux avec l'espoir que la fausseté révèle la vénté.

Ce serait peu dire que la cohérence n'est pas la première caractéristique des accrochages. On se retiendra de céder au plaisir du name-dropping et à ceux de l'inventaire absurde. L'énumération des échecs et des approximations serait de peu d'intérêt. Parmi tant d'expériences, il ressort, à première vue, que le reportage de Beat Streuli sur Marselle est l'un des rares à révéler un «paysage humain» et un « art poétique » de la photo, l'un des seuls à renouveler le portrait et la scène de genre; que Francesca Woodman n'est pas indigne de l'engouement dont elle bénéficie à titre posthume, s'étant suicidée à l'age de vinet-deux ans alors que son œuvre prenaît forme; que Paul Graham sait ce qu'est un instant décisif et Sophie Ristelhueber quel parti tirer de l'agrandissement et du détail démesurément grossi. Ce ne sont là que des observations du premier moment. On y reviendra.

Philippe Dagen

La philosophie entre deux shoppings chez Armani

Arles/photographie. Oliviero Toscani sait sa démagogie par cœur

de notre envoyé spécial Ayant déclaré urbi et orbi, par voie de presse (Le Monde daté 5-6 juillet) en quel mépris il tient les Rencontres d'Aries et ceux qui y assistent, Oliviero Toscani est donc, logiquement, venu s'y produire, au Théâtre antique, hundi soir 6 juillet. On dit logiquement parce que Toscani connaît les règles élémentaires qui gouvernent la société du spectacle. Il se pourrit de contradictions qu'il digère béatement, parce que rien n'est meilleur pour lui qu'un semblant de scandale : ça profite à

li est arrivé en short - c'était là la marque d'une grande liberté d'esprit. Il a fait quelques plaisanteries inoffensives et a commencé le récit de sa carrière en diapositives. Comme sa carrière dure depuis un quart de siècle, il y avait beaucoup de diapositives : des couvertures de journaux de mode, des doubles pages de journaux de mode. souffié un trop court moment de des morceaux de page de journaux de mode. Dans ces journaux de mode, il y avait beaucoup de jolies filles, beaucoup de jolis garçons, un nombre appréciable de célébrités et un nombre

incalculable de vétements, de sous-vétements, d'accessoires, de bijoux. Il y avait des clichés pris en Irlande, en Palestine, à New York, à Milan, à Paris - une vraie collection pour agences de voyage. Les lumières sont bien réglées, les compositions suffisamment simples pour opérer en un instant, les couleurs convenablement harmonisées. C'est bien. Les employeurs de Toscani ont raison de l'apprécier, il fait de bien plaisantes photographies de mode. Sur grand écran, elles

La preuve : la majorité du public a beaucoup

aimé. Il y avait, dans l'ombre, un spectateur qui jouait au contradicteur énervé, mais il tenait mal son rôle et Toscani, qui sait sa démagogie par coeur, a mis les rieurs de son côté. Après ce haut fait, il avait partie gagnée. Il a donc continué tranquillement à déballer ses albums. Puis, à propos des affiches Benetton, il a expliqué qu'il avait des convictions morales, qu'il detestait la guerre et la lineme sa runine pour mieux seduire l'auditoire et misère et que, vraiment, il agissait en bon berger l'attirer dans son tourbillon sans fin : Toscani a du chaque fois qu'il faisait éditer une affiche. Du métier, décidément. reste, ce ne sont pas des affiches, mais des symboles, très « peace and love ». Il est comme ca:

un type bien, généreux. Il a rencontré des gens merveilleux qui font un boulot formidable. Si tous étaient comme eux et comme lui, alors là...

Le contradicteur avait lâché prise, probablement écœuré. Le public continuait de bien aimer les images. Celles du magazine Colors l'ont fait rire. C'est vrai qu'il y en a de drôles. Par exemple, mettre un vison au cou d'une oie, ou un oursin en caoutchouc au bout d'un préservatif. Voilà qui donne à penser. D'ailleurs Toscani pense aussi. Il a quelque chose comme une théorie de la production et de la consommation. Et la photographie, c'est un contact direct avec la réalité physique du monde. Out, out, direct.

Il affirme aussi - c'est un peu contradictoire, mais peu importe... - que les Occidentaux sont des privilégiés et qu'il faut leur donner mauvaise conscience, de temps en temps. Entre deux shoppings chez Armani? Le spectacle dénonçant lui-

HORS CHAMP

MART: Les Van Gogh et le Cézanne volés à Rome out été retrouvés. Le jardinier et L'Arlésienne, de Van Gogh, ainsi que le Le Cabanon de Jourdan, de Cézanne, dérobés par trois hommes armés le 19 mai à la Galerie d'art moderne de Rome (*Le Monde* du 21 mai), ont été retrouvés, à Rome et à Turin. Huit personnes ont été amétées par les carabiniers chargés de la répression du trafic d'art. Au lendemain du voi, les autorités italiennes avaient privilégié la piste de la grande criminalité, les malfaiteurs s'étant rendus maîtres du poste de sécurité et ayant débranché le système d'alarme. CINÉMA : la huitième édition d'« Un été au ciné » a lieu du le juillet au le septembre 1998. Organisée par le Centre national de la cinématographie (CNC) avec l'appui de partenaires publics et privés, cette manifestation s'adresse essentiellement aux jeunes des quartiers « difficiles », qui pourrout bénéficier de tarifs réduits ou de séances en plein air, mais également rencontrer des réalisateurs ou participer à des

INDUSTRIES MUSICALES: Pascal Nègre, trente-six ans, PDG de PolyGram Music France, a été réélu pour trois ans, le 29 juin, à l'unaoimité, à la présidence de la Société civile pour l'exercice des droits des producteurs phonographiques (SCPP), chargée de la perception et de la répartition des droits des producteurs de disques. Les vice-présidents sont Gilles Bressand, PDG de Treize Bis Records, Michel Parent, secrétaire général de PolyGram France, et Jacques Touroutte, PDG de Royal River.

Sardines en majesté Sète/Musée. Peinte par Goya, adorée par des milliers de collectionneurs anonymes, la sardine est la reine du nouveau Musée imaginaire

pas cher, la sardine offie sa chair blanche aux lèvres des gourmands et aux fantasmes de tous. Enfermée dans une hofte en métal, elle suscite des décorations sublimes. A Madrid, promenée en procession dans les rues, elle déclenche des folies. En Italie, croquée avant un concert, elle éclaircit la voix des chanteurs d'opéra.

La déesse sardine a ses prêtres, les sardinologues, et ses dévots, les humbles collectionneurs de boîtes et de mythes. Les uns et les autres sont à l'origine d'un charmant lieu de cutte : le Musée imaginaire de la sardine, ouvert par l'association lchtus (poisson, en grec), sur les hauteurs de Sète. Autour d'un pa-tio, deux salles présentent les coilections; une pièce accueille concerts et débats ; un petit restaurant sert... des sardines, grillées, far-cies, en filet ou au gratin. Le Musée des ducs de Bretagne, à Nantes, exposait déjà l'unique exemplaire de la boîte Saupiquet à double couvercie. Celui des arts et traditions populaires de Paris s'enorqueilit de la collection des boîtes de Pierre

Ici, à Sète, l'emballage de la déesse vient en bonne place. En sauce tomate ou à l'huile d'olive, elle est ornée de peintures naives, entre imagerie pieuse et ûnaginaire érotique. La boîte à l'ancienne, avec sa languette sagement repliée sur le côté, attendant la clé universelle, est en voie de disparition. Le nouveau système, dit « ouverture facile » - on gisse le doigt dans l'an- les vieux en Jennes... Le Musée ima-

BIEN PLUS qu'un petit poisson neau et on tire -, la rejoindra peut-être bientôt. Des ingénieurs ès conserves cherchent à améliorer son anneau, qui, lorsqu'il casse, laisse l'affamé face à un bloc impossible à ouvrir. Pair-play, le petit Musée sétois fait l'éloge de la première boîte de conserve en fer-blanc, fermée par un couvercle soudé, conçue en 1810 par Peter Durand, de Grantham (Grande-Bretagne). Elle portait une étiquette en cuivre et une en papier, indiquant : « à ouvrir au marteau et au burin ».

> ENTERREMENT CARNAVALESCUE L'enterrement de la sardine, fête païenne datant du Moyen Age, sur-vit à travers le Bassin méditerranéen. Le Musée reproduit la chapelle arriente où repose la sardine en petite robe dans son cercueil près d'un autel omé de cierges, parmi un décor de parodie religieuse. Le tableau de Goya, L'Enterrement de la sardine, est reproduit. Le texte d'Arrabai, portant le même titre, ainsi que le roman de Pierre Combescot, Les Funérailles de la sardine (Grasset), sont exposés.

Plusieurs affiches contemporaines invitent à ces fastes camavalesques à Barcelone ou dans des villages italiens. A Madrid, la confrérie des sardineros organise une procession derrière un cercueil commandé à un artiste. A Ténériffe, une sardine de 10 mêtres est suivie par des centaines de milliers de personne. Cet enterrement est un prétexte pour retourner les codes: les femmes se déguisent en hommes,

ginaire a entrepris de recenser ces sêtes. Cette année, dans un village près de Bologne, il a retrouvé un enterrement italien, sans commerce ni spectacle: «Le vin est offert, lo fête est dirigée par des patriarches dynamiques, suivis par une jeune génération attentive », explique Phi-

lippe Anginot, directeur du Musée. Le soir, autour du patio sétois, on peut débattre de la culture méditerranéenne ou écouter des concerts. En mai, pendant le Festival de hiphop de Sète, c'est là qu'avaient lieu les rencontres avec les danseurs et les graffiteurs après les spectacles. Cet été, la sardine invite des groupes de musique acoustique maghrébine, iranienne, espagnole ou irlandaise.

Catherine Bédarida

🖈 Musée imaginaire de la sardine, 2, rue Alsace-Lorraine, 34200 Sète. Tel. : 04-67-74-91-75. Entrée : 10 F.



TROIS QUESTIONS À... PHILIPPE DECOUFLE

Philippe Decouflé, comment votre chapiteau de danse, installé au Festival de Saint-Denis, arrive t-il à attirer du public pendant la Coupe du monde ? Quand il y a match au Stade de

France, le spectacle fait relâche.

Nous ne jouons pas le 8 juillet, jour du match France-Croatie... Cela dit. la base de la compagnie DCA (Défense contre avion) étant à Saint-Denis, à la Chaufferie, il est normal que nous profitions du cadre du festival de notre ville pour étendre le champ de nos actions. En même temps que l'on a remonté, sous chapiteau, Triton, une pièce de 1990, avec une équipe toute nouvelle, on a eu l'idée d'une fête foraine. D'où le titre du spectacle Triton et les Petites Tritures, soit quinze baraques, avec Photomaton costumés, machine à tartiner du Nutella. Casserole-Parc avec des objets sculptés dans des batteries de cuisine... Les Tritures attirent un public qui vient avec les enfants et qui ensuite va voir Triton. Ca dedramatise, ça décloisonne. On a envie d'être bien. En harmonie, si possible, avec les cités qui nous en-

Ouel est le projet que vous Lavez paralièlement monté avec la cité des Francs-Moisins, ré-

putée difficile ? Pascale Henrot, directrice générale de DCA, en est l'initiatrice et la responsable. Sachant qu'on allait planter chapiteau pour plusieurs semaines, elle a organisé, en amont, avec toute la compagnie des ateliers de voltige, de hip-hop, d'accroche aérienne. Histoire de planer un peu. Cette action n'a pas été décidée pour « faire du social », mais seulement parce que



notre lieu de travail est dans cette ville. Les ateliers ont commencé dès janvier. Soixante jeunes ont été engagés pour rénover les appartements dans lesquels on allait vivre le temps des opérations, d'autres ont aidé à construire les baraques foraines. Certains ont été embauchés à la sécurité pour éviter les bagarres. Tous sont payes au SMIC.

3 Avez-vous été contacté pour organiser la fête inaugurale du Mondial?

Quand on a fait ce genre d'exercice, comme nous l'avons réalisé pour les Jeux olympiques d'Albertville, il est fait une fois pour toutes. Le travail avec ma compagnie, depuis quatre ans qu'elle est à la Chaufferie, s'est à l'inverse davantage orienté vers un artisenat chorégraphique diversifié et divertissant. Triton part en tournée avec ou sans Les Petites Tritures. Et Les Petites Tritures nous sont réclamées comme une forme moderne de fête foraine. Shazaam, la création de mars, sera à la Maison de la culture de Bobigny à partir du 16 septembre.

> Propos recueillis par Dominique Frétard

* Jusqu'au 12 juillet, du mardi au samedi, 21 heures. Tél.: 01-48-13-



Saint-Denis met des étoiles dans sa nuit avec le festival Africolor

Trois femmes, Nahawa Doumbia, Susana Baca et Kamilya Jubran, ont enchanté le TGP.

Tous les ingrédients qui font la marque « Africo-lor » sont là : les associations maliennes qui cui-sinent le thieb djiene et touillent le jus de gin-sinent le thieb djiene et touillent le jus de gin-

AFRICOLOR, Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, le 6 iuil-

Africolor a tidélisé un public recruté au départ parmi les Maliens musulmans et les allergiques aux noëls en famille, désormais habitués à se retrouver tous les 24 décembre au Théâtre Gérard-Philipe (TGP) de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Créé sous la direction de Jean-Claude Fall, ce festival très africain a trouvé assez naturellement sa place dans les plans du nouveau propriétaire (intellectuel) des lieux, Stanislas Nordey, un directeur très à cheval sur les missions et l'identité du théâtre public - « un théâtre pour tous, qui n'exclut personne », écrit-il dans son programme-manifeste, Pour un thédtre

A 50 francs la place prix unique, le TGP a fait le plein de convivialité et de public le 6 fuillet, un lundi, jour réputé creux, et ce, pratiquement aux pieds du Stade de France.

résister à la noyade dans l'événementiel ambiant (la Coupe du monde de football), la ville de Saint-Denis aura bien résisté: au TGP, bien sûr, où vient de se terminer le cycle de lecture de pièces de théâtre inédites Du monde entier (venues des trente-deux pays sélectionnés pour la Coupe), mais aussi grâce aux vertus d'opérations à couleurs multiples telle la Camavalcade (des musiciens du monde entier, plus de cent mille personnes le 20 juin), ou encore à Banlieues du monde (musique et football vus de la périphérie), qui se poursuit parallèlement aux jeux du football officiel. Saint-Denis a beau être une de ces banlieues où, après 20 heures, il faut payer son essence, mélange mob ou diesel, cash avant de l'avoir consommée, on y respire pas moins

Ni Saint-Denis ni Africolor ne sont totalement dans la norme. Africolor a un directeur, Philippe Conrath, qui s'imagine aisément acheter une case sur les bords du fieuve Niger pour se reposer une

sique qu'il aime - achevé. Il a rarement cédé aux sirènes de la mode, qui existe aussi pour les musiques du monde, préférant affirmer son attachement aux artistes, en particulier maliens, telle Nahawa Doumbia, une non-griote, à la langue bien pendue. Qu'elle n'appartienne pas à la caste des chanteurs de louange n'empêche personne de perpétuer la tradition. Offrir sur scène par exemple des ors ou des billets de banque, sortis en direct d'un attaché-case, d'une pochette de soirée dorée, ou encore de la poche du survêtement d'un rappeur à la casquette renversée. Car Nahawa Doumbia est moderne.

VIGUEUR VAUDOUESQUE Non seulement cette jeune femme originaire du Wassoulou, au sud du Mali, chante la libération des femmes, la perméabilité des frontières, dénonce le scandale des émigrés renvoyés dans leur pays par les autorités françaises menottes aux mains, mais elle s'est entourée de musiciens traditionnels

qui ont visiblement écouté du rock'n roll, du vrai, du blues, et jouent du balafon ou du n'goni avec la vigueur vaudouesque d'un Dr. John.

Pour sa première édition d'été. Africolor, décidément fort bien marié au théâtre, « lot de résistance formidable de la pensée », toujours selon Stanislas Nordey, avait élargi ses compétences vers des horizons moins africains, et néanmoins militants: Susana Baca, afro-péruvienne, découverte par David Bytne (Le Monde daté 4-5 juillet) et Kamilya Jubran, chanteuse du groupe palestinien Sabreen.

Si elle n'a pas l'excellence, Kamilya Jubran a la fraîcheur et le courage. De chanter seule en s'accompagnant à l'oud et au kanoun, des pièces de la grande tradition égyptienne. Elle le fait par goût, mais aussi pour affirmer « tout l'héritage du passé du peuple palestinien » - dans les couloirs du TGP, la pétition du jour porte sur « Le droit au retour du peuple palestinien ».

Véronique Mortaigne

SORTIR

Prédéric Chin Le moins qu'on puisse dire, c'est que Frédéric Chiu bâtit ses programmes de récital avec une intelligence dont beaucoup de ses collègues devraient s'inspirer. Cet Américain de Paris, connu pour une belle intégrale des Sonotes de Prokofiev (Harmonia Mundi), témoigne comme d'habitude d'une curiosité intellectuelle qui hi fait remettre au répertoire la musique du Mexicain Chavez, presque totalement disparue de la

vie musicale. Prokofiev: Pièce pour piano op. 4, Mazurka, Sonate pour piano op. 38. Beethoven: Polonaise op. 89, Sonate pour piano op. 54. Chavez: Etude pour piano re 2. Chopiu: Etudes pour piano op. 10. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16. Mª Pont-de-Newilly, 20 h 45, le

7 juillet. Tél.: 01-45-00-22-19. 150 F. ARASCON-SUR-ARIÈGE

Festival « Résistances » La 2º édition de « Résistances » présente quatre-vingts films sur les résistances à la guerre, à la répression des femmes et des hommes ou à l'uniformisation du monde, Dans une petite ville ouvrière, en plein cœur des Pyrénées, proche de Barcelone et de Toulouse, le festival invite à la réflezion et au voyage : Amérique latine et Chiapas, Ariège,

Catalogne, regard de femmes, droits de l'homme et devoir de mémoire. Chaque soir à 22 h 30, place des Consuls, dans la vieille ville, une séance est ouverte à tons. « Résistances » s'achèvera sur les trente ans de Mai 68, autour du livre de Gérard Leblan et David Farroult, Mai 68, le cinéma en suspens, avec comme invités attendus des acteurs de l'époque, tels Daniel Cohn-Bendit et Alain Krivine. Festival Résistances, BP 23, 09400 Tarascon-sur-Ariège.

Jusqu'au 12 juillet, Tél. : 05-61-05-13-30.

DOUARNENEZ:

Festival de cinéma Outre un hommage au cinéaste René Vautier (Afrique 50, Avoir vingt ans dans les Aurès, Marée noire et coière rouge...) prévu, en sa présence, tont au long de la programmation de ce festival, cette 21º édition met un coup de projecteur sur le pays de Galles. Par ailleurs, une sélection de fictions et de documentaires (A nous la liberté, de René Clair, Mourir à trente ans, de Romain Goupil...) illustrerout une section intitulée « A quoi révons-nous ? ». Projets de société, alternatives, utopies : aujourd'hui, à quelle

Festival de Douarnenez, 20, rue di Port-Rhu, BP 206, 29172 Douarnenez. Du 7 au 14 Juillet. Tel.: 02-98-92-09-21.

société rêvons-nous?

Du mouvement chez les indépendants du disque

Henri de Bodinat crée Musisoft, et Naïve, le label de Patrick Zelnik, rachète Auvidis

ÉTONNANTE COÎNCIDENCE: alors qu'Alain Lévy, ex-président de PolyGram, a quitté, momentanément, l'édition musicale, Henri de Bodinat, ex-PDG de Sony France, v tente un retour. Après une parenthèse de trois ans au Club Méditerranée, de 1994 à 1997, M. de Bodinat, a fondé en mars une société de production et de distribution de musique, Musisoft. en association aver Jean Karakos, producteur de La Lambado.

Partant de l'observation que < 25 % du marché mondial du

transformer Phôtel Suchet en des-

sus de cheminée est toujours à

l'ordre du jour, alors que l'on

croyait ce danger écarté. Cet édifice,

propriété de la Lyonnaise des eaux,

situé 16, rue de la Ville-PEvêque à

Paris, dans le 8 arrondissement (Le

Monde du 2 juillet), est l'unique res-

capé des œuvres d'Etienne Louis

Boullée (1728-1799), le célèbre archi-

tecte des Lumières. Les communs

ont été détruits sous le Second Em-

pire et immédiatement reconstruits

dans un style éclectique. Ils ont eux-

mêmes disparu en 1974 pour être

remplacés par de médiocres

constructions de verre et de pierre.

A leur tour, celles-ci doivent dispa-

raftre pour laisser la place à une

nouvelle structure, élaborée par

l'agence Delaage-Tsaropoulos. Les

architectes prévoient de couvrir

l'ensemble de la cour par une verrière qui ira s'accrocher derrière

La commission du Vieux-Paris,

dont l'avis est consultatif, s'oppose

à ce projet. La municipalité pari-

sienne n'a donc, pour le moment,

France manque de grands labels indépendants. Ceux aui avaient émergé dans les années 80 ont pratiquement tous été rachetés par les majors. Le plus gros indépendant américain pèse 3 militards de francs de chiffre d'affaires, le plus gros ja-ponais 2 milliards, les plus gros allemands entre 300 et 600 millions »,

constate-t-il. Avec l'appui de la banque néerlandaise ABN Amro et de Suez industrie, filiale d'investissement du groupe Suez, actionnaires de Musisoft, il se propose de «racheter indépendantes », M. de Bodinat a sant à leur tête le patron qui a fait décidé de se concentrer sur la leur succès, pour ne pas les dénatuworld music et la techno. «La rer». M. de Bodinat compte no-

mis de construire. Le 1ª juillet, les

architectes sont revenus à la charge

auprès des services de la ville, avec

un nouveau projet de verrière. Or la

commission des Abords des monu-

ments historiques demande seule-

ment un amendement des proposi-

tions. La direction du patrimoine se

contenterait d'une verrière rétrac-

table, au moment des Journées du

patrimoine, par exemple. Il faut en-

fin signaler que seules les deux fa-

cades du bâtiment sont inscrites à

l'Inventaire supplémentaire des mo-

numents historiques. L'intérieur de

l'édifice, où subsistent deux décors

construction néo-Renaissance, éle-

vée à la fin du siècle demier et ac-

tuellement propriété de la Banque

de France, 1, place du Général-Ca-

troux, dans le 17e arrondissement -,

lui aussi menacé (Le Monde du

21 janvier), vient d'être inscrit à l'în-

ventaire supplémentaire des monu-

E. de R.

En revanche, l'hôtel Gaillard -

du XVIIIe siècle, n'est pas protégé.

tamment faire entrer davantage de labels indépendants dans les hy-permarchés. Il s'appulera, dit-il, sur le savoir-faire de son associé Jean Karakos, fondateur à la fin des années 60 du label Byg, spécialisé dans le rock et le free lazz.

Musisoft a délà commencé ses emplettes. Mardi 30 juin, elle a racheté Média 7, une société de plus de 100 millions de francs de chiffre d'affaires, créée voici quinze ans par Bruno Théole, et qui revendique la place de « premier distributeur indépendant de disques en pointe dans la musique reggae. Auparavant, Musisoft avait repris deux autres labels, Sonodisc, «un des leaders de la musique antillaise et africaine », et Distance, un ensemble de trois sociétés spéciaiisées dans la techno. Avec les vingtcinq vendeurs de Média 7, et un portefeuille de mille points de vente, M. de Bodinat se targue de disposer d'une force de vente « supérieure à celle de Virgin Music ». Il entend développer en même temps une activité internationale, et a recruté pour cela deux collaborateurs chez Tower Records, le grand distributeur de musique

En partant du même constat, un autre ancien dirigeant de major du disque, Patrick Zeinik, ex-patron de Virgin France, avait lancé en septembre 1997 son propre label indépendant, Naïve. «Le processus

de concentration a atteint un tel niveau dans l'industrie du disque que c'est le bon moment pour redevenir indépendant », constatait alors l'ancien complice de Richard Branson, le fondateur du groupe Virgin, pour lequel il développa le concept de « mégastore » de la musique en France, Fondée en association avec le publicitaire Eric Tong Cuong, Naîve s'inscrit dans une démarche artistique plus éclectique que Musisoft. Elle a notamment récupéré les 20 % des éditions Actes Sud détenus par M. Zelník. Naïve a acquis la société Anvidis, fondée et présidée par Louis Bricard, qui prend à son tour une participation dans la société Naïve. Auvidis est un label indépendant qui possède un important catalogue classique, plusieurs collections de musiques du monde, et qui a mis de beiles réussites commerciales à son actif, telle la bande originale du film de Tous les matins du monde, d'Alain Cor-

Henri de Bodinat ne cache pas son souhait d'introduire à terme Musisoft en Bourse. Ses ambitions tiennent en un chiffre - « atteindre I milliard de francs de chiffre d'affaires d'ici trois ou quatre ans » — et une formule : « Faire de Musisoft le Microsoft de la musique. » Comme référence pour un label «indé », on peut faire plus modeste...

Pascal Galinier

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A la recharche du paradis per de Robert Salis (France, 1 h 40). Breaking Up de Robert Greenwald (Etats-Unis, 1 h 28). La Piste du tueur de Jeb Stuart (Etats-Unis, 2 heures).

ROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Mioitel, 3615 LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-73 (2,23 F/mn)

REPRISES L'Epouvantail (*) de Jerry Schatzberg, Américain, 1973, copie neuve (1 h 44). Action Ecoles, 5* (01-43-29-79-89) ; Lucer-

de Joseph L. Mankiewicz, Américain, VO: Action Christine, 6º (01-43-29-11-30).

de Woody Allen. Américain, 1979, noir et blanc, copie neuve (1 h 40). Gaumont les Halles, dolby, 1"; Grand Ac-tion, 5" (01-43-29-44-40); Mac-Mahon,

17° (01-43-80-24-81). Mon homme Godfrey

de Gregory La Cava. Américain, 1936, noir et blanc (1 h 34). VO: Reflet Médicis II, 5 (01-43-54-42-

de John Musker et Ron Clements, Dessin animė amėricain, 1990 (1 h 23). VF: UGC Ciné-Cté les Halles, doiby, 1°; Le Grand Res, dolby, 2° (01-39-17-10-00); Gaumont Marignan, dolby, 8°; UGC George-V, dolby, 8°; Gaumont Opéra Français, dolby, 9°; UGC Lyon Bastille, dolby, 12°: UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Parnasse, dolby, 14°; Gaumont Alésia, dolby, 14°; Gaumont Convention, dolby, 15°; Pathé Wepler, dolby, 18°;

MK2 Gambetta, dolby, 20°. de George Sidney. Américain, 1953

L'Arlequin. 6º (01-45-44-28-80). Waltes et Mensonges d'Orson Welles. Franco-iranien, 1973

(1 h 30). VO: Racine Odéon, 6º (01-43-26-19-68).

(°) Film interdit aux moins de 12 ans. ENTRÉES IMMÉDIATES : . .

Le Klosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commis sion par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Le spectateur français ; L'fie des esclaves

de Marivaux, mise en soène de Laurence Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvres, Pa-ris-12 - M° Château-de-Vincennes Le 7, à 20 heures. Tél.: 01-43-28-97-04. De 50 f à

de François Villon, mise en scène d'Hé-Centre du Théâtre de l'Opprimé, 78, rue du Charolais, Paris-12 . Me Dugommler. Le 7, à 20 h 30. Tél. : 01-43-40-44-44. 60 F

et 100 F.

de Verdi. Cristina Gallardo-Domas, Patrica Racette (Violetta), Marcelo Alvarez, Ramon Vargas (Alfredo Germont), Leo Nucci (Giorgio Germont), Chœur et or-chestre de l'Opéra de Paris, James Corilon (direction), Jonethan Miller (mise en

ris-ft", Mr Bastille, Le 7, à 19 h 30, Tel.: 08-36-69-79-68. De 60 F # 635 K

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lon

bards, Paris-1º Mº Châtelet, Le 7, 8 22 heures. Tél.: 01-42-33-22-88. 80 F. Miles Griffith Quartes La Villa, 29, rue Jacob, Paris-6". Mª Saint-Germain-des-Prés, La 7, à 22 h 30. Tél.: 71-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Surany Wood Wood Petit Journal Montparnasse, 13, rue du

Commandant-René-Mouchotte, Pa-ris-14-. M- Guité. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Festival Barlieues du monde Programme du 7 juillet : Lemunu Kafo rid music, 16 heures). Dumelang Band fazz, 17 h 30). Hips (funky soul, &

Stade Mandela, 93 Saint-Denis. RER

Le Loup du faubourg, 21, rue de la Ro-quette, Paris-11º . Mª Bastille. Le 7, è

30.18

Sale Sec. 5 5.

0 h 30. Tel. : 01-40-21-90-95. 70 F. namues Lods Le Limonaire, 18, cité Bergère, Paris-9*

Mª Rue-Montmartre. Le 7, à 22 heures. Tél.: 01-45-23-33-33. Entrée libre.

RÉSERVATIONS:

Hommage à Léo Ferré Pierre Barouh, Catherine Ringer, Paco Ibanez, Michèle Atlani, Fabienne Thibeault, Céline Caussimon et plusieurs autres chanteurs et comédiens participesaire de la mort de Léo Ferré. Le Trianon, 80, boulevard Rochecho

Paris 18° . La 14 juillet à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-03. 150 F. Dovid S. Wars Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurés, Paris-19. Le 9 juillet à 21 heures, Tél.: 08-03-30-63-06, De 145 F à 170 F.

Herbie Hancock Batadan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11° . La 10 juillet à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22, 182 F.

The Greatest Rock'n Roll Legend Avec Jerry Lee Lewis, Chuck Berry, Little Richard, Doug Kershaw, Big Al Dow-

rung... Stade Charlety, 99, boulevard Kellermann, Paris 13°. Le 14 juillet de 15 heures à 22 heures, Locations Frac et Virgin.

Jesus Alemany Cubanismo New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecurles, Paris 10°. Le 28 juillet. TéL : 01-45-23-51-41, 130 F.

DERNIERS JOURS .

11 juillet : Les Président

Marcela Salivarova-Bideau. Trocadéro, Paris-16" . Tél.: 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F. Fabrice Luchini

d'après des textes de Baudelaire, Céline. La Fontaine et Nietzsche. Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Seint-Martin, Paris-10° , Tél. : 01-42-08-18-50. De 100 F à 200 F.

18 juillet: Audit la Magnifique d'Isabelle Candeller, Loic Houdré et Pa-mise en scène des auteurs. trick Ligardes, mise en soène des auteurs. Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Ro-

cher, Paris & . Mª Villiers. Tel.: 01-45-22-08-40. De 70 F à 220 F. Delacroix, les dernières années (1850

hower, Paris & . Tel.: 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures : mercredi jusqu'à 22 heures, Fermé mardi. 35 F et 50 F.

Résultats Bac 1998

Une menace plane toujours

sur l'hôtel Suchet

LA VERRIÈRE qui risque de délivré ni permis de détruire ni per-

Mercredi 8 juillet

Bac professionnel Académies : AMIENS, LILLE, MONTPELLIER

3617 LMPLUS

Désirs d'écrire à Grignan

de notre envoyé spécial « Peu d'amants sont capables de m'imiter », se vante crûment un homme de vingt-huit ans enfermé dans le donjon de Vincennes en 1778. Mirabeau fils, tour à tour caressant ou vindicatif, écrit son amour brûlant pour Sophie et son désespoir de prisonnier. Ces lettres pu'Actes Sud publie étaient, samedi 4 juillet, mises en voix par le comédien Alain Carré, soutenu par le violoncelle subtil de François Salque dans l'écrin de pierre du parvis de la collégiale de Grignan.

La veille, en ouverture des troisièmes Nuits de la correspondance de ce village de la Drôme, la comédienne Elisabeth Macocco et l'ensemble baroque Boréades avaient investi la grotte de Rochecourbière. Viole de gambe et clavecin, heureusement sonorisés pour dominer le chœur des grenouilles avoisinantes, donnaient un écho précieux aux lettres de Mae de Sévigné à sa fille, très jeune mariée au comte de Grignan. La célèbre marquise effeuillant la vie parisienne et ses sentiments : lettres et musiques mêlées, à trois siècles de distance, trouvent de nouvelles ré-

sonances. C'est explicitement le but de ces Nuits de la correspondance. Mais plus encore que ressusciter ces écrits du désir ou même d'analyser le phénomène de la correspondance avec des débats, des ateliers et des expositions, l'originalité de Grignan, c'est de susciter le désir d'écrire chez les participants.

D'un cachot à la terrasse du château ou au confessionnal de la coilégiale, des boutiques d'art aux caveaux du Tricastin, chacun peut trouver des espaces de calme où papier de qualité, enveloppes et plumes ou stylos réveillent l'épistolier fatigué des télécopieurs et des téléphones. Une boîte aux lettres est là, pour recueillir ces écrits privés. Pour cette troisième édition, les chambres d'écriture ont essaimé dans les villages environnants, offrant en chemin les plaisirs de la découverte, et certaines se sont même agrandies aux dimensions de la nature : pour rêver qu'on est amant ou marquise, quelle meilleure écritoire qu'une table sous un parasol dans un; champ de lavande?

Michel Colonna d'Istria

Monique GROSVALET

Les obsèques ont en lieu dans

Colette KIEFFER, née LE PETIT,

s'est éteinte doncement dans son

appartement parisien, le samedi 4 juillet, emourée par les sieus et accompagnée

Thomas, Adrienne, Clotilde, Elsa,

vous invitent à assister aux obsèques qui seront célébrées le joudi 9 juillet 1998, à 10 h 45, en l'église de La Frette-sur-Seine

Elizabeth, Micha et Alexandre

Dany, Jean Loup, Nicolas et Lionel Galleni.

ant la tristesse de faire part du décès de

Daniel LACHTIGER,

Les familles Dratura et Girod,

survenu le 5 juillet 1998, à Paris.

8, place Alphonse-Laveran,

Le conseil d'administration

Et le bureau de l'APEL de l'Institution

L'équipe de direction,

75005 Paris.

- Mehin.

Mariane, Nicolas et Véronique,

Claire et Hugo, ses petits-enfants, Jean-Prançois et Nicole,

ses frère et belle-serur,

Es toute la famille,

4. nie de Solferino.

75007 Paris.

SES ERFANIS.

4 (2) 3

100

....

115

1 L

1.50

toppet v

Be strategy will a

在 100 (10) 100 (10) 10

AND THE PARTY OF T

A STATE OF THE SECOND

Marie Sentent of the Land

新育 174 Y

A Bearing Services

* 78 to ---

Attal Street At

THE THE PARTY STATES

A STATE OF SHAPE OF STATE

Partie Francis

The state of the state of

銀 内 単語の日本には、

完本设施的

A Minister of their

在**一个时间**的现在分词

Ber Ber alle Birter

in the same by a line in

発に物を受験を、 多のなりかい

Ja Jan H

BOOK .

Many phillips, I'm to a first

the design with

and all the same

DAM CHATEST

And the grant for the first

N . W . W . M. M. M.

A SEC SEC. OF

Park Company of the

MARKET MALE SALES

MANUAL PROPERTY

建 4800 (400 mm)

第一五年 14

dell' et

海中がデールで

Le cowboy chantant

ROY ROGERS, célèbre figure du western de la haute époque, est mort lundi 6 juillet à son domicile de Victorville (Californie). Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Né le 5 novembre 1911 à Cincinnati (Ohio), Leonard Siye était arrivé en Californie en 1929 parmi les immigrants tuyant la crise économique. Après avoir été ramasseur de fruits, il forma un duo de chanteurs avec un cousin puis, sous le nom de Dick Weston, forma le groupe The Sons of Pioneers. En 1935, il débutait au cinéma, où il adopte le pseudonyme de Roy Rogers. Il sera à l'occasion le partenaire de Gene Autry, alors le plus célèbre cowboy chantant des innombrables serials qui se tournent à la chaîne, avant de le détrôner pour être sacré « roi des cowboys » en 1942.

Roy Rogers a tourné dans 87 westerns, pour la plupart réalisés par Joe Kane (42 titres) on William Witney (27 titres). Pas un de ses films ne laisse une trace particulière, même s'il lui advint d'être dirigé par des réalisateurs de renom (Raoul Walsh pour L'Escadron noir, 1940), il est vrai le plus souvent pour lui faire jouer son propre rôle, non sans arrièrepensée parodique (Le Fils du visage pôle, de Frank Tashlin, 1952, Ne tirez pas sur le bandit, de Norman McLeod, 1959). On se souvient en revanche de sa guitare et de sa sempitemelle troupe, Trigger, « le cheval le plus futé du cinéma », le hirsute George « Gabby » Hayes et l'avenante Dale Evans, devenue sa se-

conde épouse en 1947. Le déclin du western de série B amena ensuite Roy Rogers à poursuivre ses exploits à la télévision, où cet homme d'affaires avisé crée le Roy Rogers Show, produit pas sa propre société, qui commercialise également d'innombrables objets western, investit dans l'immobilier et l'élevage, développe une chaîne de restaurants. Figure type de la success story à l'américaine, cas exceptionnel d'acteur ayant mené une très longue catrière en interprétant un unique personnage dont il portait le nom à la ville comme à l'écran, Roy Rogers était un homme très riche lorsqu'il s'amusa d'une demière apparition au cinéma en 1975.

Jean-Michel Frodon

NOMINATION

DIPLOMATIE

François-Xavier Deniau, ambassadeur en République dominicaine, est nommé ambassadeur auprès du Commonwealth des Bahamas en résidence à Saint-Domingue, en remplacement de Henri Vidal, par décret paru au Journal

officiel du samedi 4 huillet. INé le 4 mars 1955 à Neofliy-sur-Seine Diants-de-Seine). François-Xavier Denian, diviômé de l'École nationale supérieure de la statistique et de l'administration économique, est ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale d'administration (1979-1981). Il a été en poste à Rome (1984-1988), à Brazelles auprès des Communautés européennes (1988-1992), à Tunis (1992-1995), et à l'administration centrale du Quay d'Orsay, avant d'être conseiller diplomatique au cabinet de Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du toutisme (1995-1997), puis directeur adjoint du cabinet d'Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, d'avril à juin 1997. François-Xavier Deniau est, depuis juin 1997, le suppléant à l'Assemblée nationale de son père, Kavier Denlau, député RPR du Loiret, ancien ministre. Il avait été nommé ambassadeur en République dominicaine en février 1998.]

JOURNAL OFFICIEL

Au fournai officiel du samedi 4 juillet sont publiés :

Chasse: une loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs.

Association: un décret portant reconnaissance de l'association Les Amis de l'institut dominicain d'études orientales comme établissement d'utilité publique. Au journal officiel date lundi 6-

mardi 7 juillet sont publiés : • Accords internationaux: un décret portant publication de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, fait à Bruxelles le 17 juillet 1995.

• AOC: un décret relatif à l'appellation d'origine controlée « Coteaux de Pierrevert ».

AU CARNET DU « MONDE »

out la joie d'annoncer la naissance de leur

Cart

au loyer de Emmanuel et linke de LANVERSIN. Saint-Maximin, Parls, le 24 juin 1998.

Adeline et Yves-Bernard FOGEL, Arthur et Nicolas,

ne de l'Esvière, 49100 Angers.

- 8 juillet 1978 - 8 juillet 1998.

. Then come list me. sweet and twenty...

Valérie Amer,

Et tome la famille, ont l'immense chagnin de faire part du

Ils rappellent le souvenir de son mari,

Suzette de TOLEDO.

75016 Paris. 92, boulevard Saint-Denis, 92400 Courbevoie.

- Surespes. Bourbon-l'Archambault,

Mª Jacqueline Andeval,

Ses enfants, petits enfants, Et tome sa famille,

rurvenu le 5 juillet 1998, dans sa maison

23, rue de Villefranche, 03160 Bourbon-l'Archembeuit. 3, alice du 8-Mai-1945, 92150 Suresnes.

M. Jean-Paul BOEHLER.

Jacques et Steel de LANVERSIN

ont la joie d'amoncer les naissances de

Emma et Louise. le l" juillet 1998.

Anniversaires de naissance

<u>Décès</u>

- Micheline Amar Colette et Didier Amer,

ses petits-enfants.

Nima AMAR, le 5 juillet 1998.

Albert AMAR.

et de sa sceut.

L'enterrement aura lieu le metereoi 8 juillet, à 15 heures, an climetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinct.

ont la donieur de faire part du décès de M. Roger AUDEVAL, chevalier de l'ordre du Mérite,

natale de Bourbon-l'Archambanh, à l'âge

Sjaillet, à 15 heures, à Bourbon-

- Le président de l'université Joseph-Fourier-Grenoble-I,

Et les membres du bu Les personnels de l'UFR de Mécanique et du laboratoire Sols, solides, structures, out la tristesse de faire part du décès de

- M. et M Alain Bloch, — La famille Et les annis de

M. et Ma Jesn-Claude Grisard. Thierry et Sybille, Laurent et Margant Stéphane, Vanessa et Aurélie Bloch, ses petits-enfants, Stan, Rozane, Malo, Paul, Marin es

ses arrière-perits-enfants. M-Elio Ventura, M. et M-Bertrand Weil, M. Bernard Berl. M. et M. Charles Barris, tes sours, beaux-frères et belle-comr. Et noute la famille,

font part du décès de

Mª Roger BLOCH, née Denice JACOR,

survena le jendi 6 juillet 1998, dans sa quatro-vingt-sixième amée,

Les obsèques auront lieu le jendi 9 juillet, à 14 h 45, un cimeuere du Montpanasse, où l'on se rémin à l'es-née principale, 3, boulevard Edga-Qui-

- Marcel et Marie-Claude Fleiss, son fils et sa belle-fille, David Fleiss,

son petit-fils, Ellen Fleiss Ryan, Fr leff.

son époux, Les familles Fleiss et Feldmann

M= Frieda FLEISS,

ME FELDMANN

arvenn le 3 juillet 1998, dans sa quatre

Les obsèques aurons lieu le mercres 8 juillet, à 10 h 15, su cimetière parisien de Bagneux.

Ni fierrs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire part. 27, avenue Raymond-Poincaré,

~ Chevannes.

La famille de

M. Jean-Loup GILQUIN

- Montpellier. Saint-Rambert-d'Albon lle de Ré. Paris.

M. et M= Alexandre Boule,

Le docteur et M. Mare Janimes, M. et M. Olivier Picon,

M= Florence Jaulmes-Blancher

Mª René JAULMES, née Elime JAULMES,

«La parole de l'Eternel me fut adressée

- Tu as blen vu: cur je veille à uccomplissement de ma parole.

a cor termes: — Que vois-tu, Jérémie ? » le réparsits: — Je vois une branche d'amandier. » Et l'Eternel une dit :

Cet avis tient lieu de faire-part.

M Raymond Dallières t ses enfants,

M. et M. Philippe laulmes,

Parents et alliés.

font part du décès de

DE COS LEMBES :

Où a eu lieu le premier festival de jazz?

Vous le découvrirez dans le numéro d'été

du Monde de l'éducation

« L'aventure des savoirs »

16 récits scientifiques et littéraires

qui vous surprendront!

Des documents inattendus, inédits et passionnants.

Et rendez-vous chaque samedi sur France Inter pour partager

le savoir et la passion de ces aventuriers de la recherche.

Samedi 11 juillet à 8 h 48 :

« Comment le jazz, arrivé d'Amérique, est devenu

une passion française. »

Ce Monde

L'EDUCATION

DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

- La Nouvelle-Orléans

- Nice

- Newport

l'accomplissement de ma (Jérésnic I, verset 11).

Saint-Aspais, font pari, avec une grande gristesse, du décès de a la tristesse de faire part de son décès survenu le dimanche 5 juillet 1998, dans sa cinquante-troisième année.

M. François PASSERON, chef d'établissement, es obsèques religieuses seront célébrées le jeudí 9 juillet, à 10 beures, en l'église de Chevames, où l'on se réunira, suivies de l'inhumation au rvenu le 4 juillet 1998, à l'âge de

> jeudi 9 juilles, à 10 à 45, en l'église Saint-Aspais de Melun. Il ne sera pas reçu de condoléances, des registres à signatures en tiendront lieu à l'église. M. Prançois Passeron reposera à Saint-

Pes de flours, ai couronnes, ai piaques, les dons éventuels seront versés à la recherche médicale.

Cet avis tient lien de faire-part.

Lycée Saint-Aspaia, 36, rue Saint-Barth Clemy,

77007 Melun. surveno à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

- Nicole Chaperon, Les obsèques auront lieu au cimetière Jacques Salles et France Champetier de Ribes, protestant de Valleraugue (Gard). mercredi 8 juillet 1998, à 17 beures. Les familles Chaperon, Martin et

ont la douleur de faire part du décès de

Antoine SALLES. à Athènes, le 25 juin 1998, à l'âge de rente-quatre ans.

Draka, Préléos (Magnésie) Grèce, 2 bis, roe des Tybilles,

Le Illonde

92190 Mendon.

SURPNIERMET

http://www.iemonde.fr.

Le journal du jour dès 17 heures

En accès pratuit, l'intégra-tité de la « une », use-présentation de chaque rubrique et les fires de nou les articles. Le journal complet est vendu 5 fi Les dossiers

En acces gratult, des dossiers thématiques d'acqualité : Images d'Al-gérie, Mondiel 98, procès Papon, etc. Nos forums

Un lieu de débata ouvari à

Les services Toutes les offres d'em plois de 19 journaux, selection d'expositions, de livres.

Le multimédia

Les pager multimédias et leurs archives depuis

- 11 y a on mois, le 8 juin 1998, à

Michel PÉCHEUX

ont la douleur de faire part de son décès suvenu le 24 juin 1998, à Antony.

Scientifique, il l'était de toute son âme. Pacifiste ardent, c'était un bomme simple et généreux. Il croyait à la dignité de chaque être humain. Il accueillait les enungers dans sa maison, sa famille, de

Le présent énoucé tient lieu de faire

A ceux qui ont su, à ceux qui savent, merci, de l'avoir aidée, de l'aider, de sant de manières différentes.

La famille Pécheux élargie.

- Clande et Robert Alazraki, Timothée et Robinson, ses enfants et petits-enfants. Les familles Manaranche et Keller,

Lilks ORLINSKI,

le 3 juillet 1998, à quatre-vingt-douze ans. Ils rappellent le souvenir de son fils,

mort ou déportation à l'âge de dix-huit aus (convoi 55, parti de Drancy le 23 juin 1943), et de son énoux.

David, décédé le 19 janvier 1986,

Les obsèques suront lieu le 8 juillet, à 15 h 30, su cimenière de Bagneux.

Alerrah) S, rue Boissonnade,

L'information aura lieu le jeudi 9, à 14 heures, à Bassou (levée de corps jeudi à 10 h 30, 45, rue Mirabeau, Paris-16*).

- Mr Germaine Thomas, M. et M= Christian Thomas. M* Christiane Thomas-Paytout

M. François Paytout-Garamond. ses enfants, Thierry et Claudine Thomas, Arielle et Philip Lallement, Malika et Pascal Boueix-Faytout

Minna Faylout, Yanu, Caroline, Stéphanie, Charlotte, ses arrière-petits-enfants. Florence Tremini,

Les familles Mollard, Trentini-Ponchel, Burel, Paul, Becket, Tcholekian, ses parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de M. Auguste THOMAS, président d'honneur de la Fédération mitomale de la marroquinerie, chasse, sellerie, gamerie, ceimures

croix de guerre 1939-1945, survenu le 4 juillet 1998, dans su quatre-

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 8 juillet 1998, à 11 beures, en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges, où

Un registre à signatures tiendre lieu de

L'inhumation se fera an cimetière de

20, rue de Bellevue.

94190 Villmenve-Suint-Georges.

178, rue du Temple,

Le personnel du Centre national de la fonction publique territoriale et du Centre interdépartemental de gestion de la Le président de l'Union nationale des coures de gestion et son conseil

- Le président. Les membres du conseil d'administra-

d'administration, ont le regret de faire part du décès le 3 juillet 1998, à Champs (Orne), de Patrice VIELJEUX,

chevalier de la Légion d'ho maire nonoraire de Bongival. du CNFPT (1987-1988). du CNFPT (1974-1996).

du Centre interdénartemental de gestion ancien membre du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, ancien président de l'Association des présidents de centres de gestion.

Issu d'un milieu d'armateurs, Patrice Vieijeux s'est consacré très tôt au service public local et a grandement contribué à la création et au développement de la

Son action est unanimement recomme dans l'ensemble des instances de gestion et de formation des personnels

Remerciements

- Nipel

Le conseil d'administration, La direction.

L'ensemble des militants et des salariés de la MAIF, remestient toutes celles et ceux qui ont témoigné de leur soutien et de leur sympathie à la suite du tragique accident, surrenu le le juilles dernier, qui a codié la

> Pierre AIELLO, Alam BONJEAN Pierre FACHAN, Didler MERLET et Alain VERGNET.

Anniversaires de décès - 8 juillet 1983.

Raymond BARRILLON. C'était il y a quinze ana. Tu t'en es allé et le temps écoulé ne diminue pas la

> « Tant que je vivrai tu ne seras pas mort. • Ta femme,

Il m'a appris à aimer travailler. Il m'a aidé à faire des choix importants

lans ma vie. L'aurais voulu écrira une histoire ou une chausou pour lui. -Je n'en ai pas trouvé les mots, mais toutes les notes que je joue aujourd bui vont vers hii.

Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3", jeudi 9 juilles, à 20 h 30. « Les intégrismes » (éditions du Scoil) par Daniel Béresniale TEL: 01-42-71-68-19.

CARNET DU MONDE TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANDIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 FHT TARIF ABONDIES 95 FHT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇALLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES Youte Ugne suppl.: 60 F TTC THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT COLLOQUES - CONFÉRENCES :

19 01.42.17.39.80 4 Faz : 01.42.17.21.39

LE MONDE diplomatique

KOSOVO

La résistible dislocation du puzzle yougoslave par Catherine Samary

> L'Albanie fragilisée par Christophe Chiclet Menaces improvisées de l'OTAN

par Alain Joxe

COLOMBIE: Lucurs d'espoir, par Ignacio Ramonet.

AFRIQUE: Le Kivu, une poudrière au cœur du Congo-Kinshasa. par Gérard Prunier. - Guerre absurde entre l'Ethiopie et l'Erythrée, par Jean-Louis Péninon. - Aux origines d'un conflit (J.-L. P.).

TURQUIE: Une plaque tournante du trafic de drogue, par Kendal

■ NOUVELLE-CALÉDONTE : A la recherche d'un destin commun, par Alban Bensa et Eric Wittersheim.

MEDIAS: Le « deuxième sexe » du journalisme, par Florence

En vente chez votre marchand de journaux 22 F

EN VUE

■ Jeudi 2 juillet, à l'hôpital de Westchester dans l'Etat de New York, Mohammed Alam Channa

KIOSQUE

Les 150 ans de « Die Presse »

Le grand quotidien conservateur autrichien a fêté l'événement comme il convient après avoir retrouvé l'aisance financière. Il demeure un exemple de qualité et d'exigence

du monde, est mort dans un lit ■ Les Nippons délaissent leurs jardins traditionnels pour des jardins « à l'anglaise » en important des plantes de Grande-Bretagne. notamment le cognassier du Japon, accilmaté en Europe au début du

2,28 mètres, l'homme le plus grand

■ Indignée, Maudie Pendrey, ancienne gouvernante au domaine d'Althorp, trouve « sans cœur » le comte Spencer qui a fait enterrer sa sceur, la princesse Diana, dans l'île où la famille ensevelit ses chiens de

■ Helen Wysocki, depuis des années en attente d'une greffe, a reçu, avec succès, ii y a sept semaines, dans un hôpital londonien, le rein de son marl George, donneur incompatible, toléré cependant par sa femme grace un échange continu de matériel génétique, fruit d'une longue vie conjugale, de profonds baisers et de fréquents rapports

■ Terri Jean Bedford, alias Madame de Sade, accusée d'avoir tenu une « maison de joie » dans la banlieue chic de Thornhill au Canada, acquittée en première instance, harcelée en appei par les ligues de vertu, qui, pour éponger, dit-elle, ses frais de justice, donne des bals masqués et des démonstrations de sado-masochisme, publiera une autobiographie « pure et crue » assortie de l'index des fouettés.

Mercredi 1= juillet, le tribunal correctionnel de Périgueux a condamné, pour proxénétisme hôtelier, Madame Odette, 74 ans : l'existence d'un « carnet rose » renfermant les noms des clients de la ville a été évoquée à l'audience, sans

■ Roland Roussel, ancien directeur dénartemental de la police urbaine des Hauts-de-Seine, « Zavatta de la lutte anti-criminalité », sclon Jean-Louis Arajoi, secrétaire général du Syndicat général de la police (SGP) a obtemu, lundi 6 juillet, de la cour d'appei de Paris, des dommages et intérêts, pour « injure

E Les produits Flic d'une société israétienne de matériei de bureau seront vendus en France sous la marque Clic, pour « éviter de froisser

■ Les gendarmes de l'autoroute A8 ont intercepté, jeudi 2 juillet, près de Nice, un vacancier tunisien qui transportait sur le toit de sa voiture un réfrigérateur, une machine à laver, un cyclomoteur, une échelle, un portail en fer, 250 kilos de peinture. A l'arrière, un ordinateur, du carrelage, deux enfants, l'un assis sur des pots de colle, l'autre dans un siège à bébé. Une volière habitée, sur les genoux de son épouse, à l'avant.

LE QUOTIDIEN conservateur rique viennois Karl Kraus, qui tirait Die Presse, sleuron du journalisme à boulets rouges contre l'esprit de qualité, a passé le cap des réactionnaire du journal, auquel il opposait sa propre revue Die Fac-kel (Le Flambeau). Pour son âge, 150 ans et a célébré l'événement en grande pompe, le 3 juillet à Die Presse se porte de nouveau Vienne, au château du Belvédère. Seul quotidien de grand format en bien, après des années de grandes Autriche, Die Presse se vante d'être difficultés financières. Avec un tiaussi très large dans sa couverture rage de plus de 105 000 exemnationale et internationale, alors plaires en semaine et 163 000 le week-end, le journal est sorti du que ses détracteurs lui reprochent son conservatisme, voire son prorouge l'année demière. vincialisme. Les critiques du quotidien ont une tradition aussi an-

Fondé pendant la révolution de 1848, et profitant de la levée de la censure - due aux troubles de cette année-là -, Die Presse a été le premier quotidien libéral de la monar-

chie autrichienne, tout en adoptant une ligne politique modérée. Son fondateur, im boulanger viennois, August Zang, qui avait fait fortune à Paris avec ses brioches et pâtisseries viennoises, avait pris

ment aux comportements. Elle

prévoit de ponctionner au passage

quelques fauteurs de dépenses ma-

mifestes sans toucher aux assurés

pour modèle La Presse, quotidien français à grand tirage de l'époque. La rédaction, fatiguée d'être dirigée par la main de fer d'August Zang, faisait défection, presque unanime, en 1864, pour fonder un nouveau quotidien, Neu Frei

Ce journal devenait une vraie réussite et, à ses meilleurs moments, à la fin du XIXº siècle et au début du XX, pouvait se vanter non seulement d'être le principal journal de l'empire austro-hongrois, mais d'avoir un rayonne ment européen. Il employait entre 500 et 600 collaborateurs et dispo-

un certain nombre de figures im-

posées, c'est-à-dire traiter sans tré-

bucher des dossiers récurrents

comme la Corse, l'immigration

clandestine ou encore le déficit de

la Sécurité sociale. Les gouverne-

ments qui se sont cassé les dents

sur ces affaires sont nombreux.

Alain Juppé avait pris à bras-le-

corps le dossier de la Sécurité so-

ciale. Mais n'ayant pas pris assez

de précautions, il se retrouva vite

dans la situation du courageux naîf

qui a voulu détruire un nid de

guêpes à mains nues (...) Le plan

Juppé n'était peut-être pas parfait.

Il avait néanmoins le mérite de

commencer à remettre de l'ordre

dans les dépenses de santé, en res-

ponsabilisant tous les acteurs, à

commencer par le Parlement. Au-

jourd'hui tout est à refaire. C'est

Pour assurer sa propre notonété

sait d'un réseau d'une centaine de correspondants à l'étranger. Parmi les collaborateurs de l'époque figuraient des personnalités littéraires, comme Stefan Zweig et Hermann Bahr, et politiques, comme Theodor Herzl, père du sionisme. La fin de la monarchie bicéphaie, en 1918, marqua le début du déclin du quotidien, qui survécut cependant jusqu'à la prise de pouvoir des nazis en 1938. Le 31 janvier 1939, le régime hitlérien décida de fermer la

RENAISSANCE EN 1946

La renaissance du quotidien se fit en janvier 1946 sous le nom Die Presse. Après plusieurs change-ments de propriétaires, le journal a été repris en 1991 par la maison d'édition Styria et se trouve depuis, de nouveau, sur la voie du succès. Malgré toutes les péripéties politiques et économiques qui ont marqué les 150 années d'existence du journal, sa ligne rédactionnelle est restée la même, conservatrice, exigeante, internationale et « au cœur de la politique, de la culture et de l'économie de l'Autriche », selon 🛍 la définition des éditeurs.

Pour marquer ce 150 anniversaire, une exposition, rassemblant plus de 600 objets, dessins, pages de journaux et photos, est organisée au Musée de l'histoire de Vienne, qui sera ouvert jusqu'au 30 août pour illustrer le parcours de ce quotidien qui, selon sa propre définition, est « une partie

Waltrand Baryli



cienne que le journal, trouvant son

expression la plus mordante dans

la plume du célèbre écrivain sati-

, **j**

C'est loin, la Nouvelle-Calédonie, sur le globe et dans les têtes. C'est si loin, presque étranger. Heureusement pour le gouvernement. Cette distance lui permet d'assumer sans complexes l'invention, au profit de ce territoire, d'un bon gros monstre juridique. Tellement exorbitant des règles constitutionnelles qu'il a fallu modifier la Constitution. Il y aura en France des citoyens différents, des citoyens calédoniens, il y aura des Français qui ne seront pas électeurs pour les scrutins locaux. Il y aura des étrangers à la Calédonie qui n'auront pas accès automatiquement à l'emploi. De quoi donner le vertige à notre culture républicaine et jacobine (...) Cette réforme de la Constitution apporte

« UN ESPACE nour les nouveaux

talents de la scène française, destiné

aux professionnels et au public. Tous

les styles sont là (rock, rap, techno,

variété, world), en textes, en images

et en musique. » Créé à l'origine par Philippe Thorel, consultant en in-

formatique, et son frère Laurent,

manager du groupe rock Mad Pop X, le site Musique-Pro

s'est développé grâce à un partena-

riat avec la Fédurock, une associa-

tion regroupant trente-sept lieux

Musique-Pro est d'abord une vi-

trine sonore sur le web: pour un

abonnement de 1 000 francs par an,

les jeunes artistes cherchant à

se faire connaître y placent des

extraits de leurs chansons, qui

peuvent être écoutées à volonté par

les internautes. Des groupes

comme Mass Hysteria ou la chan-

teuse Lhasa de Sela ont acquis, de

cette façon, un début de notoriété

auprès des professionnels, et ont pu

se lancer. D'autres ont encore du

mal à percer, comme le groupe cha-

rentals MST ou Electro Gènes, an-

musicaux français.

une nouvelle démonstration que celle-ci peut évoluer, en fonction de l'histoire, et qu'il arrive que le politique prime sur le juridique. Elle ouvre enfin la voie à une réflexion sur l'avenir de l'outre-mer français, elle autorise l'imagination politique au service d'une décolonisation moderne. Pour toutes ces leçons, pour toutes ces raisons, le risque calédonien méritait sans doute d'être pris.

LIBERATION

Laurent Joffrin ■ Il vaut mieux convaincre que contraindre. Il vaut mieux négocier que braquer. Il vaut mieux économiser intelligenment que stupidement. Au nom de ces sages principes, Martine Aubry a adouci ce que, pour l'essentiel, le plan Juppé avait de contraignant pour les médecins, tout en promettant un système nouveau qui s'attaque vrai-

sociaux. Tout cela paraît bel et bon. Encore faut-il que ce discours nouveau ne débouche pas, in fine, sur un calcul politique vieux comme le trou de la Sécu : la reddition discrète devant le redoutable lobby des spécialistes. Car la mécanique enclenchée depuis des lustres conduit à un résultat parfaitement prévisible. A force de tergiverser, de chercher à contenter tout le monde et son médecin, d'adoucir par souci électoral les mesures de contrôle, on va tout droit vers la privatisation pure et simple de la Sécurité sociale.

LE FIGARO

Antoine-Pierre Mariano ■ La France est ainsi faite: pour gouverner, il faut pouvoir réaliser

du temps et de l'argent perdus. Dommage! C'est de la santé des Français qu'il s'agit.

SUR LA TOILE

FORMALITÉS EN LIGNE

Dans un effort pour simplifier les formalités administratives aux usagers. le ministère de l'éducation nationale propose désormais sur son serveur Web niusieurs formulaires : demande et renouvellement de bourses d'études, de subventions de recherche ou d'agrément au titre du crédit d'impôt recherche et, même si les inscriptions sont closes, demande d'inscription en premier cycle à l'université. Ces formulaires ne peuvent pas encore être transmis en ligne : il faut les imprimer et les renvoyer par courrier...

www.education.gouv.fr/prat/formul

PORTAIL POUR ENFANTS ■Disney lance un site-portail destiné « aux enfants et à leurs familles »: le Disney's Internet Guide recense des ressources classées par tranches d'âge (de 0-6 mois à 12 et plus) et par catégories: « Animaux et vie en plein air », « Histoire et bande dessinée », « Apprendre et vivre », « feux et jouets », « Sports et loisirs », « Actualité du monde », «Arts et spectacles» et «Informatique et Internet ». En anglais.

www.dig.com

toutes les salles de la Fédurock et signer une pétition en faveur de la plus célèbre d'entre elles, le Sous-Marin, fermée en novembre 1997 par la municipalité Front national de Vitrolles (Bouches-du-Rhône). sur le réseau, Musique-Pro reçoit le soutien d'artistes confirmés: son plus gros succès à ce jour reste la diffusion gratuite, en décembre dernier, du concert donné par Char-IElie Couture au Pian, à Ris-Orangis (Essonne), qui fut écouté en direct par 16 000 internautes. Les frères Thorel espèrent répéter l'opération en diffusant à l'avenir tous les je les ai découverts en surfant par Hampd. concerts du Pian, et peut-être ceux DES VRAIS BETES DE CABARET.

www.musique-pro.com

150 chanteurs et musiciens français à découvrir sur un site alternatif

deux titres tirés de leur nouveau CD autoproduit, Beurk et La Honte. Au total, la palette musicale offerte par Musique-Pro est assez large, mais l'alternatif domine : les routards du rock breton EV, côtoient Monsieur Zou, rappeur de Villeurbanne.

Par ailleurs, le Réseau Printemps, structure de détection des nou-

veaux talents issue du Printemps de Bourges, utilise Musique-Pro pour la promotion en ligne d'une quarantaine de ses jeunes protégés, les « découvertes du festival ». Le Festival Chorus des Hauts-de-Seine

s'apprête à en faire autant. Les internautes peuvent aussi

Avant la fin de l'année, le site se lotera d'une version anglaise, dans l'espoir d'acquérir peu à peu une dimension européenne. Il pourrait enfin se lancer prochainement dans la vente électronique de CD des groupes qu'il héberge, souvent absents des circuits traditionnels de

Anne-Laure Quilleriet

Christian Colombani ciens musiciens de rue présentant consulter la fiche technique de Partez en vacances avec Le Monde FAITES SUIVRE OU SUSPENDE

VOTRE ABONNEMENT. PENDANT VOS VACANCES · Retournez de bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier d Si vous êtes abonné par compte sera prélevé au prorata d itiméros servis dans le mois RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES.

(312 n²)

Vous etes abo	nné(e)	ellatis à remoyer at : MONDE, Service abstroume resume du Général-Luciere - 60646 Chaptilly Cud
Votre numéro d'a	bonné (impératif):L	
Nom:	gones destribute pagement of 1 Hages alter 100 H	Prénom:
Commune de r	ésidence habituelle	(impératif):
□ Suspension va	icances (votre abonnen	nent sera prolongé d'autant)*
		au:
		nce métropolitains uniquement)"
du:		au:
Votre adressa		
Nom:		Prénom:
Code postal:	Ville:	\$4-4-4-4-4
Vous n'etes pa	is abonne(e)	Pour leut autre conseignement : 01.42.17.32.
Yotre adresse		· 821MO
du:		au:
Nom:		Prénom:
Adresse:		
Votre adresse l		
f desert		
Code postal :	Ville -	
Code posizi		
		Carte bancaire nº:
*Pour l'étranger, not • La Nonde • USPS=0	009724 is published delly to	\$ 000 per Un Marcin 17 to per Charles To
Send address changes	CAS GNY BE 15-14 CM	
Activities and the state of the	tradiments it	

Prolongations au Soudan par Alain Rollat

ARRÊT DE JEU. Amet sur reportage de France 2. Images de famine. Images de routine. Famine, routine, tiens l' ça rime. Guerre oubliée du sud du Soudan, enfants affamés. Où est passé l'arbitre ? On me l'a pas vu sous le grand arbre. C'est pourtant jour de marché à Wullu. Les étalages se réduisent à une poignée de fruits verdâtres et à quatre racines jaunātres. Une équipe du Secours catholique occupe le terrain lumanitaire. Un bébé squelettique pend au sein flasque d'une mère épuisée. Ses deux petits points s'accrochent à la peau tannée, s'increstent dans la chair maternelle, refusent de lächer prise. Que fait le sponsor en charge des rations de lait? Est-ce lui qui a laire de libération du peuple » ac-fourni ce gobelet vert, flambant : cuse le régime islamiste de Charneuf, sans marque apparente? Un touin d'utiliser l'arme de la faim apprenti infirmier y a préparé un peu de bouillie. Mais l'enfant qu'il

jette la pincée de nourriture. Elle a perdu l'habitude de manger. Selon les rares pronostiqueurs internationanz présents dans cette contrée, 350 000 personnes vont mourir de faim d'ici à la fin

de l'année « si rien n'est fait ». Télérama l'a écrit en première page le mois démier, Arte l'a déjà montré. Le prêtre catholique de Rumbek, ville fantôme, confirme cette prévision. Il vient de finir sa messe à ciel ouvert dans les ruines de l'église bombardée, dont le toit a disparu. «C'est vital pour nous de prier, dit-il. On le fait même quand il y a des bombardements. » Interviewé en grand uniforme sous les branchages, un chef d'état-major de l'« Armée popudans la « guerre d'extermination » veut nourir à la petite cuillère a et animistes. Quelques soldats suun haut-le-cœur. Sa bouche re- distes, dépenaillés, paradent de-

cé. lmages forcées? Télé « péage » négociée ? Peu importe. France 3, elle aussi, était déjà dans les parages, le mois dernier, en compagnie des émissaires de Solidarité chrétienne internationale, venus racheter quelques dizaines d'esclaves aux courtiers des négriers nordistes. Mais où est l'armée humaniste de CNN? Où sont les supporteurs en

Où s'accrocher pour ne pas hurler? La caméra cherche autour d'elle. De l'autre côté de la rue, assis sur le rebord d'un trottoir trois hommes la fixent du regard. Entre elle et eux, plein écran, an milieu de la piste, face contre terre, git un petit corps dont on ne voit que les jambes nues dépassant d'un maillot bleu poussiéreux. On dirait les pieds d'un paninfligée aux minorités chrétiennes tin qui s'est désarticulé en s'affalant. A quoi rime, au juste, Perpression « ballon mort »?

BUSINE NOUR

WE ELEVISION

MARDI 7 JUILLET

22.50 Prét-à-porter II II Robert Ahman (Elais-Unis, 1994, 130min). Cinéstar 2

Kreysttof Kieslowski (Pologne, 1976, v.a., 105 min).

ie Vilodrome, à Marseille. TSR, France 2, Canal 4, RTBF 1

Prance 3

2.50 La Clember ##

MONDIAL 98

21.00 Brésil - Pays-Bas-

20.20 Midnight Classics IL

22.30 Celibidache dirige... rord de la Radio de Strugart.

TÉLÉFILMS >

20.40 On ne salt jamais.

22.35 Linion maléfique.

Hills. Fred Gallo.

22.45 Seule contre la drogue.

23.25 Personne ne m'aime. Bernard Dubois.

22.30 La Loi de Los Angeles.

0.00 Le 16 à Kerbriant. [6/6].

SERIES

20.55 Ally McBeal

23.45 Clair de lune.

0.55 Biznche (3/11)

1.00 Earth IL Eve.

DANSE*

MUSIQUE

الحداا

Odyssée

Planta

Odyssée

Arte

22.30 Balanchine Celebration.
Applion, lobes mennoses.

17.05 et 23.10 L'Arpeggione

19.05 Dietrich Fischer-Dieskan

de Franz Schubert.

22.AS Messe en soi majeur.

THEATRE

TÉLÉFILMS "

21.00 Les Oiseaux II.

23.05 Les Filles d'Adam. Erk Lettung.

Le mort vivant.

18.00 Ally McBeal, Alone Again.

20.00 Le 16 à Kerbriant. [6/6].

Beauté fatale.

These Are the Days (v.o.).

20.45 Les Cinq Dernières Minutes.

17.35 Magnum. Que justice soit faite.

20.30 Tendre est la moit.

21.50 Earth, Wind & Fire 1994.

22.25 Connedia : Résidence surveillée.
Pièce de Ludmilla Razoumovstala.
Mise en scène d'irmgard Lange. Arte

20.50 Le Monstre évadé de l'espace. O Richard Colla [1 et 2/2].

22.55 La Moutagne de diamants.

23.30 C'est l'homme que l'ai tué. Giorgio Ferrara.

17.05 Chapeau meion et bottes de cuir.

chante Schubert.

de Schubert.

21.00 Le Voyage d'hiver,

TSR

TF3

21.00 Repères : La Guitare espagnole. john Williams à Schille, Mezze

23.20 Celibidache dirige... La «Messe » 3 en fa mineur», de Bruchner. Mezzo 23.55 Celine Dion, Prance 3

22.20 Affaires très privées à Beverly

Alone Again.
These Are the Days (u.e.). Thra
72.75 Seinfeld. Le portier. Canal Jirosny

22.40 Les Cinq Dernières Minutes.
Mystère et gomme de pln. Série Club

23.40 Star Trek, la nouvelle génération.

NOTRE CHOIX

hithiers, dont le Palazzo Municipale

Pierre Amoyal, Sergheï Krilov,

Anne-Sophie Mutter, Patrice Fonta-

narosa, Ivry Gitlis, Hugh Maguire -et aux princes de la lutherie - Ric-

cardo Bergonzi, Etienne Vatelot, Si-

mon Kuhn. Le tempérament, la

douceur, le souffle, la voix, la cou-

En 1993, Manu Bonmariage est par-

ti à Saint-Denis avec l'idée d'y pas-

ser assez de temps pour en ramener un tableau de la vie en banlieue.

Pour explorer la cité, il a pris le parti

de suivre un commissaire de police.

C'est la force du documentaire - le

commissaire Lamotte est un

homme formidable - et sa faiblesse

- à mettre ses pas dans ceux d'un

policier, on me voit que les « pro-

blèmes ». Pour preuve, le titre ini-

tialement prévu - En quête de banlieue

- n'a pas été retenu - Th.-M. D.

مِكذا من رلاميل

Conqueries of Participation of the Continue of

Section of the sectio

The state of the s

water of the land of the land

FILMS DE LA SOIRÉE

HTIERRAS = :=: Baine Protior (France -Grande-Bretagne, 1993, 110 mln). Gnéstar 2

Herbert Maisch (Allemagne, 1942, N., v.o., 118 min). Ciné Cinéff

GUIDE TÉLÉVISION

22.00 Week-end en famille

Jodie Foster (Etats-Unis, 1995, v.o., 100 min).

19.55 Les Tribus du Triangle d'or.

20.10 Les Ailes expérimentales. [13/13]. Les alles de l'espace. Planète

20.30 Repères : La Guitare espagnole.
[1/8]. L'âge d'oc. Mez

des canards sauvages.

20.50 Venise, la cité qui faillit

21.00 Yehudi Memhin. [1/2].

de médecine chinoise.

21.55 Yemen, pays de la reine

21.55 Yehudi Menuhin. (2/2).

22.35 Lonely Planet, New York 23.05 Le Grand Rift.

la filière hollandaise,

21.30 Chemins de fer. [5/12] De Hongkong à Oulan-Ba

21.35 Soirée thématique. Photos-témoins.

25 At Trois mile and

de Şaba.

23.20 Prostitution,

23.50 La Nouvelle Vie

0.00 L'Enfant lama.

18.00 Athletisme.

2.00 Base-ball.

Odyssée

de Bénédicte.

0.15 Keufs dans la ville.

0.45 L'Ame des violoxes.

0.35 ➤ Histoires naturelles.

SPURTS EN DIRECT.

17.50 Charile et ses deix nénettes **II A** joël Seria (France, 1973, 100 min).

21.20 L'Or et l'Amour # #

1.7.45 Pérou, entre le marteau

fournée Schubert.

18.00 et 23.40 Les 24 Heures d'une folle

18.05 Chiens Sauvago.... 18.30 Le Monde des animans. Le Kouro-Shivo, fleuve de la mer. La Cinquii

19.00 Le Tour du Pacifique. [15/20]. Arte

19.00 La Vie sauvage des montagnes

20.00 Les Hippopotames d'Ouganda.

20.36 Destination, mouves.

20.35 Bray-Dunes et nulle part ailleurs.
Planète

20.55 Reamker, danse avec les dieux.

21.30 Les Alles expérimentales. [13/13]. Les ailes de l'espace. Planète

21.55 Du côté des canards sauvages.

22.10 Les Tribus du Triangle d'or.

re. Parts Premil

20.55 Les Grands Compositeurs.

21.54 Comedia, Le théâtre ruse

22.45 Chemins de fet [5/12]

.23.00 Dix lieux à la ronde. L'hôpital éphémère. Part 23.05 Venise, la cité qui faillit

23.55 Lonely Planet New York.

la fillère hollandaise.

disparadre.

0.00 Folies villageoises.

0.40 Prostitution,

MONDIAL 98

112/12]. Grieg.

21.20 Alligator !

et l'enchane.

18.05 Chiens sauvages.

19.00 Paris la Duit.

20.05 Grace Kelly

19.40 Regards d'Afrique.

19.50 Cuba, ile merveilleuse.

et le prince Rainier. 20.30 Destination, Indonésie.

21.55 Les Uns

Major League, All Star Game. All Sport

Claude Letouch (France, 1980, 180 mln). Ciné Cinémas

22.10 Folies villageoises.

disparaître.

21.00 Le Dernier Shah,

20.45 ▶ La Vie en face : Bisous volés.

20.30 Destination, Ball.

30.35 Do com

22.30 Vivre 🛮 🖹

Ciné Cinémas

21:00 Priends = 1

MAGAZINES

20.00 Temps présent. Guatemala Conne sous les verrous.

20.50 Zone Interdite.

21.00 Le Gai Savott.

An occur des urgences. 21.00 Enjeux - Le Point.

18.00 Stars en stock. Charles Bronson.
Clint Eastwood. Parts Press

19.00 Best of Nulle part ailleurs. Canal

Le meilleur. Invités : Jacques Gamblin : Jacques Julliard ; Patrick Besson ; Elsa Zyibermin. Paris Première

19.00 et 0.40 Rive droite, rive gauche.

19.55 Le Journal de François Pécheux. Invités : Patrick Chesnals ; Bernard Lavilliers. Canal

Se loger à New York : un véritable cau chemar. Attention danger : du phitonium au Canada, Passion : pilotes de brousse.

21.25 Cambouis. Special Grand Prix de l'Age d'Or. Canal Ji

23.00 De l'actualité à l'Histoire. Retour sur le premier servesur de 1395.

19.00 Le Tour du Pacifique. [14/20]. Iles Juan-Fernandez

et mille part ailleurs.

16.55 Conte des Quatre salsons:

Conte d'été E F

FILMS DU JOUR

rves Boisset (France, 1972-1973, 110 min). Ir Festival

Jacques Rivette (France, 1985, 130 min). Gné Cinémas

GUIDE TELEVISION

19.50 Violon tout terrain.

DOCUMENTAIRES!

19.00 Alligator !

16.00 R.A.S. # #

16.20 Prét-à parter # M. Robert Abrian (Etats-U

17.50 Hurlevent

MAGAZINES ...

13.00 L'Ecran témoin. Peut-on refuser de vieillir ? Invités : Claude Sarraute

13.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Evelyne Lever ; Jean-Yves Marini; Jean-Louis Biget ; Hugues de Varine.

13.00 20 h Paris Première, Best of. Invitée : Barbara Hendricks. Paris Pre

15.00 Envoyé spécial, les années 90.

17.35 Le Chib. htwité: Jean-Marc Bart. Ciné Cinéfil

18.00 Stars en stock. Joanne Woodward. Robert Mitchum. Paris Première

19.00 Best of Nulle part ailleurs. Canal+

19.00 et 23.30 Rive droite, rive gauche. Le meilleur, Invités : Ettenne Daho :

19.55 Le Journal de Prançois Pécheur.

20.00 Sayoir plus santé. Les progrès de la chicarde esthétique. Invités: Le docteur Vibolimir Mitz; Le docteur Vves-Gérard Illouz. TV S

Paris Premi

19.00 De l'actualité à l'Histotre.
Retour sur le premier semestre !s
avec Patrick Boyer, René Rémond
Jean-Noël Jeanneney,
Jean-Marc Sylvestre. His

Le meilleur. Invités : EDE Jean-François Kahn; Christophe Bourseiller; Victoria Abril.

20.00 20 h Paris Première. Best of. Invité : Claude Chabrol. Paris Pri

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Un siècle de révolutions chinoise

21.00 Europé spécial, les années 90. Fécondation in vidéo. France-touche.

George Sand, la cause du peuple. Paris Première

23.45 Un siècle d'écrivains.

0.25 Le Canal du savoir.

DOCUMENTAIRES

17.15 Pacifique, océan mythique. [7/5]. Au-delà de l'Inde, une mer infinte.

Drugue et sida. Afrique du Sud hors jeu. Histoire

de vieillir? Invités; Claude Sarrauta; Andrée Sodenkamp; Robert Ley; Renate Gossard; Isabelle Nelrynck; Philippe van den Bosch; Coralie Tilot.

19.15 Bray-Dunes

22.30 Stid. Invités: Dominique Vingtain; Marc Saracino; Catherine Peilion. TMC

23.30 Un siècle d'écrivains, Julien Graco, la chanson du guetteur. TV 5

18.50 Le Dernier Vol du condor. TMC

La politique, la presse, le mensonge. Invités : Thierry Wolton ; Roger-Gérard Schwartzenberg ; Michel Oniray ; Guy Konopnicki, Paris Première

20.60 20 h Paris Première. Best of, invitée : Barbara Hendr Paris Pr

22.00 Andreas Schlüter 🖀 🗷

. . . ,

-42

Contract Section

Section of the section

" dreg

 $_{i}:=\varphi_{i}\varphi_{i}^{i}=\frac{1}{2\pi}$

THE PARTY

W. dim

The second

The State of the S

4 th 25

2131.05

and the second state of the second 1. The control of the 18.

with the call with the

and the state of the state of the state of

ent of the market have

17212 1 1 1 1 1 TE

www.commonwealth.com

Service of the

st blogue

Committee and

to the thing

in a material de s

0.1000

1 10 22

4 10

100

*

-

31.4

 $\frac{1}{2}$ 60.74 4 847 graph . . \$ **6**0 7 PL 1 Ar . 20. Part Th -2

STATES And the -MARCH ST Specific. ******* *** -

📥 ilair

建 Section 10

the state

-Seret L -AND AN

enijasionis Prijasionis

2 40 to Seigher 30-

The second section of the second second section is a second section of the second section of the second section is a second section of the second section sect

I ES CODES DU CSA: SIGNIFICATION DES SYMBOLES: O Accord parental souhaitable.

Accord parental Indispensable
ou Interdit aux moins de 12 ans. Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir.

■ Nie pas manque:

■ Chef-d'œuvre ou classiques II vanad adulte
ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semanne, dans son supplément daté dimanche-handi, les programmes complets de la radio et – accompagnée du code Showlfiew – ceux de la télévision ainsi grupe sélection des programmes du câble et du satellite.

Le not qui suit le genre de l'émission (film, téléfim, etc.) est celui du réalisateur.

Sort-timage spécial pour les sourds et les malentendants.

22.30 La Loi de Los Angeles. 21.00 France - Croatie, Demi-finale de la Coupe du monde 98, au Stade de France, à Saint-Denis. TSR, Canal+, TF 1, KTBF 1 22.50 Presque parfaite. 23.40 Game On.

23.15 Spin City. Bye bye Birdie (v.o.). Le grand soir (v.o.).

Canal Jimm 23.45 Clair de lune. Mortele confession. 0.10 New York Police Blues.

2.38 Star Trek, la nouvelle génération. Rédemption (v.o.). Canal Jimmy

L'avez-vous bien descendu ? (v.o.). Causi jun

je ne vent bas monų, (vo). Canal linauk J New Jork Links parez

TVS

Histoire

Tévi

★ Première partie: mardi 7 à 20 h 30, jeudi 9 à 16 h 15, samedi 11 à 13 h 05. Deuxième partie : mercredi 8 à 20 h 30, vendredi 10 à

PROGRAMMES

TÉLÉVISION ● 18.55 et 0.45 Muzzik L'Ame des victors

Au creur de cette riche journée consacrée au violon, L'Ame des vio-18.20 Exclusif. lors, un documentaire de très belle 19,00 Le Bigdil 20.00 Journal, Journal de la Coupe. 20.40 Météo. facture réalisé en 1993, retrace au travers de témoignages passionnés 20.45 La Reine blanche.

et passionnants la fabuleuse épo-Film Jean-Loup, Hubert.
22.55 Shanghai Strprise Tim, Jim Goddard. pée de cet instrument européen servi par deux purs génies, les Ita-0.35 > Histoires naturelles. Insolues 98. liens Stradivari et Gameri. Pour l'essentiel, le film d'André Dela-1.30 TF 1 mit, Météo. croix s'ancre à Crémone, la cité des

FRANCE 2

abrite les fleurons des pièces fa-17.45 Priends connées entre le XIVe et le 18.45 Jenz de comédie. XVIIIe siècle. Pour évoquer la ri-19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. chesse de ces vivants joyaux, 19.20 Oni est qui? preuves sonores à l'appui, le réali-19.55 et 20.40 Météo. sateur a fait appel aux plus grands 20.00 Journal, Coupe du monde. 21.00 Mondial 98, Brésil - Pays-Bas. interpretes - Yehudi Menuhin,

22.50 Football 23.15 Six degrés de séparation. Film. Fred Schepisi. 1.05 Journal, Météo. 1.25 Nestor Burma.

FRANCE 3 2 18.50 Météo des plages. 18.55 Le 19-20 de l'information

lent..., chacum traduit sa passion du violon en termes sensuels et poé-20 00 # 22 30 Météo. tiques. Une leçon d'humilité et une 20.05 Benny Hill, 20.25 Tout le sport. émotion d'exceptionnelle qualité. 20.30 Le Journal de la Coupe. 20.55 L'Educateur : Trop libre pour toi.

> 22.40 Soir 3. 23.10 Le Club do Mondial 23.55 Céline Dion, Concert à Memphi 0.55 Blanche. [3/11].

➤ En clair jusqu'à 21.00 18.35 Les Simpson. 19.00 Best of Nulle part ailleurs. 19.45 Flash Infos. 19.55 Le Journal de François Pécheux. 70.43 Golden Foot. 21.00 Mondial 98. Brésil - Pays-Ble 23.30 Creur de dragon. Film. Rob Cohen (v.o.). 1.25 Le Souffre-douleur.

ARTE 19.00 Le Tour du Pacifique. (14/20). 19.30 7 1/2. 20.00 Archimède. La vie quotidienn à Pompéi. Paradis à cionec.

20.30 8 1/2 Journal. 20.45 ► La Vie en face : Bisous volés. 21.35 Regarde de tous tes yeux, regarde i Phonographier l'exclusion. 22.35 La Passion selon Cristina Garc Rodero. 12.00 vas Bodies, la nudité. 0.00 Hocine, photographe algérien. 0.25 Vile Bodies, l'enfance. 1.15 Vile Bodies, la mort.

M 6 5

18.55 Los Angeles Heat. 19.50 Tour de France à la voile. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Une nounou d'enfer. 20.35 La Météo des plages. 20.40 Décrochages info, E = M6 Junior. 20.50 Zone interdite. Au cœur des urgençes 22.45 Seule contre la dro Téléfilm. Jeremy Kagar

RADIO

FRANCE-CULTURE!

20.30 Agora. Marcel Loyau (L'Estime et la Tendress 11 00 P. SE mulio.
Runger Kopland; Anise Koftz.
22.10 Mauvais genres.
Les livres de l'été.
23.00 Nuits magnétiques.
A la périphièrie du ballon rond.

FRANCE-MUSIQUE!

19.37 Comcert. Festival d'art sacré. Donné le 5 décembre 1997, en l'église de Noure-Dame-des-Blancs-Manteaux, par la Maftrise de Radio-France et la Simphonie du Marals : Ceuvres de Nunez, Bertran.
20.45 Concert. Festival Chopin. Ceuvres de Chopin, Chavez, Beethoven, Prokofiev.

RADIO-CLASSIONE:

20.40 Les Sotrées. John Ellot Gardiner. CEuvres de Monteverdi, Bach, Mozart, Beethoven, Schubert, R. Schumann. 22.40 Les Sotrées... (suite). CEuvres de Massenet, Chabrier, Grainger, Holst,

MERCREDI 8 JUILLET

France 3

23.20 Un frisson dans la prat # # C Eastwood (EU, 1971, 90 min).

0.05 Of Human Bondage II II Edmund Coulding (Etat-Unis, 1946, N., wo., 90 min). Ciné Ciném 0.53 Crossing Guzufi II II Seah Penn (Etat-Unis, 1994; wo., 110 min). Cinéstar 2

1.35 The Little Minister # # Richard Walkace (Etats-Unis, 1994, N., V.O., 105 mln). Ciné Cinéfé 180 min). Ciné Cinémas
22.25 Paris Blues III II
Marcin Ritt (Etats-Unis, 1961, N.,
100 min).
22.55 Les Nuits
de la pleine lune II II
E Rohmer (Pr., 1984, 100 min). 4.40 Viens chez moi, Phabite thez one copine # # Patrice Laconte (France, 1980, 75 min). Camal+

NOTRE CHOIX

0.15 Planete

Keufs dans la ville

 20.30 Festival Tendre est la nuit

Le roman du désenchantement

A PROPOS DE Tendre est la nuit, Prancis Scott Fitzgerald écrivait: « Si vous avez aimé Gatsby, lisez cecl pour l'amour de Dieu. Gatsby était un tour de force : ceci est une profession de foi. » Sans doute parce que ce roman, le plus accompli de l'auteur, est aussi le plus antobiographique: la folie de sa femme Zelda et son propre alcoolisme y sont transposés au travers du couple Diver. Tendre est la nuit a été peu adapté : en 1955, un court épisode de la série TV anthologique « Front Row Center » avec Mercedes McCambridge et James Daly, un film réalisé en 1961 par Henry King avec Jennifer Jones et lason Robards In, et cette coproduction anglo-américano-australienne de 1985 d'une durée de six heures diffusée ici en deux parties

de 160 minutes. Dennis Potter, Pun des meilleurs auteurs de la télévision britannique, s'est inspiré de la version révisée par l'exégète fitzgéraldien Malcolm Cowley, qui débute au printemps 1917, en Suisse, lorsque l'officier américain Dick Diver fait la connaissance de la jeune Nicole, mentalement perturbée. Une rencontre que Fitzgerald raconte en flash-back dans la seconde partie de son livre. Bien qu'il ait procédé à quelques modifications - il a notamment occulté les deux enfants du couple -, Potter a respecté l'esprit du roman: l'histoire d'amour de Nicole et Dick Diver, l'aventure passagère de Dick avec la jeune actrice Rosemary, la décomposition progressive de Dick qui concorde avec la guérison de Nicole, la sépa-

ration du couple. Le réalisateur Robert Knights a parfaitement restitué le désenchantement de la « génération perdue », son errance à travers l'Europe, la vie oisive noyée dans le huxe et l'alcool, les aubes blafardes. Peter Strauss incame un Dick Diver romantique et au channe intègre, Mary Steenburgen, une Nicole fragile, Sean Young, la ravissante et fraîche Rosemary, et John Heard est un émouvant Abe North, Fami alcoolique de Dick

Jean-Jacques Schléret

16 h 50, lundi 13 à 8 h 20.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION TF1

13.50 Les Feux de l'amour. 15.45 Choq 507.51 16.40 Extrême limite. 17.15 Vidéo g2g. 17.30 Beverly Hills.

18.20 Exclusion 19.00 Le Biedil. 19.50 Le Journal de l'air. 20.00 journal, Coupe du monde, Météo. 20.45 Mondial 98. France - Crostie. 22.55 La Montagne de diamants.

13.50 et 18.10 Un livre, des livres. 13.55 Rex. 14.45 Dans la chaleur de la muit. 1530 Tierce. 15.45 Chicago Hope, la vie à tout prix. 16.30 Wallelie Ouest. 17.29 Une fille à scandales

17.45 Friends. 18.40 Jeux de comédie. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Out est out? 19.50 et 20.50 Tirage du Loto. 19.55 An noon du sport.

20.00 Journal, Conpe du moode, Météo. 21.00 La Nouvelle Tribu. Téléfilm. Roger Vadim [1 et 2/2]. 23.15 Le Jugé de la Duit.

0.05 Journal, Météo. 0.20 Tatort. Rien n'arrête la musique

13.00 Esthales TESE Meno. 11.35 Fundary Et country torons. Téléfilm. Nima Foch et Deborah 15.00 Les Enquêtes de Remingtou Steele.

15.50 Simon et Simon. 16.40 Brigade des mers. 18.50 Météo des plages. 18.55 Le 19-20 de l'information

20.00 et 22.25 Météo. 20.05 Benny HILL 20.25 Tout le sport. 20.30 Le Journal de la Coupe. 20.55 Consomag. 21.00 Les Oiseaux II.

Téléfilm. O Alan Smithea 22.30 Soir 3. 23.00 Le Club du Mondial. 23.45 Un siècle d'écrivains. Anais Nin 0.40 Blanche [4/11].

CANAL +

13.25 Do, ré, mi, fa, soul. Téléfilm. Sandy Johnson 15.25 Babylon 5. Teléfilm, Mike Velar, 16.55 C+ Cléo. ➤ En clair jusqu'à 21.00

18.35 Les Simpson. 19.00 Best of Nulle part ailleurs. 19.65 Plash Infos. 19.55 Le Journal de François Pécheux, Golden Foot, Football. 21.00 Mondial 98. France - Croatie

23.30 Port Diema Film. Eric Heumann. 1.10 Hard Men B Film.).K. Amalou.

LA CINQUIÈME/ARTE 13.30 et 17.35 100 % question.

13.35 Les Lumières du music-ball. 14.25 La Cinquième rencontre... Les Amériques. 14.30 Discover America : Les geysers de Yellowstone. 15.25 Entretien.

15.55 Les Secrets de l'Inde. 16.25 Modes de vie, modes d'emplol

16.55 Alf. 17-20 Les Zèbres. 18.00 Va savoit. 18.30 Le Monde des animams

19.00 Le Tour du Padfique. [15/20]. 19.30 7 1/2. Gang d'ados, cherche vacances. Piège à touriste : Nesselwang. 20.00 Les Hippopotames d'Organda. 20.30 8 1/2 Journal.

20.45 Les Mercredis de l'Histolre. Un siècle de révolutions chinoise [26]: La querre contre le Japon (1936-1949).

21.45 Les Cent Photos du siècle.

21.45 Les Cent Photos du Siècle.

La guerre du Liban,

photo de Françoise Demuider, 1976.

21.54 Comedia.

Le théâtre russe aujount hud.

21.55 La Monde selon Ludmilla

Razoumovskaia: Tendre et cruelle

Saint-Pétersbourg.

22.25 Résidence surveilée.

Pièce de Ludmilla Razoumovskaia.

0.15 Le Théâtre russe à

Saint-Pétersbourg et Moscou!

Amitlés du tran.

1.20 Maîtresses. «J'al un amant»,

1.20 Maîtresses. • J'al un amante, se disaient-elles.

13.30 Aventures Caraïbes. Teléfilm. Paolo Barzman [1 et 2/4]. 16.50 Les Piégeurs. 17.05 Chapeau melon et bottes de cuir. Le mort vivant. 18.00 Models Inc. 18.50 Open Miles. 18.55 Los Angeles Heal 19.50 Tour de France à la voile. 19.54 Le Six Minutes, Météo.

20,10 Une nomou d'enfet. 20,35 La Météo des plages. 20,40 Décrochages info, E = M 6 jonior. 20.50 Le Monstre évadé de l'espace. Téléfilm. O Richard Colla [1 et 2/2]. 0.15 Secrets de femme. D.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique L'histoire de la partition. [3/5]. De l'époque baroque au classic 20.30 Agora. Robert Delort (La France médievale). 27.00 Philambule. 22.10 Fiction. Le Maine

23.00 Nuits magnétiques Dans le rond central

FRANCE-MUSIQUE 19.36 Soirs de l'ête. 20.30 et 22.30 Concert.

Académies musicales de Saintes.

28.00 Soleti de nuñ.

RADIO-CLASSIQUE 19.30 Classique affaires-soir.

20.40 Les Soirées. Zuide K. 344, de Mozart, par The Academy of Ancient Music, dir. Goodwin, Dawson (Zaide), Blochwitz (Gomatz), Bär (ABazim). 22.15 Les Soirées... (suite). Œuvres de Schoenberg.

Le Monde

Une nouvelle phase de restructuration des armées Perquisitions chez le directeur affectera particulièrement l'Île-de-France

Le ministère de la défense emploiera au total 440 000 personnes en 2002

L'ILE-DE-FRANCE, la Basse-Normandie et la Haute-Normandie seront les trois régions les plus touchées par la restructuration des forces armées que le ministre de la défense, Alain Richard, devait annoncer, mardi 7 juillet, aux députés, puis aux sénateurs membres des commissions spécialisées du Parlement, avant de la détailler aux syndicats. Ces initiatives - 335 au total - constituent le dernier train de mesures prises dans le cadre de la professionnalisation des armées; elles concernent le commandement territorial, la formation et le soutien des unités pour les années 2000 à 2002, avec un début d'application

En 1997, un premier train de mesores avait trait à la réorganisation des forces opérationnelles. Pour l'essentiel, il s'est agi, en l'espace de trois ans (de 1997 à 1999), de dissoudre 39 régiments, de désarmer 13 navires de la marine nationale, de fermer 4 bases aériennes et 4 hôpitaux du service de santé des armées.

Cette fois, M. Richard propose un vaste mouvement de redéploiement des effectifs - c'est-àdire des transferts de postes sans suppressions d'emplois - au sein des organismes territoriaux, des centres de formation et des structures de soutien, à l'exception de ce qui se rapporte à la direction des constructions navales et de la maintenance aéronautique. A la fin de la professionalisation des armées, le ministère de la défense devrait rassembler 440 000 hommes et femmes en 2002, dont 330 000 cadres et engagés (au lieu de 305 000 aujourd'hui). 27 000 volontaires et 83 000 civils (au lieu de 75 000 actuellement). Le budget de la défense devra être progressivement remanié pour rémunérer, en fin fessionnels supplémentaires, la part des civils passant à près de 20 % des effectifs de la défense (au lieu de 14 %).

4

C'est l'armée de terre qui est la plus affectée par cette phase de réorganisation, dès septembre 1999. Après la réforme de ses commandements opérationnels (Le Monde des 23 juin et 2 juillet), elle va réduire, en deux ans, de 9 à 5 le nombre de ses circonscriptions militaires de défense, qui font office de régions militaires, chacun des commandements régionaux s'attachant à l'administration courante des unités et à leur maintien en condition. Les soutiens - le génie fermant, pour tifs et des moyens attribués à la formation auront alors été supprimés, si l'on tient compte de la première étape (1997-1999) du plan de restructoration. L'armée de l'air, de son côté,

est invitée à faire davantage appel à la sous-traitance pour le fonctionnement de ses hases. Son dispositif et ses activités seront resserrés, en 2002, autour de 2 régions aériennes (au lieu de 3). de 33 bases aériennes (dont 25 auront une plate-forme aéronautique) et de 2 établissements du

La marine devra désarmer 3 frégates et le porte-avions Foch.

3 274 suppressions d'emplois à GIAT industries

Tous les syndicats des salaciés du groupe public d'armement GIAT industries ont appelé à des débrayages, mardi 7 juillet, à l'occasion du conseil d'administration de l'entreprise invité à se prononcer sur un « plan stratégique, économique et social » de quatre aus (1999-2002). Ce plan prévoit de supprimer 3 274 emplois, notamment par des pré-retraites à partir de 52 ans et des reclassements dans la fonction publique, sur un effectif global de 10 300 à fin 1998 (Le Monde du 4 juillet).

Il y aura aussi des transferts de postes et des mises en formation longue. Deux sites, à Salbris (Loir-et-Cher), avec 160 emplois, et au Mans (Sarthe), avec 130 emplois, seront fermés. A Saint-Etienne (Loire), où l'effectif passera de 602 salariés à 64, des salariés ont perturbé, lundi 6 juillet, la réunion du conseîl municipal. Avec 270 personnes, le site de Rennes (Ille-et-Vilaine) est menacé si GIAT ne trouvait pas de partenaire.

sa part, deux établissements - seront réduits de 49 % des effectifs de l'armée de terre, actuellement, à 37 %. Ainsi, le service du matériel devra dissoudre, restructurer ou transférer 88 organismes. Le commissariat et les transmissions seront amenés à regrouper leurs sites et, dans la perspective de la suspension du service national, onze centres mobilisateurs seront dissous en 2000. Pour ce qui est de la formation, l'armée de terre devra fermer 2 écoles, pour ne plus repo-

Elle devra concentrer ses moyens sur les ports de Brest, Toulon et Cherbourg, ce qui implique, notamment, la fermeture de certaines de ses installations à Rochefort. Le service de santé des armées, outre la fermeture de 3 établissements de matériels de mobilisation devra abandonner 5 centres hospitaliers, ta délégation généralé pour l'armement a été invitée à rationaliser les prestations fournies aux industriels par ses centres d'expertise et d'essais et à diminuer de deux

2002. Plus de la moitié des effections et d'un tiers les effectifs du service de la qualité (l'ex-Surveillance industrielle de l'arme-

> Enfin, les centres de sélection, récédemment chargés de tester les conscrits, seront dissous entre 1999 et 2001. En revanche, la direction centrale du service national maintiendra les 13 bureaux du service national en Ilede-France et en province, et elle devra gérer pas moins de 300 nouveaux sites - 90 % dans des implantations militaires et 10 % dans des lieux civils désignés par les préfets - dont la tâche sera d'animer la journée de préparation à la défense à compter du

DELOCALISATIONS

Selon le ministère de la défense, ce dernier train de mesures aboutira à accroître la population militaire dans 19 régions économiques, notamment en Franche-Comté, Champagne-Ardenne, Alsace, Nord - Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Picardie, dans les Pays de la Loire, en Lorraine et en Auvergne. En revanche, l'Ile-de-France perdra 4800 postes du fait de l'allègement des administrations centrales et de la délocalisation d'un certain nombre d'organismes de la région parisienne. La Haute et la Basse-Normandie perdront 685 postes, sur 9 200 emplois militaires, en raison des transferts d'activités dans d'autres régions de France.

Au total, les services de M. Richard estiment que 4 bassins d'emploi, sur les 219 concernés par le rédeploiement des armées d'ici à 2002, enregistreront une diminution de leur population active supérieure à 1 % il s'agri des villes d'Apt (Vauchise), Carri (Hante-Corse), Varennes-sur-Allier (Allier) et de Fontainebleau-(Seine-et-Marne).

de cabinet de M. Léotard

Un virement suspect sur les comptes du PR est visé

LA PERMANENCE ÉLECTO-RALE et le domicile tourangeau de Renaud Donnedieu de Vabres, député (UDF-DL) d'Indre-et-Loire, ont été perquisitionnés par la police, vendredi 3 juillet, dans le cadre d'une enquête conduite au tribunal de grande instance de Paris sur un virement suspect de 5 millions de francs effectué, en 1996, sur les comptes du Parti républicain (PR), rebaptisé Démocratie libérale (DL) (Le Monde du

Les enquêteurs s'interrogent sur le rôle joué par M. Donnedieu de Vabres dans ce montage financier, réalisé via les comptes d'une coopérative financière italienne, le Fondo sociale di cooperazione europea. Remise en argent liquide, au Luxembourg, le 16 juin 1996, la somme arrait permis de souscrire, le jour même, un prêt de 5 millions de francs au profit du PR. Si la délivrance d'un crédit contre un tel dépôt n'est pas illégale, les soupçons portent sur l'origine des fonds.

Protégé par son immunité parlementaire, le député d'indre-et-Loire, considéré comme le bras droit de François Léotard, président de l'UDF, dont il est le directeur de cabinet, ne peut être visé par des mesures coercitives. Il pourrait néanmoins, à terme, être conduit à répondre aux questions du juge d'instruction Laurence Vichnievsky. Contacté par Le Monde, mardi 7 juillet, M. Donnedieu de Vabres s'est déclaré « profondément choqué par la violation du secret de l'instruction, en particulier dans la période ac-

Le nom du député est apparu dans la procédure lors de l'audition de Serge Hauchart, l'homme qui avait déposé les 5 millions de francs au Luxembourg pour le compte du PR. Cadre du PR, proche de M. Léotard, M. Hauchart a affirmé, le 2 juillet, avoir effectué ce versement sur ordre délégué général du parti. Il a précisé que les fonds provenaient « d'une caisse noire » du PR et non des fonds spéciaux du gonvernement, comme l'avaient assuré le président du Fondo, Gay Gennesseaux, et son fondé de pouvoir, Olivier Mevel. Ces derpiers avaient été mis en examen pour « blanchiment, escroquerie et exercice illégal de la profession de banquier », le 24 juin, et placés en détention provisoire.

Les enquêteurs ont recueill une série d'éléments conduisant à penser que le crédit accordé par le Fondo au PR revêtait un caractère fictif, destiné à dissimuler un financement illégal de parti. Afin de masquer l'existence des 5 millions de francs, le prêt avait été adossé à une promesse de garantie hypothécaire portant sur le premier étage du siège du PR, rue de l'Université. A en croire les déclarations de MM. Gennesseaux. Mevel et Hauchart, cette promesse n'engageait en rien le parti mais conservait au prêt les appa-

rences d'un vrai contrat. Par ailleurs, les graves difficultés financières du Fondo, en 1996, avaient conduit M. Hauchart et un avocat, qui était aussi administrateur du Fondo, à soustraire la créance du PR à l'attention même du Fondo.

gL'

ve.

Lors de leurs interrogatoires, MM. Gennesseaux, Mével et Hauchart ont décrit leur action comme celle de simples intermédiaires. M. Hauchart a été condiscipie de François Léotard à l'ENA. I fut candidat du PR aux elections législatives de 1978. Il est aujourd'hui trésorier de l'Association des républicains indépendants pour une démocratie européenne et libérale, qui prend notamment à sa charge les salaires des membres du cabinet de Prançois Léotard.

Le pape défend la valeur sacrée du dimanche

s'alarment régulièrement de la « désacralisation » du dimanche, c'est la première fois que Jean Paul II consacre une lettre apostolique à la « valeur irremplaçable » de ce jour que la plus ancienne tradition appelle « le jour du Seigneur». Intitulé Dies Domini (le jour du Seigneur), publié mardi 7 juillet, ce texte d'une centaine de pages est destiné à la communauté chrétienne et à un public plus large, inquiet devant la « banalisation » du repos dominical et la dégradation de conditions de vie marquées par l'extension du travail le di-

Ce document se veut à la fois clique de Léon XIII (Rerum nova-un rappel de la discipline de rum, en 1891), qui faisait déjà du

doirie en faveur d'un plus grand respect des rythmes propres au travail et au repos.

. UN DEOLT DU THAVAILLEUR .

S'il est un moment, souligne-til, où les exigences naturelles et sociales de l'homme rejoignent les obligations propres à une foi religieuse (comme pour le sab-bat dans la tradition juive), c'est bien celui du dimanche: « Le lien entre le jour du Seigneur et le jour de repos a une importance et une signification qui vont au delà d'une perspective proprement chrétienne. »

Jean Paul II rappelle l'ency-

Contrats Etat-régions : M^{me} Voynet indique

SI LE PAPE et les évêques l'Eglise catholique et une plai- repos dominical « un droit du tains magasins à ouvrir le ditravailleur à faire garantir par l'Etat ».

> Dans les circonstances actuelles, ajoute-t-ii, «il reste nécessaire de faire effort pour que tous puissent connaître la liberté, le repos et la détente nécessaires à leur dignité d'hommes, avec les exigences familiales, religieuses, culturelles, interpersonnelles qui s'y rattochent et qui peuvent diffi-cilement être satisfaites, si l'on ne réserve pas au moins un jour par semaine où il sera possible de jouir ensemble de la faculté de se reposer ..

Les conditions de la production dans les entreprises modernes et les contraintes commerciales qui obligent cermanche et à priver du repos hebdomadaire, ce jour-là, certaines catégories de salariés sont implicitement condamnées. Plus largement, le pape s'en prend aux conditions de travail « déplorables » et aux horaires insensés imposés dans les pays les plus pauvres. Le dimanche est un jour chômé depuis le IV siècle, rappelle-t-il, et il est souhaitable de le voir reconnu et garanti dans toutes les législations civiles.

JOUR DE FÊTE Ce document n'est pourtant pas un catalogue de revendications, comme celle qui, un jour, dans la bouche d'évêques italiens, visait à la suppression du calcio (football) le dimanche ! Dans le contexte de sociétés qui ont perdu la mémoire des fêtes et des rythmes religieux, il invite plutôt à une réflexion sur la signification symbolique de ce

Reprenant la tradition du sabbat dans l'Ancien Testament, le dimanche chrétien rappelle l'œuvre créatrice de Dieu (« Dieu créa le ciel et la terre et se reposa la septième jour », dit la Genèse). il y ajoute la mémoire de la résurrection du Christ, le matin du dimanche de Pâques. Au repos et à la prière du sabbat juif, la tradition chrétienne ajoute donc une dimension « festive », celle de l'annonce du salut de

l'homme. Mais à travers un tel thème, c'est aussi la nostalgie de la « civilisation paroissiale » d'antan qui s'exprime. Les taux de participation à la messe du dimanche sont, en Prance, d'environ 10 %. A destination de ses fidèles dispersés par les week-ends, le pape rappelle donc l'obligation de participer à la messe chaque di-

Jacques Toubon a prévu de voter le budget parisien

LE BUDGET modificatif de la Ville, à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Paris mardi 7 juillet, a obtenu par avance l'accord des trois groupes de la majorité municipale. Jacques Dominati, président du groupe UDF, relève que le maire et le groupe présidé par Jacques Toubon se sont rejoints sur les propositions de l'UDF concernant l'utilisation d'un excédent exceptionnel de 700 millions de francs: 500 millions seront consacrés au désendettement de la Ville, 200 millions aux investissements. « Nous voterons ce budget pour bien marquer notre appartenance à la majorité municipale et pour soutenir le changement de politique budgétaire, que nous réclamons et qui semble amorcé dans ce budget modificatif », explique M. Toubon qui, toutefois, prendra la parole pour exposer la politique budgétaire qu'il souhaite voir mise en œuvre dans les trois prochaines années. (Lire notre enquête

DÉPÊCHES

IJUSTICE: un collectif d'avocats, agissant au nom de plusieurs associations de victimes dans l'affaire du sang contaminé, a saisi lundi 6 juillet la ministre de la Justice d'une demande de récusation des trois magistrats de la Commission d'instruction de la Cour de justice de la République. Ces magistrats doivent décider le 17 juillet de l'éventuel resvoi des anciens ministres Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé devant la Cour de justice.

■ POLICE: le spectacle de Jean-Michel Jarre, dont l'annonce le 22 juin par le maire de Paris avait suscité des réserves du mi-nistre de l'intérieur (Le Monde du 28 juin), aura bien le 14 juillet dans la capitale. Les dossiers techniques réclamés aux organisateurs ayant été finalement transmis à la préfecture de police, entre le 25 juin et le 1ª juillet, le ministre a déclaré, landi 6 juillet, avoir « approuvé le dispositif de sécurité proposé par le préfet de police ».

ROISSY: les premières sanctions viennent d'être prises

contre des compagnies aériennes n'ayant pas respecté les nonvelles règles de limitation du bruit à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Le ministère des transports a annoncé, lundi 6 juillet, que la direction générale de l'aviation civile (DGAC) a imposé six amendes de 6 000 à 25 000 francs à Aerospostale, Euralair et Angola Airlines. Ces sanctions sont prononcées dans le cadre de la procédure mise en place le 23 mars pour réduire les misances liées à l'extension de l'aéroport d'ici 2001. Durant les quatre premiers mois de l'année, 140 procès-verbaux pour nonrespect des règlements anti-bruit ont été transmis à la Commission nationale de prévention des nuisances sonores.

RUSSIE: Le nouveau Premier ministre russe, Serguei Kirienko, effectuera une visite de travail en Chine le 14 juillet, qui sera consacrée « aux relations bilatérales, aux questions économiques et commerciales et aux autres questions d'adérêt commun ».

ses priorités aux préfets de région DOMINIQUE VOYNET, mi- loppement doit être compatible avec une « utilisation pérenne » des ressources naturelles et avec la recherche de la qualité environ-71 milliards de francs.

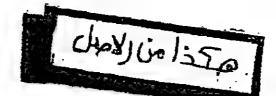
nistre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a réuni, lundi 6 juillet à Paris, les préfets de région et leur a précisé la procédure à suivre pour préparer les contrats Etat-régions qui devront être signés avec les 22 exécutifs avant la fin de l'année 1999. Cette procédure sera officialisée dans une lettre que le premler ministre leur adressera avaut la fin du mois de juillet sur « les modalités d'élaboration de la stratégie de l'Etat » dans chaque région. Il faudra, en outre, que la liste des orientations considérées comme prioritaires par l'Etat d'ici à 2006 soit « cohérente » avec les programmes financés par les fonds européens.

Les contrats devront en priorité viser à améliorer la situation de l'emploi, notamment en soutenant « les initiatives de développement local », a-t-elle dit. Le dévenementale. Les contrats Etat-régions serviront de cadre aux contrats de pays, d'agglomération et de ville. La ministre demande aux préfets de veiller à la réduction des inégalités sociales et à la solidarité au profit des populations et territoires les plus fragiles « ou qui se trouvent confrontés à

des mutations profondes ». M^{me} Voynet demande aussi aux préfets de limiter le nombre des objectifs de l'Etat en se concentrant sur l'essentiel. Les 22 enveloppes financières définitives de l'Etat ne seront arbitrées qu'en 1999, en fonction de la richesse de chaque région, de son taux de chômage, de l'importance de ses problèmes d'exclusion, et aussi en fonction des priorités qui auront été définies ministère par minisra prévu de consacrer environ 77 milliards de francs, les régions Dominique Voynet a insisté pour que, dans la préparation des

priorités régionales, chaque préfet de région veille à associer ses collègues de département, les trésoriers-payeurs généraux et les recteurs ainsi que les responsables régionaux des établissements publics industriels et commerciaux, l'agence de l'hospitalisation, les organismes de recherche. Le « projet régional » émanant du préfet aura à distinguer ce qui revient en propre à l'Etat et à la région et ce qui pourrait faire l'objet d'une « compétence partagée ». Les préfets de région devront remettre leur copie pour le 15 septembre, « délai de rigueur », a précisé la ministre.

François Grosrichard



itions chez le directen abinet de M. Léotard

El comptes du PR ed in Marian to a second 19 Sec. 1. with a little

अंतर जिल्ल **America** Company Markey Aren a smean किया हो हो $\mathcal{F} \to \phi_{\mathcal{G}_{k_0}}$ ALTERIATE. du so we - Carlotte Michigan colored stodes Reference of the con-La Contra Sept and the sept of the sept देश जायंत्र ह

22 P. C. Continue Fr THE TRUE CE AT P. CANS STATE OF THE PARTY The second The state of the s Water Trans 2 is the 177 -The State of $\tau = \frac{1}{2\pi} + \tau_{\rm the} \tau_{\rm th} \frac{1}{4\pi}$

The Law Marga

er en en g

4 973

122

3.00

. ' : 2tî

 $\mathcal{M}_{\mathcal{M}}(\mathbb{Z})$

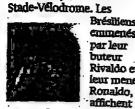
to the art.

to a fill waste

nes Touhon a prevu roter le hudget parisie »

184 TEACH 🔐 👱 🧀 Herri 🦚

9 1 MARSEILLE La première demi-finale de la Coupe du monde 1998 oppose le Brésil, tenant du titre, aux Pays-Bas, mardi 7 juillet, à 21 heures, au



buteur Rivaldo et ieur meneur Ronaldo. affichent une confiance tranquille. Les Nécriandais, entraînés par Guus Hiddink, sont handicapés par trois absences dues à des blessures (Marc

et à une suspension (Arthur Numan). 0 2 SAINFDENIS La France rencontre la Croatie pour la seconde demi-finale, mercredi 8 juillet, an Stade de France, à 21 heures. Les Français, qui se sont qualifiés aux tirs au but contre l'Italie après un 0-0, sont à la recherche d'un buteur, mais Youri Djorkaeff a promis de marquer. Demi-finaliste surprise la Croatie, dont c'est la première participation à une Coupe du monde, compte sur

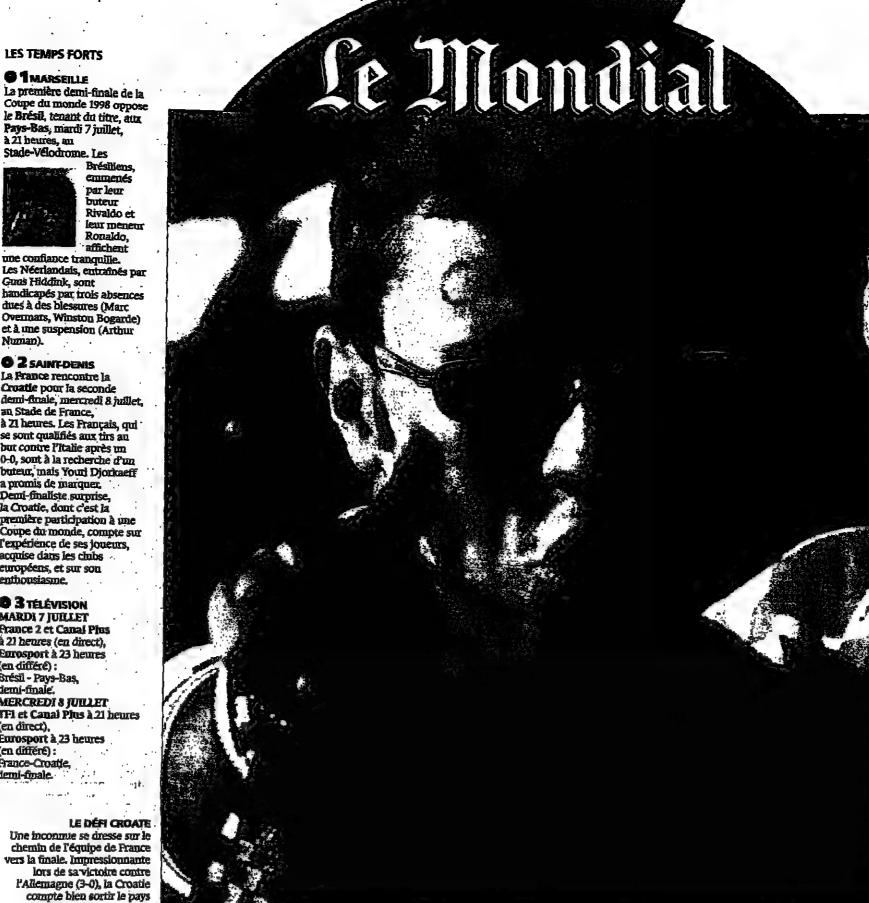
l'expérience de ses joueurs,

européens, et sur son

enthousiasme,

3 TÉLÉVISION MARDI 7 JUILLET Prance 2 et Canal Plus à 21 heures (en direct), Eurosport à 23 heures (en différé) : Brésil - Pays-Bas, demi-finale. **MERCREDI 8 JUILLET** TF1 et Canal Plus à 21 heures (en direct). Eurosport à 23 heures (en différé) : France-Croatie,

LE DÉFI CROATE Une inconnue se dresse sur le chemin de l'équipe de France vers la finale. Impressionnante l'Allemagne (3-0), la Croatie compte bien sortir le pays hôte, le 8 juillet, à Saint-Denis.



Encore faut-il vaincre la Croatie

POUR LA FINALE de la Coupe du monde de rugby, en 1995, au Cap, l'Afrique du Sud affrontait la Nouvelle-Zelande, On vit alors apparaître à la tribune Nelson Man-dela vêtu du maillot vert des Springboks frappé du numéro de François Pienaar, le capitaine. Ce geste hautement symbolique, car le rugby reste encore un bastion de l'apartheid, est gravé dans les mémoires. En plus il fut de bou augure, puisque les Sud-Africains défirent les All Blacks. Sans doute Robert Pires, milieu de terrain offensif de l'équipe de France, s'en souvient-il. « Ce serait sympa, a-t-il déclaré, si le président arrivait mercredi au Stade de France avec le maillot de l'équipe de France. Ce serait un beau symbole. Je trouverais cela formidable. »

Certes Nelson Mandela a une aisance naturelle, une élégance du corps qui lui permet de porter n'importe quoi. Smoking, boubou, maillot de rugby, c'est comme s'il était né dedans. Notre président est plus raide d'échine et il n'est pas sûr qu'il soit à l'aise dans un mailiot. Si ses conseillers en communication venaient à le lui interdire pour cause de manque de dignité, une écharpe, plus discrète, aux couleurs de l'équipe, comme tout bon supporteur de base, ferait l'affaire. Quelque chose en tout cas qui marque son engagement, ceiui du pays, autour de son

Car si Pires rêve de voir Chirac en bleu, c'est qu'il traduit le besoin de toute l'équipe de se sentir soutenue bien au-delà de l'habituellé tiédeur du Stade de France. Ce n'est pas tous les jours qu'on joue une place en finale de la Coupe du

Buarque, le célèbre chanteur brésilien, qui suit la Coupe du monde et donne des chroniques au journal O Globo, écrivait dans l'une d'elles combien il était surpris par la réserve des Français pour ce qui touche au football. Comme il regardait à Paris avec ses amis le match Brésil-Chili et que Ronaldo venait de marquer, toute la bande s'esclaffa à la brésilienne, on connaît: « Gooooooolilli i... ». Et de chanter et de rire. « De la fenêtre d'en face, poursuit Chico Buarque, jaillit une réponse: "Si-lence, merde !" (...) Pour un but, serait-il français et sur une bicyclette (un retourné acrobatique), la loi du silence en ville, est absolue. » Il exagère un peu, mais c'était, il est vrai,

en quarts de finale. LE PRÉCÉDENT TCHÈQUE Les Brésiliens ne manquent jamais, eux non plus, de critiquer leurs entraîneurs, les schémas tactiques, les choix des joueurs, etc.

Tout y passe. Mais quand l'équipe joue, ils oublient tout. Et l'équipe de France joue, mercredi 8 juillet. La Croatie n'est pas un obstacle insurmontable, même animée, comme elle l'est, de la volonté de voir flotter son jeune drapeau tricolore à écusson à damier rouge et blanc sur le football planétaire. Certes, on se souvient qu'au championnat d'Europe, en 1996, en An-

gleterre, nous avions échoué en

avant que les rues de Paris ne LE CRÂNE DE BARTHEZ Robert Pires cède à son tour au gri-gri français : caresser le crâne lisse du gardien de but des Bleus. Pour l'instant, cela leur a porté chance.



demi-finales, contre un outsider but raté par Di Biagio qui scellait du même tonneau, les Tchèques. Certes l'équipe de France marque la victoire de la France sur l'Italie peu, se repose sur une défense manière béton armé (et une défense, dit-on, ça ne fait pas rêver). Certes, elle ne touche pas encore au mythe. Mais qui dit que demain? Et si demain, dimanche, pour la finale? Un Chirac en bleu, un Jospin (mais quels numéros cholsiront-ils?) seraient une bonne façon d'engaget le pays sur la voie du décoinçage footballistique. Chico Buarque: « Comment un peuple peut-il préférer des escar-

gots à une partie de football ? »

Veillée d'armes. L'adversaire nous connaît bien. L'entraîneur croate, Miroslav Blazevic, a vécu deux années dans le football francais, à Nantes, et il en a appris beaucoup. Il a engagé une petite opération de déstabilisation psychologique assez simplette, bien qu'inattendue. A Vittel, où l'équipe a ses quartiers, il a déclaré à la surprise générale que la défense française - notre fierté -« n'était pas aussi forte qu'on le dit ». Et il cite Lilian Thuram et Bixente Lizarazu qui, à monter sans cesse aux avant-postes, découvriraient dangereusement notre gardien Fabien Barthez, le chouchou de Chirac. En revanche, dit-il, «l'attaque est forte», alors que Trezeguet, Guivarc'h, Henry... ont tant de mal à en mettre au fond des filets. Un peu lourd ce Blazevic, qui nous croit fragiles du côté du mental. Ses joueurs, « ses fils », dit-on en Croatie, savent aussi sur le terrain provoquer l'adversaire pour lui faire perdre son sang-froid. Et puis, ultime munition dans la musette croate, ce ké-

pi que Blazevic pose devant lui pendant les matches, hommage à David Nivel, le gendarme laissé pour mort par les hooligans allemands sur le pavé de Lens (la police allemande a placé sous mandat de dépôt un suspect à Hambourg).

PÉRIL ORANGE POUR LE BRÉSIL

La confiance des bookmakers de Londres pour l'équipe de France ne mollit pas, en tont cas. Aux dernières nouvelles, le Brésil cotait 6 contre 4, suivi de la France à 9 contre 4, Les Pays-Bas pointaient à 5 contre 2 et les Croates à 7 contre

L Finale annoncée : France-Brésil. Mais il est long encore le chemin. Pour les Bleus comme pour les Auriverde. Les Orange qui se présentent à eux, ce mardi 21 heures, à Marseille, ne sont pas des outsiders. Ils font partie des favoris de la compétition et joueront sans complexe aucun, malgré les absences de trois plliers : Winston Bogarde (blessé à l'entraînement), Marc Overmars (blessé également) et Arthur Numan (suspendu). Mais il leur reste assez de joueurs formidables pour faire trembler les quadruples champions du monde brésiliens, qui out déjà eu bien du mal à se défaire des Danois, sortes de Hollandais en moins forts, et des Ecossais, sortes de Danois en moins forts. La Seleção 1998 n'aime pas trop, semble-t-il, ce genre de football puissant, technique et bien organi-

S'ils gagnent et qu'il rencontrent la France pour le titre, alors, qui sait? Chirac en bleu...

Jacques Buob

LA CHRONIQUE DE PIERRE GEORGES

Bienheureux les simples d'espoir!

DU CÔTÉ DE MONTEVIDEO sévit un astrologue bulgare. Ce voyant prédit, ce qui est assez conforme à sa raison sociale. Et il prédit télévisuellement, la nuit, en direct, sur une chaîne plus ou moins versée dans l'investigation romacule.

Boris Kristov, nom d'origine, Cristoff, nom d'écran, n'est pas le premier vovant venu. Il a son rang à tenir depuis qu'il annonca, naguère, l'attentat à venir contre Jean Paul II. Et voilà bien pourquoi, en cette soirée de dénuement, il faut tenir pour non négligeable l'annonce faite à Montevideo par le Nostradamus câblé : le Brésil va perdre ! Le Brésil est dans une conjonction astrale défavorable! La conjoncture zodiacale est formelle : « Un grand tombera le 7 juillet. » Fin du mes-

LA BOULE D'IVOIRE DE FAIREM

Ainsi parla Boris! Eh bien. puisque cette Coupe du monde se traîne un peu en langueur - cinq semaines, c'est trop -, convenons que nous sommes tous des Kristov bulgares! Que de paris idiots, que d'intuitions géniales depuis le début de cette épreuve ! Un vrai cimetière à propostics. Avec parfois des trabisons sans scrupules, des désertions sans préavis. Allemagne, Angleterre, Nigeria, Argentine : combien de parieurs floués, combien de certitudes envolées !

A faire le Boris, on risque le ridicule plutôt que sa chemise. Et la moquerie. Tout cette loterie tient à si peu: un arbitre qui voit rouge. une barre qui ne consent, la chance qui décide, un dribble qui reussit, un tir dévié, un Croate qui passe par là. Et tout ce que l'on voudra.

Donc, soyons furleusement cartésien. Des quatre équines encore en course, l'une va gagner la Coupe du monde, cela on peut le prédire sans risque excessif. Mais laquelle? C'est là que tout se tement l'éponge pour se replier derrière ce paravent fort commode qu'est la glorieuse incertitude du sport. Brésil. Pays-Bas, France, Croatie: commencons par diviser par deux, ce soir et mercredi, pour n'en plus retenir. dimanche, qu'un !

La patience, et il en faut en ce supplice dilué, reste le début de la sagesse. Alors, plutôt qu'à singer le Boris, faisons plutôt le Fabien, notre goal à nous-mêmes. Ce garcon a deux immenses qualités, en plus de celles inhérentes à sa fonction. La première tient à sou crane. rond comme un ballon, chevelu comme un œuf et brillant comme boule d'ivoire.

C'est un fait et une manie désormais, ce crâne devient le plus visité de France, un lieu de dévotions et de superstitions, où chacun de ses coéquipiers, et d'abord le grand Blanc, vient déposer, en offrande à la victoire, un gros poutou d'espoir. Le lieu s'y prête volontiers, qui a de la surface et de l'allure. Touchez mes plaies, et vous serez guéris. Touchez mon crâne, et vous serez finalistes! Simple comme bonjour l

DAI LAND ON DU COCHOM?

Autre qualité plus sérieuse dudit Pabien, tet art très particulier qu'a ce garçon de ne pas se prendre la tête. A l'impérieuse question: « Alors, mon bon, ces Croates, du lard ou du cochon? », le farceur a répondu : « Peu importe que ce soit contre l'Allemagne, la Croatie ou... la Laponie. L'important, c'était d'être en demi-finales, et maintenant de se qualifier pour la finale. » Bienheureux les simples d'espoir!

A moins, évidemment, d'adopter la position Strauss-Kahn, qui voit, lui, une finale France - Pays-Bas. Avec victoire de la France et, au nom de l'Europe, partage de la Coupe. Deux ans pour France-Strauss et deux ans pour Pays-Bas - Rahn. Très exactement le type de compromis imaginé pour la présidence de la Banque centrale européenne. Même Boris ne l'avait pas vu venir, celui-là!

LE CHIFFRE DU JOUR

C'est le nombre d'écrans géants, en dehors de celui de l'Hôtel de Ville de Paris, qui devrait être rapidement engorgé, mercredi 8 juillet, pour la demi-finale entre la France et la Croatie. Cet écran situé dans le centre de la capitale est en effet le plus connu des

La Mairie de Paris rappelle que d'autres écrans géants sont installés au stade Charléty (XIV arrondissement), au stade Bertrand-Dauvin (XVIII arrondissement) et place Stalingrad, face au bassin de La Villette (XIX arrondissement).

LES ARBITRES

BRÉSIL - PAYS-BAS Mohamed Ali Bujsaim, des Emirats arabes unis, arbitrera la demi-finale Brésil - Pays-Bas, qui a lieu mardi 7 iuillet au Stade-Vélodrome de Marseille, à 21 heures, il sera assisté du

Koweitien Hussein Ghadanfari et de l'Omanais Mohamed Al-Moussaoul. M. Bujsaim a déjà arbitré Ecosse-Maroc lors du premier tour et le buitième de finale France-Paraguay.

FRANCE-CROATIE

José Manuel Garcia Aranda arbitrera la seconde demi-finale, entre la France et la Croatie. mercredi 8 Juillet, au Stade de Prance, à 21 heures. L'Espagnoi sera assisté de son compatriote Fernando Tresaco Garcia et du Chilien Jorge Alberto Diaz Galvez. José Manuel Garcia Aranda avait déjà arbitré le match d'ouverture, Brésil-Ecosse, le 10 juin, et le huitième de finale Pays-Bas - Yougoslavie.

Face à la Croatie, les joueurs de l'équipe de France rêvent de se forger un destin de finalistes

France-Croatie. Pour oublier leurs trois demi-finales perdues (1958, 1982 et 1986), les Bleus doivent battre les Croates, mercredi 8 juillet, au Stade de France

JEAN-PIERRE CANTIN n'est plus l'ennemi public numéro un des Bieus. Depuis quinze jours, le responsable de la sécurité et, accessoirement, du réveil de l'équipe de France essuyait la mauvaise humeur des joueurs dès potron-minet. En raison de la succession de matches disputés en milieu d'après-midi, l'heure du lever avait été avancée. L'homme récoltait invariablement les remarques acides: «Les gars ràlaient. A chaque fois, c'était: "Tes fou l Ça va pas i Qu'est-ce qui se passe ?: Y'a la

Avec la perspective de jouer la demi-finale à 21 heures, le chant du coq se fait à nouveau à des heures décentes. Qui plus est, la sieste est rétablie depuis deux jours. Les joueurs retrouvent leur compte de sommeil et ieur rythme biologique. Ils se réveillent de bon poil, ce lundi 6 juillet, et Jean-Pierre Cantin n'a plus à entendre des noms d'oiseaux dans le combiné téléphonique. Seul Robert Pires se lève toujours du pied gauche. Une superstition. « Sur un terrain aussi, que ce soit en match ou à l'entraînement, je m'arrange toujours pour poser ce pled-là en premier. Je ne sais pas pour-

Robert a encore fait un doux songe cette nuit : « Je me souviens de l'accélération de Jean Tigana sur le troisième but français, lors de la demi-finale de l'Euro 84, à Marseille. C'était phénoménal. Je rêve de faire la même en finale de la Coupe du monde. Pas de marquer seul, non, simplement de mettre tout le monde dans le vent et de donner un truiste, trop sans doute au goût d'un public qui aimerait bien qu'un



Pour Lebœuf, Dugarry, Pires et leurs coéquipiers, le slalom pour parvenir à la finale passe par la Croatie, mercredi 8 juillet.

égoiste tire la couverture à lui par un but, même un petit tout bête. Youri Diorkaeff almerait être celui-là. « le vais marquer contre la

Croatie, je le sais », jure l'attaquant au saut du lit. Réverie d'un buteur solitaire. Dans ces propos, il ne doute de rien. Cette apparente fatuité surprend. Elle fait sourire à l'examen de performances movennes sur le terrain. Elle est pourtant un rouage essentiel de la psychologie collective. Ses formules à l'emporte-pièce, ses lecons, agacent, mais elles finissent par s'insinuer dans les esprits.

ment un personnage-clé dans la vie du groupe. A son propos, Aîmé Jacquet établit une comparaison : « Lors de l'Euro 96, Eric Di Meco avait peu joué, mais il avait été prépondérant en servant de lien entre les membres de l'équipe. » Christophe Dugarry remplit cette fonction, essentielle pour le sélectionneur. L'« ami de Zidane » est également l'amuseur public. Sa cuisse étant presque rétablie, l'attaquant joue à nouveau les histrions sur le terrain d'entraîne-

une survivante, lui est un miraculé de cette Coupe du monde, et son exubérance ressemble à celle d'un homme qui se seràit entendu dire: « Lève-toi et joue ! »

«Un groupe a besoin d'une personne en son sein capable de prononcer les mots essentiels », explique Lionel Charbonnier, que sa position de troisième gardien désigne également à ce poste de conseiller. Aujourd'hui, chacim se persuade un peu plus de ce que le bateleur Youri Djorkaeff proclamait avant la compétition dans des manchettes tapageuses: « Nous monde. » Même le timide Bernard Diomède exprime aujourd'hui « sa confiance et sa volonté d'aller au bout ». « Dans dix ans, on reparlera de l'équipe de 98 », jure Robert Pires. « Cette équipe est psychologiquement très forte », conclut Jean-

Marcel Ferret, le médecin. Les Bleus vivent un étrange para-doze. Ce week-end, à la télévision, ils ont entr'aperçu les scènes de liesse, sur les Champs-Elysées et dans le reste de l'Hexagone. Ils devinent l'engouement du pays, su«La France vit à travers nous, c'est extraordinaire », analyse Lionel Charbonnier. Ce matin, ils ont recu le message d'encouragement de Miss France 98. Sophie Thalmann s'est fendue d'« un petit bisou chaleureux à chacun des joueurs ».

BUNKER À LA CHLOROPHYLLE

Pourtant, lorsqu'ils jettent un ceil par leur fenêtre, ils ne distinguent que la forêt de Rambouillet à perte de vue. La géographie du lieu est ainsi faite que, de leur résidence, la scule construction qu'ils devinent est un château d'eau, dans le loinnale, Clairefontaine remplit plus que jamais sa fonction de cocon protecteur, de bout de la Terre. « Le cèdre qui est en face de toi, il ne te parie pas de la Coupe du monde », plaisante Laurent Blanc. « On ne sent pas cette ambiance qu'il y a à l'extérieur », assure Bernard Diomède. « Aimé Jacquet voulait nous éloigner de la Coupe du monde, reprend Laurent Blanc. De ce point de

vue, c'est parfaitement réussi. » -Dans son bunker à la chlorophylle, coupé du monde par une

drons, le sélectionneur national gère à sa guise la montée en puissance de la concentration. En fin d'après-midi, le patron organise « un entraînement un peu plus dans l'esprit du match de la Croatie ». Un petit match permet de tester le niveau de la récupération. Christophe Dugarry ne va pas au bout: son claquage est guéri, mais a eu pour consequence une douleur au nerf sciatique qui le tiraille sans répit. Suivent des exercices tactiques, immuables rites annonciateurs

d'un événement. Pour l'heure, l'équipe de France elle étudiera plus en détail ces Croates dont elle ne parle encore que par des formules toutes faites. Robert Pires fait un rêve. « On voit de plus en plus de monde avec le maillot bleu. Ce serait un beau symbole si Jacques Chirac venait, mercredi, au Stade de France avec un maillot portant son nom et le numéro 23. » Prenez garde, Croates, l'équipe de France ne doute plus de

Benoît Hopquin, à Clairefontaine

Aux bons soins du docteur

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

DIX MINUTES, pas une de plus. Aimé Jacquet a expédié la plus courte de ses conférences de presse, lundi 6 Juillet, le Jour ou Clairefontaine connaissait sa plus forte affluence journalistique depuis le début du Mondial 1998. Le . temps de se féliciter, une nouvelle fols, de « l'excellent état de fraîcheur » de ses troupes. « On a mieux récupéré qu'après le Paraguay et le Danemark », à t-il soullené. Cette rapidité de réraguay et le Danemark », a-t-il soutigne. Cette rapidité de re-cupération a même surpris le staff médical, sur lequel Aimé Jac-quet ne tant pas d'éloges. Le sélectionneur étant en panne de communication, le docteur Jean-Marcel Ferret à pris le relais pour commenter « l'état de jorme homogène » du groupe France. Pouvait-on troiter, au pied levé, porte-panole plus fidèle à la pensée du chef

Le médecio de l'équipe de France, c'est Aimé Jacquet qui l'à, en queique sorte, « inventé ». C'était en 1977. Le jeune docteur Ferret, amateur de football, venaît de terminer sa thèse à Lyon. Jeune entraîteur de l'Olympique lyonnais, Jacquet exigealt qu'un médecin soit affecté au

chib. « A l'époque, c'était une idée très novatrice, se souvient le praticien. L'OL avoit fait jaser de nombreux présidents de club en se dotait d'un médecin à mitemps. » C'est l'adjoint aux sports de la ville de Lyon, le docteur Généty, qui présenta son élève à Aimé Jacquet. « "Mémé" m'a initié ou football professionnel, C'est lui qui m'à appris le B.A.BA, Il avait des idées très

Jean-Marcel Ferret est resté fidèle à Lyon, quand Aimé Jacquet a voyagé à Bordeaux, Montpellier, Naricy. Les deux hommes se sont retrouvés par hasard dans le staff de l'équipe de France en 1993, et leur collaboration à repris naturellement lorsque Aimé Jacquet est devenu sélectionneur national. « Travailler avec lui, c'est royal », affirme le docteur Ferret. Retenant la leçon de l'Euro 96, où ses foueurs étaient usés par une longue saison, Jacquet a obtenu pour son équipe médicale tous les moyens nécessaires à une préparation en amont.

«L'exigence qui a été la nôtre fait notre force aujourd'han », se plait à dire Aimé jacquet en évoquant « les garçons plains de pant a une Autre Jacques en evoquant « as garque piens de santé » dont il dispose pour la demi-finale. « Nous avons collaboré en totale symbiose, confirme le quédecin. Ce qui est exercionnel, c'est la place qu'Aimé attribue au médecin dans le staff. Il n'est pas seulement un thé-rapente, il fait de la prévention. Il est invest dans la préparation globale. » A Clairefontaine, les deux amis out même échangé leurs de fraîcheur est chambres: celle d'Aimé, plus vaste, se prêtait mieux à excellent.On a mieux l'accueil du matériel

Les attaquants français courent derrière un but Discrets depuis le début du Mondial, ils souhaitent prouver que la confiance placée en eux est justifiée LA QUALIFICATION pour les jours des réticences à notre égard devant les responsabilités. Sté-

demi-finales n'y a rien changé. Pour les attaquants français, les obligations médiatiques s'appa-rentent à une torture mentale. Invités à se justifier sur leur inefficacité chronique depuis les huitièmes de finale, les intéressés ne cherchent même plus à masquer leur agacement. Drôle d'ambiance alors qu'une finale de Coupe du monde pointe à l'horizon. Pour panser les plaies morales, Aimé Jacquet a présenté aux acteurs du secteur offensif un montage vidéo de leurs meilleures actions face à l'Italie. Le sélectionneur a insisté sur leur faculté à se créer des occasions de but. « Tant que nous serons capables de mettre l'adversaire en difficulté, il n'y a pas matière à s'inquiéter », a déclaré le sélectionneur tout en reconnaissant que le déficit dans la finition « aurait pu coûter très cher » devant le Paraguay et l'Italie.

A la veille de la demi-finale face à la Croatie, Youri Djorkaeff a repris «Notre état l'argument à son compte : « Dans le passé, la France n'arrivait pas à dés-tabiliser la ligne arrière italienne. Cette fois, nous y sommes parvenus à plusieurs reprises. L'Italie a eu peur de nous. Quand je revois nos matrécupéré qu'après de nous. Quand je revois nos mut-ches, je recense des actions extraordinaires. Il m'arrive même d'être

alors qu'on devrait nous féliciter. Comment peut-on croire que je puisse être amer. Il ne faut rien comprendre au sport pour le croire. » D'une voix éteinte, le Mi-lanais a essayé d'enflammer l'auditoire, mais l'image de son impuissance contre l'Italie a marqué les esprits, et peut-être le sien aussi. Avec 18 buts en 43 sélections, Your Djorkaeff a trop souvent enfilé le mailiot du divin sauveur pour ne pas susciter interrogations et controverses. Son seul but du Mondial, face au Danemark, sur penalty, a simplement retardé le

«Aujourd'hui, je stas plus collectif, et ça marche. N'oubliez pas que nous sommes en demi-finales, in-siste t-11. Je n'ai besoin de personne pour savoir si j'ai été mauvais ou si Pai livré un match plein, ce qui fut le cas devant l'Italie. Les gens es-comptaient davantage de buts de ma part? Demandez à Just Fontaine (recordman des buts pendant un Mondial, en 1958, avec 13 réalisations) s'il n'aurait pas préféré marquer moins et aller en finale. » Réponse de l'intéressé : « Il manque

On n'y coupe pas, mais Youri le Paraguay et le Danemark » dinaires. Il m'arrive même d'être On n'y coupe pas, mais Your bjorkaeff n'est pas seul à ployer

phane Guivarc'h, 47 buts avec l'AJ Auxerre cette saison (toutes compétitions officielles confondues), découvre les afflictions du sevrage. Titularisé en alternance avec David Trezeguet, il se sait en équilibre instable. « Un but me ferait du bien », admet-il. Maigré son arrivée tardive dans le cénacie des Bleus (première sélection le 11 octobre 1997), le Breton n'est pas disposé à assumer tous les errements

Morceaux choisis: « Certains ballons auraient pu être mieux négociés contre l'Italie. Je ne suis pas le seul à occuper la pointe de l'attaque. Quand je me désaxe, d'autres ont la latitude de s'engouffrer dans l'espace. Il y a un nº 10 et des joueurs de couloir qui peuvent également ins-crire des buts. Si j'avois quatre occasions par match, j'accepterais d'être traité de maladroit. » En filigrane,

rieurs à l'encadrement français. L'égoisme des uns, l'inexpérience. un buteur à cette équipe de des autres, l'impuissance de tous sur les comps de pied arrêtés laissés trop longtemps en friche expliqueraient la traversée du désert des at-

c'est l'animation du jeu, la complé-

mentarité des acteurs, qui suscitent

les réserves des techniciens exté-

que la France ne fait pas exception. Son analyse des buts capitalisés depuis le début du tournoi l'amène à conclure que les milieux de terrain et même les défenseurs sont mieux placés pour disloquer les forteresses: « Nous, les avants, sommes contraints de franchir un mur sur une surface réduite alors que nos partenaires en partant de derrière décèlent mieux les brèches. » Le constat ne peut pas occulter toutes

« Il n'est pas question de se sous-traire à nos obligations. Nous devons trouver des solutions, chercher moins la perfection et frapper davantage au but », affirme-t-il. Avec sa défense blindée, la Croatie (deux buts encaissés en cinq rencontres) attend le défi en toute sérénité. « Sereins ou pas, je sais que je vais marquer face aux Croates, fe le sens au fond de moi », annonce Djorkaeff, qui avait tenu les mêmes propos avant la défaite (0-1) de l'inter Milan contre la Juventus Turin, il y a trois mois, dans un match décisif pour le titre de champion d'Italie. Voilà un motif supplémentaire de prouver aux sceptiques qu'il n'est pas l'homme du passé.





THE RESERVE 医甲状腺体

gent also is a second mer selling

Market . Te land Caldida to Art **連続、経済**(第4年) 1年 2 التحسيمية. **此《孙明传》**

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH Maria Carrier Car The state of the s

de Com in

monde, c'est Miroslav Blazevic. Lui, le sélectionneur national, réprime un sourire de contentement. «Au moins, je pourrai me retirer. l'esprit tranquille, minaude-t-il, je suis si fatigué. » D'un air las, il évoque les violentes polémiques dont il est l'objet, en quatre ans et demi, depuis qu'il est en poste. Il y a eu ce quart de finale perdu de l'Euro 1996. « Sous l'impulsion d'un la Yougoslavie, la presse a demandé résultat », peste-t-il. Puis il y a eu les phases qualificatives médiocres pour le Mondial 1998 et ce barrage

no de

face à l'Ukraine, Gagné (2-0, 1-1). « Les murs de toute la Croatie se sont recouverts d'inscriptions disant "Ciro [NDLR, son surnom], pédé", dit-il. J'ai été le seul à croire jusau au bout à notre qualification pour le Mondial. Je me suis défendu. en copliquant que les pédés sont les gens les plus créatifs, et, quand mon

SES JOUEURS le jurent, le vrai

héros croate de cette Coupe du

équipe s'est qualifiée, mes oppo-sants ont ajouté "Mais on t'aime", derrière ces insultes étalées sur les murs. » Aujourd'hui, il s'enorgueillit qu'un disque intitulé « Ciro maestro » soit sorti dans son pays Juste avant la Coupe du monde.

Miroslav Blazevic avec le képi qu'il ne quitte plus depuis qu'un gendarme français le lui a confié afin de porter bonheur à son collègue grievement blessé à Lens par des hooligans allemands.

Il parle d'une voix douce mais pleine de force, comme s'il se contenait sans cesse. Miroslav Blazevic est rusé. Afin d'adoucir ses relations - souvent tendues - avec la presse de son pays, il est toulistes. S'il admet que « les critiques ma démission maleré cet excellent font partie de l'aventure », il les supporte mal. Au point qu'il prétend avoir supplié le président croate, Franjo Tudiman, de le libérer de ses fonctions d'entraîneur national juste avant le Mondial 1998. « Je suis lié à lui, dit-il, i'avois donc besoin de son accord pour par-

> L'immodestie du propos résumerait mal le personnage. Le bonhomme est un provocateur-né et un habile manipulateur. Il feint des

Les Musulmans de Mostar redoutent de nouveaux incidents

21 h 45, samedi 4 juillet : premier but croate face à l'Allemagne, à Bordeaux. Les Croates de Mostar exultent, sortent les kalachnikovs, tirent « en l'air ». Une balle atteint Husein Delilovic, un Musulman, assis à la terrasse du café Kod Zlaje. L'homme lutte toulours contre la mort. 22 h 35 : second but croate. On lâche de nouvelles rafales. Emina Catic, une jeune Musulmane, attablée au Stock avec son fiancé, s'écroule et décède peu après. 22 h 40 : troisième but. Deux à trois cents crânes rasés organisent alors une « vírée » à Stolac, une bourgade au sud de Mostar. A majorité musulmane avant-guerre, aujourd'hui sous le contrôle des Crostes de Bostrie, Stolac a été choisie par la communauté internationale comme projet pilote pour le retour des réfugiés. Les « fêtards » brisent des fenêtres, sillonnent les mes en entonnant des chants nazis, crachent dans un mégaphone des injures à l'encontre des Musulmans. Les troupes espagnoles de l'OTAN s'interposent, éteignent des feux et limitent la casse à des dégâts matériels. La police croate n'a interpellé personne. Les dirigeants ont déploré ces débordements, tout en les justifiant du bout des lèvres. « L'équipe nationale victorieuse et la liesse populaire ont submergé les habitants », ont-ils déclaré. Mostar est située géographiquement en Bosnie. Mais, depuis les combats qui ont opposé en 1993 et 1994 Musulmans et

Croates, cette région (l'Herzégovine) a été annexée politiquement par Zagreb. La rivière Neretva qui conie en ville s'est muée en frontière naturelle. Les Musulmans sont confinés à l'est de Mostar et révent de réunification, les Croates résident à l'ouest et refusent toute idée de vie commune. Leur drapeau ressemble à s'y méprendre à cehii de la Croatie voisine, leur monnaie est le kuna croate, leur passeport est délivré par Zagreb, et ils continuent à se rendre en Croatie dans leurs véhicules équipés de plaques croates, passant outre les injonctions des diplomates internationaux, qui ont mis en circulation des immatriculations communes sur l'ensemble de la Bos-

 Franjo Tudjman, le président croate, qui entretient d'excellentes relations avec les dirigeants d'Herzégovine, n'a pas eu un mot pour condamner ce qui s'est passé samedi soir. Il sera présent, mercredi 8 juillet, dans la tribune d'honneur du Stade de France pour la demi-finale opposant son pays à la France. Il devrait lancer le traditionnel « Que le meilleur gagne! » à ses hôtes. Les Musulmans de Mostar souhaitent plutôt la victoire des Croates, car le courroux de ces derniers, en cas de défaite contre la France, est mille fois plus redouté que leur allégresse.

> Christian Lecomte, à Sarajevo

Miroslav Blazevic, sélectionneur-dribbleur Il sait préparer ses hommes comme personne et bâtit sa légende avec le même soin peu et ne s'alimente guère. Il se prépare à «galvaniser» ses joueurs. Son inspiration, Il la puise dans l'histoire. Avant le quart de finale contre l'Allemagne, il a évoqué la campagne de Tripolitaine : «Au lieu d'essayer de neutraliser Klinsmann et Bierhoff de façon pri-maire, j'ai étouffé l'action à sa

source en empêchant au'on leur fasse des passes. On a battu l'Allemagne comme les Anglais ont battu rel. en les ort

PISTES BROUTLLÉES Des lunettes ovales cerclées d'acter posées sur un regard clair, un front barré de plis soucieux sous une mèche en bataille, le sexagénaire est resté coquet. Il mêje sentences de vieux philosophe et poses de star du cinéma italien des années 50, porte avec la même élégance le survêtement ou le complet. Il ne s'amuse jamais autant que lorsqu'il brouille les

Les magistrats marseillais ont pu s'en apercevoir au mois de mai 1997, au moment de le juger pour complicité d'abus de confiance dans l'affaire dite des « comptes de l'Olympique de Marseille ». Dans ce dossier, Miroslav Blazevic n'était certes qu'un prévenu de second rang, resté dans l'ombre de Bernard Tapie et des dirigeants de l'OM, mais il avait fait preuve d'un talent certain dans l'art du dribble et du contre-pied. Il lui a été reproché d'avoir perçu 420 000 francs de la part de l'OM en 1990, époque où il entraînait le FC Nantes.

Lors de la phase d'instruction, Jean-Pierre Bernès, directeur général du club marseillais, avait indiqué que cet argent était destiné à faciliter la victoire contre Nantes. le 25 novembre 1989. En d'autres

● LA PHRASE DU JOUR (1) « Je n'ai jamais vu autant de joueurs tomber. Ils tombent tous de la même manière. La tête d'abord part en avant, ils ont l'air d'avoir très mal, et ils se roulent par terre trois fois. C'est toujours trois fois. Tomber, une forme d'art. Dès qu'ils sont touchés par un défenseur, ils tombent. Je suis sûr qu'ils travaillent aussi à ce geste à l'entraînement. Il y a des moments, ils devraient être expulsés pour avoir fait de tels gestes. »

Bobby Charlton, le capitaine de l'équipe d'Angleterre championne du monde en 1966, repris par l'agence Associated Press.

Après une saison en demi-teinte au Milan AC, le Croate se sent pousser des ailes avec son équipe nationale

IL A FAIT tailler sur sa nuque, dans l'épaisseur des cheveux, les deux chiffres de sa vie de joueur. Un simple numéro, le 10, celui qu'il porte dans le dos sur les terrains du Mondial et qui se noie dans le damier du maillot croate, L'ouvrage est imprécis et l'effet pas vraiment réussi. Initialement teintée de bleu et rouge, la marque a déjà changé en un rouge et blanc qui vire au tosé, laissant apparaître le pigment de la peau. Mais de tout cela, Zvonimir Boban se moque. Il a appris tout jeune à ne pas faire grand cas des simples détails de l'existence. A ses yeux, seul compte l'essentiel. Une règle de conduite qu'il aime résumer, dans un étroit sourire, de cette courte formule : « Le football est toute ma vie. Mais ma vie n'est

pas que le footbail. » Un simple jeu de mots? Sûrement pas. Né yougoslave dans une famille d'artisans, élevé sans le sou dans les rues d'un village de Croatie, imotski, posé le long de la frontière avec la Bosnie, il a quitté sans regret son humble condition pour taper dans le ballon. A quinze ans, Il pousse timidement la porte du Dynamo Zagreb, le club de ses rêves d'enfant. On le juge doué. Et même mieux que cela : brillant et inspiré. Encore adolescent, Zvoni-

colères. Avant les matches, il dort termes, Miroslav Blazevic devait inciter ses joueurs à « lever le pied ». Le Croate avait rejeté l'accusation, livrant cependant un témoignage éloquent : « Beaucoup de monde savait, des 1989, que l'OM dépensait de l'argent pour gagner à tout prix, que ce soit auprès d'arbitres ou de clubs adverses. »

> Le 26 mai 1997, jour de sa comparution devant le tribunal correctionnel de Marseille, Miroslav Blazevic se rétracta, retirant tion. Le tribunal s'étonna de ce revirement et de ceux, tout aussi déroutants, d'autres prévenus, Le 4 iniliet 1997, les magistrats condamnèrent Miroslav Blazevic à six mois d'emprisonnement avec sursis et 200 000 francs d'amende, une condamnation a été en partie confirmée par la cour d'appel d'Aix-en-Provence (six mois avec sursis, 50 000 francs d'amende), six lours avant le début du Mondial. Au total, l'entraîneur national croate aura passé deux semaines en détention provisoire dans les prisons françaises, du 21 octobre

> au 6 novembre 1995. Mais Miroslav Blazevic raconte plus volontiers son entrée au séminaire, à l'âge de dix-neuf ans, pour exaucer le désir de sa « pauvre et très pieuse mère », un coup de foudre irrépressible pour une nonne qui l'a repoussé, puis la rupture des vœux et le football professionnel à vingt-deux ans au Dynamo Zagreb. Lorsqu'une grave blessure brise sa carrière d'international, il émigre en Suisse pour entraîner le club de Vevey. Il a vingt-neuf ans et arrondit ses fins de mois comme porteur de skis ou peintre en bâtiment. « J'ai emmené ce petit club en première division, en quatre ans », dit-il. Il passe par Sion. Lausanne et rentre au pays entraîner le club croate de Rijeka et le Dynamo Zagreb en 1982.

Là, sa vocation de « perturbateur » s'épanouit. « Pendant vingtquatre ans, les Serbes et l'Etoile rouge de Belgrade n'ont pos permis la victoire des Croates en championnat national, dit-il. En gagnant avec le Dynamo en 1982, j'ai réveillé le sentiment nationaliste croate. » Bosniaque d'origine, doté de passeports croate et suisse, il vit entre Zagreb et Lausanne, et défend sa « petite Croatie ». « Sur ce plan, affirme-t-il, j'ose dire que je suis presque l'égal du président Tudjman. » Avec une victoire en Coupe du monde, Miroslav Blazevic pourrait même devenir plus grand aux yeux du peuple croate.

Philippe Broussard, à Paris, deux dans des clubs anglais – et Dario et Patricia Jolly, à Vittel Simic. Stimac, capitaine de l'équipe

Boban le rebelle a enfin une patrie

> professionnels. A dix-huit ans, le jeune homme hérite, des mains de Miroslav Blazevic, de son premier brassard de capitaine. Trop tôt? «Il a toujours eu l'âme d'un meneur, se justifie aujourd'hui l'en-traîneur, il sait diriger le jeu sur le terrain. Et imposer naturellement son autorité sur le reste de l'équipe. » Depuis, Zvonimir Boban a presque toujours été capi-

En 1990, un simple match du championnat de Yougoslavie va bouleverser son existence. Le 13 mai. Boban et ses équipiers du Dynamo Zagreb affrontent l'Étoile rouge de Belgrade, le meilleur club serbe. Placée sous haute surveilance, la rencontre dégénère en bataille de rue. La police, puis les joueurs, cognent. La télévision yougosiave filme la scène et elle montre au public l'image de Zvonimir Boban, son brassard autour du bras et la haine sur le visage, frapper un policier serbe d'un coup de genou dans l'estomac. « Je voulois simplement défendre un supporteur croate », expliquera-t-il plus tard. Sans doute. Mais la sanction de ce geste politique va briser net sa trajectoire sportive. A quelques semaines du début du Mondiale Italien, en 1990, Zvonimir Boban est suspendu à vie. Une peine qui sera bientôt réduite à six mois d'interdiction de terrain.

Aujourd'hui, le joueur se refuse à regretter cet incident de parcours. « Mon pays a traversé des heures graves, raconte-t-IL Le football passait alors au second plan. » Condamné au silence par ce geste d'un soir, Zvonimir Boban ne tarde pas à reprendre sa route. En 1991, il quitte sans un geste d'au revoir un pays où il n'est plus chez lui. Et il accepte l'offre du Milan AC, alors premier club européen. Son transfert - 12 millions de francs - ne fait pas seulement sa fortune. Il est aussi le plus élevé jamais obtenu par un joueur croate. La première année, ses nouveaux employeurs le négodent en prêt et l'envoient



l'Allemagne, en quarts de finale.

accepte l'échange. La saison suivante, Zvonimir Boban enfile avec envie le maillot rouge et poir du Milan AC. il ne l'a plus quitté.

En Italie, le Croate se plie sans amertume aux exigences d'un entraîneur, Fabio Capello, et d'un système de jeu pas toujours attentifs à ses désirs. Tente par l'offensive, il ne rechigne pas à s'initier à l'art de la défense. L'exercice le révèle sous un autre visage. « Aujourd'hui, Zvonimir est un joueur polyvalent, s'extasie Miroslav Blazevic. Il sait défendre et attaquer, exceller dans la relance sans perdre ses qualités de buteur. » A la même époque, la Croatie hérite de son indépendance et fait acte de candidature auprès de la fédération internationale. Trop tard pour postuler à une place dans le Mondial 1994. Mais Zvonimir Boban n'en tire, une fois de pius, pas le moindre regret. « Pour la deuxième fois de suite, j'ai été privé de cet événement unique, raconte-t-il. Mais l'important était ailleurs. Désormais, j'allais jouer pour mon propre

A vingt-neuf ans, Zvonlmir Boban découvre en France l'ambiance d'une phase finale de Coupe du monde : « J'ai toujours eu du respect pour le maillot yougoslave, avoue-t-ii. Mais porter celui de la Croatie représente un honneur infiniment plus fort. Cela efface tout le reste, ma mauvaise saison avec le Milan AC et mes échecs passés. » Il touche enfin à l'essentiel. Le reste

Alain Mercler

Les Croates ont trouvé le verrou et jeté la clé

DRÔLE de gardien, ce Drazen La-dic. Massif, le cheveu bouclé et le Bilic sont les véritables patrons de la teint sombre, il semble, à la différence de nombre de ses homologues, plus terrien qu'aérien. Ce qui ne l'a pas empêché de réaliser deux arrêts stupéfiants, dont on ne sait trop s'ils relevaient du réflexe chanceux ou d'une vivacité sans pareille, lors du quart de finale contre l'Allemagne.

Drazen Ladic revient de loin. Il v a puelanes semaines, ses houriles semblaient devoir faire le bonheur de l'un de ses concurrents pour la place de titulaire dans les buts. Mais Miroslav Blazevic, le sélectionneur national, a maintenu sa confiance en celui qui est le doyen de l'équipe (il a trentecinq ans), son joueur le plus capé (44 sélections). Et depuis peu le symbolé de la sérénité retrouvée de la défense

DEFENSE MECONMAKSAM F

Réputée pour avoir donné au football quelques artistes exerçant leurs talents dans le secteur offensif, la Croatie n'a jamais fait référence dans le domaine défensif. Mais, depuis un mois, la défense croate est méconnaissable. En cinq rencontres de Coupe du monde, elle n'a encaissé que deux buts, le premier - à froid face à la Jamaïque et le deuxième lors de sa défaite devant l'Argentine. Seule la France a fait mieux. Depuis les débuts dans le Mondial, Ladic est devenu l'un des meilleurs joueurs de l'équipe, et Miroslav Blazevic a modifié la répartition des rôles au sein de cette défense tant décrée.

Contre l'Allemagne, la Croatie évohuait ainsi avec six joueurs de champ à vocation défensive. Le triangle central chargé de verrouiller l'accès au but de Ladic est composé d'Igor Stimac, Slaven Bilic - qui jouent tous

défense croate, davantage qu'un Ladic, qui, pour un gardien de but, s'exprime relativement peu sur le terrain. Quant à Dario Simic, il est en passe de devenir la nouvelle coqueluche du football croate. A vingt-deux ans, le seul défenseur croate évoluant encore au pays serait sur le point de reioindre le Milan AC.

Miroslav Blazevic peut aussi compter sur le défenseur central. Zvonimir Soldo, reconverti par ses soins en milieu de terrain défensif, et sur deux joueurs de couloir à vocation défensive, mais qui ne rechignent pas à porter main-forte aux attaquants : Robert Jami, auteur du premier but contre l'Allemagne, qui est aussi le seul Croate avec Robert Prosinecki à avoir participé à la Coupe du monde 1990 dans les rangs yougoslaves, et Mario Stanic, joueur polyvalent.

A l'exception de Datio Simic. ces joueurs, qui approchent de la trentaine, appartiennent à une génération qui a vécu la renaissance du football croate. Tous sont passés par les deux grands clubs croates, le Croatia (ex-Dynamo) Zagreb pour les uns, Hadjuk Split pour les autres, Igor Stimac et Robert Jami appartenaient même, avec Davor Suker, Robert Prosinecki et Zvonimir Boban, à l'équipe de Yougoslavie, qui fut championne du monde juniors en 1987. Au fil de cette histoire commune, des liens se sont créés. Ils expliquent en partie la cohésion retrouvée du bloc défensif croate. Face à l'autre meilleure défense de la Coupe du monde, celui-ci espère démontrer, mercredi, qu'il ne craint plus

> Gilles van Kote. à Viltel

Le « traité de Noordwijk » soude les Néerlandais

Brésil - Pays-Bas. Pour éviter les tensions entre Blancs bataves et Noirs surinamiens, Guus Hiddink impose à ses hommes un code de conduite

route des Néerlandais. Deux ans se sont écoulés depuis ce match amical. Pays-Bas - Brésil, en août 1996. qui a marqué le départ de la grande aventure. Pour préparer cette rencontre, Guus Hiddink a rassemblé sa troupe à Noordwijk, L'entraîneur néerlandais n'a pas choisi cet endroit par hasard. De l'immensité de cette longue plage de la mer du Nord, il tire une première image. La route est longue pour atteindre la finale de la Coupe du monde, mais, si on y va tous ensemble, on peut y parvenir. Le discours semble insensé.

Deux mois plus tôt, la sélection néerlandaise a quitté meurtrie, déchirée, l'Euro 1996, éliminée en quarts de finale – aux tirs au but – par la France. On a évoqué un conflit racial. Blancs bataves contre Noirs surinamiens, illustré par l'exclusion d'Edgar Davids en plein tournol. Mais, aujourd'hul, l'histoire revisitée livre une autre version. Si conflit il y a bien eu, il n'a pas éclaté pour des raisons de couleur de peau mais, d'abord, pour de basses questions financières. A

l'Ajax Amsterdam - vingt ans pour la plupart - découvre que ses coéquipiers blancs – mais aussi plus âgés – sont beaucoup mieux payés

N'empêche: Guus Hiddink a compris que, malgré tout les talents que recèle sa sélection, il n'arrivera à rien sans imposer de nouvelles règles. Ses vacances, entre l'Euro 1996 et cette reprise face aux Brésiliens, il les utilise à édicter une charte. Il la présente à ses joueurs et précise que ceux qui ne l'approuvent pas ne seront plus conviés. Pour rendre l'instant plus solennel, il la nomme le « traité de Noordwijk »: quatorze règles qui doivent rester secrètes et qui le resteront deux ans, avant que le quotidien Algemeen Dagblad n'en publie la teneur le 8 juin.

Le premier article évoque le souvenir que les grands anciens de 1974 (Johan Cruijff, Johan Neeskens...) ont laissé dans la mémoire collective du pays. « Cela ne dépend que de vous de laisser un sou-

JOHAN NEESKENS, Frank Rijkaard, Ronald Roe-rôle consiste plutôt à leur faire comprendre comment utili-

Le sélectionneur néerlandais s'est entouré d'anciens grands joueurs

REVOILÀ les Brésiliens sur la l'époque, la jeune garde noire de venir plus grand encore », écrit oute des Néerlandais. Deux ans se l'Ajax Amsterdam – vingt ans pour Guus Hiddink à ses Joueurs. La suite tourne autour du mode de vie au sein de la sélection. L'interdiction de conclure des accords individuels avec un organe de presse. La compréhension des sacrifices que la préparation d'une Coupe du monde impose. Les problèmes tactiques sont également évoqués, en précisant qu'il est « interdit de discuter les choix tactiques de l'entraîneur ». Le schéma classique néerlandais (prôné par l'Ajax) en 4-3-3 va maintenant laisser la place à un 4-4-2 avec deux variantes, offen-

sive ou défensive. Dans le traité est également évoquée l'attitude des joueurs envers le public, Guus Hiddink parle de l'honneur de représenter son pays et des devoirs qui en découlent. Il n'apprécie guère la froide attitude de son équipe, qui contraste avec la chaleur de ses fans. Lors de ce Mondial, notamment à l'issue du match raté face à la Belgique (0-0), on l'a vu obliger ses protégés à retourner sur le terrain sainer leurs supporteurs. De même, et pour la première fois dans l'histoire, les

ser au mieux leurs qualités l » Arrivé en renfort au sein

du staff technique de la sélection en décembre 1997,

Ronald Koeman avoue: « Au début, je ne savais franche-

ment pas quoi faire avec les gars. Et puis tout s'est progres-

sivement mis en place. J'essaie de leur indiquer des petits

trucs qui permettent de mieux préparer un match, ces dé-

tails qui deviennent déterminants lorsque la pression

Le dernier arrivé, Frank Rijkaard, a débarqué au prin-

temps. Beaucoup d'observateurs y out vu une ma-

nœuvre destinée à faciliter la géstion du groupe des

joueurs d'origine surinamienne. Mais l'ancienne vedette

du grand Milan AC nie: «Lorsque je suis arrivé il y a

ses trois adjoints, Guus Hiddink résume leurs qualités :

« Johan communique sa passion, Ronald fait sentir le jeu,

man rejoindra son compatriote Louis van Gaal pour le

Frank Rijkaard, eux, resteront travailler avec la sélec-

tion. « Devenir entraîneur est un choix délicat, résume le

dernier. Mais c'est un métier passionnant... »

mk soude le groupe. » Après le Mondial. Ronald Koe-

iques mois, tous les problèmes étaient réglés. » Ravi de



ioneurs néerlandais chantent l'hymne national avant les rencontres. Mais le maître mot qui sous-tend les quatorze règles, c'est

C'est peu dire que le respect a manqué lors de l'Euro 96. Pour les leunes Surinamiens de l'Ajax (Edgar Davids, Clarence Seedorf, Patrick Kluivert, Winston Bogarde, Michael Reiziger), Guus Hiddink n'est qu'un ancien médiocre ioueur de province et un piètre entraîneur comparé à leur coachgourou de l'Ajax, Louis van Gaal Guus Hiddink met plus que deux points sur ses « i » : il se présente comme le boss unique, et ceux qui veulent porter le maillot orange doivent l'accepter. Mais le respect ne se décrète pas, il s'impose de lui-même. Alors il se pare d'adjoints prestigieux: Johan Neeskens, Ronald Roeman et Frank Rij-

DEUX MENUS Le respect devient réciproque. « Frank Rijkaard joue un rôle décisif dans notre groupe, explique Aaron Winter ; il a apporté l'équilibre au climat interne. » Pour les jeunes Strinamiens, Frank Rijkaard, leur compatricte, est une idole. «Ronald Roeman et Johan Neeskens. par leur prestige et leur expérience, ajoute Aaron Winter, nous donnent des conseils techniques et nous évitent des erreurs de préparation dans une compétition de ce niles choses ont radicalement chanseconder à la tête du FC Barreione. Johan Neeskens et gé, Herman van den Hengel, le cuisinier, est prié de mitonner, à chaque repas, deux menus : un batave et un surinamien.

Christian Jaurena,

TROIS QUESTIONS A... JOHNNY REP

Anden aillier de l'Ajax Amsterdam et de l'équipe hollandaise finaliste de la Coupe du monde de 1978 en Argentine, comment jugezyous la performance, vingt ans après, des Pays-Bas contre ces mêmes Argentins?

J'ai oublié notre défaite de 1978 et, pour moi, la victoire contre l'Argentine à Marseille n'a aucun goût de revanche. Je ne veux retenir que les qualités des joueurs hollandais d'aujourd'hui et leur performance d'ensemble lors de cette Coupe du monde en France. Je dois même avouer ma surprise : je ne les pensais pas capables d'arriver au stade des demi-finales. Depuis la Coupe du monde de 1990 en Italie, où elle avait été éliminée en huitièmes, et des Euros 92 et 96, je doutais de la apacité de cette équipe holiandaise à jouer collectivement, le me suis trompé, On a surestimé les tensions, notamment raciales, qui la traversaient, et pouvaient faire douter de leurs qualités collectives.

Cette génération hollandaise de Z 1998 est-elle plus ou moins forte que celle de 1978?

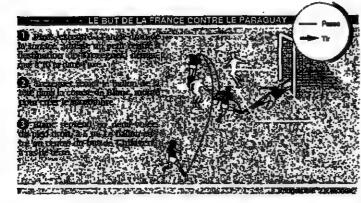
La comparaison est difficile. Je crois seulement que, il y a vingt ans, l'équipe avait plus de caractère. Nous ayions davantage une mentalivraiment difficiles, comme œux qui nous attendent en demi-finales et peut-être en finale à Paris, il nous faudrait plusieurs joueurs de la trempe d'un Edgar Davids I Cela ne remet pas en cause les qualités du collectif, même si, contre l'Argentine, j'ai trouvé quelques faiblesses

Notre point fort reste notre jeu offensif et notre déploiement sur tout le front de l'attaque, sur les ailes en particulier. Nous préférons jouer loin du gardien. A la différence des Brésiliens, des Italiens, des Français, des Anglais, nous ne comptons pas trop sur les amères latéraux propulsés « joueurs de couloir ». Nous préférons jouer à trois vrais attaquants. C'est le football de toujours en Hollande, le football de l'Ajax, le football le plus simple, celui qui se pratique dans la plus modeste des équipes de notre pays. C'est notre manière de jouer, une garantic d'efficacité et du beau jeu qu'aime le supporteur. Je ne comprends pas la manière de jouer défensive des Italiens en particulier. D'ailleurs, je remarque que les équipes hyper-défensives sont déjà rentrées à la

3 Quels conseils donneriez-vous aux joueurs hollandais avant la demi-finale contre le Brésil ?

Il faut louer contre les Brésiliens comme nous l'avons fait contre les Argentins: sans complexe, sans peur et en les prenant tout de suite à la gorge. Je pense que, si ses Individualités sont supérieures, notre jeu est plus collectif que celui du Brésil. Je sais que cette équipe est favorite, comme l'était l'Argentine, mais je remarque que le danger vient surtout de la gauche, et de Roberto Carlos en particulier, principal pourl'avant de son équipe. Si nous arrivons à le bloquer dans son couloir, alors nous aurons des chances de développer notre propre jeu offensif, et nous pourrons l'emporter.

> Propos recueillis par Henri Tincq



Le staff des héros orange

man: ces anciens joueurs qui ont participé à deux

phases finales de Coupe du monde (en 1974 et 1978

pour Johan Neeskens, en 1990 et 1994 pour les deux

autres) sont de nouveau présents au grand rendez-vous

planétaire. Mais de l'autre côté de la barrière. De toutes

les équipes du Mondial 1998, les Pays-Bas possèdent le

staff technique le plus impressionnant. Guus Hiddink, le

sélectionneur national, s'en félicite : « Après l'expérience

difficile de l'Euro 96, je me suis rendu compte qu'il était

matériellement impossible pour un technicien de tout gé-

rer lors d'une grande compétition. Il me fallait des adjoints

Au sein d'une sélection traditionnellement riche en

fortes personnalités et délicate à gérer sur le plan hu-

main, le travail ne manque pas. La présence au sein du

groupe d'anciens joueurs aussi respectés que Johan

désormais de traiter les problèmes à la base, en consul-

tation directe. « Leur rôle est en quelque sorte de mainte-

nir l'équipe soudée », résume Dennis Bergkamp. Une

réalité qui permet à Guus Hiddink de se concentrer sur

Mais, comme le souligne Johan Neeskens, en place depuis l'été 1996 : « Aujourd'hul, à vingt ans, les joueurs

ont déjà plein de grands matches dans les jambes. Mon

l'aspect purement technique de son travail.

ns. Frank Rijkaard et Ronald Koeman permet

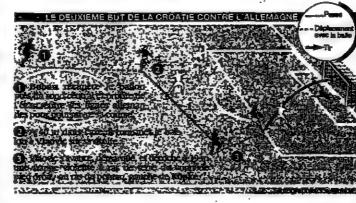
Devant, la France tourne en rond

LA PREMIÈRE était conquérante; la seconde essaie de l'être. La première marquait beaucoup de buts; la seconde est parvenue, au péril de sa vie sportive, à secouer une fois seulement les filets adverses en 233 minutes de jeu. La première, c'est la France du premier tour, finissant en tête du groupe C avec 9 buts inscrits en trois matches gagnés. La seconde, c'est la France de la phase finale, qui pousse, peine et se cogne contre les défenses ad-

Le premier tour de la compétition a faussé l'image de l'équipe de France, en faisant croire à la fin de ses soucis offensifs. Le Paraguay et l'Italie ont joué exactement comme l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite et le Danemark: en contre. La France inspire au moins du respect, si ce n'est de la crainte; par conséquent, les adversaires refusent de se découvrir. Les chiffres en témoignent : la France a largement dominé toutes ses rencontres. défonce, c'est l'attaque, et la plus Dans ses cinq matches, elle s'est positions d'attaque dans les trente

derniers mètres que son adversaire. Mais cette domination devient « inoffensive » lorsqu'elle est imposée à une défênse bien organisée et solide. Pour preuve, le nombre d'occasions : seulement 10 en 120 minutes contre l'Italie et 12 en 113 minutes contre le Paraguay. contre 13, 15 et 12 en 90 minutes contre ses adversaires du premier

La France a décidé de gagner le Mondial grace à ses lignes arrière. Les deux seuls joueurs à avoir disputé tous les matches en entier sont Barthez et Desailly. L'Intraitable défense à quatre joueurs, évoluant en zone, constitue l'atout essentiel de la France depuis le début du Mondial (un seul but encaissé, sur penalty). Avare de leurs élans, les Bleus sont condamnés au succès pour faire avaler le reniement du beau jeu à leurs compatriotes, ces romantiques n'ayant jamais joué en Italie qui croient que la meilleure



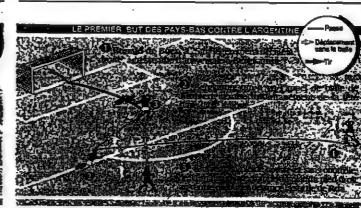
La Croatie, une fausse généreuse

II. FAUT se méfier des réputa-tions: les héritiers de l'ancienne Yougoslavie auraient pour trait commun un goût démesuré pour la prouesse technique superflue, et le moral des joueurs serait indezé sur l'évolution du score. Au contraire de la Yougoslavie, la Croatie a démenti ce cliché. La technique demeure la richesse la mieux partagée, mais elle est asservie au bien de l'équipe. La Croatie ne brille plus comme avant par le seul fait de solistes en attaque ; sa principale qualité est devenue sa solidité, sa solidarité. C'est au nom de la cohésion de l'équipe que Prosinecki, vif comme un raienti, a été relégué

sur le banc de touche. Organisée de façon très souple, avec deux joueurs de couloir schizophrènes (une fois défenseurs, une fois attaquants), la Croatie marque peu de buts (8) mais en encaisse moins que jamais (2). L'équipe tourne peu (seulement 16 joueurs utilisés, plus faible total des demi-finalistes), maigré l'accumulation de

matches et le nombre de cartons (12 avertissements). La Croatie profite d'automatismes travaillés depuis l'Euro 96, qui lui per-mettent de se projeter très vite vers l'avant et de mener des contre-attaques étourdissantes.

supériorité (seulement 61 positions d'attaque contre la Jamaique, 43 contre la Roumanie),. mais sait être efficace. Contre l'Allemagne, Jarni ouvre le score sur la première occasion de son équipe. Un (faux) défenseur qui marque, le milieu offensif Asanovic qui tacle et défend rageusement son camp contre les offensives adverses: tel est le visage surprenant de la Croatie, technique et physique, artiste et engagé (28 fautes contre l'Allemagne), bonne en défense et redoutable en attaque, n'ayant rien à perdre d'autre qu'un match. L'estime générale, elle, est



Les Pays-Bas aimantés par le but

ONZE BUTS en cinq matches: Overmars, diminué physiquement le chiffre est éloquent mais in-complet. Il ne reflète pas l'esprit de l'équipe hollandaise, délicieusement rétrograde grâce à son organisation en 4-3-3, sa résistance à la disparition des alliers classiques et un appétit insatiable pour le but La formation de Blazevic n'écrase jamais un match de sa

adverse. : Les Pays-Bas jouent contre tous les adversaires et toutes les modes. Ce choix historique de l'attaque suppose queiques failles, et notamment une poignée de buts encaissés (quatre en cinq matches). Sur le fil de l'audace, l'équilibriste batave vacille, tremble, se fait des frayeurs, mais ne rebrousse pas chemin. Il en est récompensé par des qualifications de dernière minute (buts à la 93º contre la Yougoslavie, à la 90 contre l'Argentine).

Evoluant sans meneur de jeu véritable, les Pays-Bas savent occuper comme aucune autre équipe toute la surface du terrain. Même s'ils ne comptent plus qu'un seul véritable ailier de débordement Da. V. dans leurs rangs (le brillant Marc

au point d'être forfait pour la demi-finale), les Néerlandais aiment s'étirer et exploiter les côtés. Mais ils savent aussi passer par l'axe, par des redoublements de passes à une touche de balle.

Cette richesse collective explique la diversité des buts inscrits. Malgré la tournante imposée en attaque par les blessures et la suspension de Khrivert, les Pays-Bas se sont procuré, à chaque match, au moins dix occasions de but. Au contraire d'autres grandes équipes, ils ne dépendent pas d'un seul buteur pour les concrétiser (sept marqueurs différents depuis le début). Ils ne dominent jamais outrageusement leur adversaire (soixante-deux positions d'attaque en moyenne), mais le débordent en accélérant par périodes. Leur vista technique et leur science du leu offensif incitent les adversaires à déjouer et à se replier en défense, à l'image de la Yougoslavie en huitièmes de finale.

Da: V.



PRODUITS DE QUALITÉ Dribble, tacle, course, le footballeur sollicite ses souliers sans répit. Lors de la Coupe du monde 1986, au Mexique, Alain Giresse, le milieu de terrain des Bleus, ne se séparait sous aucun prétexte de ses vingt paires de «godasses». Au-jourd'hui, les joueurs professionnels laissent le soin au staff technique de choyer leurs bé-bés. Les mœurs évoluent, mais l'amour du cuir demeure. « La chaussure constitue l'interface entre le sol et le sportif. De la qualité du produit dépendra le toucher du ballon, la sensation du joueur sur le terrain », explique Marc Folachier, directeur des laboratoires d'analyses industrielles du Centre technique du cuir (CTC). O DES « VISSÉS » EFFICACES La chaussure de football doit pouvoir s'adapter, tant aux conditions de jeu qu'au profil du joueur. Sur

une pelouse grasse ou humide, les crampons vissés à la semelle prémunissent le joueur des glissades à répétition. Ne dépassant pas 18 mm au talon et 16 mm à l'avant du pled, les petits cylindres (mélange d'acier et de nylon) pénètrent dans l'herbe sans faire souf-

frir la voûte plantaire.

O DES « MOULÉS » RÉVOLU-TIONNAIRES Les conditions climatiques estivales de la Coupe du monde 1998 plaident en faveur des chaussures à crampons moulés. En caoutchouc amélioré (16 mm), ils s'adaptent efficacement au terrain sec et à l'herbe rase. Le crampon Traxion, demier-né de la recherche technologique, investit depuis peu les étalages des magasins de sport. Sa composition (caoutchouc carboné) et sa forme en lamelle lui assurent un meilleur coefficient de pénétration dans l'air ainsi qu'une accroche au terrain supérieure. Adidas, Nike et consorts ne tarissent pas d'éloges sur *« ce* crampon du troisième

Les postes offensifs, tout en vitesse de pointe et en dribbles, réclament un minimum d'adhésion au terrain, ce qui explique la prédilection des attaquants pour les crampons courts. Leurs partenaires défensifs, souvent sollicités dans le sens inverse du jeu, utilisent des crampons longs, garantie de solides appuis. Une er-reur dans le choix du crampon, et le joueur se transforme en patineur sur gazon.

Cédric Ryan

Zico, la « nounou à poigne » de la Seleçao

Dans l'ombre de Mario Zagallo, l'ancien meneur de jeu de 1982 veille de près sur l'équipe brésilienne

EN BORDURE du stade des Trois-Sapins, ils étaient souvent plongés dans d'interminables conciliabules pendant les séances d'entraînement de la sélection brésilienne. De ces messes basses, rien ne filtrait. Après leur demi-finale face aux Pays-Bas, mardi 7 juillet au Stade-Vélodrome de Marseille, les Brésiliens vont déserter leur camp de base d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne) pour se cloitrer, en prévision de la grande finale ou du match pour la troisième place, dans leurs quartiers du château voisin de Lésigny. Les petits secrets échangés entre le sélectionneur Mario Zagallo et son coordinateur technique, Artur Antunes Coimbra, dit Zico, resteront en tout cas bien gardés.

« Je lui fais part de mes observations. Il écoute parce qu'il sait écouter les autres. En dernier ressort, c'est lui qui décide, car le patron, c'est lui » : Zico tient à clarifier son rôle au sein de la commission technique commandée par Mario Zagalio, lui-même ex-éminence grise de Carlos Alberto Parreira, le coach victo-rieux de la World Cup 1994.

or the wilder

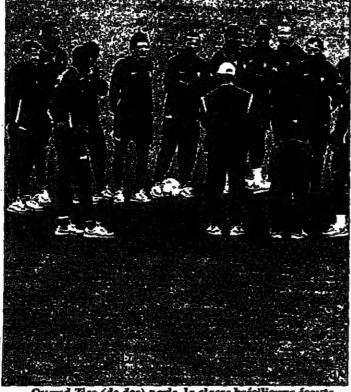
ang to the state of the

Application of the Contract of

美海 1000 100

全国中生物的大大公司

D'emblée, il démontre qu'il n'est pas venu en France pour faire de la figuration. Contre l'avis du médecin Lidio Toledo, il ceuvre d'arrache-pied en faveur de l'exclusion de la liste des vingt-deux sélectionnés du buteur Romario, qui tarde à se recuisse. Les mauvaises langues flairent aussitôt un odieux règle-



Quand Zico (de dos) parle, la classe brésilienne écoute...

ment rappelé que le second boires passés. * En 1986, ex-« n'avait jamais rien gagné avec plique-t-il, j'étais mai remis d'une la Selecao ».

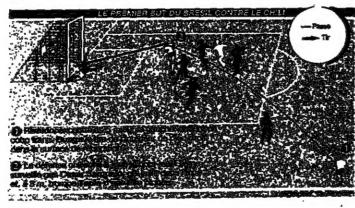
mettre d'une blessure tenace à la trois Coupes du monde auxquelles il a participé (1978, 1982 et 1986). Mais, aujourd'hui âgé Zico s'ignorent superbement de- mettre à profit les enseignepuis que le premier a publique- ments qu'il a tirés de ses dé-

blessure au genou, et j'ai demandé Zico, surnommé - hors du Bré- en vain par deux fois à ne pas être sil – le « Pelé blanc », est effec-tivement rentré bredouille des de finale contre la France de Platini, il entre en fin de match et rate un penalty qui aurait scellé le sort de la partie. Hanté par ment de comptes : Romario et de quarante-cinq ans, il compte cette défaillance, il ne fait pas de sentiment à l'heure de percer l'abcès: Romario, meilleur

joueur du Mondial 1994, doit plier bagages. Allergique à « tout ce qui peut générer des frictions au sein du groupe », il a interdit les jeux d'argent au château de Lésigny. Si besoin, il prodigue son aide psychologique à ceux qui en ont besoin. Malmené par la presse, qui lui préfère Denilson, chahuté à chaque rencontre par les supporteurs, Bebeto est passé sur le divan. « Zico m'o fait comprendre qu'avec mon palmarès je n'avais pas à me préoccuper de ces choses-là », a récemment confié l'attaquant, ragaillardi. Qui l'est cru? Zico le magnifique s'est trouvé une vocation de « nounou à poigne »...

Pour ce qui est du match contre les Pays-Bas, son analyse est très simple : « C'est une sélection qui a la particularité de réaliser un gros pressing. La récupéra-tion du ballon est une idée fixe-Ces joueurs protiquent un beau football collectif et procèdent dans l'entre-jeu par de rapides change-ments de rythme, un peu comme nous. Davids et Jonk sont très forts dans les déplacements, les replacements. Et tous sont très adroits balle au pied. On l'a vu pour le but de Bergkamp contre l'Argentine. Une longue transversale très précise, et le joueur d'Arsenal a fait le reste. Ils sont très forts sur ce point. Comme nous, cette équipe a pris le parti de l'attaque. Les duels seront superbes. Jouer l'attaque, c'est prendre des risques. Le Brésil devra profiter des moindres espaces. * Roberto Carlos, Rivaldo et Ronaldo ne se sont pas risqués à le contredire.

Jean-Jacques Sévilla



Le Brésil, prolifique et étourdi

MEILLEURE ATTAQUE (13 buts) Danemark, illustrent sa difficulté à et plus mauvaise défense (6) des quatre demi-finalistes, le Brésil alterne depuis le début du Mondial entre séduction et frayeur. Les joueurs de Mario Zagallo n'ont pas réalisé de prestation totalement convaincante. Jouant par à-coups en percussions individuelles, le Brésil manque de liant au milieu de terrain. Les distributeurs jouent sur les ailes: Roberto Carlos et Cafu (suspendu contre les Pays-Bas), les deux arrières latéraux, arpentent leur côté sans relâche, offrant des solutions de passe et créant le sur-

L'exceptionnel réalisme des attaquants brésiliens explique le pourcentage de réussite sans concurrence sur les occasions de but (contre le Danemark en quarts de finale: 6 occasions, trois buts). Bebeto et Ronaldo (3 buts chacun), que l'on dit pourtant en forme moyenne, cadrent la plupart de leurs tirs et ne tremblent pas dans leurs face-à-face avec les gardiens. Les deux matches les plus pénibles du Brésil, contre la Norvège et le perturber collectivement un adversaire replié et rigoureux, ainsi que ses propres lacunes défensives. Le match contre la Norvège (défaite 2-1) a confirmé des soupçons fort répandus avant même le début de la compétition : des stars (Denilson, Rivaldo, Leonardo, Bebeto et Ronaldo) font-ils de bons coéquiplers? Le Danemark, hui, a mis à rude épreuve sa défense centrale. peu assurée, à l'image de Junior Les coéquipiers de Ronaldo out

parfois tendance à jouer en courant alternatif. Certains s'éteignent lorsque le ballon cirrule dans les pieds adverses, et laissent alors leur capitaine colérique Dunga résoudre, avec Cesar Sampaio, la question de la récupération. Le faible nombre de fautes sifflées contre les Sud-Américains (9 contre la Norvège !) souligne le manque d'engagement physique. Le Brésil continue de miser, avec succès, sur des exploits individuels.

Les demi-finalistes en chiffres

UN SEUL ancien vainqueur de la Coupe de monde reste en lice au stade des demi-finales du Mondial 1998: le Brésil, tenant du titre et détenteur du record de victoires (1958, 1962, 1970 et 1994). Les trois autres demi-finalistes out barré la route à trois anciens vainqueurs : la Prance a éliminé l'Italie (couronnée en 1934, 1938 et 1982), la Croatie a sorti l'Allemagne (1954, 1974 et 1990) et les Pays-Bas out battu l'Argentine (1978 et 1986). Parmi les antres anciens champions, l'Angleterre (victorieuse en 1966) a été éliminée en huitièmes de finale par l'Argentine, et l'Uruguay (1930 et 1950) n'est pas parvenu à se quali-

fier pour la phase finale.

• Deux demi-finalistes restent invaincus après leurs cinq premiers matches: la France (4 victoires, 1 match nul) et les Pays-Bas (3 victoires et 2 nuls). Le Brésil a perdu contre la Norvège (1-2) et la Croatie contre l'Argentine (0-1).

• Le Brésil possède la meilleure attaque (13 buts marqués), devant les Pays-Bas (11), la France (10) et la Croatie (8).

● La France a la mellleure défense (I but encaissé), devant la Croatie (2), les Pays-Bas (4) et le Brésil (6)

• An classement des buteurs, l'Italien Vieri et l'Argentin Batistuta restent en tête avec 5 buts, mais ils ne peuvent plus améliorer leur total. Ils sont menacés par le Croate Suker (4 buts), les Brésiliens Bebeto, Cesar Sampalo, Rivaldo, Bebeto Damien Violette (3 buts), les Néerlandais Bergkamp (3 buts), Cocu et De Boer (2 buts),

et le Français Henry (3 buts). · Les anaire demi-finalistes ont inscrit ensemble 42 buts, soit plus da quart des 160 buts marqués au cours de 60 des 64 matches du Mondial. La movenne est de-2,67 buts par rencontre, supérieure pour l'instant à celle des Coupes du monde 1982, 1986 et 1990, et très lègèrement inférieure à celle du Mondial 1994.

♦ La grande majorité des joueurs des quatre sélections toujours en course n'évoluent plus dans ieur championnat national. Selon le quotidien L'Equipe, le nombre d'« expatriés » est de 19 pour les Croates, 18 pour les Brésiliens, 17 pour les Français, et 15 pour les Néerlandais. • Les sanctions prononcées jus-

qu'ici contre les quatre demi-finalistes:

- fautes commises: France, 109 (dont 1 penalty contre le Danemark); Pays-Bas, 94; Croatie, 93; Brésil, 88 (dont 1 penalty contre la Norvège). - fautes subies: France, 105

(dont 1 penalty contre le Danemark); Croatie, 97 (dont 1 penalty contre la Roumanie): Brésil, 96 (dont 1 penalty contre le Chili);

- Expulsions : Pays-Bas, 2 (Khiivert contre la Belgique, Numan contre l'Argentine); France, 1 (Zidane contre l'Arable saoudite); Brésil et Croatie, 0.

Brésil et France, 9 ; Pays-Bas, 4.

L'équipe de France a besoin de supporteurs, pas de VIP sagement

assis



DE RAYMOND DOMENECH

ILS ÉTAIENT trente-deux au départ, le 10 juin. Il-n'en reste que quatre. Les meilleurs, bien sûr. Les autres, ceux qui sont venus pour le folidore au premier tour, ceux qui n'ont pas eu les neris solides, ceux qui, vieillissants, n'avaient plus les moyens, tous sont repartis, certains joyeux, d'autres meutirs. La vérité du sport, quoi qu'en pensent les réveurs, c'est quand inême le résultat. Si, en plus, la mantière est là, tant mierux Un pays européen est sûr d'être en fmale, comme toujours depuis que le football a basculé dans la modernité. Peut-être deux

Dans le premier duel, Brésil - Pays-Bas, les deux meilleures attaques sont opposées. Mais Overmans blessé; Núman et Cafu suspendus, il manquera aux deux équipes des éléments importants. Nous autions pourtant auné voir le système défensif brésilien au complet pour tester le potentiel de leurs deux latéraux face au quatuor néerlandais Overniars-Cocn (ou Kluivert)-Bergkamp-Ronald de Boer. Pour les Bresiliens, c'est le premier vrai test sérieux du Mondial 1998. Pour les Pays-Bas, les grosses lacunes apparues dans le secteur défensif risquest d'entraîner des difficultés rédhibitoires. Dans le second duel celui qui nous concerne, l'obstacle croate est sérieux. Les joueurs croates possèdent un talent fou pour énerver l'adversaire. Sukér est un spécialiste. Asanoyic n'est pas mal non plus. Ils savent, comme le dit leur partenaire Billic, « utiliser un régieneut supide pour provoquer des expulsions ». Ils possèdent en plus un potentiel offensif lus posant avec Vlaovic, Suker en finisseur dans l'axe, Stanic et Jami sur les côtés en raimpès de lancement, Boban et Asanovic en pour voyeurs. C'est l'italie en plus performant. Capables de surpriement. Endurement pair la viresse de leurs contre attantes les Conades. l'adversaire par la vitesse de leurs contre-attaques, les Croates, surdoués reciniquement, ont prouvé contre les Allemands qu'ils étaient aussi à l'aise lorsqu'il fallait défendre.

Il notes fandra un plus dans ce match, un brin de folie. Il doit aussi venir du public. L'équipe de France a besoin de supportours, pas de VIP sagement assis. Souvenez vous, en 1984, c'était à Marseille, la deini-finale du Championnat d'Emope contre le Portugal. Les joneurs l'ont reconnu par la suite : l'énergie, ils l'out trouvée dans le soutien de la foule. Oubliez les doutes! Libérezvous l'Libérez-les I Plus qu'un combat technique on tactique, cette dernière marche vers la consecration sera la victoire du mental de l'équipe cimenté par la fervent populaire. Tous ensemble, thus ensemble, ouais ! !!

Un hooligan écroué en Allemagne pour tentative de meurtre sur le gendarme de Lens

LA TUSTICE ALLEMANDE semble avoir fait un pas en avant dans l'enquête sur l'agression du gendanne français à Lens, en écrouant, lundi 6 juillet, un hooligan allemand pour « tentative de meurtre ». Le jeune homme de vingt-quatre ans a été interpellé à son domicile de Hambourg et présenté à un juge après avoir été entendu par le parquet de Hanovre. Selon un communiqué, l'homme est «fortement soupçonné» d'avoir agressé, le 21 juin, avec d'autres hooligans, le gendarme qui se trouve de-puis dans le coma, au centre hospitalier de Lille. Le mandat d'arrêt avait été délivré dès vendredi, pour « tentative de meurtre en association avec blessures corporelles dangereuses » et pour « troubles graves à l'ordre public ». Tobias R. est le premier hooligan allemand écroué dans le cadre de cette affaire en Allemagne. Les autres suspects arrêtés sur la foi de pho-tographies ou de films avaient tous dû être remis en liberté faute de

Rinus Michels a été hospitalisé pour un malaise cardiaque

L'ANCIEN ENTRAÎNEUR néerlandais Rinus Michels se trouvait dans un «état stationnaire», lundi 6 juillet, après un malaise cardiaque surveru dimanche, a annoncé la Fédération internationale (FIFA). Michels, soixante-dix ans, a été hospitalisé après avoir assisté, samedi, à Marseille, à la victoire des Pays-Bas sur l'Argentine (2-1) en quarts de finale de la Coupe du monde. « Il n'est plus dans un état critique ; son état est stationnoire et nos pensées l'accompagnent », a déclaré lundi Keith Cooper, porte-parole de la FIFA. Il devrait quitter l'hôpital dans les prochains jours, a-t-il ajouté. Le « général » Michels, concepteur du football total, qui a fait la gioire des Pays-Bas dans les années 70, est l'un des entraîneurs les plus influents des vingt-cinq dernières années. Après un séjour à Barcelone, il redevint sélectionneur national en 1988 et mena, celle année-là, les Pays-Bas à la victoire dans le Championnat d'Europe des na-

• SÉCURITÉ: la force de stabilisation de l'OTAN (SFOR) a décidé de renforcer ses effectifs à Mostar (Bosnie-Herzégovine) pour la rencontre Croatie-France du 8 juillet. Une femme a été tuée et un homme grièvement blessé, samedi, dans la partie musulmane de Mostar à la suite de rafales de tirs venues de la partie croate de la ville, où des supporteurs ont seté la victoire de la Croatie contre l'Allemagne en quarts de finale du .

• PÉNURIE : les Cubains se sont découvert une passion pour le football, mais elle risque d'être sans lendemain à cause de la pénurie de ballons, avertit l'hebdomadaire Juventud Rebelde des Jeunesses communistes. Cuba doit faire mieux que « la lugubre 88º place du classement de la Fédération internationale », a décrété Humberto Rodriguez, le responsable national des sports cubains. L'effort portera en priorité sur les écoles, qui recevront une part importante du million de dollars que la FI-FA doit remettre à la Fédération cubaine entre 1999 et 2002. - (AFR)

• CAMPAGNE: en Jamaique, des voix s'élèvent pour persuader Rene Simoes de rester à la tête de l'équipe nationale. Le magazine Impact Caribbean a lancé une campagne pour réunir deux millions de signatures (un dixième de la population) afin de faire changer d'avis le Brésilien d'avis. Simoes a annoncé qu'il ne renouvellerait pas son contrat de quatre ans, qui expire en octobre. Il a été l'un des artisans de la qualification des Jamaicains pour la phase finale du Mondial 98.

● PRONOSTIC : le Brésil et la France disputeront la finale du siècle, a estimé Pelé, « La finale du siècle serait Brésil-France. C'est ce que mon cœur demande », a expliqué l'ancien triple champion du monde brésilien dans un entretien accordé à France Télévision. « Mais le football, ce n'est - Avertissements: Croatie, 13; pas une science exacte (...). La France doit d'abord battre la Croatie, et le Brésil les Pays-Bas. »

SUR LES ÉCRANS DU MONDE UNE TÉLÉVISION PAR JOUR

France 2 a mis des spots publicitaires aux enchères

LE MONDIAL provoque toutes les audaces. Même dans le monde de la publicité. A l'occasion du quart de finale France-Italie, diffusé vendredi 3 juillet, sur France 2, France Espace, régie publicitaire de France Télévision, a renoué avec la vente aux enchères. L'objectif: vendre les spots encore libres des sept écrans placés avant, pendant et après le match ou l'éventuelle prolongation. La dernière vente à l'encan de ce type aurait eu lieu à l'initiative de TF 1, il y a plus de dix ans.

Seion Patrick Ballarin, directeur du marketing de France Espace, « l'opération a été une réussite complète ». Grâce à elle, « nous avons doublé notre chiffre d'affaires publicitaire sur ce match ». France-Italie a ainsi rapporté 15,5 millions de francs brut à France Espace. La mise à prix des spots, d'une durée d'environ trente secondes chacun. était fixée à 400 000 francs net pour une facturation initiale de 673 000 francs brut. Les enchères ont fait monter les tarifs jusqu'à 430 000 francs l'unité.

UNE OPÉRATION UNIQUE

Avec cette « quasi-première », France Espace a fait d'une pierre deux coups. La régie a gonflé ses recettes publicitaires, et, surtout, elle a attiré vers France 2 des annonceurs Jusque-là réticents à y investir. A ce prix-là, précise Pa-trick Ballarin, la chaîne a séduit « des annonceurs qui préféraient des écrans moins chers ou moins risqués ». Avec quelques autres, Nestlé, Cetelem ou France Télécom ont sauté le pas.

Outre son aspect financier, « cette vente aux enchères était aussi une petite opération de promotion » pour France Espace, reconnaît le directeur du marketing. En mettant ses écrans à l'encan sans les brader, la régie est parvenue à détourner quelques annonceurs des autres chaînes, principalement de TF 1, sans mettre à mal ses conditions générales de vente, ces fameuses CGV, qui permettent aux marques d'obtenir des ristournes en fonction de leurs investissements sur une chaîne.

Malgré le succès, Patrick Ballarin ne compte pas renouveler l'opération lors de la demi-finale Bresil - Pays-Bas, que France 2 retransmettra mardi 7 juillet, à 21 heures. Un match entre équipes étrangères ne réalise pas les audiences d'une rencontre jouée par les Tricolores. Toutefois, la Course du monde aura été de bou rapport pour France Espace. Au soir du 12 juillet, la régie table sur un chiffre d'affaires brut de près de 200 millions de francs.

INTERNET http://www.culture.fr/culture/dglf/foot.htm

IL FALLAIT Y PENSER, la délégation générale à la langue française l'a fait : un guide traduisant 206 termes de football de l'anglais au français est disponible sur internet. Ce sport venu de Grande-Bretagne a beau être fortement marqué par les anglicismes, un tel lexique essaie de démontrer que tout terme a sa traduction. Pourtant, un corner reste un « comer » pour le commentateur sportif pressé, même s'il peut dire « coup de pied de coin », et les gestes

techniques comme le « dribble » ou le tacle (tackle) sont passés inchangés ou d'une langue à l'autre. En revanche, « obstruction » se trouve dans les deux langues gràce à ses racines latines. Pour ceux que cet exercice convenu ne satisfera pas, il reste à télécharger un des traducteurs automatiques désormais disponibles à partir des grands navigateurs. ★ Un forum sur la Coupe du monde est ouvert sur le site du Monde (http://www.lemonde.fr/ mondial98), dont le supplément

Le Platini des Alpes

LA FRANCE serait donc encalminée, à en croire Philippé Séguin, président du RPR, qui uti-lisa lors de Tuniversité d'été des jeunes du RPR un terme de marine assez opaque aux choyens de Pic-Mentonnez, charmante station village de Haute Savoie. S'il voulait signifier ainsi que la nation tout entière serait à l'image d'une embarcation dont les volles flasques at-tendent misérablement qu'Eolé veuille bien les gonfier, il fait erreur. En tout cas si l'on en juge par l'activité téprile qui ré-gnait, lundi son 6 juillet, aux alentours du caté-bar des Glaciers. On avait profité de ce jour sais match pour procéder à quelques affaires importantes. La première était la collecte annuelle de sang organisée par l'antenne départementale du Centre national de transfusion sanguine. Sachant que Pon n'attire pas les mouches avec du vinaigre, ce demier avait placé son camion collecteur devant le débit de boissons, qui avait ensuite la charge de fournir gratoltement le sandwich et le verre roborants aux généreux donateurs. Cet afflux coincidait avec une réunion informelle du comité organisateur de l'épreuve sportive qui devrait faire, le 2 août, de Pic-Mentonnex un lieu-phare de la nouvelle culture sportive. Il s'agit de la première mondiale d'un relais qui alllera un parcours de VIT avec une course à pied sur les sentiers de montagne: « Un truc à vous foire crocher les poumoirs et les boyoux avec f à éstime Gaspard, qui se pro-pose de faire la volture balai avec sa jeep. Le Platini de ce comité d'organisation se prénomme Fred; et fait son entrée aux Glaciers avec le bras bandé de celui qui vient de donner son sang. « Tiens voilà l'infatigable Fred I.», claine l'assemblée, qui n'a pas manque de lire l'article consacré par Le Dauphiné Dibéré à cette épreuve et à

son « infatigable » promoteur. Son second, Jean-Michel, est également présent et veut couper court aux propos goguenaids de ceux qui ne font jamais rien et court aux propos goguenaros de ceux qui ne nont jamais nen ej se moquent de tout: « Veus croyez qu'à l'heure où la France orgu-nise le Mondial de monière aussi magistrale on va se contenter, nous, de nos courses-reblochan habituelles? » Il désigne par la les épreuves de ski du coin, où le vainqueur se voit gratifié d'un fromage ou d'une saucisse de fabrication locale. « Non, il font voir grand, allier la venue des élites sportises avec une participation populaire I La fortune vient aux au-

dacieux i *, s'enflamme t-ii. Aussi légère qu'une naiade faisant son entrée dans l'onde irisée, surgit alors Viviane, la secrétaire de mairie, qui apostrophe la table où avait pris place le comité d'organisation : « Dites donc, les gars, faudrait voir à répondre fissa aux trente gus qui ent demande des renseignements sur la course à la mairie. J'ai pas que ça à faire, moi! >>

voir grand, allier la venue des élites sportives avec une participation populaire »

Pionnier du marketing sportif, ISL Worldwide a grossi en même temps que le football devenait un business. Mais ses pratiques hégémoniques et les malversations de sa filiale française propulsent l'entreprise de l'ombre. qu'elle affectionne, à la lumière crue des « affaires »

IDIER FOR-TERRE se souviendra longtemps de la Coupe du Coupe du monde. Ce qui devait être l'apothéose de carrière d'entrepreneur en événements sportifs se termine pour lui en Berezina. La société qu'il préside et contrôle. ISL France, est prise dans la tourmente. Son ami, associé et directeur général, Marc Loison, est en détention provisoire, soupçonné d'avoir vendu indûment des billets. Et, jour après jour, les langues se délient sur les méthodes commerciales quelque peu hégémoniques d'ISL France.

Le maire d'Yerres (Val-de-Marne), Nicolas Dupont-Aignan, refuse de payer la facture de 96 000 francs que lui a adressée ISL France pour la retransmission de quatre matches dans un gymnase de 400 places : « Cela fait 60 francs par personne, sans aucun barème justificatif. C'est scandaleux I On nous fait payer le cadeau fait aux communes défavorisées... » A la demande pressante du Comité français d'organisation (CFO) et du ministère des sports, ISL (International Sport Leisure) avait en effet offert gratuitement les droits télévisuels à huit cents quartiers défavorisés. La Fédération de l'industrie hôtelière, elle, menace d'en appeler à la noncer le «racket» pratiqué par ISL en matière de retransmissions. Et les sponsors français, ceux du « deuxième rang », qui ont signé directement avec le CFO, ne ménagent pas les critiques sur le « passage obligé » que représente ISL

D'ici quelques jours, M. Forterre devrait voir artiver un directeur général dépêché de Lucerne (Suisse) par son principal actionnaire (49 %), ISL Worldwide, pour remettre de l'ordre dans cette turbulente filiale - « minoritaire », répète-t-on à la maison mère, mais filiale quand même... Le groupe suisse, aussi puissant que secret, enrage de voir sa réputa-

L'argent de la Coupe.



Derrière les écrans géants de Marseille, on retrouve encore et toujours ISL.

tion ternie et surtout dévoilé cet empire multinational du foot business, bâti depuis vingt ans à l'ombre de la FIFA.

ISL Worldwide fut créé en 1983 par Horst Dassler, patron historique d'Adidas, fondé par son père. La famille Dassler est toujours actionnaire à 90 % d'ISL, aux côtés du japonais Dentsu (10 %). Après un galop d'essai lors de la

A peine élus, Joseph Blatter et Michel Platini sont d'ores et déjà ligotés par le monopole renforcé du groupe suisse

Coupe du monde de 1978 en Argentine, Horst Dassler devine l'engouement que vont provoquer les grands événements sportifs auprès des entreprises dans les années 80. Son idée : commercialiser ces événements pour permettre aux fédérations sportives d'obtenir les financements dont elles ont besoin pour en faire de grands shows planétaires.

Sollicité par Joao Havelange, président de la FIFA depuis 1974,

fédération le soutien financier de sa propre entreprise et de l'américain Coca-Cola. En retour, M. Havelange octroie à ISL, par un premier contrat signé en 1978, le droit de vendre la Coupe du monde de 1982 à d'autres entreprises. D'abord associé à un partenaire britannique, M. Dassler se tourne vers le puissant conglomérat japonais de communication Dentsu, qui prend 50 % de la nou-velle société ISL, et lui apportera

notamment les contrats Fujifilm,

le patron d'Adidas propose à la

Canon et IVC. Au fil des ans, la mainmise commerciale d'ISL sur le football mondial ira crescendo. Les deux par deux, et la FIFA, fidèle en amitié, ne met jamais ISL en concurrence, même après la mort de Horst Dassler, en 1987. En 1982, ISL obtient la totalité des droits marketing des Coupes du monde de 1986 et de 1990; en 1987, son exclusivité est renouvelée pour les coupes américaine (1994) et française (1998) ; puis, de nouveau en 1997, pour celles de

2002 et 2006. · Par ce dernier contrat, ISL a encore étendu ses prérogatives sous couvert de « rendre le contrôle des événements à la FIFA ». L'argentier sulsse va commercialiser auprès des télévisions les droits liés aux retransmissions des matches,

damant ainsi le pion au consortium de télévisions qui, jusqu'ici, s'arrangeaient entre elles. Pour remporter l'appel d'offres lancé, pour une fois, par la FIFA, ISL s'est associée à l'allemand Kirch: celui-ci vendra les droits aux télévisions d'Europe, ISL aux chaînes du reste du monde.

ES deux partenaires garantissent à la FIFA 1,3 milliard de francs suisses (5,2 milliards de francs français) de recettes pour le Mondial de 2002 et 1,5 milliard de francs suisses (6 milliards de francs français) pour celui de 2006! « Au-delà de ces sommes, la 50/50 les bénéfices, une fois payés les frais de production et de distribution », explique Jean-Marie Weber. l'ancien bras droit de Horst Dassier, qui lui a succédé à la tête d'ISL: Pour l'entreprise suisse, c'est le jackpot : « Nous ailons plus que doubler notre chiffre d'affaires », reconnaît M. Weber. D'autant qu'« à chaque fois qu'ISL collecte trois francs elle en garde deux et n'en reverse qu'un à la FI-FA », affirme, sous le couvert de l'anonymat, une personne avant eu à négocier avec elle... On p'en saura pas plus : la société suisse. qui « avoue » 150 millions de francs suisses de chiffre d'affaires. ne publie pas ses comptes.

Marseille dans les bras de l'OM, sa régie et Adidas

EN VERTU d'une convention privative d'occupation du domaine public votée au conseil municipal le 30 mars 1997, le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin (UDF), a concédé - sans appel d'offres puisque le mode d'attribution choisi ne l'y obligeait pas - le marketing de la ville pendant la Coupe du monde à la société OM Exploitation. Créée pour la circonstance, celle-ci profite des liens étroits existant entre l'Olympique de Marseille SAOS (société anonyme à objet sportif), sa régie publicitaire, ISL France, et la municipalité.

L'articulation commerciale des animations qui jouent sur les labels Marseille/OM Centenaire et « Entrez dans la fête » est complexe. Tout était fait pour servir les intérêts d'ISL et du club de football phocéen, qu'il a en régie. OM Exploitation, société anonyme créée en 1997 puis modifiée le 27 février 1998, est une filiale du club de football marseillais. Grâce à ses relations privilégiées avec le maire de Marseille et son directeur de la communication, Guy Philippe, Jean-Michel Roussier - un médecin de formation devenu président délégué de la SAOS OM et président d'OM Exploitation après avoir fait ses armes chez Havas - a proposé à la municipalité un programme d'animations. Organisées sur quatre sites de la ville (au Pharo, sur le Vieux Port, à Mourepiane et surles plages du Prado), elles doivent permettre à « tous les Marseillais [de] vivre en direct la Coupe du monde ».

Pour ce faire, OM Exploitation s'est engagé auprès du conseil municipal à dépenser 21,5 millions de francs pour installer deux

les plages du Prado -, organiser des concerts sur le Vieux Port à côté d'un marché provençal et proposer des ateliers de boxe, de quad (moto à quatre roues), de skate-board et de rollers aux jeunes des quartiers nord près de l'Estaque. Mais comme l'Olympique de Marselle n'a pas – malgré ses bons résultats, la saison dernière – les moyens d'offrir de telles animations, c'est sa régie publicitaire. ISL France, qui a été chargée de trouver les fonds.

« SÛR DE NE RÉALISER AUCUM BÉNÉFICE » La filiale française du géant ISL a donc vendu des « packages associant affichage, licences et publicités sur écrans géants » à des entreprises qu'elle connaît (Adidas, Coca-Cola, Lavazza, etc.) pour 19 millions de francs, de « la publicité sur les deux écrans géants » pour 6,5 millions de francs, des concessions buvettes-restauration pour 5 millions. Le financement a ensuite éré complété par le conseil général des Bouchesdu-Rhône (I million de francs) et le Club Marseille Découverte (1.5 million de francs). En échange, OM Exploitation paie à la ville une redevance de 1,3 million de francs pour l'occupation du domaine public pendant ces cinq semaines, soit 6 % des recettes escomptées. Elle devra également reverser 60 % de ses bénéfices à la municipalité, mais la chose serait improhable, selon M. Roussier, qui affirme déjà être « sûr de ne réaliser aucun bénéfice »:

Pas étonnant, en tout cas, que les Ecrans du monde 98, une opération cofinancée par le ministère de la jeunesse et des sports, qui avait

négocié la gratuité des droits de retransmission à ISL, tr'aient pas fait étape à Marseille. Elle n'aurait rien rapporté à la régie publicitaire alors que, grâce à l'OM et au système mis en place par M. Roussier, ISL est déjà assuré d'être rémunéré au minimum 5 millions de francs. La régie a pu jouer à deux niveaux : sur les droits de retransmission et sur la commercialisation d'espaces publicitaires (plus de 7 millions de francs de recettes attendues). Elle a, au passage, servi le plus fidèle client de sa maison mère: Adidas, partenaire privilégié de la FIFA.

dont le PDG est aussi président de l'OM. La marque aux trois bandes a ainsi repeint la ville à ses couleurs : calicots, affiches, animations sur les plages du Prado, où elle « organise des tournois et des compétitions ». Certains responsables municipaux regrettent que le Mon-dial n'alt pas permis de valoriser le travail d'associations paramunicipales en lieu et place des intérêts supérieurs du foot-business. « La décision de faire de la Coupe du monde une opération commerciale était une décision politique, précise l'un deux. Comment voulez-vous que dans une ville comme Marseille, où le football est perçu comme un facteur d'équilibre social, un maire, quel qu'il soit, reste sourd à ce que peut dire un homme qui fait remonter la pente à un club qui était devenu perdant? » Bernard Tapie avait connu en son temps cette montée au pinacle, avant de tomber en disgrace. Mais Robert Louis-Dreyfus, lui, n'a pas d'ambitions politiques au-delà du Stade-Vélodrome...

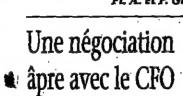
· du monde a un nom : ISL Worldwide

L'année 1997 verra pour la première fois le groupe mis en difficulté - toute relative -, avec la perte du contrat exclusif qui le liait au Comité international olympique (CIO). Les Jeux lui rapportaient, depuis 1988, près d'un milliard de francs français par cycle de quatre ans. Une déconvenue augmentée du fait que l'organisation du Mondial en France a représenté pour ISL Worldwide un manque à gagner d'environ 400 millions de francs : après deux ans de négociation, la FIFA a contraint son protégé à rétrocéder gratuitement certains droits au 2

NERVÉE d'avoir dû «18cher du mou » en France, ISL reprend le contrôle du d tiroir-caisse pour son propre profit et celui des douze multinationales « top sponsors » du Mondial : Adidas, Canon, Coca-Cola, Fujifilm, Gillette, JVC. Mastercard, McDonald's, Opel, Philips, Snickers et Anheuser-Busch, qui « se sont plaints d'être perdus au milieu de la masse des entréprises partenaires », selon Wataru Komaki, le patron d'ISL-Dentsu Jamais la puissance d'ISL n'aura été aussi grande. Désormais, elle seule pourra vendre le précieux logo et les panneaux autour des stades. En Corée et au Japon, le nombre d'entreprises partenaires sera réduit de quarante-cinq actuellement à environ vingt-cinq et les « partenaires officiels » du comité d'organisation ne bénéficieront que de droits locaux d'exploitation (alors que le CFO avait arraché pour les

siens des droits internationaux). A peine élus, le nouveau président de la FIFA, Joseph Blatter, et son bras droit, Michel Platini - qui fut pourtant l'un des plus pugnaces défenseurs du CFO contre la mainmise d'ISL, pour France 98 -, sont d'ores et déjà ligotés par le monopole renforcé du groupe suisse... Certes, après 2006, rien ne les empêchera de s'inspirer du CIO, qui gère désormais en direct ses propres recettes commerciales. Mais, d'ici là, ISL aura sûrement trouvé un moyen de les convaincre de le garder...

FL.A. et P. Ga.



JACQUES LAMBERT, directeur du Comité français d'organisation de la Coupe du monde, et Michel Platini, son président, ne s'en sont jamais cachés : ni l'un ni l'autre ne voulait s'adjoindre les services d'une agence de marketing sportif pour boucier leur budget marketing de 900 millions de francs. « C'est la meilleure décision que l'on ait prise au CFO, affirme, avec le recui, M. Lambert. Pour deux raisons. D'abord parce qu'une agence nous aurait demandé une commission de 20 % à 30 % sur les contrats, ce qui aurait grevé notre budget de plusieurs dizaines de millions de francs. Ensuite, parce qu'en recrutant nos propres spécialistes nous avons gardé le contrôle total en évitant un écran entre nous et le client. »

En recrutant Philippe Villemus, un ancien directeur du marketing de Mars qui a appelé à ses côtés des « pointures » commerciales, le CFO a négocié auprès de la FIFA des aménagements au contrat ini-tial proposé par ISL : partage à 50-50 des produits générés par les ventes sur site, extension des droits nationaux à l'international pour les partenaires locaux les plus importants, liberté dans le nombre des prestataires agréés. « Nous avons simplement considéré que les droits marketing qui nous étaient accordés en vertu d'un contrat datant de 1987 n'étaient plus en adéquation avec les besoins de financement. Si nous n'obtenions pas une amélioration de notre régime, nous ne serions pas parvenus à financer cette Coupe du monde », explique M. Lambert. Au final, et au bout d'une apre négociation démarrée en 1993, le CFO aura ainsi grignoté près de 400 millions de francs sur les commissions habituelles d'ISL, créant, du même coup, des bénéfices qui resteront alloués au pays organisateur.



Jean-Marie Weber, président d'ISL Worldwide (à droite), en compagnie de Michel Platini et du PDG de Sony France.

M. Weber, PDG d'ISL: «Il n'y a pas de mafia dans le marketing sportif»

Le groupe ISL que vous diri-gez, jean-Marie Weber, apparaît comme le grand argentier du football mondial. Compte tenu des sommes en jeu, le monopole que vous a concédé la FIFA pour l'exploitation commerciale de la Coupe du monde n'est-il pas

- Il n'y a pas de monopole ISL! Les gens ont parfois cette impression, du fait de nos liens historiques avec Adidas et la FIFA. Mais Il faut se rappeler que, lorsque nous avons démarré, au début des années 70, il n'y avait rien. A l'époque, nous étions un simple marchand de panneaux publicitaires. Aujourd'hui, le marketing du sport est devenu très sophistiqué. Cela suppose des relations

photographie

d'Hugues

de Wurstemberger

chaque fois renouvelés sans appel d'offres... · Notre ancienneté nous confere, c'est vrai, une option de négociation exclusive pour le marketing. En revanche, il y a eu un appel d'offres en bonne et due forme en 1995 pour les droits de retransmissions télévisées. Nous avons été mis en concurrence et nous avons remporté le contrat en association avec le groupe allemand Kirch. Mais tout se passe sous le contrôle de la FIFA, qui reste propriétaire des droits et qui nous concède une licence générale

contractuelles très structurées. Le

budget d'une Coupe du monde, en

1978, était environ dix fois

moindre que celui d'aujourd'hui.

Nous ne travaillons pas avec la FI-

FA que sur la Coupe du monde,

nous sommes son partenaire glo-

bal. Et elle est libre à tout moment

de décider d'organiser son marke-

ting elle-même, comme l'a fait ré-

cemment le Comité international

- Mais vos contrats sont à

qui va d'ailleurs s'appliquer aussi au marketing, pour mettre un terme aux bagarres qui ont pu avoir lieu par le passé avec les comités d'organisation de la Coupe du monde, aux Etats-Unis ou en France, et qui a amené la FI-FA à nous demander de céder plus de droits marketing que nous ne le devious contractuellement. - Il n'y aura plus d'équivalent

du CFO (Comité français d'organisation) en 2002 et 2006 ?

- Pour le marketing, non. Tout sera centralisé. En contrepartie, la FIFA reversera des sommes plus substantielles aux comités d'organisation, et les recettes de la billetterie leur resteront acquises en to-

- Cela va renforcer votre poids. Le nouveau président, Joseph Blatter, pent-il revenir sur cette réforme ?

- Je ne pense pas. Nous avons négocié tout cela en partie avec Sepp Blatter, qui était à l'époque secrétaire général de la FIFA. Le contrat a été signé, et je pense que le nouveau président respectera la signature de son prédécesseur.

- Le scandale de la billetterie a éclaboussé ISL France. Quelles mesures comptez-vous prendre pour éviter que ne se reproduise ce genre d'affaires?

ISL n'a rien à voir avec le commerce de la billetterie. Nous recevons de la FIFA un certain nombre de billets, environ 200 000 cette année, sur un total de 2,6 millions de places, destinés aux sponsors et à nos invités. Le foot est devenu un produit très attractif et les billets sont désormais un élément très important des contrats avec les sponsors. Nous leur avons fait signer une charte extrêmement rigoureuse, qui fixe les conditions d'utilisation de ces billets. Mais on ne peut pas mettre un policier derrière chaque billet. Dans un événement aussi médiatisé, comment éviter le phénomène de marché noir? C'est d'autant plus difficile que, si l'on peut se poser la question sur le plan de la morale et de l'éthique, d'un point de vue pénal tout cela n'est pas forcément répréhensible. » Quant à la prétendue « affaire

ISL France », c'est des queues de cerise! Cette société, dont je rap-

49 % de son capital, a servi de bouc émissaire. Je reconnais que ses dirigeants ont été un peu légers en employant ce consultant extérieur, Gilles Favard, qui travaillaient dans leurs bureaux et qui est à l'origine de toute l'affaire. à leur insu. Je garde toute ma confiance dans le président d'ISL France, Didier Forterre, Quant à Marc Loison [le directeur général, incarcéré], je ne peux pas porter de jugement de valeur. Je pense que l'enquête démontrera que le problème des billets ne vient pas

. Cela dit, nous prendrons toutes dispositions pour protéger nos intérêts. Il y a des collaborateurs de valeur au sein d'ISL France, notre idée n'est pas de les laisser tomber, mais au contraire d'être plus présent à leurs côtés.

N'y a-t-il pas, de façon plus générale, un manque de transparence dans le marketing spor-

- Je ne vois pas ce qui n'est pas transparent. Notre contrat avec la FIFA a été approuvé par la commission des finances de la fédération et adopté à l'unanimité par son comité exécutif. Il n'y a pas de « mafia », comme je l'en-tends dire. Certes, nous avons un droit de première exclusivité. Mais, après tout, nous avons fait un bon travail, très rigoureux, depuis le début. Nous avons des résultats, nous continuons à augmenter les recettes de la FIFA, pourquoi ne devrions-nous pas

 Quel est le reproche que l'on nous fait? Nous n'empêchons pas la concurrence. Au contraire, aujourd'hui, nous avons une foule de concurrents, à commencer par les fédérations sportives. Il y a aussi McConnack, qui a prouvé sa valeur dans d'autres sports, des groupes multimédias, comme Murdoch ou Havas, et de grandes agences de relations publiques, qui cherchent à entrer dans le sport. C'est vrai que c'est un business intéressant, mais il faliait venir il y a vingt ans ou avoir le génie de Horst Dassler, notre fondateur,

> Propos recueillis par Florence Amalou

Le Mondial bat tous les records en matière de police d'assurance

LE PREMIER ASSUREUR européen, Allianz, qui n'a pu avoir de billets pour ses invités; le principal réassureur français, SCOR, dans le même cas... Même les assureurs n'ont pas échappé au scandale des billets. Il n'y avait pas... d'assurance pour y remé-

Assurer la Coupe du monde de football est un véritable défi. Pas moins de 37 milliards de téléspectateurs en audience cumulée. 2,6 millions de spectateurs dans les stades, quelque 12 000 volontaires... En tout, plusieurs dizaines d'assureurs participent à cette vaste entreprise, orchestrée par de gros courtiers, dont le français Gras Savoye et son compatriote Le Blanc de Nicolay, aujourd'hui dans le giron de l'américain Aon. Mais il n'y a pourtant pas eu de candidat assureur pour entrer dans le club des sponsors officiels. Ce n'est pas faute d'avoir cherché, affirment les organisateurs, mais « l'image du foot était très mauvaise auprès des assureurs il y a encore deux ou trois ans », explique un expert. Le drame du Heysel ou celui de Furiani, dans les années 80, ont sans doute laissé des traces.

Et, pourtant, la plus grande police d'assurance du monde a vu le jour à cette occasion. C'est la couverture souscrite par la FIFA (Fédération international de football association) contre l'annulation pure et simple de la manifestation, et notamment les recettes de télévision. Le montant de cette police atteint plus de 2 milliards de francs. Aujourd'hui, on sait qu'elle ne jouera pas. Elle a été réalisée entre la FIFA et son agence marketing, ISL Worldwide.

FURIANI COMME RÉFÉRENCE

La difficulté de ce mondial pour les assureurs est d'avoir affaire à deux interlocuteurs : la FIFA d'un côté, le CFO (Comité français d'organisation) de l'autre, qui se partagent la responsabilité de l'assurance. Les spectateurs et ce qu'on appelle la « famille » du Mondial (équipes, arbitres, partenaires...) sont couverts en cas d'accident dans un délai de deux heures avant ou après les matches.

Autre garantie d'importan courtier d'assurance français Gras Savoye, après une analyse minutieuse des risques, a mis en place pour le CFO une police de responsabilité civile, à bauteur de 600 millions de francs, qui couvre, sur tous les stades et pendant toute la durée du Mondial, tous les risques... sauf ceux liés à un fait volontaire. Pour calculer le montant de cette garantie, le courtier a notamment pris comme référence l'accident de Furiani, qui avait coûté quelque 300 millions de francs il y a six ans. Cela couvre onze sites : dix stades et le Centre international des médias, installé au Parc des expositions de la Porte de Versailles, à Paris. Un « monstrueux » contrat d'as-

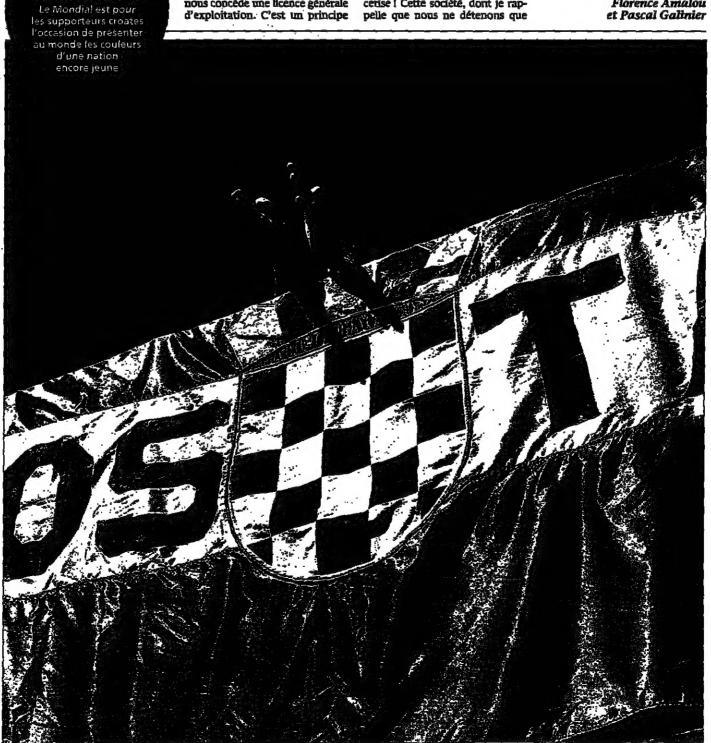
surance de dommages classique (incendie, vol...) a également été élaboré. Ce contrat complète en réalité l'assurance déjà existante des collectivités locales. Toujours dans le gigantisme : l'assurance de la flotte automobile, près d'un millier de véhicules fournis par Opel, l'un des « top sponsors ». Au-delà. chaque fédération, chaque équipe, chaque club, chaque joueur, a sa propre assurance, ainsi que chaque événement périphérique.

Pascale Santi

● LA PHRASE DU JOUR (2)

« En dépit de ses débordements d'occasion, le football est souvent la meilleure des choses. C'est une valeur universelle. Je fais souvent la comparaison entre la FIFA et l'ONU. Si l'ONU avait le quart de l'autorité de la FIFA, le monde serait en paix. C'est pour ça d'ailleurs que je récuse l'utilisation de la vidéo par les arbitres. Le foot est universel. Si vous avez la vidéo, vous n'aurez plus l'universalité. Ce qui est extraordinaire, c'est que la finale du Mondial au Stade de France et le petit match dans la prairie africaine, ce sont exactement les mêmes règles. »

Philippe Séguin, le président du RPR, dans un entretien à « La Dépêche du Midi »



STATE OF A COMMENT WITTE

***** ** ******

The second with the residence of

2.7 million & Paristers

Bridge and the state of

THE RESERVE TO STREET

was a specific to the

Warm flat, France Called to

the superior comments of the superior and a

in an interpretation to the States when

Marie Street Brick on Phillips

A PARTY OF THE PROPERTY AND ADDRESS.

Mary Committee and the

prominents. E manifeliges per peter

garage promoter a toma frage

Section of the sectio

SAMPLE OF THE PROPERTY OF THE PARTY.

in a spire way is a wifer on graff the

the second section of the second section is a second section of the second section of the second section is a second section of the second section is a second section of the second section of the second section is a second section of the section of the second section of the section of

principle of the second for

京の日本 日本 いちっちんち ちゃちゃ

is the state of the state and and and

* BERTHE . L'EL MILL .

The second of the second of the second

Bertham Committee of the Committee of th

To stay it is no great

Sous la tente des « Banlieues du monde », à Saint-Denis

« On apprend à chanter des petites chansons en bosniaque... »

Pressensé, à quelques centaines de mètres du Stade de France, à Saint-Denis, André, soixante-quatre ans, donne à manger à ses hosos japonais, une race de canaris. a Trente-cinq oiseaux, ils n'arrêtent pas de faire des petits, je les vends, je les donne. » De son appartement, au premier étage, il regarde les quelques supporteurs qui osent se détourner de l'esplanade : « je laisse exprès mes volets ouverts, ça fait qu'on a des gens nouveaux, de bonnes gueules.» Certains soirs, il va acheter ses cigarettes au Royal, le café voisin. pour les approcher de plus près. Pour rien au monde il n'irait s'asseoir sur un gradin à l'intérieur du

Un match, dit André, ça se regarde à la télé : « On a les ralentis, des angles de vue différents, on voit bien... Tenez, cette histoire de pe-nalty... [celui de Brésil-Norvège], s'il n'y avait pas eu une caméra bien placée, personne n'aurait su la vérité. » Quand un but est marqué, la clameur du stade, André l'entend d'abord à la télé, « deux secondes plus tard, elle est ici ».

De l'autre côté du canal de Saint-Denis, à l'ombre de la nouvelle station RER, le Village du monde essaie de reprendre vie. Sous la tente des « Banlieues du monde », le plasticien Melik Ouzani pique une colère contre ce qu'on raconte aux enfants des banlieue: «La promotion par le sport, c'est scandaleux. Un jeune, il a droit à tout et pas seulement au sport! > « Si j'étais noir, je courrais le moins vite possible, je ne ferais jamais de baxe », poursuit-il, et il est applaudi par les participants à un débat sur « Le sport et le racisme ». Melik Ouzani a participé à la fête de la Carnavalcade de Saint-Denis, créé des chars, des costumes, des grosses têtes : « J'ai vu des gens de toutes sortes de pays danser ensemble, c'était ma-

Il adore le foot, déteste les stades, «ils ont quelque chose d'inquiétant ». Il n'aime pas la manière dont on parle du football: « C'est à la fois la guerre et l'économie : on " abat " un joueur, on "gère" un match. On voit la développés et celui des autres. Ce sont les gestionnaires qui gagnent, autres, les équipes qui ont tout

2-2 (4-3tab.)

1-0 (a.p.)

BESETO (Bresd)

lère: « On a remplacé la messe du dimanche par l'idéologie du loto, le miracle: l'enfant des quartiers qui deviendra un grand joueur milliardaire. On nie ce que peuvent devenir les gens. On leur fait croire que ça vient de l'extérieur, que ça sera pris en charge, qu'il suffit d'attendre une étincelle. C'est en gros: Vous êtes une masse de consommateurs, soyez de bons sportifs, de bons footballeurs, et peut-être, un jour, par chance, vous aurez une miette des richesses accumulées. mais vous pouvez touiours rêver." »

Plus loin, assis devant un ordinateur, Hocine, seize ans, habitant La Courneuve, quitte le site Internet de Manchester United pour aller sur celui de l'Olymique de Marseille, son club préféré. L'OM annonce qu'il vient de réaliser 20 000 abonnements en dix jours pour la saison à venir, un record, «et ce n'est pas fini», se réjouit Hocine. Il cherche la ru-

Melik Ouzani est encore en co- brique des transferts: Blondeau et Luccin, Girondins la saison passée, sont sur le point de regagner Marseille, leur ville d'origine, pour 50 millions de francs « le duo »; Lamouchi quitterait Auxerre pour Monaco pour 46 millions de francs. Hocine aimerait devenir commentateur à la télé. « Parce que certains, quand je les entends critiquer la technique des joueurs, c'est limite; limite », se

Derrière hii. Hairudih Cilimkowic, cinquante ans, entraîneur d'un club professionnel à Tuzia, en Bosnie, regarde les écrans du Net. Il vient d'apprendre que l'OGC Nice chercherait un entraîneur, il aimerait bien démarrer une carrière ici. Pour l'instant, il a accompagné une équipe de jeunes de Tuzla qui participe au tournoi international des « Banlieues du monde ». L'équipe a battu la Namibie. 3-L « A Tuzia. on essaie d'improviser des pro-

la joie de vivre. Le foot en fait parexplique-t-il.

« La promotion par le sport, c'est scandaleux. Un jeune, il a droit à tout, et pas seulement au sport!»

Les jennes de Tuzla sont allés se coucher. C'est Rafik, dix-sept ans, lycéen à Paul-Eluard, à Saint-Denis, qui joue le guide auprès d'eux. « On se balade dans les rues de Paris et ils m'apprennent à chanter en basniaque des petites isons populaires, ça les fait rigoler. » Cette année, Rafik avait fait le voyage à Tuzla avec neuf autres jeunes de Saint-Denis. « En botte, personne ne dansait, ils étaient debout, ils se parlaient. En fait, c'était des jeunes qui étaient séparés par la guerre et qui se retrouvaient. La joie ne venait pas encore, ça me brisait le cœur », dit

EHORS, sur l'écran géant du Village du monde, on diffuse le clip de Faudel, le chanteur de rai, Tellement, je t'aime, je pense à toi... Les musiciens des Wailers, compagnons de Bob Marley, se mettent en place pour un concert gratuit. Une petite foule afflue, mais certains stands sont fermés. Les commerçants, vendeurs de T-sbirts, de gadgets et de beignets, s'estiment floués. Ce projet d'animation, près du stade, leur a été vendu « comme une poule aux œufs d'or. Seulement

rile », ont-ils écrit dans un texte adressé à la mairie de Saint-Denis et aux deux sociétés chargées de la programmation. «Les jours de match, on a un peu de monde et encore. Mais les jours sans match, c'est désert », disent-ils.

Manu, un Parisien, a fait le déplacement pour honorer la mémoire de Bob Marley. Lui aussi adore le foot, mais constate que le Mondial n'a pas créé de vraies fêtes populaires. « Soit on est au stade, soit on est devant sa télé. Des jeunes de Sedan sont là. Des copains, des Ardennais manutentionnaires à la FNAC, les hébergent. Eux aussi « cherchent les fêtes à Paris ».. Ils ne désespèrent pas pour la fin de semaine de «trouver un plan quelque part», Une fête, « une vraie fête brésilienne ! », révent-ils tout haut.

Dominique Le Guilledoux.

22

Les spectateurs pris au jeu des robots footballeurs

Malgré des performances limitées, la deuxième Coupe du monde des automates, qui se tient à Paris, déchaîne les passions

quètent, siffient, trépignent, s'entrechoquent, s'égarent, virevoltent, et, parfois... marquent un but. Emerveillé par un événement qui semblait, un instant auparavant, hautement improbable, le public exulte et applaudit les robots footballeurs. L'ambiance fait alors écho à celle des stades de la Coupe du monde de football, les vrais de la vraie. Pourtant, les lieux se prêtent mai à l'illusion. Du 30 juin au 8 juillet, dans les hauteurs de la Cité des sciences de La Villette, à Paris, l'atmosphère rappelle plus, de prime abord, celle d'un laboratoire de robotique que celle d'un temple même fièvre anime les techniciens detrière leur ordinateurs.

Une centaine d'équipes provenant de vingt et un pays participent à cette deuxième Coupe du

le 7 /7 à 21 h. à Marseille

DUARTS DE FINALE DEMI-FINALES

0-0(3-4tab

ILS GIGOTENT, tremblent, ho- monde des robots footballeurs. La première s'est déroulée en nifestation est placée sous l'égide de la Rococup, association japonaise, et la FIRA, son homologue coréenne. L'édition française est organisée par l'Université Plerreet-Marie-Curie/CNRS (LIP6) et le Laboratoire de robotique de Paris (LRP). Les équipes s'affrontent dans quatre catégories correspondant aux tailles des robots (4,5, 7,5, 15 et 50 cm de haut). Les parties se jouent en deux mitemps de 10 minutes, séparées par une pause de 20 minutes au maximum, sur des terrains et avec des ballons aux dimensions nor-

> IMPOSSIBLE DE MARQUER Le résultat est décevant lorsque les difficultés d'analyse logique hachent par trop le jeu. Il arrive aussi que la magie fonctionne. Elle laisse alors entrevoir ce que pourront être, dans quelques dizaines d'années, les performances des robots. En attendant que la passion de la technologie sup-

> plante celle du jeu. Le 6 juillet, la rencontre entre l'université Paris-VIII et celle de Tokyo n'en est pas moins houleuse. A la pause, la France mène par 1 à 0. La jeune femme qui tient le rôle de capitaine de l'équipe nippone n'y tient plus et provoque un incident diplomatique. Les « joueurs» nippons, à l'inverse des engins français, ne sembient pas pourvus de détecteurs de contact avec les adversaires. Ils se précipitent sur eux et les poussent. Les deux arrières tricolores viennent s'encastrer dans leur but de part et d'autre du robot gardien! Impossible de marquer. Les Japonais réclament la mise en mouvement des deux arrières. Les Français invoquent l'agression de leurs adversaires pour maintenir leur tactique. L'affaire remonte en haut lieu pour délibération autour du rè-

> Pendant ce temps, un match oppose trois robots de 50 cm de l'université américaine Yale à leurs homologues de celle d'Utori, au Japon. Les préparatifs



La Cité des sciences de La Villette, entre laboratoire de robotique et temple du ballon rond.

Américains, accroupis, oreille collée à l'engin, tournevis en main, tentent de réparer un de leurs robots. Techniciens et techniciennes s'affairent, en courant pieds nus sur la moquette verte du terrain. Le ballon, orange également, est un modèle de 20 cm de diamètre utilisé pour les compétitions en salle. Les robots japonais ressemblent à des poubelles noires sur deux roues et leurs adversaires, plus ráblés, à des aspirateurs de même livrée. Enfin prêts. L'arbitre siffle le début du

match, Rapidement, il doit sénarer deux robots bloqués l'un contre l'autre. Aussitôt, un attaquant nippon s'empare de la balle et attaque. A proximité du but adverse, il émet un sifflement strident qui ne semble pas perturber ses adversaires américains, au demeurant parfaitement statiques. Arrivée à l'entrée de la surface de réparation, la poubelle nippone pousse toujours la balle. Elle s'immobilise un instant. Sa plaque avant s'actionne alors et... elle tire. Bien mollement. Mais ce mouvement parfaitement dosé

semblent interminables. Les suffit pour que le ballon roule vant et derrière eux. Les premiers lentement dans le but sans provoquer la moindre réaction du gardien. Tonnerre de hourras et d'applaudissements | Les spectateurs, lassés par la lenteur de certaines rencontres, peuvent se rabattre sur la catégorie des robots de 50 cm montés sur quatre roues. Les engins s'inspirent largement des voitures tout-terrain téléguidées pour enfants. A cette différence qu'ils sont équipés de caméras et d'ordinateurs embarqués. Contrairement aux petits robots dont la commande utilise des caméras placées au-dessus du terrain pour analyser l'ensemble de la scène, les modèles de 50 cm

> INSECTES DE FILMS D'HORREUR Une compétition oppose l'université américaine de Californie du Sud à celle de Nara, toujours au Japon, pays très largement représenté. Si les joueurs se ressemblent, certains détails diffèrent. L'unique caméra des laponais pivote sur un axe tandis que les Américains sont dotés de

sout entièrement autonomes.

poussent la balle avec de gros pare-chocs tandis que leurs adversaires sont munis d'une large

Dès le coup de sifflet, les caractères des protagonistes se dis-tinguent également. Les robots japonais se comportent comme certains insectes de films d'horreur, caquetant et se déplaçant par soubresauts. Les Américains sont plus vifs et se meuvent par àcoups comme des araignées d'eau. La partie oppose six robots dans chaque équipe. Les Américains marquent rapidement face à un gardien totalement désorienté. Juste avant la remise en jeu, les Japonais changent de tactique grâce à une rapide modification du programme de leur attaquant de pointe. Celui-ci se rue à l'attaque, et, après maints efforts, finit par envoyer le ballon mourir dans les filets américains. Le match se termine sur un score nul (1-1) grâce aux interventions décisives des deux gardiens, enfin capables de localiser la balle. ·

Michel Alberganti

Votre passe pour la Coupe du Monde sur 162 KHz ou 1852 m

www.98radiofrance.com

La radio associée au Comité Français d'Organisation de la Coupe du Monde de Football 1998, en partenariat avec la FIFA

